TRENTE-CINQUIÈME ANNÉE — N° 10 441 — 20 PAGES — VENDREDI 25 AOUT 1978

La « Pravda » met en garde Belgrade contre la politique chinoise

LIRE PAGE 3



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 130 m.; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique 13 fr.; Canada, $ 0,75; Danemark, 3,75 kr.; Espagne, 40 pes.; Grande-Bretagne, 25 p.; Grèce, 25 dr.; Iran, 50 ris.; Italie, 400 l.; Liban, 200 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 24 esc.; Suède, 2,80 kr.; Suisse, 1,10 fr.; U.S.A., 85 cts; Yougoslavie, 13 din.

Tarif des abonnements page 13

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le Pakistan et la non-prolifération nucléaire

En déclarant, mercredi 23 août, que la France « ne souhaitait pas livrer » à son pays l'usine de retraitement des combustibles nucléaires irradiés promise, le général Zia Ul Haq, administrateur de la loi martiale du Pakistan, semble annoncer la fin d'une longue histoire. Si la réponse à M. Valéry Giscard d'Estaing, qui a écrit le 9 août au chef de la junte pakistanaise, reflète la même opinion, on voit mal en effet ce qui pourrait désormais empêcher l'abandon « de facto » du contrat signé au début de 1976. Et le « New York Times » ne se trompe guère, qui annonce déjà son annulation, présentée d'ailleurs comme une « importante victoire » du président Carter.

Le gouvernement français semble enfin tirer les conclusions logiques des déclarations faites lors des premières réunions du conseil de politique nucléaire extérieure, fin 1976 : il affirmait alors la volonté française de tout faire pour lutter contre les risques de prolifération et mettait un embargo sur la livraison de nouvelles installations industrielles de retraitement.

L'embargo, avait-on dit, ne s'appliquait pas au contrat franco-pakistanais, qui était antérieur. Moins d'un an après, cependant, on ne cachait plus à Paris qu'on ne serait pas vraiment fâché d'une décision du Pakistan, alors soumis à d'intenses pressions américaines, de renoncer à cette usine. Et dès la fin de l'année 1977, on reconnaissait, du côté français, que les efforts étaient accomplis — appuyés par l'arrêt de certaines livraisons — pour obtenir, sinon cette renonciation, du moins une renégociation. Il s'agissait d'aboutir à une modification de l'installation, qui produirait non plus du plutonium pur — immédiatement utilisable à des fins militaires, — mais un mélange uranium-plutonium. Les déclarations du général Zia, considérées sous cet éclairage, ressemblent fort à une fin de non-recevoir.

L'aboutissement de cette longue suite de négociations et de déclarations rassurantes serait une victoire du bon sens : en dépit des affirmations de M. Ali Bhutto, puis de son successeur à partir de juillet 1977, on voit mal en quoi le Pakistan, qui ne possède qu'une centrale nucléaire, d'origine canadienne, aurait économiquement besoin d'une installation de retraitement, que seul un important programme nucléaire, appuyé d'un développement des surrégénérateurs, justifierait. Le Pakistan se sentant tout naturellement quelque peu menacé par les capacités militaires nucléaires de son puissant voisin indien, il n'est évidemment pas difficile de trouver une autre explication à la volonté acharnée d'Islamabad de posséder une telle usine.

Très tôt, les États-Unis, et notamment dès l'été 1976 par la voix de M. Henry Kissinger, bientôt relayé par le président Carter lui-même, avaient exprimé leur inquiétude à ce sujet. Et le dénouement probable de cette affaire ne manquera pas d'être compris comme une victoire, sinon des Américains, du moins les idées qu'ils défendent avec acharnement. Il n'y a guère de doute, en effet, que les positions de Paris et de Washington sur la non-prolifération se rapprochent peu à peu, même si subsiste une importante divergence de vues sur la nécessité de développer les réacteurs surrégénérateurs. Les travaux techniques de « l'évaluation internationale des cycles de combustible nucléaire » lancée sur l'initiative du président Carter permettront sans doute de nouvelles convergences.

Une éventuelle conclusion de l'« affaire » franco-pakistanaise risque, enfin, de raviver la querelle parallèle qui sévit entre Washington et Bonn : la République fédérale d'Allemagne doit, en effet, livrer une installation de retraitement au Brésil, et les États-Unis n'ont jamais cessé, non plus, leurs attaques contre ce contrat qu'ils jugent inutile et dangereux.

(Lire nos autres informations page 4.)

L'Arabie Saoudite apporte son soutien au chah d'Iran

Les troubles se poursuivent à Abadan

L'Arabie saoudite vient d'apporter son soutien au chah d'Iran menacé par l'aggravation des émeutes et la multiplication des manifestations antigouvernementales. Le prince Ibn Abdoul Aziz, ministre saoudien de la défense, a déclaré, ce jeudi 24 août, dans une interview à un journal du Koweït, que les événements d'Iran « menaçaient la sécurité de toute la région » et que « le communisme international » était à l'origine de ces troubles. Les pays arabes doivent se ranger aux côtés du chah, a poursuivi le ministre, en ajoutant que le souverain iranien « réussira à surmonter ses difficultés ».

Cette prise de position est d'autant plus importante que les opposants au chah, en majorité des religieux, se réclament de l'Islam, dont l'Arabie saoudite se veut la plus ardente gardienne.

En Iran, des troubles sporadiques se poursuivent, notamment à Abadan, où, à l'occasion des obsèques des victimes de l'incendie criminel du cinéma Rex, la population s'est heurtée, mercredi, à la police. A Téhéran, on n'excluait pas, ce jeudi matin, l'hypothèse d'un remaniement ministériel et d'une démission du premier ministre, M. Amouzegar. Les dirigeants du Front national (libéraux) ont rejeté, mercredi, les avances du régime et mis en doute la politique de « libéralisation » du chah. Celui-ci, dans plusieurs interviews, accordées à la presse étrangère, a réaffirmé qu'il était seul capable de mener à bien la démocratisation du régime, tout en témoignant d'un certain désarroi face aux événements.

De notre envoyé spécial

Téhéran. — La capitale iranienne était devenue mercredi 23 août la ville des rumeurs. On affirmait le matin qu'une « journée nationale » était préparée pour samedi à l'occasion de l'anniversaire du martyre de l'iman Ali. Dans la soirée, on attendait l'annonce imminente d'un remaniement ministériel avec le départ probable du premier ministre, M. Amouzegar, qui serait remplacé par un libéral « bon teint », chargé de relancer la politique de « démocratisation ».

Les dirigeants du Front national, dont l'activité est tolérée dans certaines limites, ont mis en doute l'existence même de cette « politique de libéralisation ». S'adressant, de sa résidence de Chamiran, à une centaine de journalistes étrangers, M. Karin Sendjabi, président du Front, a dressé un violent réquisitoire contre le régime iranien, affirmant que « *le règne de terreur et de désillusions* » continuait toujours et qu'aucune action n'avait été entreprise jusqu'à présent « *pour assurer la restauration des droits de la nation* ».

JEAN GUEYRAS.

(Lire la suite page 3.)

Le gouvernement du Nicaragua céderait aux guérilleros

Le gouvernement nicaraguayen aurait accepté la plupart des exigences des guérilleros qui détiennent toujours en otage une soixantaine de députés au siège du Parlement de Managua. Les guérilleros devaient quitter le Nicaragua dans la journée de jeudi 24 août, en compagnie des prisonniers politiques dont ils ont demandé la libération et à bord d'un appareil prêté par le gouvernement vénézuélien.

Les négociations entre les guérilleros, membres du Front de libération sandiniste, et le président Somoza se sont déroulées pendant toute la journée de mercredi ; elles ont eu lieu par l'intermédiaire de l'archevêque de Managua et se sont soldées, dans un premier temps, par la libération des fonctionnaires, des journalistes et des touristes qui se trouvaient dans le bâtiment du Parlement au moment de l'attaque. Cette attaque aurait fait au moins quatorze morts, a affirmé à Washington le porte-parole du département d'État avant de condamner cette prise d'otages. A Moscou, en revanche, l'agence Tass a évoqué l'affaire en termes plutôt positifs, qualifiant l'attaque du Parlement d'« *opération hardie* ».

On évalue à cent vingt environ le nombre de prisonniers politiques qui seraient autorisés à quitter le pays en compagnie du commando. La rançon que verserait le gouvernement ne se monterait qu'à 0,5 million de dollars, et non aux 10 millions initialement réclamés.

(Lire, page 5, l'article de JEAN-CLAUDE BUHRER.)

Les cardinaux commenceront à voter samedi au conclave

Vendredi à 16 h. 30, cent onze cardinaux, en soutane rouge et en rochet, se rendront en procession au chant du « Veni Creator » de la chapelle Pauline à la Sixtine où aura lieu le conclave. A 17 h. 30, le maître des cérémonies lancera le « extra omnes » (tout le monde dehors !). Ils prendront possession de leurs chambres, tirées au sort.

Les membres du conclave ne voteront pas avant le lendemain samedi 26 août. Deux scrutins sont prévus le matin et deux autres l'après-midi. Si après trois jours, la majorité des deux-tiers (plus une voix) n'est pas atteinte, le conclave fera une pause, pour prier et pour se concerter une nouvelle fois. Puis on reprendra les scrutins jusqu'à sept si nécessaire. Nouvelle pause. Nouvelle série de sept. C'est alors que pourra intervenir le « compromis » : neuf électeurs au minimum et seize au maximum pourront recevoir les pleins pouvoirs pour tirer l'assemblée de l'impasse.

Le rôle du Saint-Esprit

par ANDRÉ MANDOUZE

Le Saint-Esprit a bon dos, si l'on peut dire, dans cet entracte de la papauté. Rien, certes, de plus naturel ni de plus surnaturel, pour les cardinaux, que cet inlassable rappel : « *L'élu d'un conclave est celui du Saint-Esprit.* » Est-ce à dire que cette affirmation suffit pour que son contenu puisse être perçu du monde moderne, dans l'ensemble peu initié à la théologie trinitaire ?

Laissons de côté ceux qui, d'avance, refusent toute explication pour la bonne raison que l'anticléricalisme folklorique les satisfait et qu'ils trouveront là une occasion rare de se gausser des prétentions d'un cénacle de vieillards ensoutanés de rouge. Eux mis à part, on peut imaginer ce que, pour les autres, implique essentiellement l'adage en question : une mise en garde contre toute assimilation de l'élection d'un pape avec quelque compétition électorale que ce soit.

Intention d'autant plus compréhensible à des Français, par exemple, que, à peine sortis du naufrage d'un « programme commun » qui n'avait pas réussi à être « bon », les voilà, depuis la mort de Paul VI, constamment invités par toutes sortes de spécialistes — et de non-spécialistes — à réfléchir (cette fois-ci sans aucun pouvoir direct de décision) sur autant de « programmes particuliers » visant à décrire au moins le pape qui serait « bon » !

Face à ce qu'ils auraient d'ailleurs tort de prendre pour de la propagande partisane (sinon finalement, dans la plupart des cas, en faveur d'une institution moins oubliée qu'on ne le dit), les cardinaux n'auraient pas non plus raison de s'en tenir à la défensive. Mais si, durant le conclave, les caméras de télévision se heurtent à des portes intentionnellement closes, il est illusoire de se croire au Moyen Age ou à la Renaissance et de prétendre agir comme si n'existaient pas les moyens de communication dont le monde entier dispose actuellement.

A la limite, cette réaction négative des membres du conclave à l'égard des mass media risque de faire prendre leur invocation du Saint-Esprit pour un alibi : comme si ces Messieurs — ayant avec Lui des rapports particuliers ignorés des autres mortels — n'avaient cure de s'informer, en hommes et auprès d'autres hommes, de ce qui peut les mettre le mieux à même de choisir celui qui va prendre une si lourde charge d'humanité.

Il est donc bien certain, au contraire, que, loin de les dispenser de leur devoir d'état, la croyance en l'Esprit-Saint oblige en conscience les cardinaux à se présenter au conclave avec les meilleures informations possibles sur l'enjeu du débat et le dossier des *papabili*.

Reste que, au moment du vote, la responsabilité des électeurs demeure entière et qu'il est attendu d'eux un acte personnel et positif dont ne les dispensera pas le Saint-Esprit. Or, c'est ici peut-être que la situation des conclavistes ne laisse pas d'être des plus... singulières.

Soucieux avant tout d'échapper aux pressions extérieures pour préserver l'action du Saint-Esprit, n'ont-ils pas souvent donné l'impression, au cours de l'histoire, qu'ils Le traitaient avec plus de ménagement que de confiance, comme s'il se trouvait mieux sous vide qu'en plein vent ? Pis : alors qu'on s'attendait que la référence à l'Absolu les aidât à remettre à leur juste place les talents particuliers, si brillants soient-ils, n'a-t-on pas vu fréquemment des conclaves miser sur des profils de carrière passablement particuliers : tandis qu'on attendait un pape, ce fut alors un canoniste qu'on élut, ou un ascète ou un moraliste, quand ce ne fut pas simplement un diplomate, un mécène ou un polyglotte !

(Lire la suite page 6.)

LA LUTTE CONTRE LE CHOMAGE

En retard d'une guerre...

par PIERRE DROUIN

Les gouvernements ne peuvent se mouvoir que dans une économie « euclidienne ». Ainsi, l'effort des responsables des pays occidentaux (la réunion de Bonn des 16 et 17 juillet l'a encore prouvé) tourne autour de l'idée de donner des coups de pouce à la croissance pour lutter contre le chômage. Sans doute, plus d'expansion offrira plus d'emplois, et l'on n'a jamais envisagé — heureusement — de pratiquer une politique déflationniste pour réduire le nombre des chômeurs. Mais l'expérience a prouvé qu'on n'attaque pas le mal à la racine en faisant fond sur la relance globale. Pour que cette thérapeutique ait un effet très sensible, il faudrait arriver à des taux de croissance très élevés. Mais la machine produirait alors plus d'effets pervers que d'effets bénéfiques (dégradation de la balance des comptes et inflation).

Il est au moins une vérité que défendent maintenant sans hésiter ceux qui tiennent les rênes des États : l'inflation ne peut jamais être un remède contre le chômage, en tout cas, à moyen terme.

Dans une étude qu'il présenta récemment à l'Institut de l'entreprise (1), M. Henri Lepage a bien décrit le phénomène de l'inflation comme *source* de chômage. Dans la phase « euphorique » de hausse des prix où chaque entrepreneur a l'impression que la conjoncture lui devient plus favorable, il est encouragé à produire plus. Ce qui se répercute sur le marché du travail avec tendance à la hausse des rémunérations offertes. Les délais de recherche d'un emploi se raccourcissent, et certains chômeurs, qui arbitraient en faveur du non-travail du fait des salaires trop bas qui leur étaient proposés, changent d'attitude.

Mais l'illusion monétaire ne dure pas. Très vite, les travailleurs s'aperçoivent que la hausse des prix grignote l'amélioration du pouvoir d'achat dont ils croyaient bénéficier et réclament des augmentations de salaires, anticipant cette fois sur le taux d'inflation qu'ils prévoient. Les salaires croissent beaucoup plus vite que les prix, la situation des entreprises se dégrade. Certains font faillite, d'autres réduisent le nombre d'heures de travail ; les projets d'investissements sont révisés en baisse, et apparaît alors un véritable chômage conjoncturel, fruit de l'inflation ou plus exactement — car il est quasi impossible d'arriver à une stabilisation parfaite — d'une poussée de hausse des prix par rapport à leur niveau annuel précédent.

Si les gouvernements ont maintenant parfaitement compris ce mécanisme et ne font plus du keynésianisme à tout-va, ils sont loin d'avoir admis les nouvelles réalités du marché du travail, qui font que les remèdes anciens ne sont plus adaptés.

La *demande* de travail n'a plus du tout la même caractéristique qu'il y a trente ans.

1) Elle est beaucoup plus diversifiée. Chaque candidat travailleur — ou presque — cherche la réponse à *son* besoin, qui n'est pas forcément celui du voisin.

Le jeune pourra attendre — souvent grâce à l'argent de ses parents — de trouver pour s'embaucher le métier qui lui conviendra le mieux. Ou bien il cherchera une occupation à mi-temps qui lui permettra de finir ses études. La femme, une fois déchargée de l'éducation de ses enfants, se mettra en quête d'une tâche qui lui assurera un nouvel épanouissement, mais refusera les autres. Le père de famille, dont les besoins financiers sont, de loin, les plus contraignants, s'intéressera d'abord au poste le mieux rémunéré et qui permet une rallonge d'heures supplémentaires.

2) Elle est beaucoup plus qualitative. Sauf exceptions, c'est-à-dire dans les cas où existe vraiment un problème de survie, la demande de travail est aujourd'hui beaucoup plus exigeante en matière de conditions d'exercice de l'emploi, de cadre de vie professionnelle, d'environnement social, de finalités de la tâche, de responsabilités dans l'entreprise. Il y a fort à parier qu'une extension du travail à la chaîne ne diminuerait pas le nombre des chômeurs. Le travail n'a jamais été une marchandise. Ceux qui avaient tendance à l'oublier ne le peuvent plus aujourd'hui. L'augmentation du nombre des emplois passe par leur aménagement, leur adaptation aux exigences de ceux qui se présentent. La réduction du chômage est aussi une question de société.

(Lire la suite page 17.)

(1) 6, rue Clément-Marot, 75008 Paris.

AU JOUR LE JOUR

Où ton chemin...

Les hommes d'État, quand les choses leur échappent, n'en sont pas plus modestes.

Ainsi, le chah d'Iran vient de déclarer au palais de Sadabaad : « Nous devons être conscients du fait qu'un changement politique dans ce pays modifierait la face du monde. » *Ce n'est pas peu.*

De même, l'année passée, devant le Congrès américain éberlué, le premier ministre canadien, M. Pierre Elliott Trudeau n'avait pas craint d'avertir que l'indépendance du Québec serait un crime contre l'humanité. Ce qui ne serait pas rien non plus.

Néron, acculé à la mort, se lamentait : « Quel artiste le monde va perdre ! »

Il est curieux, tout de même, qu'on se fasse tant d'idées sur soi-même. C'est cela, peut-être, qui empêche d'en avoir sur les autres.

Il est pourtant un chef d'État qui fut plus sage. C'est Marc Aurèle se répétant à lui-même : « Souviens-toi toujours de l'homme qui avait oublié où son chemin le conduisait. »

PHILIPPE DE SAINT-ROBERT.

EXISTE-T-IL DEUX LITTÉRATURES RUSSES ?

Écrivains soviétiques de l'intérieur

Y a-t-il une ou deux littératures russes ? La question est d'actualité et la réponse qu'on lui fait est généralement positive : oui, il y a deux littératures russes, celle de l'intérieur et celle de l'extérieur. La première serait officielle, proche — par le fond comme par la forme — de la propagande, qu'il s'agisse de célébrer les vertus héroïques des défenseurs de Stalingrad et de Leningrad ou d'exalter les joies de la vie au kholkose, à l'usine, sur quelque chantier. La seconde, écrite ou non par des exilés, ne trouverait éditeur qu'en Occident ; elle seule nous parlerait de la réalité soviétique, sans fard ni complaisance ; elle seule, serait digne d'attention. Elle seule, en fin de compte, mériterait l'appellation de littérature.

Les choses, pourtant, ne sont pas si simples. Certes, la littérature de l'extérieur existe et le regard qu'elle porte sur la société soviétique, son histoire, ses mécanismes, ses mensonges, est extrêmement salutaire. Il serait pourtant erroné de réduire ce qui se publie en Union soviétique à autant de « commandes », à autant de libelles usés et rabâchés. Aucun système de censure et d'auto-censure n'est parfait.

Il en va ainsi en Union soviétique, aussi bien en ce qui concerne le théâtre, la peinture, la chanson, le cinéma que la littérature. Et il existe bel et bien une littérature de l'intérieur qui n'a rien à envier à celle de l'extérieur et qui, au contraire, la rejoint, la complète, ne s'en différencie pas au fond. Qu'elle soit éditée par les maisons officielles, vendue à l'étranger par l'Agence soviétique des droits d'auteurs (VAAP), ne surprendra que ceux qui ont une vision superficielle de la société soviétique contemporaine, que ceux qui croient qu'en U.R.S.S., en 1978, on décide de sa dissidence. Alors que ce privilège est réservé aux autorités, à la conjoncture, presque au hasard. Et qu'il est toujours un déchirement...

A travers des livres parus cette année, en français, d'auteurs tels que Guéorgui Vladimov, Iouri Trifonov, Valentin Raspoutine, Oljas Souleimenov, Iouri, Olécha, nous donnons un aperçu de cette littérature passionnante, qui nous vient de là-bas.

NICOLE ZAND.

(Lire page 12.)

idées

ACTION SOCIALE

Aide collective et démocratie libérale

par MICHEL LEVY (*)

DANS toutes les sociétés il existe des individus et des groupes qui ont du mal à suivre le rythme général d'évolution, à s'insérer par leurs seuls moyens dans la société, à vivre de façon autonome sans interventions spécifiques plus ou moins durables de la collectivité. Il faut aider ceux qui en ont besoin et essayer de faire en sorte que ceux-ci soient le moins nombreux possible. Il faut agir à la fois sur les causes individuelles et sur les causes sociales de ce que l'on appelle les handicaps et les inadaptatations. L'ensemble de ces interventions constitue la fonction collective qu'il est aujourd'hui convenu d'appeler « action sociale ».

Certains théoriciens et praticiens de l'action sociale veulent absolument imputer l'ensemble ou l'essentiel des causes de tous les handicaps et inadaptations à la démocratie libérale. Celle-ci, en permettant la recherche sans contrôle et sans freins du « profit » serait responsable de tout ou de l'essentiel des situations individuelles et collectives requérant une intervention sociale. Au-delà, même, les différentes formes de contestation radicale (idéologique et praticienne) qui se manifestent tout particulièrement dans ce secteur de l'action sociale mettent en cause non seulement la démocratie libérale, mais toute vie sociale organisée.

Faux problème d'abord que celui de la prétendue sujétion de l'action sociale et du travail social à l'idéologie dominante. Il n'y a pas d'idéologie dominante » dans une société de liberté, mais pluralisme des opinions et des croyances.

Faux problème ensuite que celui de la prétendue identité universelle des atteintes à la liberté humaine, induites par le « contrôle social » et son instrument privilégié que serait le pouvoir médical. Il faut dire clairement que les « bavures » du système libéral n'ont rien, mais rien à voir, avec l'anéantissement systématique dans les camps de la mort ou de travail forcé des divers régimes totalitaires, avec l'internement pour motif politique, avec la contrainte de l'Etat.

Faux problème aussi que celui de la prétendue inaptitude au changement de la société libérale et de sa prétendue tendance normalisante à caractère schizophrénique ! En trente ans, les sociétés occidentales ont peut-être plus changé qu'en plusieurs siècles d'histoire et elles se sont en tout cas montrées d'une remarquable et peut-être parfois excessive plasticité à d'innombrables courants novateurs qui ont modifié les situations sociales et les modes de vie.

Faux problème encore que celui de ce prétendu « contrôle social » qui récupérerait tous les changements partiels au plus grand profit du « système ».

Il n'est bien souvent rien d'autre que la nécessaire appréhension par la collectivité du coût de ses interventions et de la marche des services publics ou assimilables conformément aux fins qui sont les leurs.

Faux problème enfin que celui de la prétendue méconnaissance des valeurs propres des catégories sociales marginalisées du fait de la domination d'un « savoir abstrait » engendrant un pouvoir remis aux mains d'un prétendu « Etat savant ». Dans l'action sociale plus qu'ailleurs, la nécessaire réhabilitation du travail manuel et de l'expérience de la vie dégénère trop souvent en condamnation de la connaissance qu'on croit pouvoir dénigrer en lui donnant le beau nom de « savoir ». Erreur particulièrement grave quand elle s'applique à la formation des travailleurs sociaux.

Au regard de ces faux problèmes, quels sont donc les vrais maux de l'action et du travail social dans la démocratie libérale ?

Le premier tient, il faut le reconnaître, à la démocratie libérale elle-même. Le marché libre ne pourra jamais pourvoir à tout, et la société libérale se détruirait elle-même en suivant, sans freins ni raison, sa pente naturelle. La liberté doit être canalisée.

Il est indispensable que les libéraux intègrent mieux le devoir de solidarité au nombre de leurs critères de choix.

Mais le second mal véritable est celui de la méconnaissance des apports essentiels de la démocratie libérale à l'action sociale. Apports simples mais décisifs, et sans lesquels aucune action sociale libre et responsable n'est possible. Les institutions les plus diverses en faveur des personnes handicapées ou en difficulté de toutes catégories ont été créées et se sont développées. La formation des principales catégories de travailleurs sociaux a été récemment entièrement prise en charge par l'Etat.

Le caractère privé d'une partie importante des institutions d'action sociale est un autre apport que seule la démocratie libérale peut véritablement garantir.

Enfin, ce que la démocratie libérale apporte d'essentiel à l'action sociale, c'est tout simplement l'acceptation « institutionnalisée » de la contestation. Le libéral peut certes contester la contestation. Il peut ne pas accepter ses excès lorsqu'ils se traduisent par une mauvaise gestion ou un laisser-aller par trop prononcé. Il peut dénoncer la contrainte qu'elle entraîne pour beaucoup d'esprits libres quand elle s'institutionnalise selon ses règles. Mais il l'accepte.

La démocratie libérale n'a pas à « faire de complexes » au regard de l'action sociale.

(*) Directeur du Centre technique national d'études et de recherches sur les handicaps et les inadaptations. L'auteur s'exprime bien entendu ici à titre strictement personnel.

Handicap et maladie mentale

par le Dr M. HOUSER (*)

IL y a seulement quelque vingt ans, si ma mémoire reste bonne, on parlait encore d'arriérés mentaux, que l'on catégorisait en débiles, imbéciles, enfin idiots, eux aussi répertoriés en plusieurs sous-groupes...

De la notion d'arriéré, on est passé d'abord à celle de retardé, l'adjectif faisant cette fois référence à l'école, c'est-à-dire sans doute aux capacités d'acquisition. En bref, l'arriéré mental devenait le retardé scolaire. Et puis, très vite, cela n'a pas satisfait. Après l'arriération, après le retard, ce fut l'inadaptation, à quoi devaient presque obligatoirement s'adjoindre les mots enfants ou enfance (dans le sigle ADAPEI (1) il n'est pas question d'adulte inadapté) ; de nos jours, enfin, il s'agit de handicap.

A côté de ce langage-là existe toujours celui, technologisant, que l'on baptise volontiers jargon, et qui va concerner ici ceux que j'appellerai les « psy » psychiatres, psychologues, psychanalystes...).

Qu'ont fait les « spy » en l'occurrence ? Ce qu'ils font toujours, à quelques traditionalistes près (ils ont les leurs) : pratiquer l'alternance en orientant de préférence leur voile au vent et échangeant pour le cas sans barguigner le grison de Sancho contre le cheval de don Quichotte. Après avoir longtemps, tel Pinel, qui n'était pas que progressiste avant la lettre, ironisé sur les prétentions d'Itard à vouloir guérir Victor, le fameux sauvage du Tarn ou de l'Aveyron, ils ne virent soudain partout que disharmonies évolutives ou autres psychoses infantiles.

Qu'on ne se méprenne pas, je n'ai rien contre cette recherche qu'également je poursuis ; je n'en ai qu'aux excès, aux distorsions, aux rigidités et aux obscurantismes de tout bord qui se renouvellent sans cesse.

Revenons à nos handicapés. J'ai dit avoir remarqué la suppression de tout adjectif et notamment de l'adjectif mental.

Pour avoir été spontanée, ou pour avoir cherché à apaiser des soucis souvent généreux d'ordre humanitaire, cette suppression du qualificatif mental ne pourrait-elle aussi, je dis bien aussi, avoir le sens plus restrictif et occultant d'un déni ?

Et si les psychiatres, certains psychiatres, exagèrent quand ils ramènent abusivement toute déficience mentale à la psychose sous des prétextes divers parmi lesquels la naïveté samaritaine de croire que toute psychose est moins incurable que la débilité par exemple, ne vont-ils pas eux aussi dans le même sens d'un déni ? Du moins, ce déni leur est-il propre et se heurte-t-il assez vite à de vives controverses, car il n'est absolument pas le même que celui des familles, il s'en faut.

L'ADAPEI bâtit. Et pas seulement pour les enfants, mais pour les adultes. De plus, et elle le dit très ouvertement, très franchement, elle affirme vouloir démédicaliser le handicap, ce qui, *a priori*, peut se justifier dans certaines limites, mais qui comporte aussi certains risques, d'où la divergence. D'un côté, une association qui, avec le dynamisme qu'on lui connaît, semble faire un peu la loi, mobilisant les familles, dénigrant gentiment l'institution psychiatrique et finalement, de fait, sinon toujours avec à-propos, débauchant purement et simplement, si j'ose ainsi parler, un certain nombre d'hospitalisés. A l'opposé, une administration hospitalière rendue de plus en plus inquiète par la baisse, sinon la chute, des présences et donc des journées et qui s'émeut des problèmes de gestion, effectivement très réels, qui en découlent...

En vérité, je crois que cette querelle (pas dramatique bien sûr : l'on se rencontre, l'on s'invite et même à table...) repose sur un énorme malentendu qu'il appartient au médecin — si toutefois le médecin a toujours droit à la parole — de dénoncer et, si possible, de réduire. Ce malentendu, le voici, je l'expose de manière ultra-simple sinon simpliste : il consiste en une confusion totale, y compris chez les meilleurs esprits de part et d'autre, entre handicap mental et maladie mentale.

Or il est bien évident que l'on peut être handicapé mental sans présenter de troubles importants du caractère ou du comportement, sans délirer ni halluciner, sans se déprimer, bref sans être malade. Dans ce cas, monsieur le directeur d'hôpital psychiatrique, ce faux malade n'a rien à faire dans votre établissement et il est heureux que les familles puissent avoir à disposition d'autres solutions.

Que si, par contre, mesdames et messieurs de l'ADAPEI ou d'ailleurs, votre enfant, votre adolescent, votre adulte handicapé mental présente les troubles que je viens d'énumérer, il y aurait véritablement risque de refus de soins à personne en danger à vouloir à tout prix « démédicaliser » son cas. Et, comme je ne pense pas un instant que vous refusiez jamais quelque soin que ce soit à qui que ce soit, je vous mets amicalement en garde contre l'aspect néo-psychiatrisant que pourront prendre vos institutions avec le temps, et malgré vous. Je ne vois aucun intérêt, autre que magique, à vouloir créer ou recréer, et plutôt mal, comme on le fait avec les hospices, des hôpitaux psychiatriques occultes, c'est-à-dire qui s'appelleraient d'un autre nom.

(1) Association départementale des amis et des parents d'enfants inadaptés.

(*) Psychiatre des hôpitaux.

FEUILLETON 49 — 25 AOUT 1978

ADIEU CALIFORNIE

par Alistair MacLean

Après l'arrestation du chef de la police Donahure et du juge LeWinter, convaincus de complicité dans le vol des combustibles nucléaires avec prise d'otages qui a eu lieu à la centrale de San-Ruffino, et que le terroriste Morro revendique, le sergent Ryder a progressé dans son enquête sans toutefois pouvoir relier les pièces d'un puzzle qui vont des sociétés secrètes religieuses établies en Californie, aux Philippines, en passant par un géant de 2 mètres que l'on retrouve dans toutes les déclarations des suspects. Il s'apprête cependant à livrer ses réflexions devant les chefs du F.B.I. et de la C.I.A. réunis en conférence plénière.

COMME toutes les pièces conçues pour donner à leurs occupants l'impression de leur propre importance, la salle de conférences était imposante. De tout l'immeuble du F.B.I., elle était la seule à avoir des parois d'acajou et une grande table ovale, toujours en acajou, qui étincelait de la splendeur qu'ont rarement les bureaux témoins d'un honnête travail quotidien. Autour de cette table étaient rangés les seuls fauteuils recouverts de vrai cuir et cloutés de laiton de tout l'immeuble. La réunion était absolument secrète, son objet de la plus haute importance sur le plan national, et les visages de la plupart des douze hommes assis sur les fauteuils de cuir reflétaient de façon appropriée la gravité de l'instant.

Personne n'occupait le bout arrondi de la table : Barrow, chef du F.B.I., et Mitchell, de la C.I.A., étaient assis l'un et l'autre à la même distance du centre, de sorte que personne ne pouvait prétendre occuper la place du président. Ce fut Mitchell qui ouvrit la séance : une pièce de monnaie jouée à pile ou face en avait décidé ainsi.

« Nous vous écoutons, dit-il, d'une voix sans intonation à Ryder.

— Merci, dit celui-ci, qui attaqua sans préambule : vous avez tous vu les rues qui entourent cet immeuble. Quand nous avons atterri sur le toit, nous avons vu une centaine de rues dans un état analogue. Bloquées. Asphyxiées. On n'a rien vu de pareil depuis la retraite de Mons. Les gens sont affolés. Je ne les blâme pas : si je vivais ici, je le serais aussi. Ils croient tous que Morro va faire exploser sa bombe à 10 heures demain matin. Je le crois également. Et je crois aussi qu'il fera exploser, ou qu'il est tout prêt à le faire, les dix autres engins atomiques qu'il prétend détenir. Ce à quoi je ne crois pas, pour le moment, c'est à ses exigences. C'est de la folie pure, il doit le savoir, et nous devrions les considérer comme ce qu'elles sont : une menace vide, une prétention sans signification qui ne peut être satisfaite.

— Peut-être devriez-vous savoir, fit remarquer Barrow, que juste avant votre arrivée on nous a avisés que le Kremlin et Pékin avaient protesté par l'intermédiaire de leurs ambassades à Washington. Ils jurent leurs grands dieux qu'ils sont aussi innocents que l'agneau qui vient de naître et que l'accusation monstrueuse qui a été portée contre eux — personne ne les a accusés de quoi que ce soit, mais on comprend leur point de vue — est une manœuvre de plus du complot capitaliste destiné à déclencher la guerre. C'est du reste la première fois, de mémoire d'homme, que Moscou et Pékin sont totalement d'accord sur un point.

— Ce n'est pas la simple protestation habituelle ?

— Non. Ils sont fous furieux.

— On ne peut pas le leur reprocher. Suggérer qu'ils y soient pour quoi que ce soit est ridicule.

— Etes-vous bien sûr que le fait d'avoir préalablement écarté tout indice tendant à prouver que les communistes sont impliqués dans cette affaire n'a pas influé sur votre réflexion relative aux menaces de Morro ?

— J'en suis sûr. Et vous l'êtes tous aussi.

— Pas moi, dit Mitchell.

— Evidemment, la dernière chose que vous faites, chaque soir avant de vous coucher, c'est de regarder sous votre lit. »

Mitchell se retint tout juste de grincer des dents.

« Si ce n'est pas cela, qu'est-ce que c'est, alors ? », demanda-t-il.

Les termes étaient neutres, mais le ton sur lequel il les avait prononcés indiquait clairement qu'il était prêt à se battre à mort pour mettre en doute chaque mot que Ryder allait prononcer.

« Ayez un peu de patience. Toute l'histoire semble commencer aux Philippines. Je suis sûr que vous savez tous ce qui se passe là-bas, et la dernière chose que je sois, c'est un spécialiste des affaires étrangères ; mais j'ai potassé la question tout à l'heure à la bibliothèque publique. Je vais brièvement résumer ce que j'ai lu, aussi bien pour moi-même que pour les autres.

» Les Philippines se trouvent dans une situation financière désespérée. Elles ont fait des plans de développement extrêmement ambitieux, leur dette extérieure et intérieure ne cesse de s'accroître, leurs dépenses militaires sont trop lourdes pour elles, bref, leurs caisses sont à sec. Mais, comme beaucoup d'autres pays, elles savent ce qu'il faut faire quand la tirelire est vide : tendre la main vers l'Oncle Sam. Et elles se trouvent en excellente position pour exercer une pression sur les Etats-Unis.

» Les Philippines sont la clé de voûte de la stratégie militaire américaine dans le Pacifique ; le point d'ancrage de la VII[e] Flotte, à Subic-Bay, et la base aérienne de l'aviation militaire américaine aux Philippines sont considérés par le Pentagone comme indispensables et valant largement le loyer qu'exigent les dirigeants de cet Etat : loyer que, soit dit en passant, beaucoup de gens considèrent comme quelque chose d'intermédiaire entre une rançon et une extorsion de fonds.

» Comme vous le savez tous, la partie méridionale des Philippines, c'est-à-dire essentiellement l'île de Mindanao, est habitée par des musulmans, qui ont entrepris une croisade contre le président Marcos et son gouvernement à prédominance catholique. Ils considèrent cette croisade comme une guerre religieuse menée par un peuple opprimé. Que cette guerre se justifie ou non, ce n'est pas mon affaire. En tout cas, c'est une guerre extrêmement cruelle. Tout cela est bien connu des gens.

» Mais ce qui l'est peut-être moins, c'est que les Philippins musulmans éprouvent une amertume presque égale à l'égard des Etats-Unis. Ce n'est pas difficile à comprendre. Bien que le Congrès s'indigne des atteintes portées depuis longtemps par le président Marcos aux libertés civiles, il n'en continue pas moins à payer joyeusement le loyer de nos bases dans les îles, à un taux de plusieurs centaines de millions de dollars par an en aide militaire, dont le gouvernement philippin utilise une bonne partie pour ce qu'il considère comme parfaitement légitime : l'écrasement des musulmans.

» Ce qu'on ignore encore plus, c'est que les Philippins musulmans n'aiment guère davantage l'Union soviétique, la Chine ou le Vietnam qu'ils ne chérissent les Etats-Unis. Ce n'est pas, pour autant que je sache, que ces Etats leur aient fait le moindre mal ; mais le gouvernement philippin a établi des relations diplomatiques cordiales avec ces trois pays, et les pays qui répondent aux ouvertures du gouvernement philippin sont automatiquement considérés par les musulmans de Mindanao comme faisant partie du camp ennemi.

» Ce qui leur fait terriblement défaut, à ces musulmans, ce sont les armes. S'ils étaient aussi bien armés que les quatre-vingts bataillons du gouvernement qui leur font la guerre — bataillons très bien équipés par les soins de l'Oncle Sam — ils pourraient sans doute faire montre de bonnes aptitudes militaires sur le terrain. Jusqu'à l'année dernière, ils recevaient quelque équipement militaire et du matériel en provenance de Libye ; mais Mme Imelda Marcos s'est rendue là-bas, elle a eu un aimable entretien avec le colonel Kadhafi et son ministre des affaires étrangères, Ali Tureiki, et, depuis lors, la dernière ligne d'approvisionnement des musulmans de Mindanao a été coupée.

» Alors, que devaient-ils faire ? Ils ne pouvaient ni obtenir ni fabriquer leurs armes aux Philippines mêmes. Même s'ils n'avaient pas nourri une haine farouche pour les Etats-Unis, on ne voyait guère comment les Etats-Unis auraient pu fournir des armes à des insurgés qui se battent contre le gouvernement philippin. Ils n'avaient aucune relation avec les communistes. Et leurs propres frères musulmans venaient de les laisser tomber. C'est alors que les rebelles ont trouvé l'unique réponse possible : n'importe quelle fabrique d'armes au monde fournira du matériel à n'importe qui, si son argent est bon et s'il paie comptant, quelles que soient sa race, sa religion et sa politique. Pourquoi les marchands d'armes procéderaient-ils autrement ? Les gouvernements agissent sans cesse de la sorte : les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France ne sont pas les derniers. Tout ce que nos musulmans avaient à faire, c'était de trouver l'argent comptant.

» La solution était simple : il fallait que cet argent soit fourni par l'ennemi, et, dans le cas particulier, l'ennemi, c'était l'Oncle Sam. Et si, dans la foulée, on pouvait aussi lui porter quelques coups bas, tant mieux. Voler les Américains, les léser et, pour faire d'une pierre deux coups, discréditer l'Union soviétique et la Chine en se servant d'elles comme d'un écran de fumée. Je crois que c'est ce qui est en train de se produire en Californie ces jours-ci.

— Hypothèse intéressante », dit Mitchell.

Son ton laissait entendre qu'il était un homme courtois qui en avait écouté un autre en train d'exposer une théorie selon laquelle la lune était faite de fromage vert.

« Vous avez des preuves pour étayer votre théorie, je suppose ?

— Non, rien que vous puissiez considérer comme une preuve positive. J'ai procédé par élimination, en me fondant sur des indices circonstanciels, ce qui est peut-être mieux que rien. D'abord, c'est la seule théorie qui explique la situation dans laquelle nous nous trouvons en ce moment.

— Mais vous dites que ces gens cherchent de l'argent. Si tel est le cas, pourquoi n'ont-ils pas profité de leur chantage pour exiger de l'argent du gouvernement ?

— Je n'en sais rien. C'est-à-dire que j'ai comme une lueur d'idée à ce sujet, mais je sais bien ce que vous penserez d'une lueur, alors... Bon. Premier point, ma théorie colle à la situation. Second point : les phonologistes qu'on a interrogés sur l'origine de Morro la situent en Asie du Sud-Est. Troisièmement, il est certain — aucun doute ne subsiste à ce sujet — qu'il est en association criminelle avec Carlton, le chef adjoint du service de sécurité de San-Ruffino qu'il est censé avoir kidnappé, et il est également hors de doute que Carlton est allé plusieurs fois à Manille. Quatrièmement, si Morro a une faiblesse, il semble que ce soit d'avoir choisi pour s'amuser un pseudonyme associé à l'opération qu'il est en train de mener : la première étape de cette opération visait du combustible nucléaire, et il se peut fort bien qu'il ait choisi délibérément de se faire appeler Morro, d'après la centrale nucléaire de Morro-Bay. Cinquièmement, ce n'est pas le seul nom géographique qui ait cette assonance : il existe aussi aux Philippines un golfe Moro... (1). Sixièmement, ce golfe se trouve dans l'île de Mindanao, laquelle est précisément le centre de l'insurrection musulmane dans cet archipel du Pacifique ! Septièmement, le golfe Moro a précisément été le théâtre, l'an dernier, de la plus grande catastrophe naturelle de l'histoire des Philippines : un tremblement de terre à l'entrée du golfe, qui est en forme de croissant, a provoqué un raz de marée gigantesque, qui a coûté la vie à cinq mille personnes et en a privé sept mille autres de leur toit. Or on nous a promis un raz de marée pour demain, et je parierais bien qu'on nous promettra un tremblement de terre pour samedi. Je crois que c'est là le talon d'Achille de Morro : il adorerait avoir son nom associé à des armes nucléaires, à des raz de marée et à des tremblements de terre.

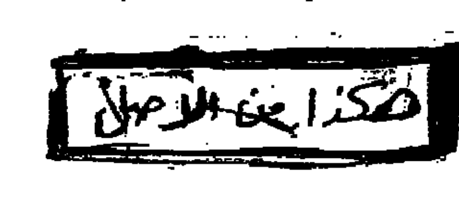
— C'est ce que vous appelez des indices ? dit Mitchell désagréablement, mais son ton aurait pu être encore pire.

— Ce ne sont pas des preuves, je suis d'accord. Des indications, tout au plus. Mais elles sont d'une grande importance. Quand vous travaillez dans la police, vous ne savez où vous diriger si vous n'avez pas au moins une indication pour vous orienter. Prenons une autre comparaison. Je cherche une magnétite, un aimant naturel. Je dépose à terre une boussole, l'aiguille bouge, puis elle s'immobilise. Cela peut indiquer la direction de la magnétite. Je pose une seconde boussole qui pointe dans la même direction. Il peut s'agir d'une coïncidence, bien qu'elle soit remarquable. Mais si je recours à cinq boussoles et que toutes indiquent la même direction, je cesse de penser à des coïncidences. J'ai ici sept boussoles qui, toutes, indiquent la direction de Mindanao. Moi, je suis convaincu, reprit Ryder après un silence. Mais je comprends que vous, messieurs, vous ayez besoin de preuves... »

(A Suivre.)

Traduit de l'anglais par Paul Alexandre.

(1) Et les musulmans de Mindanao portent le même nom : on les appelle, en effet, les « Moros » (N. du T.).



Le Monde

étranger

EN IRAN

Un « incendie du Reichstag » ?

Qui est finalement responsable de l'incroyable crime d'Abadan et des quatre ou cinq cents victimes (aucun bilan définitif n'a été donné) que la population a enterrées mercredi dans un climat tendu où la peine le disputait à la colère ? Cette question, chargée de soupçons et d'arrière-pensées, est naturellement de première importance pour l'avenir du régime iranien. Qu'il s'agisse des services spéciaux de l'empire Pahlavi ou d'un groupe d'opposants, ceux qui devront, demain, assumer la responsabilité du crime devant l'opinion paieront sans doute très cher le prix politique de ce forfait. Dans une partie aussi « serrée » que celle qui se joue aujourd'hui à Téhéran, l'événement peut même faire pencher définitivement la balance dans un sens ou dans l'autre.

Les opposants au chah, qu'ils soient de droite ou de gauche, affirment unanimement que la Savak — ou l'une de ses « filiales » — est à l'origine de cette machination. Ils évoquent presque tous, dans leurs communiqués, l'incendie du Reichstag, organisé le 27 février 1933, à Berlin, par Goering, alors premier ministre de Prusse, et mis abusivement sur le compte des communistes, dont il permit l'arrestation. Le gouvernement iranien, quant à lui, désigne, avec plus ou moins de fermeté, les « terroristes » ou les « fanatiques » religieux, déjà responsables, selon lui, d'attentats contre les cinémas, ces colporteurs de l'« *immoralité occidentale* ».

Une double enquête est menée sur place par la police iranienne et par les religieux. Rien n'a encore filtré de ses résultats. Mettant d'ores et déjà en question l'impartialité de ces investigations, un mouvement iranien des droits de l'homme, dont le siège est à New-York, vient de demander une enquête internationale. Il paraît peu probable qu'elle ait lieu. On peut néanmoins examiner sans attendre les arguments — ils sont parfois troublants — avancés par les tenants de la « machination ». Deux éléments « globaux » sont d'abord fréquemment cités — par le Mouvement de libération de l'Iran ou le parti Toudeh (communiste), notamment, — qui ne suffisent pas à emporter la conviction. Seul le régime actuel, dit-on d'abord, responsable depuis des années d'une cruelle répression, est capable d'un tel crime. Au demeurant, ajoute-t-on, l'attentat et l'horreur qu'il suscite profitent trop manifestement au gouvernement pour que le bénéficiaire du drame n'en soit pas lui-même l'artisan. S'ils ne sont pas négligeables, ces raisonnements *a priori* participent davantage du jugement de valeur que de l'enquête précise.

Contradictions

Plus déconcertantes paraissent être les variations et les contradictions des versions officielles données, tant dans la presse gouvernementale que par le général Razmi, chef de la police locale, rappelé voici deux jours à Téhéran, et blâmé pour ses propos intempestifs. A-t-on vraiment arrêté trois, cinq ou dix suspects ? L'incendie a-t-il été provoqué par des bombes incendiaires — et donc accompagné d'explosion — ou par un autre moyen (1) ? Les issues du cinéma étaient-elles bloquées de l'extérieur, et pourquoi n'a-t-on pas pu les forcer immédiatement ? Sur tous ces points le chef de la police et la presse du régime — accusée de mensonge par la population — semblent revenir aujourd'hui sur leurs premières explications. Voilà qui est singulier.

D'une manière plus concrète, les opposants apportent aujourd'hui des éléments d'appréciation sur le déroulement des événements. Voici les moins faciles à réfuter : la ville d'Abadan, qui compte d'énormes installations pétrolières, disposait d'un matériel ultra-moderne de lutte contre l'incendie. Or les pompiers, entraînés pour des interventions-éclaires, ne seraient arrivés sur les lieux que trois heures après, et leur première citerne était vide, donc inutilisable. Le siège de la police, ajoute-t-on, se trouve pourtant à 200 mètres du cinéma. Selon un témoin cité par le *Guardian* du 23 août, un bulldozer appartenant à la municipalité était disponible à proximité immédiate du sinistre. Pourquoi n'a-t-il pas été utilisé pour forcer les portes du cinéma ?

Accusation plus grave encore : le Mouvement de libération de l'Iran (opposition religieuse se réclamant de l'ayatollah Khomeiny) affirme que « *les forces de police avaient encerclé le cinéma Rex une heure avant l'incendie, sous le prétexte qu'il y avait dans la salle des « éléments subversifs ». Une demi-heure après, six personnes sortaient du cinéma sans être arrêtées, et aussitôt les forces de police se retiraient dans leur totalité. Il ne restait même pas un policier sur place* ».

Le comité de rédaction du *Bulletin d'études iraniennes* observe de son côté que les cinémas iraniens victimes d'attentats depuis plusieurs mois sont en général très surveillés. Or, à Abadan, « *tout le personnel du Rex est sain et sauf, et a été immédiatement mis à l'abri en prison* ».

Les porte-parole du Front national — opposition libérale, — quant à eux, demeurent plus circonspects. Ils ont reconnu, mercredi à Téhéran, qu'ils ignoraient encore quels étaient les auteurs de l'attentat. Les connaîtra-t-on jamais avec certitude ? Faudra-t-il attendre plusieurs années avant que des révélations historiques viennent — comme pour tout ce qui touchait au rôle de la C.I.A. dans les événements de 1953 — éclaircir le mystère ? Un détail paraît déjà significatif. A tort ou à raison, la foule d'Abadan et les parents des victimes paraissent convaincus de la « machination » gouvernementale, puisqu'ils manifestent durement leur peine en accusant le régime. Responsable ou non, celui-ci peut-il, à vrai dire, s'étonner d'être soupçonné, après avoir prouvé, pendant tant d'années, qu'il était — éminemment — soupçonnable ?

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

(1) Le chef de la police paraît avoir abandonné la thèse des « bombes incendiaires » après que les opposants eurent affirmé qu'il s'agissait de bombes analogues à celles dont disposent l'armée et la police.

LE CHAH SUR « ANTENNE 2 »

Un homme usé

Une interview assez impressionnante du chah d'Iran réalisée par Edouard Lor a été diffusée mercredi soir 23 août sur Antenne 2. Davantage que les propos eux-mêmes tenus par le souverain, c'est le visage de ce dernier qui a sans doute frappé les téléspectateurs. Le chah est apparu, en effet — et pour la première fois — comme un homme désabusé, épuisé, sceptique. Certaines de ses réponses ont été plus bredouillées qu'articulées et, à plusieurs reprises, l'empereur Pahlavi a semblé perdre le fil de son raisonnement. Son interlocuteur ne s'y est pas trompé qui, une fois n'est pas coutume, a poussé ses questions assez loin pour obtenir une bonne interview « à l'américaine » d'un souverain habitué, hier encore, à plus de révérence.

Sur le fond, le chah a réaffirmé son « étonnement » devant les incohérences de l'opposition. « *Comment peut-on être marxiste et religieux ?* » a-t-il demandé avec une feinte surprise. Il a rappelé les grandes lignes de la « Révolution blanche » en insistant sur la nécessaire industrialisation du pays. Sur la « libéralisation », il a déclaré être prêt à accepter tous les partis au Parlement, à condition que leurs membres — comme les textes le prévoient — prêtent serment de fidélité... à la monarchie. Quant aux prisonniers politiques, il a affirmé qu'il n'en restait qu'un millier actuellement et que le chiffre maximum avait été de 3 200. Je ne compte pas, a-t-il néanmoins précisé, les personnes responsables des émeutes et récemment arrêtées. « *On ne peut les appeler prisonniers politiques* ». Le problème arithmétique demeure donc entier.

En conclusion, le chah s'est abandonné à un étrange soupir, haché et hésitant, lorsqu'on lui a demandé s'il se sentait seul :

« *Non, pas tellement. Je crois... J'ai toujours été très mystique, je crois que je dois accomplir quelque chose et... rien d'autre ne m'intéresse que de croire à ce que... que ce que je fais est en rapport avec ma destinée et ce que... et ce qui avait été décidé que je fasse.* »

Après ces extraordinaires et pesantes minutes, l'annonce spectaculaire d'une abdication n'aurait probablement surpris aucun téléspectateur... — J.-C. G.

L'Arabie Saoudite apporte son soutien à Téhéran

(Suite de la première page.)

M. Sendjabi, qui fut ministre de Mossadegh, a rappelé que, durant toute la période dite de « libéralisation », aucun journal et aucune publication n'ont été autorisés à paraître, et aucun parti politique n'a eu la possibilité de s'organiser, alors que la répression a pris l'aspect d'un véritable « génocide ».

« *Pourquoi donc ce régime,* a-t-il poursuivi, *veut-il éluder le fait que la nation ne souhaite pas être dirigée par un monarque absolu ? Le gouvernement a promis des élections libres. Mais ces élections libres ne sont pas concevables sans liberté de réunions et de presse.* »

Certains ont regretté l'absence, aux côtés de MM. Sendjabi, Bathtiam et Furouham, dirigeants du Front national, des amis de M. Bazergan qui, proches des milieux religieux, défendent des positions beaucoup plus radicales. On parle à ce propos « *d'antipathie mutuelle et de divergences profondes au sujet des actions menées par les ayatollah* » entre les deux tendances de l'opposition.

M. Sendjabi a tenu à dissiper ces « rumeurs » en affirmant que le Front national entretenait d'« *excellents rapports* » avec les chefs religieux et était pour l'application de la Constitution de 1906 qui prévoit que « *les lois adoptées par le Parlement ne doivent pas être en contradiction avec les lois saintes de l'islam dictées par le Prophète* ». Il a cependant précisé qu'il n'était pas favorable à l'application de la loi islamique telle qu'elle est pratiquée en Arabie Saoudite.

A propos de l'incendie du cinéma d'Abadan, M. Sendjabi n'a pas défendu la thèse de la « provocation gouvernementale », mais a précisé que les informations de plus en plus contradictoires qui circulaient au sujet du drame permettaient toutes les suppositions. « *Ce qui est certain, en revanche,* a-t-il dit, *c'est que le gouvernement essaie d'exploiter politiquement le drame du cinéma Rex.* »

A Abadan même, pour la seconde journée consécutive, des manifestants se sont attaqués aux établissements publics pour protester contre « *l'incurie des autorités* ». Les forces de l'armée ont tiré en l'air pour les disperont tiré en l'air pour les disperser.

JEAN GUEYRAS.

EN ISRAËL

La scission du Dash (deuxième formation de la majorité) est consommée

De notre correspondant

Jérusalem. — La coalition gouvernementale, dirigée par M. Begin, vient de perdre cinq sièges à la Knesset. A l'agonie depuis plusieurs mois, le Dash (Mouvement démocratique pour le changement), deuxième formation de cette coalition, a éclaté. Les représentants des deux principales tendances qui s'affrontaient jusqu'alors à l'intérieur du parti, M. Igael Yadin, vice-premier ministre et président du Mouvement, d'une part, et M. Amnon Rubinstein, président du groupe parlementaire, d'autre part, ont annoncé, le 23 août, leur rupture.

Le divorce n'aura officiellement lieu que le 14 septembre, mais il est déjà certain que, sur les quinze députés que comptait le Dash au Parlement, cinq vont rejoindre l'opposition — ceux qui formaient le groupe Chinoui (changement), animé par M. Rubinstein, avant la fondation du Dash à la fin de 1976 — tandis que M. Yadin, M. Shmuel Damir, ministre de la justice, et cinq autres députés resteront au sein de la majorité. Trois députés, dont M. Meïr Amit, ministre des transports, qui représentait la troisième tendance du parti, n'ont pas encore fait connaître leur position. On ignore si M. Amit rejoindra M. Yadin ou M. Rubinstein : le ministre des transports fera connaître sa décision après le sommet de Camp David.

La scission du Dash paraissait inéluctable après la dernière réunion du conseil national du parti la semaine dernière (*le Monde* du 19 août). Bien qu'il dispose de la tendance la plus nombreuse, M. Yadin avait été mis en minorité après avoir réclamé un vote de confiance sur une simple question de procédure, tentant ainsi, une dernière fois, d'imposer son autorité. Depuis, M. Yadin a préféré précipiter la rupture, alors que nombre de ses amis lui conseillaient de ne prendre aucune décision définitive avant le sommet de Camp David.

Il s'agit, au moins en apparence, d'un divorce à l'amiable. Devant la presse, les deux hommes se sont longuement serré la main et M. Rubinstein a déclaré : « *Nos chemins se séparent mais nous resterons en bons termes.* » Il est vrai que ni M. Yadin ni M. Rubinstein, n'ont dénoncé le programme du Dash, en dépit de leur désaccord. Les divergences portaient davantage sur la tactique du parti que sur le fond.

Mais le Dash n'était plus depuis longtemps que l'ombre de lui-même (*le Monde* du 5 juillet). Depuis qu'il avait, tardivement, rejoint la coalition gouvernementale en octobre 1977, le parti avait perdu les deux-tiers de ses adhérents.

Une « mystérieuse réunion »

Le Dash a échoué dans sa tentative d'introduire le « changement » dans la vie politique du pays et de nombreux Israéliens, qui avaient partagé cet espoir, le regrettent amèrement aujourd'hui, même s'ils reconnaissaient que le parti avait perdu sa « crédibilité ». Dans l'immédiat, la disparition du Dash ne devrait guère apporter de modifications dans l'équilibre entre l'opposition et la coalition au pouvoir.

M. Begin dispose toujours de la majorité avec une marge de sécurité suffisante (la coalition comptait jusqu'alors 77 sièges sur 120) mais le premier ministre devra procéder à une redistribution des postes ministériels.

L'annonce de la disparition du Dash a fait quelque peu oublier les spéculations faites mercredi à Jérusalem à propos de la mystérieuse réunion qui avait eu lieu la nuit précédente au domicile de M. Begin. Ce dernier, à minuit, avait convoqué, de manière impromptue, le ministre des affaires étrangères, M. Moshe Dayan, le ministe de la défense, M. Weizman, et le chef d'état-major, le général Raphael Eytan. Le bruit a couru qu'une « personnalité arabe », libanaise vraisemblablement, avait participé à la réunion. Mais cette rumeur ne semble pas se confirmer. Le secret a, en tout cas, été bien gardé, et le porte-parole du premier ministre s'est refusé à toute déclaration.

Les commentaires sur l'éclatement du Dash ont eu également pour effet de réduire les réactions — généralement indignées — à la publication d'une lettre adressée à M. Begin par cent jeunes réservistes de l'armée. Ceux-ci, parmi lesquels se trouvent dix officiers, déclarent refuser de défendre les implantations israéliennes dans les territoires occupés si l'ordre leur en était un jour donné. Ces signataires dénoncent la politique « annexionniste » du gouvernement, qui « *menace la sécurité du pays* » et hypothèque « *les efforts de paix* ». Cette initiative a été sévèrement condamnée par le Mouvement pour la paix maintenant. Ce dernier estime qu'on ne peut mettre des conditions à l'accomplissement du service militaire.

FRANCIS CORNU.

Après l'attentat contre El Al

La polémique se poursuit entre Londres et Jérusalem à propos des mesures de sécurité

Un ressortissant arabe de vingt-deux ans, M. Fahad Mihyi, a été inculpé, mercredi après-midi 23 août à Londres, du meurtre de l'hôtesse de l'air israélienne, Irit Gidron, vingt-neuf ans, tuée dimanche dans l'attaque du bus d'El Al. Des dizaines de policiers équipés de gilets pare-balles avaient pris position autour du tribunal de Malborough Street, où a été amené l'inculpé qui a menacé les magistrats de représailles s'il n'était pas immédiatement libéré. M. Mihyi, dont la nationalité n'a pas été précisée par les autorités britanniques, restera détenu jusqu'au 31 août pour les besoins de l'enquête. La polémique se poursuit, cependant, entre Londres et Jérusalem à propos de la protection des équipages d'El Al sur le sol britannique et de la lutte contre le terrorisme arabe.

De notre correspondant

Londres. — M. Rees, le ministre de l'intérieur, a confirmé mardi 22 août le refus du gouvernement britannique d'autoriser les agents de sécurité israéliens de la compagnie El Al à garder leurs armes après l'atterrissage des appareils. M. Rees a ajouté que les autorités policières l'avaient assuré qu'elles étaient en mesure de donner la protection requise par le gouvernement israélien et qu'elles entendaient assurer seules cette responsabilité. « *Nous ne voulons pas voir Londres se transformer en Chicago ou en rive occidentale du Jourdain* », déclare-t-on dans les milieux autorisés, où l'on rappelle que les armes ne sont données aux policiers britanniques que dans des conditions strictes et limitées et seulement à des formations spécialisées.

La police britannique a aussi fait savoir qu'elle avait demandé en vain à la compagnie israélienne de ne pas loger ses équipages toujours dans le même hôtel.

Dans le *Times*, Louis Heren, critique l'« *arrogance* » des dirigeants d'El Al et suggère que si la compagnie n'a pas confiance dans le dispositif de sécurité britannique, elle a toujours la possibilité de ne pas s'arrêter à Londres. Il assure que même les agents des services secrets américains qui accompagnaient le président des Etats-Unis l'an dernier avaient abandonné leurs armes à l'aéroport.

Scotland Yard continue d'affirmer que les abus de l'immunité diplomatique, dont se seraient rendus coupables un certain nombre de membres des ambassades arabes, qui auraient passé des armes en contrebande, n'ont pas été prouvés. On souligne à Londres que toute atteinte à la convention de Vienne sur l'immunité diplomatique poserait de graves problèmes, encore qu'une de ses dispositions permette aux autorités locales de procéder à des vérifications occasionnelles de la « valise » diplomatique.

HENRI PIERRE.

DIPLOMATIE

En marge du voyage de M. Hua Kuo-feng en Yougoslavie

La « Pravda » dénonce la politique « myope et dangereuse » des États qui coopèrent avec la Chine

Alors que la presse soviétique multiplie les attaques contre la politique chinoise, M. Hua Kuo-feng poursuit son voyage en Yougoslavie. Après avoir visité mercredi 23 août plusieurs centres industriels et agricoles en Serbie, il se rend ce jeudi à Skoplje, capitale de la Macédoine. Mercredi après-midi, M. Hua Kuo-feng avait reçu les chefs des missions diplomatiques, y compris les représentants albanais et soviétique. Mais il n'avait eu de brefs apartés qu'avec une dizaine de diplomates, français, ouest-allemand, suisse, roumain et japonais notamment.

De notre correspondant

Moscou. — Bien que la presse soviétique poursuive chaque jour sa campagne anti-chinoise, entamée depuis plusieurs mois déjà, Moscou avait réagi jusqu'à présent avec une relative modération au voyage de M. Hua Kuo-feng en Roumanie et en Yougoslavie. Seule l'agence Tass avait critiqué le dirigeant chinois pour ses déclarations « *visiblement dirigées contre l'Union soviétique* », sans mettre en cause les gouvernements des pays hôtes.

Pour la première fois, la *Pravda*, qui jusqu'alors se contentait de reprendre les dépêches de Tass, publie ce jeudi 24 août un article signé *l'Observateur*, ce qui indique qu'il a été approuvé en haut lieu. Le journal du P.C. soviétique critique la « *politique myope et dangereuse* » des Etats qui coopèrent avec la Chine. Reprenant une thèse souvent développée sur « *la militarisation de la politique intérieure chinoise* », il met en garde les pays qui « *fournissent dès à présent ou qui s'apprêtent à fournir des armes à la Chine* ». « *La politique de Pékin pourrait ultérieurement devenir une menace contre la sécurité* » de ces même pays, ajoute la *Pravda*.

Seuls les Etats-Unis, les pays d'Europe occidentale et le bloc de l'OTAN sont nommément cités dans l'article, mais quand la *Pravda* s'inquiète de « *l'existence, dans certains pays, d'hommes politiques impartis de responsabilités, qui, malheureusement, préfèrent ignorer le danger croissant et croire aux déclarations pharisiennes des dirigeants chinois, au cours des rencontres diplomatiques, sur leur « amour de la paix »* », on peut penser que MM. Ceausescu et Tito sont également visés.

La critique, même indirecte, est d'autant plus claire que, à l'issue d'une des traditionnelles rencontres de Crimée entre le secrétaire général du P.C. soviétique et des dirigeants des « partis frères », MM. Brejnev et Tsedenbal, premier secrétaire du parti mongol, ont appelé à « *la vigilance vis-à-vis des actions* [des leaders de Pékin] *dans l'arène internationale et vis-à-vis des forces qui contribuent, d'une façon ou d'une autre, à la réalisation de la politique aventuriste chinoise* ».

Si l'on ajoute que, dans un autre commentaire, l'agence Tass s'en prend aux relations que la Chine souhaiterait entretenir avec les pays non alignés, on comprend que la Yougoslavie ait tout lieu d'être mécontente. Déjà fin juillet, une présentation dans la presse soviétique — jugée déformée — du discours du maréchal Tito devant la conférence des non-alignés, avait amené les Yougoslaves à protester auprès du ministère soviétique des affaires étrangères.

D'autre part, l'hebdomadaire *Temps nouveaux* soulève un nouveau grief contre la Chine. Ce qui intéresse l'OTAN, dans une éventuelle alliance militaire avec la Chine, ce sont « *les ressources humaines de ce pays* », affirme *Temps nouveaux*. « *A elle seule, l'éventuelle apparition, dans les « points chauds » d'Afrique et d'Asie, de troupes de débarquement chinoises, et peut-être même de garnisons permanentes, doit mettre en éveil les gens épris de paix.* »

DANIEL VERNET.

L'O.L.P. REJETTE A L'AVANCE LES RÉSULTATS QUI POURRAIENT DÉCOULER DU SOMMET DE CAMP DAVID

L'actualité au Proche-Orient est toujours largement dominée par la préparation du sommet de Camp David, prévu pour le 5 septembre. Au cours d'un entretien le mercredi 23 août avec la presse, le vice-président américain, M. Walter Mondale, a réaffirmé à Washington que la Maison Blanche n'avait pas de plan de paix à proposer, et que le rôle du président Carter serait « *de pousser MM. Begin et Sadate sur la voie d'un règlement* ». A Jérusalem, M. Begin a déclaré, au cours d'une réunion du Likoud, qu'« *il ne fallait pas craindre que la réunion de Camp David soit un piège pour Israël* ». Il a souligné que s'il devait être question, lors de cette réunion, d'éliminer les implantations israéliennes dans les territoires occupés, aucun accord ne serait possible.

Le sommet de Camp David a également été évoqué lors des premières discussions du conseil central de l'Organisation de libération de la Palestine, réuni depuis mardi à Damas. Dans un communiqué, le conseil a annoncé qu'il rejetait d'office « *tous les résultats qui peuvent découler* » de ce sommet. Les dirigeants de l'O.L.P. ont surtout étudié les moyens de réunifier la résistance palestinienne. Une commission va être créée dans cette optique. Le conseil a condamné « *les procédés criminels utilisés par le régime irakien pour venir à bout des cadres de la révolution palestinienne* », et a souligné la nécessité de « *renforcer les relations avec les pays frères* », notamment avec la Syrie, en vue de « *faire face aux solutions de capitulation* ».

● A BEYROUTH, pour la première fois depuis l'arrêt des bombardements, il y a deux semaines, un regain de tension était perceptible, mercredi 23 août, dans le centre de la capitale, où des francs-tireurs ont fait leur réapparition, blessant deux personnes. Au sud-est du Liban, au pied du mont Hermon, de violents accrochages ont opposé, dans la nuit de mardi à mercredi, des « casques bleus » norvégiens à des fedayin.

AFRIQUE

Kenya

APRÈS LA MORT DE JOMO KENYATTA

La population de Nairobi rend hommage au président défunt

— Le corps de Jomo Kenyatta est exposé depuis mercredi 23 août au palais présidentiel de Nairobi. Après les dirigeants kényans, la population de la capitale a commencé, ce jeudi 24 août, à rendre un dernier hommage au président défunt. Le gouvernement n'a encore annoncé aucune date pour les obsèques, qui pourraient, estime-t-on, avoir lieu dans une dizaine de jours. Un deuil national de trente jours a été décrété.

La préparation des élections et les vrais affrontements de la succession ne débuteront qu'après les obsèques. Le premier acte en sera la réunion du congrès du parti unique, la Kanu (Union nationale africaine du Kenya) qui devra désigner le ou les candidats proposés aux suffrages de la population. Le futur chef de l'État doit être nécessairement élu avant le 20 novembre.

L'hommage le plus inattendu à Jomo Kenyatta est venu de l'ancien vice-président Oginga Odinga, qui fut longtemps le rival du chef de l'État, dont il avait été un compagnon de lutte contre la tutelle britannique. M. Odinga a salué mercredi, en Kenyatta, *« un frère qui a fait énormément de sacrifices pour affronter chaque problème quand le pays était encore politiquement neuf »*.

La lutte pour la succession s'annonce ardue

Au soir d'une longue vie, Jomo Kenyatta avait largement contribué à « geler » la vie politique du seul État d'Afrique orientale demeuré pro-occidental depuis son accession à l'indépendance, en 1963. La succession n'a pas été préparée. Que cette dernière s'annonce délicate ne saurait donc surprendre.

Dès ses débuts, le régime avait choisi de démanteler les institutions décentralisées, imaginées en grande partie par les Britanniques. En province, l'autorité du chef de l'État s'exerçait par l'intermédiaire de commissaires dépendant directement du président défunt. Parti unique « de facto » depuis 1969, la KANU jouait de moins en moins son rôle de courroie de transmission entre le pouvoir central et la population.

Le vif débat parlementaire qui avait opposé au lendemain de l'indépendance une poignée de « socialistes » aux partisans du régime s'est estompé au bout de deux ans, Kenyatta souhaitant maintenir les liens étroits qui unissaient son pays aux puissances occidentales.

Le régime devait même renoncer pendant longtemps, jusqu'au renforcement de l'empire éthiopien voisin, à se doter d'une forte armée. Kenyatta avait préféré s'appuyer sur le G.S.U. (General Service Unit) — sorte de police politique — pour consolider la stabilité d'un régime qui, par ailleurs, a fait passer l'expansion de son économie — agriculture et tourisme — avant la réalisation de la justice sociale.

Ces choix ont favorisé la prédominance de l'ethnie kikouyou — 20 % environ de la population — dont Kenyatta a été pendant très longtemps le leader incontesté.

Autrement dit, la succession qui vient de s'ouvrir ne pose pas uniquement le problème de la réorganisation du pouvoir central mais également celui du type de développement économique choisi.

L'intérêt d'une bourgeoisie d'affaires assez entreprenante est le maintien de la stabilité politique. Il lui faut éviter que ses dissensions internes, en suscitant des désordres, découragent notamment le tourisme, principale source de devises étrangères, et désorganisent la production. Mais le maintien de cette stabilité dépendra, au départ, de l'équilibre entre ceux qui détiennent encore les rênes du pouvoir — la famille Kenyatta et ses alliés les plus proches — et ceux qui ont été écartés ces dernières années. Le jeu des alliances et des clans devrait donc être prépondérant.

Dans un pays où le pouvoir politique est très personnalisé, l'absence d'un dauphin désigné promet une lutte ardue pour la succession. Le vice-président Arap Moi, un Kalendjin, a pour lui l'avantage d'assurer l'intérim, mais il lui faudra se ménager de solides appuis, notamment parmi les Kikouyous, pour se maintenir au pouvoir.

L'une des personnalités à suivre sera sans doute M. Mungai, ancien ministre de la défense, dont le retour sur le devant de la scène avait été retardé en 1976, avec le renvoi *sine die* de l'élection d'un nouveau bureau de la KANU.

J.-C. P.

Le conflit du Sahara occidental

M. GISCARD D'ESTAING A ENVOYÉ UN MESSAGE AU PRÉSIDENT NEMEIRY

Les concertations et démarches entamées depuis la mise à l'écart à Nouakchott du président Ould Daddah pour trouver une issue à la crise du Sahara occidental se poursuivent. L'agence soudanaise de presse a annoncé, mercredi 23 août, que le général Nemeiry avait reçu un message de M. Giscard d'Estaing. La veille, le chef de l'État soudanais, président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), avait reçu un émissaire mauritanien, le lieutenant-colonel Ahmed Ould Abdulla.

● A BAMAKO, M. Alioune Blondin Beye, ministre des affaires étrangères et de la coopération, a rappelé, mercredi, que *« le Mali est également concerné par le conflit »*. Le ministre rentrait de Nouakchott où il s'était entretenu avec le nouveau chef de l'État, le lieutenant-colonel Ould Salek, à qui il avait remis un message de M. Moussa Traoré.

● A NOUAKCHOTT, les nouveaux dirigeants mauritaniens ont reçu mardi la visite éclair d'un conseiller du roi Hassan II, M. Reda Guedira. Celui-ci a dit, dans une brève déclaration, que la paix au Sahara demeurait *« l'objectif essentiel »* du Maroc et de la Mauritanie, mais il a réaffirmé le principe de l'intangibilité des frontières sahariennes du royaume et s'est prononcé à nouveau contre la création d'un mini-État sahraoui dans la province du Tiris-el-Gharbia, partie du Sahara occidental octroyée à la Mauritanie.

● A ALGER, l'agence A.P.S. a diffusé, mardi, un communiqué du Polisario annonçant que ses forces avaient *« attaqué et détruit deux navires étrangers ayant violé les eaux territoriales de la République sahraouie démocratique, le 17 août dernier, au large d'Imetlane »*. La nationalité des bâtiments n'est pas précisée. — (A.F.P., Reuter.)

● *M. Assan Mussa Camara* a été nommé, samedi 19 août, à Banjul, vice-président de la République de Gambie, en remplacement de M. Badara N'Jie, démissionnaire, en raison de son âge et de son état de santé (*le Monde* daté 20-21 août). M. Camara était ministre des finances et du commerce dans le précédent gouvernement. — (A.F.P. Reuter.)

Namibie

Le représentant de l'ONU achève sa mission dans un climat d'optimisme

De notre correspondant

Windhoek (Namibie). — La phase d'ouverture du long processus qui doit conduire la Namibie vers son indépendance s'est achevée mardi 22 août par le départ pour New-York, après une tournée d'inspection de seize jours dans l'ancienne colonie allemande du Sud-Ouest africain, de M. Martti Ahtisaari, représentant spécial de M. Kurt Waldheim.

Ce diplomate finlandais dont la rondeur avait su rapidement dissiper, dès son arrivée à Windhoek le 6 août, la méfiance assez compréhensible de ses interlocuteurs sud-africains, persuadés de la partialité des Nations unies en faveur du mouvement nationaliste noir SWAPO et de son chef Sam Nujoma, a emporté dans ses valises un volumineux dossier contenant les observations recueillies par lui-même et par ses quelque cinquante collaborateurs au cours de sa randonnée de deux semaines.

La tâche immédiate de M. Ahtisaari consistera à rédiger, à l'intention de M. Waldheim, un rapport préliminaire sur les conditions prévalant en Namibie et sur l'incidence que le climat politique risquerait d'avoir sur la mise en œuvre rapide — ainsi que le souhaite l'Afrique du Sud — du plan occidental élaboré depuis avril 197[illegible] par les États-Unis, la France, l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne et le Canada.

Franchise et cordialité

Des recommandations de M. Ahtisaari dépendront, à la fois le ton général du rapport final que M. Waldheim devra soumettre à son tour au conseil de sécurité, et le « calendrier de l'indépendance » qu'adoptera le conseil, sans doute, pendant la première quinzaine de septembre.

En bon diplomate, M. Ahtisaari n'a pas dévoilé son jeu. Il a cependant tenu à laisser percer publiquement une note d'optimisme que n'a pas, de son côté, démentie l'administrateur-général de Namibie, le juge Marthinus. Leurs entretiens ont eu lieu en marge des consultations-marathon menées avec tous les secteurs de l'opinion namibienne, depuis la SWAPO jusqu'à l'extrême droite blanche représentée par le mouvement Aktur de l'ancien ministre sud-africain M. A. H. Duplessis.

M. Ahtisaari et le juge Steyn ont relevé tous les deux l'atmosphère de franchise et de cordialité qui a entouré leurs entretiens, dont le dernier, d'une durée de trois heures, a clos mardi la phase initiale de la mission des Nations-Unies.

L'impartialité rigoureuse de M. Ahtisaari et de ses compagnons n'est plus mise en doute : des incidents passagers, tels que le prétendu salut du poing levé qu'aurait adressé le diplomate à des sympathisants de la SWAPO au cours d'une tournée de plusieurs jours dans le nord de la Namibie, n'ont pas entamé la confiance établie d'emblée entre M. Ahtisaari et M. Steyn.

Sur le fond des problèmes en suspens il est difficile, à ce stade, de préjuger la nature exacte des recommandations qu'entend faire M. Ahtisaari à M. Waldheim.

Il semble toutefois que l'envoyé spécial du secrétaire général conseillera la souplesse. Toute intransigeance excessive, sur le plan légal, dans l'interprétation des clauses du plan occidental notamment en ce qui concerne la préparation du processus électoral, risquerait de rompre l'équilibre fragile obtenu par l'acceptation conditionnelle, du plan occidental par Pretoria et par la SWAPO.

M. Ahtisaari a indiqué que la confection des listes électorales — déjà fort avancée à la suite d'une initiative unilatérale de l'Afrique du Sud, au demeurant contestée par la SWAPO et par d'autres groupements nationalistes — était un détail « technique » qu'il s'agirait de régler sans remettre en cause le processus fondamental d'accession à l'indépendance. Le même raisonnement, a-t-il ajouté, s'applique aux dates — celle du scrutin prévu et celle de l'indépendance elle-même, — que Pretoria souhaite fixer au 31 décembre prochain, afin que l'avance acquise par l'« alliance démocratique de la Turnhalle » ne soit pas perdue.

Enfin, M. Ahtisaari a semble-t-il concédé un point important aux yeux des Sud-Africains : il faudra, a-t-il dit, que toute violence cesse avant les élections. En effet seule une trêve *de facto* de la guérilla persuaderait l'armée sud-africaine de réduire ses effectifs.

Tout n'est pas gagné, certes. L'accord final sur une application du « plan » dépendra du feu vert combiné des Nations unies, de Pretoria et de la SWAPO. Mais une partie de la mission Ahtisaari est demeurée sur place, ce qui est encourageant. — (*Intérim.*)

NEUF SOLDATS SUD-AFRICAINS SONT TUÉS LORS D'UNE ATTAQUE DE LA SWAPO

Les guérilleros de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) ont lancé, mercredi 23 août, contre l'armée sud-africaine, leur attaque la plus meurtrière depuis la fin de la guerre civile angolaise en 1975. Neuf soldats sud-africains, stationnés dans la base de Katima Molilo, située dans la bande de Caprivi (1), ont été tués et dix autres blessés.

Le haut commandement sud-africain a accusé l'armée zambienne d'avoir participé à cette action, tandis que M. Pik Botha, ministre des affaires étrangères de Pretoria, protestait contre cette attaque, *« gratuite et injustifiée »*, auprès des représentants du « *groupe de contact* » occidental qui supervise le processus d'accession à l'indépendance de la Namibie.

De son côté, M. Siteke Mwale, ministre zambien des affaires étrangères, a informé, mercredi, les Occidentaux que son pays *« n'était pas impliqué dans cette attaque »*.

Le porte-parole de la SWAPO a fait savoir, pour sa part, qu'il ne disposait d'aucune information relative à ce grave incident frontalier. Quelques heures après cette attaque, l'hélicoptère de l'administrateur général sud-africain, le juge Mathinus Steyn, venu sur place pour évaluer la gravité de l'incident, essuyait de nouveaux tirs venus de Zambie.

(1) Zone-tampon frontalière, de plusieurs centaines de kilomètres, de la Zambie et de l'Angola.

Tunisie

La Centrale syndicale souhaite normaliser ses rapports avec la C.I.S.L.

De notre correspondant

Tunis. — M. Tijani Abid, nouveau secrétaire de l'Union générale des travailleurs tunisiens (U.G.T.T.), a déclaré mercredi 23 août que les relations de la centrale tunisienne avec les organisations syndicales étrangères sont *« excellentes »*, sauf avec la C.G.T. française et une branche de la Confédération internationale des syndicats arabes (CISA).

Dressant le bilan de l'action de la nouvelle direction, M. Abid a indiqué : *« Nos rapports avec la Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.L.) peuvent être meilleurs à l'avenir. Nous avons décidé de les normaliser. Le seul obstacle demeure le cas des syndicalistes emprisonnés après les incidents du 26 janvier. En tant que syndicalistes, ce problème nous concerne au premier chef et nous sommes soucieux au moins autant que la C.I.S.L. du sort des détenus. »* M. Abid a affirmé s'être mis d'accord avec M. Otto Kersten, secrétaire général de la C.I.S.L. pour que l'U.G.T.T. intervienne auprès du président Bourguiba en faveur de ces syndicalistes. Il a annoncé qu'un accord secret avait été conclu entre l'U.G.T.T. et la C.I.S.L., et que sa teneur serait rendue publique au moment opportun.

M. Abid s'en est pris ensuite à la C.G.T. française qui, a-t-il dit, *« veut imposer sa tutelle à l'U.G.T.T. et me qualifie de valet du parti destourien. En fait, la C.G.T. n'a jamais admis l'indépendance de l'U.G.T.T. »*.

Par ailleurs, le quotidien gouvernemental *la Presse* s'en est pris mercredi à la Fédération syndicale mondiale (F.S.M.), dont le siège est à Prague, qui vient d'appeler à une journée mondiale de solidarité avec les syndicalistes emprisonnés. Cette organisation, écrit le journal, *« poussa la courtoisie jusqu'à ne souffler mot des événements du 26 janvier, croyant plus habile de rester dans l'expectative. Les brouilles de la centrale tunisienne avec la C.I.S.L. et les gaffes de celle-ci aidant, ne pouvait-elle pas espérer obtenir l'adhésion rapide de l'U.G.T.T.?... Seulement les clins d'œil allaient bientôt s'avérer vains et la campagne du sourire sans résultat. D'où ce réveil brusque mais tardif pour courir au secours des inculpés du 26 janvier »*. — (*Intérim.*)

ASIE

Inde

UN AMENDEMENT CONSTITUTIONNEL INTRODUIT LA PROCÉDURE DU RÉFÉRENDUM

New-Delhi (*Times*). — La Chambre basse a adopté mercredi 23 août un amendement constitutionnel — le quarante-quatrième — qui annule les modifications à la loi fondamentale imposées par Mme Gandhi pendant l'état d'urgence, en novembre 1976. Celles-ci renforçaient les pouvoirs du premier ministre et interdisaient aux tribunaux de contester les amendements à la Constitution.

Le nouveau texte — qui faisait partie de la plate-forme électorale du parti Janata et du premier ministre, M. Desai — introduit des mécanismes constitutionnels visant à éviter toute menace contre la démocratie. Une procédure de référendum a été instaurée pour permettre à la population *« d'avoir le dernier mot sur des questions concernant ses droits fondamentaux »*.

Enfin, le président ne peut prendre de décision sans l'avis du cabinet. En juin 1975, quand Mme Gandhi avait promulgué l'état d'urgence, elle avait fait signer le texte par le chef de l'État sans même que son gouvernement ait été consulté.

D'autre part, Mme Gandhi a comparu mercredi devant un tribunal de New-Delhi pour une affaire de corruption ; il s'agissait de la fourniture de jeeps pour sa campagne électorale l'an dernier. L'ancien premier ministre a été laissé en liberté sous caution et s'est vu demander de ne pas quitter le pays sans autorisation.

LE GÉNÉRAL ZIA A FORMÉ UN GOUVERNEMENT CIVIL

Le général Zia Ul Haq a annoncé, mercredi 23 août, la formation de son nouveau gouvernement, qui comprend vingt-quatre ministres, tous civils. Il remplace le cabinet mis en place il y a sept semaines à peine, et dont faisaient partie quinze des nouveaux ministres. Le général Zia demeure administrateur en chef de la loi martiale, premier ministre et ministre des affaires étrangères ; son ministre d'État, M. Agha Shahi, devient conseiller pour les affaires étrangères. M. Ali Ahmad Talpur prend le portefeuille de la défense, M. Rehmat Elahi Chaudhry celui des ressources hydrauliques et de l'énergie. M. Mahmoud A. Haroon conserve le ministère de l'intérieur et M. Sharifuddin Pirzada celui de la justice.

Le nouveau gouvernement comprend treize membres de l'Alliance nationale (P.N.A.), coalition de partis conservateurs qui s'étaient opposés à l'ancien premier ministre, M. Bhutto, avant que ce dernier ne soit renversé en juillet 1977. Toutefois, plusieurs formations de la P.N.A. ont refusé de participer au gouvernement.

Le général Zia a donné trois missions au nouveau gouvernement : renforcer le système islamique, construire une base économique saine, organiser des élections législatives d'ici à octobre 1979.

Enfin, le nouveau premier ministre a promis une timide libéralisation de la vie politique : les réunions politiques en salles sont désormais autorisées et l'opposition aura le droit de publier des communiqués. — (*« Times »*, *A.F.P.*, *U.P.I.*)

Pakistan

Paris ne souhaite pas livrer à Islamabad l'usine de retraitement nucléaire promise

affirme le chef de la junte militaire

Le général Mohammed Zia Ul Haq, administrateur en chef de la loi martiale au Pakistan, a affirmé le mercredi 23 août à Rawalpindi, au cours d'une conférence de presse, que la France ne souhaitait pas livrer à son pays l'usine de retraitement de combustibles nucléaires irradiés qui a fait l'objet d'un accord signé en 1976. Il a indiqué que dans une lettre que lui a adressée M. Valéry Giscard d'Estaing, celui-ci suggère l'ouverture de négociations pour la révision de cet accord. Le général Zia a précisé que cette lettre constituait une réponse à un message qu'il avait précédemment adressé au président français, à la suite de la visite au Pakistan, le mois dernier, d'un envoyé spécial français.

Le Pakistan poursuivra ses démarches pour que la France remplisse le contrat, a ajouté en substance le chef de la junte militaire pakistanaise, qui a, d'autre part, démenti les informations selon lesquelles la Chine aurait offert d'aider le Pakistan dans le domaine nucléaire (*le Monde* du 16 août). *« Nous n'avons contacté aucun autre pays »* que la France, a-t-il souligné.

Après avoir indiqué que le Pakistan était opposé à la prolifération nucléaire et partisan d'une zone libre dénucléarisée dans l'océan Indien, il a cependant affirmé que son pays était déterminé à acquérir la technologie qui lui est nécessaire.

A l'Élysée, on a confirmé, mercredi soir, qu'une lettre a été adressée, le 9 août dernier, par le président de la République au général Zia. Cette lettre, précise-t-on, avait pour but de proposer au gouvernement pakistanais d'examiner les dispositions à prendre en commun pour mettre en harmonie la livraison de l'usine de retraitement avec les impératifs de la non-prolifération, tels qu'ils ont été définis par le gouvernement français dans les déclarations des 11 octobre et 16 décembre 1976.

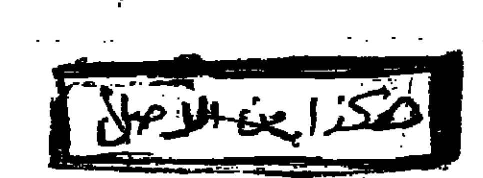
Cette demande du gouvernement français n'était pas la première en ce sens. Depuis près d'un an, en effet, on ne cachait plus, à Paris, qu'on souhaitait modifier les termes du contrat, par ailleurs parfaitement conforme — bien que ni la France ni le Pakistan n'en soient signataires — au traité de non-prolifération, ainsi qu'aux règles d'exportation de technologie nucléaire, encore plus restrictives, fixées par le Club de Londres. L'intention de la France était de faire admettre par Islamabad la modification de l'installation en cause, afin qu'elle ne produise plus du plutonium pur, mais un mélange plutonium-uranium inutilisable directement à des fins militaires (*le Monde* du 7 janvier 1978).

La déclaration du 11 octobre 1976 précisait notamment que *« la France ne favorisera pas la prolifération de l'arme nucléaire. Dans sa politique d'exportations nucléaires, elle renforcera les dispositions et garanties appropriées dans le domaine des équipements, des matières et des technologies »*. Lors de la réunion du conseil de politique nucléaire extérieure du 16 décembre 1976, le gouvernement avait décidé de ne plus autoriser *« la signature de contrats bilatéraux portant sur la vente à des pays tiers d'installations industrielles de retraitement des combustibles irradiés »*. On avait précisé à l'époque que cet embargo ne s'appliquait pas aux contrats déjà signés, ce qui excluait donc le contrat franco-pakistanais.

La France, dit-on encore dans l'entourage du président de la République, est convaincue qu'il est possible de mettre au point les techniques appropriées pour concilier les nécessités de la non-prolifération et le droit de tous les pays d'obtenir le libre accès à la technologie nucléaire pacifique.

A propos des déclarations du général Zia Ul Haq, on fait remarquer à l'Élysée, qu'il convient de connaître les termes de la réponse pakistanaise à la lettre de M. Giscard d'Estaing avant d'apporter d'autres commentaires.





AMÉRIQUES

Nicaragua

LA PRISE D'OTAGES AU PALAIS NATIONAL

Un régime à bout de souffle

Le nouveau coup de main spec-
acuiaire des guérilleros nicara-
guayens contre l'un des symboles
e la dictature, le palais national
Managua, où siège le Parle-
ient, donne une idée de l'am-
leur prise au cours des derniers
nois par le mouvement de pro-
station au Nicaragua. Compte
nu des moyens de répression
is en œuvre par le général
omoza, une telle opération au-
it été impensable il y a une
nnée encore. Mais aujourd'hui,
s événements se précipitent et
ans leur majorité, les Nicara-
uayens ne dissimulent plus leur
npatience devant l'implacable
ctature familiale qui pèse sur
ur pays depuis plus de quarante
ns.

Un important tournant, dans
ne vie politique qui paraissait
squ'alors bloquée, a incontes-
blement été pris en janvier à
suite de l'assassinat, par des
ommes de main du pouvoir, du
urnaliste Pedro Joaquin Cha-
orro, l'un des deux principaux
dversaires du régime. Ce crime,
r lequel toute la lumière est
in d'avoir été faite, a été la
tutte qui a fait déborder le
ise. Spontanément, des dizaines
milliers de Nicaraguayens
aient descendus dans la rue
our clamer leur colère et leur
olonté de changement.

Trois jours durant, Managua,
ujours en ruine depuis le trem-
ement de terre de 1972, a été le
éâtre de violents désordres qui
ont pas tardé à virer à l'émeute.
a même cohésion contre la dic-
ture s'est ensuite retrouvée dans
grève générale lancée par les
ndicats patronaux et ouvriers et
i a paralysé le pays jusqu'au
but de février. Convoqués le
février à des élections munici-
les, plus de 80 % des électeurs
t boudé les urnes, défiant ainsi
vertement le régime.

Un lent pourrissement

Depuis, le calme n'est jamais
mplètement revenu, et l'on
siste à un lent pourrissement de
situation. Malgré l'intensifica-
n de la répression, le général
moza n'est pas parvenu à re-
endre les choses en main. Au
ntraire, le mouvement n'a cessé
s'étendre, plongeant le pays
ns un climat quasi insurrection-
l. Manifestations de protesta-
n, incidents et attentats se sont
ltipliés au cours des derniers
is, et les affrontements avec les
ces de l'ordre se sont souvent
dés par de nombreux morts.
ns une déclaration publiée le
oût, six évêques, dont le primat
Nicaragua, rappelaient que de-
is le début de l'année, *« la liste
s personnes blessées, torturées
disparues pour des raisons de
lences politiques est intermi-
ble »*.

Longtemps résignée, l'opposition
trouvé un second souffle. Le
ont sandiniste de libération na-
nale (F.S.L.N.), qui menait ses
tions surtout dans les cam-
gnes, a maintenant porté ses
érations jusqu'au cœur des
les. Les guérilleros n'hésitent
s à attaquer des casernes et,
a un mois déjà, deux roquettes
ti-chars avaient été tirées
ntre le palais présidentiel et le
artier général de la garde civile.
ns le nord du pays, des pay-
s occupent de grands domaines
ur récupérer des terres dont ils
aient été dépossédés. Des mani-
tations ont également marqué
retour en juillet du groupe
Douze, formé d'intellectuels,
dustriels et de prêtres, qui
aient été contraints à l'exil en
obre dernier pour avoir
nandé l'ouverture d'un dia-
ue national avec la participa-
n du F.S.L.N. Excédés par la
acité du clan Somoza, certains
ieux d'affaires se sont aussi
prochés des syndicats ouvriers,
associations paysannes et des
tis qui luttent contre la dicta-
e.

Eglise a pris ses distances et
chevêque de Managua a publi-
quement réclamé au début du
mois la démission du chef de
l'Etat. Mgr Miguel Obando y
Bravo s'est également prononcé
pour la formation d'un gouver-
nement d'union nationale. Signe
des temps, cette démarche avait
été favorablement accueillie par
l'Institut nicaraguayen de déve-
loppement, qui regroupe des direc-
teurs d'entreprises privées.

Mais malgré les ennuis de santé
et en dépit de l'opposition crois-
sante que sa présence à la tête
de l'Etat suscite dans le pays, le
général Somoza ne se montre
guère pressé de passer la main.
Jusqu'ici, le parti libéral qui lui
est entièrement dévoué, s'est re-
fusé à tout compromis qui abou-
tirait à la démission de l'actuel
président avant la fin de son
mandat en 1980.

Les éléments les plus modérés
reconnaissent qu'il sera malaisé
de trouver une solution de re-
change malgré la participation
du « front sandiniste ». Devenu
le fer de lance de l'opposition,
le F.S.L.N. cherche, pour sa part,
un terrain d'entente avec les par-
tis traditionnels, en vue d'obtenir
l'union la plus large possible.
Fort de ses récents succès, il
s'est donné une année pour abat-
tre le clan Somoza.

Les remous qui secouent le Ni-
caragua ne manquent pas d'affai-
blir une économie déjà fragile, et
l'on peut se demander si l'incer-
titude actuelle peut se prolonger
encore longtemps. L'évolution de
la situation dépend en partie de
l'attitude des Etats-Unis.

Certes, l'administration Carter
est intervenue pour tenter d'in-
fléchir la politique répressive du
général Somoza. Formellement,
du moins, elle avait obtenu la le-
vée de l'état de siège et la pro-
messe d'une ouverture politique.
Mais, malgré l'extension du
mouvement d'opposition et les
constantes violations des droits
de l'homme, les Etats-Unis n'ont
jamais complètement retiré leur
soutien à la famille Somoza.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Brésil

L'opposition confirme la candidature du général Euler Bentes à l'élection présidentielle

La convention nationale du Mouvement démocratique brésilien, seul parti légal d'opposition, a confirmé, le 23 août, la candidature du général Euler Bentes Monteiro, âgé de soixante et onze ans, à l'élection à la présidence de la République (« le Monde » daté 20-21 août). L'élection du successeur du général Geisel, actuel chef de l'Etat, est fixée au 15 octobre.

Une vocation politique tardive

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Que veut réellement le général Euler Bentes ? Un officier supérieur ayant servi durant douze ans de régime militaire et qui en devient aujourd'hui le critique acerbe, c'est là un phénomène peu commun. A tel point que le général suscite le scepticisme au sein de larges secteurs d'une opposition dont il est devenu pourtant, le 23 août, le candidat à l'élection présidentielle face à l'homme du pouvoir.

Trois mois d'offensive serrée du groupe « authentique » (radical) du M.D.B. (Mouvement démocratique brésilien), son principal soutien, ont permis à cet officier à la retraite, tard venu à la lutte pour la démocratie, de brûler quelque peu les étapes, et de se présenter aujourd'hui comme le porte-parole des partisans d'un retour immédiat à l'Etat de droit.

Ne peut-il pas, il est vrai, exciper de divergences plus anciennes avec le régime, dans le domaine économique notamment ? C'est pourtant la « révolution » militaire de 1964 qui le met en selle : le président Castello Branco le nomme général en 1965, et, deux ans plus tard, il devient superintendant de la Sudene, l'organisme d'Etat chargé du développement du Nord-Est brésilien. C'est là qu'il affirme ses options : se penchant sur le sort d'une des zones les plus déshéritées du pays, il prend conscience des graves déséquilibres régionaux que provoque le « miracle » économique. Il se rend compte, aussi, que l'Etat doit intervenir pour lutter contre cette concentration géographique des revenus. Il n'en faut pas plus pour asseoir sa réputation d'« étatisant », qui lui vaut aujourd'hui l'hostilité des milieux d'entreprise et de la grande presse brésilienne qui lui est liée.

Le général Euler Bentes fait partie du groupe « nationaliste » que dirige le général Afonso de Albuquerque Lima, alors titulaire du ministère de l'intérieur nationaliste. Le qualificatif est sans doute exagéré : il n'était guère difficile d'apparaître comme tel à cette époque d'ouverture au capital étranger. Toujours est-il que le groupe fait circuler dans les casernes un « décalogue » qui résume sans doute bien la pensée économique du général Bentes : relativement modéré, le texte souligne surtout la nécessité de réserver un important champ d'action à l'entreprise brésilienne, à l'abri de la concurrence des multinationales. Après un conflit avec le ministre des finances, M. Delfim Netto, le général Albuquerque Lima quitte le ministère, et le général Bentes la Sudene.

Ce dernier devient ensuite chef du département du matériel de guerre et membre du haut commandement. Il devait prendre sa retraite en 1977. Ses relations avec le régime se sont, entre-temps, améliorées : ne parle-t-on pas de lui comme d'un possible candidat du pouvoir à la succession du président Geisel ? C'est peu après avoir vu ses ambitions déçues par la désignation du général Figueiredo qu'il se rapproche de plus en plus de l'opposition, déclarant, en mai, son nom « disponible » pour une éventuelle candidature du M.D.B.

Représente-t-il une alternative réelle ? Ses chances de vaincre, en octobre, sont des plus réduites, et son programme de « redémocratisation » politique paraît tout aussi graduel que celui du général Figueiredo. Mais l'apparition de sa candidature est intéressante à un autre titre : elle montre surtout qu'un débat est en cours au sein des forces armées, et ce débat reflète les inquiétudes d'une partie du secteur privé face au capital étranger.

THIERRY MALINIAK.

Etats-Unis

Le Congrès élève au rang d'État la ville de Washington

De notre correspondant

Washington. — Une nouvelle victoire des droits de l'homme pour les uns, une violation de la Constitution ou du moins une trahison des volontés des pères fondateurs pour les autres : c'est ainsi qu'est interprétée l'adoption, mardi 22 août, par le Sénat, à une voix de plus seulement que la majorité requise des deux tiers, d'un amendement constitutionnel accordant aux habitants de Washington une représentation à part entière au Congrès, au même titre que tous les autres citoyens des Etats-Unis.

La proposition avait été adoptée à une large majorité de la Chambre des représentants le 2 mars dernier, mais l'opposition était beaucoup plus forte au Sénat. S'il paraissait normal à beaucoup qu'un ou deux députés (suivant les données démographiques du moment) représentent les habitants de la capitale à la Chambre basse, les cent sénateurs étaient plus réticents à l'idée de voir deux nouveaux collègues s'infiltrer dans leurs rangs sans être mandatés par un Etat à part entière, comme l'avaient voulu les auteurs de la Constitution.

Capitale créé de toutes pièces en 1800 sur un territoire exigu cédé par le Maryland et la Virginie, Washington, devenu plus tard le « district de Columbia » est en fait un peu moins qu'une ville, puisque la majorité des fonctionnaires qui y travaillent vivent dans les comtés limitrophes des deux Etats voisins. Elle n'est pas un Etat non plus, puisque son budget est contrôlé par le Congrès et le gouvernement fédéral. En même temps, les sept cent mille habitants du district proprement dit sont plus nombreux que la population de sept Etats des Etats-Unis. Ils paient 1 milliard de dollars d'impôts par an, soit plus que beaucoup d'autres Etats (le niveau moyen des revenus y est de 30 % supérieur à la moyenne nationale). Enfin, comme l'a fait valoir M. Carter, ardent partisan de l'amendement voté mardi, seuls trois Etats ont eu plus de morts qu'eux pendant la guerre du Vietnam.

Aussi bien l'assimilation de Washington à un Etat comme les autres couronne-t-elle une évolution récente : les habitants de la capitale n'ont obtenu qu'en 1961 le droit de participer à l'élection du président des Etats-Unis, en 1971 celui de désigner un « délégué » siégeant sans droit de vote à la Chambre des représentants, enfin en 1974 celui d'élire leur conseil municipal et leur maire, un Noir portant comme par hasard le nom de Washington. Les sénateurs, hostiles à l'idée d'aller plus loin, affirmaient que la présence à leurs côtés de deux sénateurs de Washington *« dévaluerait la représentation et la dignité des Etats »*, comme l'a dit l'un d'eux, le républicain Helms de Caroline du Nord, ou encore renforcerait le poids de la bureaucratie, gagne-pain de 60 % des habitants de la ville.

Plus de 75 % de Noirs

D'autres considérations moins théoriques entraient aussi en ligne de compte. La population de Washington étant noire à plus de 75 %, il ne fait pas de doute que les deux sénateurs de la capitale seront noirs et « libéraux ». Ce qui n'arrange pas certains de leurs collègues. Les trente-deux sénateurs de la minorité hostiles à l'amendement voté mardi étaient des conservateurs du Sud, à peu près les mêmes que ceux qui s'étaient opposés aux traités sur le canal de Panama. Dans l'autre camp se trouvaient M. Carter et l'administration, le sénateur Kennedy, qui a défendu le projet devant ses pairs, ainsi que tous les responsables des organisations noires. Mme Martin Luther King, veuve du dirigeant noir assassiné, était venue mardi faire du « lobbyisme » dans les couloirs du Sénat.

La bataille n'est pas terminée, car l'amendement doit encore être ratifié par trente-huit Etats dans un délai de sept ans avant d'entrer en vigueur. Si l'on en juge par le sort de l'amendement sur l'égalité des droits, visant les droits de la femme, qui ne trouve toujours pas, à quelques mois de l'expiration du délai imposé, les suffrages requis dans les Parlements des Etats, on peut gager que les Washingtoniens ont encore de nombreuses années à vivre dans leur statut d'Américains *« surgouvernés et sous-représentés »*.

MICHEL TATU.



A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

● DEUX MINISTRES ONT ETE ARRETES pour complicité dans la tentative de coup d'Etat du 17 août dernier, a annoncé, mercredi 23 août, Radio-Kaboul. Il s'agit du ministre du plan, le sultan Ali Kishtmand, et de celui des travaux publics, M. Mohammed Rafi. — *(A.F.P.)*

Chine

● UN MILITAIRE A PLACARDE, mercredi 23 août à Pékin, une affiche à gros caractères *(dazibao)* demandant sa réhabilitation et critiquant de hauts responsables de l'armée de l'air. Il avait été accusé en 1968 d'être *« partisan de Liu Shao-chi »*, et incarcéré à neuf reprises. Il réclame un *« procès légal »* et ses arriérés de solde en se référant aux *« droits de l'homme »* et aux *« droits du peuple »*. — (A.F.P.)

Congo

● A L'ISSUE D'UNE REUNION DU COMITE MILITAIRE DU PARTI CONGOLAIS (C.M.P.), présidée par le chef de l'Etat, le général Yhomby Opango, le capitaine Florent Tsiba, porte-parole du C.M.P., a révélé l'identité de cinq personnes suspectées d'avoir participé au complot contre l'Etat récemment déjoué *(le Monde* du 16 août). Il s'agit de MM. Timothée Kombo Toko, Julien Mayala, Apety Morrison, Philippe Favre (de nationalité française) et Johnson Nkwame. Le capitaine Tsiba a également annoncé la création d'une cour de sûreté de l'Etat pour *« juger les crimes commis contre la révolution congolaise »*. — *(A.F.P., Reuter.)*

Ouganda

● DANS UN MESSAGE A L'EMPEREUR HIROHITO, à l'occasion du trente-troisième anniversaire de la fin de la guerre 1939-1945 le maréchal Amin Dada reproche au président Carter son attitude vis-à-vis de l'U.R.S.S. à propos de droits de l'homme. *« L'Union soviétique,* souligne le maréchal, *n'a jamais détruit les vies humaines et les biens de façon massive et sans discrimination, comme l'ont fait les Etats-Unis à Hiroshima et à Nagasaki. »* — *(A.F.P., U.P.I.)*

République Sud-Africaine

● LA DETENTION DE QUINZE MILITANTS AFRICAINS arrêtés le 19 octobre 1977, à titre préventif et pour des motifs de *sécurité intérieure*, a été prolongée jusqu'au 12 juillet 1979, a-t-on appris à Johannesburg. Parmi ces prisonniers figurent en particulier des dirigeants des mouvements noirs militants *Black People Convention* et *Mouvement de la Conscience noire* (fondé par Steve Biko, dont la mort en prison, en septembre 1977, avait déclenché une vague mondiale de protestations).

Tchad

● DEUX AVIONS JAGUAR se sont heurtés en vol, mercredi 23 août, au-dessus du territoire tchadien, au cours d'un exercice d'entraînement, ont annoncé les autorités militaires françaises à N'Djamena. L'un des appareils s'est écrasé au sol. Le pilote est légèrement blessé. L'autre avion a pu regagner sa base. Un Jaguar s'était déjà écrasé accidentellement, le 8 août dernier, dans le centre du pays *(le Monde* du 10 août). — *(A.F.P.)*

Tchécoslovaquie

● NATALYA GORBANEVSKAYA, VADIM DELAUNAY ET VICTOR FAINBERG, qui participèrent, il y a dix ans, à la manifestation sur la place Rouge à Moscou contre l'invasion de la Tchécoslovaquie, seront le vendredi 25 août, de 12 heures à 21 heures, devant le Centre Beaubourg. Ils invitent les Parisiens, en ce jour anniversaire de la libération de Paris, à manifester leur solidarité avec les citoyens de la Tchécoslovaquie occupée et « normalisée » et tous les persécutés en Tchécoslovaquie et dans les autres pays de l'Est.

EUROPE

Italie

« L'UNITA » ÉVOQUE LA CRISE ENTRE SILONE ET LE P.C.I.

(De notre correspondant.)

Rome. — L'organe du parti communiste italien *l'Unita* rend hommage ce jeudi 24 août *« à l'intellectuel antifasciste »* qu'a été Ignazio Silone, et il évoque les polémiques qui ont opposé dès 1930 — au sujet de Staline — celui qui était alors un *« dirigeant non négligeable du P.C.I. »* à ses camarades de parti.

Le quotidien du P.C.I. évoque longuement la *« crise jusqu'à la rupture complète »* entre Silone et le P.C.I. : *« Les divergences sont nées à propos de l'analyse de l'Internationale, donc de Staline, sur l'imminence de la chute du système capitaliste et sur la nécessité d'adopter une stratégie révolutionnaire à court terme, avec un durcissement de la discipline internationale et une attitude d'intransigeance vis-à-vis du progressisme bourgeois »*.

Sans entrer dans le détail de l'affrontement entre Silone et les principaux dirigeants communistes italiens de l'époque, Togliatti en tête, *l'Unita* note qu'une *« importante révision historique est actuellement en cours »* sur ce point et que dans ces conditions *« la crise de Silone naissait de motivations objectives, d'ordre proprement politique »*.

Le quotidien du parti communiste souligne ensuite que l'écrivain *« deviendra anti-communiste d'une façon de plus en plus rigide après la libération »*. Pour *l'Unita*, c'est précisément l'*« aversion catégorique pour l'expérience stalinienne qui explique essentiellement l'intense activité polémique de l'écrivain après la guerre »*.

Le journal estime enfin qu'une *« spiritualité teintée d'anarchisme paysan et de populisme chrétien a dominé de plus en plus »* chez Silone.

(Intérim.)

Portugal

● UNE PERSONNE A ETE TUEE dans un attentat à la bombe commis dans la nuit du 23 au 24 août à Porto-Santo, à Madère, contre la voiture d'un membre du gouvernement régional. L'explosion a totalement détruit le véhicule. La victime n'a pas pu être identifiée. — *(A.F.P.)*

Le Monde

société

LA PRÉPARATION DU CONCLAVE

Les cardinaux voteront quatre fois par jour

Cité du Vatican. — Humainement, c'est dérisoire. Dans vingt-quatre heures, une centaine d'hommes mûrs (âge moyen : soixante-dix ans) seront enfermés dans un dédale de palais de la Renaissance, écrasés sous la chaleur moite de Rome, jusqu'à ce qu'ils aient choisi un pape.

Le contraste est saisissant entre le cadre somptueux — salle de marbre, fresques de Fra Angelico, de Michel-Ange, de Raphaël, de Pinturicchio — et l'installation sommaire qui imposera aux membres du conclave une existence monacale.

Les chambres à coucher, qui sont de taille et de style différents et seront allouées aux cardinaux selon un tirage au sort, comportent un mobilier de pacotille loué pour l'occasion. Il consiste en un lit de fer, comme on en trouve dans les hôpitaux anciens, une table de nuit, une petite cuvette et un broc pour la toilette (il y a une salle de bains pour quatre ou cinq chambres environ), un fauteuil, un prie-dieu, une petite table avec un cendrier, une chemise en carton, quelques feuilles de papier et deux stylos à bille.

De notre envoyé spécial

La salle à manger, installée dans les appartements Borgia, où se trouvent certains des tableaux modernes réunis pour Paul VI par son secrétaire, Dom Pasquale Macchi, est également très simple : deux longues tables recouvertes d'une nappe blanche et des chaises en métal et en matière plastique. La nourriture, — qui entrera au conclave à travers un tambour métallique installé dans le portail qui sépare la cour Borgia de la cour del Pappagallo (limite de la clôture et entrée principale du conclave) — sera préparée par les sœurs de Sainte-Marthe. Menu de base : pasta, viande, salade, fruits, arrosés d'un vin local venu des Castelli Romani.

Après la messe, concélébrée chaque jour dans trois endroits différents, les cardinaux se rendront à la chapelle Sixtine où les scrutins auront lieu quatre fois par jour, deux le matin à partir de 9 h. 30 et deux l'après-midi, à partir de 16 h. 30. Les cent *onze* électeurs voteront au moyen de bulletins anonymes — on leur suggère même de déguiser leur écriture habituelle. Les cardinaux viendront, un à un, et selon leur ordre de préséance, glisser leur bulletin dans l'urne, surmontée d'un plateau (au lieu du calice et de la patène d'autrefois), sur l'autel dominé par la fresque du *Jugement dernier* de Michel-Ange. Ils regagneront leur chaise de bois derrière une des tables recouvertes d'un tapis beige, pour attendre le dépouillement par les trois scrutateurs élus. Ils recommenceront aussi longtemps qu'il le faudra pour atteindre les soixante-quinze voix requises (deux tiers + une), à moins d'une impasse, qui leur permettrait de simplifier le mode de scrutin.

A l'entrée de la chapelle, sur la gauche, se trouve le poêle en fonte surmonté d'un long tuyau, soutenu par un échafaudage métallique qui l'éloigne des fresques de Michel-Ange, où les bulletins seront brûlés sous le contrôle de Mgr Civarti, secrétaire du conclave. Deux fois par jour, vers 12 h. 30 et 19 h. 30, on obtiendra une fumée noire ou blanche en ajoutant aux bulletins de la poudre de feu de Bengale.

ALAIN WOODROW.

LE RÈGLEMENT

Un « étouffe-chrétien »

La constitution sur la vacance du siège apostolique et l'élection du pontife romain — une vingtaine de pages serrées, — signée le 1er octobre 1975 de la main de Paul VI, ne ressemble guère aux écrits du pape défunt, d'un ton généralement élevé, qui, quels que soient les sujets abordés, sont clairs, éloquents et émaillés de citations portant la trace d'une vaste culture.

Au contraire, ce document, d'une précision obsessionnelle, est désarmant, tant par son fond que par sa forme. Il est littéralement étouffant, par son caractère légaliste, méfiant, voire mesquin.

On comprend bien qu'il faille des prescriptions détaillées pour empêcher les fraudes ou les fuites lors d'un conclave. Ce n'est pas le lieu de faire de l'angélisme ou de la spiritualité. Mais tout de même, il y a des limites. Quelle image peut donner de l'Eglise romaine un pareil document à un lecteur non averti ?

Les cardinaux ne sont sans doute pas tous des saints ; mais, à lire la constitution, on a l'impression qu'ils sont habituellement capables de parjure, de fraude, de violation de secret, de favoritisme et même d' « *aversion* » (sic). *Il n'est question que de sanctions, peines graves, expulsions, suspenses, interdits, et même de simonie. A quatre reprises, il est question d'excommunication. Il leur est demandé de* « *jurer* » *solennellement de se comporter comme des hommes honorables, et même de ne se servir d'aucun émetteur ou récepteur, appareil photographique ou caméra. Ce serment se fait sur les Evangiles, qu'ils doivent* « toucher de la main ».

Les procès-verbaux — distincts pour chacun des verrouillages des portes du conclave — doivent porter de multiples signatures : le maître des cérémonies ; le secrétaire du conclave ; la personne faisant fonction de notaire, en présence de deux témoins ; un prélat de la chambre apostolique ; le préfet de la maison du pape ; le commandant de la garde suisse, etc.

Un tel luxe de précautions pourrait tenter quelque Sherlock Holmes italien, émoustillé par toutes ces serrures, ces scellés, ces serments sacro-saints.

Pour les cardinaux aphones

Que dire aussi de la place tenue dans ce même texte par les malades ? On savait déjà que, en raison de leur grand âge, les cardinaux risquent d'être souffrants pendant le conclave. Mais on ne se doutait pas de la complication que le fait d'être alité pouvait entraîner sur le déroulement du scrutin.

Trois infirmiers (trois pour se surveiller mutuellement, de toute évidence) se rendent dans les chambres avec « une boîte portant à sa partie supérieure une fente par où le bulletin de vote plié puisse être introduit ». *Auparavant, les scrutateurs devront l'ouvrir publiquement afin que les autres électeurs constatent qu'elle est vide. Si un malade est trop souffrant pour pouvoir écrire lui-même, un des infirmiers peut s'en charger* « après avoir prêté le serment de garder le secret ».

Le cas de cardinaux valides, mais muets ou aphones, est prévu dans l'éventualité d'un vote par acclamations. Il est prié d'écrire eligo sur un bulletin « *rectangulaire* ». *Une fois pliés, les bulletins de vote doivent avoir* « à peu près la largeur d'un pouce » *(27,07 millimètres, en latin* pollex*).*

On perçoit dans ce document des relents du Moyen Age ou de la Renaissance, époques où le Sacré-Collège était partiellement composé d'ecclésiastiques peu scrupuleux ou pour lesquels le conclave représentait une occasion exceptionnelle d'obéir à des consignes extérieures ou de se mettre au service d'intérêts politiques plus ou moins sordides. Aujourd'hui, il y a quelque chose d'anachronique et même de blessant pour les membres du Sacré Collège choisis par les papes pour leur intégrité. Est-il vraiment utile, par exemple, de les menacer de la peine suprême d'excommunication pour les dissuader d'emporter avec eux un appareil de photo ?

Au conclave, assemblée fermée à triple tour, correspond un règlement qui, pour reprendre l'expression irrévérencieuse d'un vaticaniste, est un véritable « étouffe-chrétien ».

HENRI FESQUET.

POINT DE VUE

La crosse et le souffle...

par XAVIER GRALL

FAUT-IL que le pape soit démocrate-chrétien ? N'est-ce pas le sens d'un texte récemment publié et signé par des pétitionnaires renommés, hommes de presse et de théologie ? (1). La prudence de ce sermon n'a d'égale que la banalité des souhaits formulés à l'usage des électeurs du futur pontife. Nos aimables sermonneurs ne réclament-ils pas pour le siège de Pierre tout à la fois *« un homme ouvert au monde », « un leader spirituel », « un pasteur et un chrétien authentiques », « un médiateur œcuménique »*. Rien que ça et tout ça...

Ces très fraternelles lapalissades, à force d'être multipliées, se heurtent à une impossibilité majeure : comment trouver tant de vertus sous une même *mitre* ? En somme, on forme le vœu que le conclave accouche, sauf mon respect, d'un mouton à cinq pattes qui aurait la disponibilité d'un Jean XXIII, la prudence d'un Paul VI et la finesse diplomatique d'un Aldo Moro ! A ce compte, les malheureux cardinaux risquent de demeurer longtemps en vote pénitentiaire dans le huis clos de la Sixtine.

Ce qui frappe dans cette lettre bavarde et légèrement prétentieuse, c'est l'onctueuse médiocrité des vœux prodigués. On y retrouve les poncifs ordinaires d'un néo-cléricalisme fort prospère depuis Vatican II. On voudrait — je cite encore — que le pape *« ne soit pas autoritaire, mais qu'il ait de l'autorité »* (ah ! bon...), *« qu'il ne réprimande pas »* (paix mes agneaux Videla et Pinochet !), *« qu'il n'a à être ni un saint ni un génie »* (Saint-Père, ressemblez-nous !) En bref, le futur pontife devrait être aussi pâlot qu'un plâtre sulpicien et gérer l'Eglise comme un M.R.P. universel, le chapelet dans la main et le dernier *numéro de T.C. (Témoignage chrétien)* dans la poche ! C'est triste. Nos oiseaux du ciel ont des talents de perroquets.

Ce texte récupère le verbiage morne d'un laïcat bonasse, les tics ouvriéristes d'une bourgeoisie catholique qui parle gravement de la misère du tiers-monde en bâfrant des cailles-sur-canapé à la sortie de la grand-messe. Ah ! Messires cardinaux, dépêchez-vous de vous enfermer à double tour derrière les portes de Rome. Si vous prêtiez une oreille charitable aux recommandations qui vous viennent de droite et de gauche, du nord et du sud, des théologiens et des journalistes, vous risqueriez — dernier avatar de l'œcuménisme — de vous transformer en derviches tourneurs sous le bal fantastique des fresques de Michel Ange...

Un misérable schisme

C'est vrai. Le futur pape a du pain sur la planche. Tant mieux. On imagine mal qu'il soit élu vicaire du Christ pour distribuer des médailles aux croyants et des timbres-poste aux petits Chinois ! Il lui faudra trancher. Et d'abord dans le vif d'un misérable schisme dont le crime n'est pas de vouloir garder faste et beauté à un rite qui assurément se dégrade, mais de cacher sous de vénérables surplis des cœurs noirs et si malfaisants qu'ils délèguent leur évêque — celui d'Ecône — en Amérique du Sud afin de bénir des tyrans infâmes qui passent sans sourciller de l'office du matin à l'officine de torture. Tant qu'à rester au chapitre des fulminations, il faudra bien qu'un jour le successeur de Pierre retranche de la communauté des fidèles ces hommes de sang qui, de Santiago à Buenos-Aires, se réclament du catholicisme pour asseoir leur pouvoir. Il y a là une nécessité urgente et en tout cas aussi vitale que de connaître de la légitimité de la pilule contraceptive. Mère Françoise Dolto n'est pas forcément sortie de l'Evangile !

Je doute, en revanche, que le message évangélique que l'on prétend répandre sur la terre soit crédible aussi longtemps que l'Eglise couvrira de son silence des régimes sanglants et inhumains prétendument issus de sa tradition et de son enseignement. Voilà pour la crosse.

Une Eglise joyeuse et espérante

Cela dit, qui est le tragique du monde et de l'Eglise, j'aurais aimé de vous, mes frères, une parole plus ample. Votre peuple de Dieu manque singulièrement d'allégresse. Quand nous donnera-t-on enfin une Eglise joyeuse et véritablement espérante ? On nous répète que les hommes sont sauvés dans l'eau et le sang de Jésus-Christ, et de cette promesse fabuleuse, vous ne tirez que des phrases papelardes. Et pas un cri, pas une exultation, pas un hymne ! De cet Univers qui recèle des splendeurs telles qu'elles nous arrachent des larmes de joie vous ne parlez pas. Vous avez oublié cet esprit de notre temps nommé Teilhard de Chardin.

De sa pensée qui réconcilie la science et la foi, le ciel et la mer, le *minéral* et l'être, qui porte en germe l'alliance des cultures anciennes et nouvelles, qui transcende l'environnement de cette pensée née dans le lœss de la Chine et portée aux proches de l'Occident, quel cardinal aura l'audace de se souvenir sous la Sixtine toute pleine de l'admirable bruissement du génie humain ? Une pensée poétique, oui. Et après ? Et pourquoi donc la poésie en ce temps qui en a faim, qui découvre que l'homme n'est pas séparable du milieu vivant, qui avec ses « jets » brasse les continents, leurs sociétés et leurs souffles, pourquoi cette poésie-là ne pénétrerait-elle pas au Vatican ? Tout au moins, nos chers pétitionnaires auraient pu en parler.

Je crains, hélas ! que l'amour du beau n'entre pas dans leurs préoccupations apostoliques et papales. Ils donnent des leçons aux prélats, mais ils restent dans la boutique !

Croyant combattre une Eglise praticienne, ils auraient tendance à défendre une liturgie ridicule qui en appelle plus aisément au Père Duval qu'à Jean-Sébastien Bach. Comme si la démocratisation des institutions devait donner obligatoirement dans la platitude de l'expression, et donc du rite ! Une religion vraie ne peut, sans se trahir, engendrer la laideur. Conseilleurs pathétiques des cardinaux, pour finir faudra-t-il donc vous appliquer le très juste coup de gueule de Léon Bloy dans *le Pal* : *« Le trait le plus saillant et le plus caractéristique des chrétiens modernes, c'est la haine de l'art, une haine carthaginoise auprès de laquelle les haines ordinaires ressemblent à de l'amour »* ?

(1) *Le Monde* du 15 août.

Le rôle du Saint-Esprit

(Suite de la première page.)

A quoi je sais bien ce qu'on pourrait m'objecter — et précisément en prenant appui sur certains retournements spectaculaires qui sont tout aussi historiques, mais peuvent être invoqués comme des coups de pouce (ou plutôt de souffle) permettant à l'Esprit de rectifier, le cas échéant, ce que le choix humain pouvait avoir d'apparemment insuffisant. Quel bon tour, n'est-ce pas, le Saint-Esprit — par nature spirituel, donc volontiers facétieux — n'a-t-il pas joué, par exemple, en faisant voter pour un Roncalli de transition, devenu en un clin d'œil, mais pour l'éternité, le Jean XXIII du concile ?

Est-ce pourtant là, pour le conclaviste moyen, une raison décisive de penser que le Saint-Esprit finira « toujours » par se débrouiller à tirer dans le bon sens ce qu'un vote pouvait avoir d'inadéquat à la situation ? Rien ne serait en tout cas plus dangereux que cette conception qui, dans le pire cas, aboutirait à voter systématiquement pour le plus « bête » afin que l'Esprit fasse des prouesses et, dans le meilleur cas, aurait dû depuis longtemps pousser les cardinaux à opter pour le tirage au sort comme étant plus révélateur de l'action directe d'un Esprit providentiel.

Le retour de l'espérance

Le fait est que les cardinaux savent bien que l'assistance du Saint-Esprit n'a rien à voir avec ce qu'implique une expression bien connue. Le futur pape ne sera pas élu « par l'opération du Saint-Esprit », mais par la totalisation de cent onze votes personnels. Et, puisque le peuple chrétien est soigneusement tenu à l'écart de toute participation à ce scrutin, si indirecte soit-elle, il ne saurait tout de même pas se voir contester « après coup » le droit d'interpréter les intentions de vote des cardinaux d'après la personnalité de l'élu du conclave. Ce qui signifie pratiquement que, qu'ils le veuillent ou non, les cardinaux ne sauraient non plus échapper, « même avant le conclave », aux questionnements naïfs de l'homme de la rue sur les conséquences de l'acte qu'ils vont poser.

Si, par exemple, le futur pape n'était pas italien, ne serait-ce pas — au-delà de tous les inconvénients bureaucratiques invariablement invoqués contre cette éventualité — une manière particulièrement convaincante de miser sur le caractère universel d'une Eglise qui, jusque-là, n'a pas su prendre suffisamment de distance par rapport à l'Occident qui l'a formée autant qu'elle l'a formé ?

Et, si le futur pape était noir cette fois-ci et jaune la fois d'après (ou inversement), ne serait-ce pas une manière d'en finir radicalement avec ces images qui rôdent dans toute conscience catholique et qui, à défaut d'avoir pu cacher que Jésus était juif, ont imposé l'idée que Dieu est blanc ?

Et si le futur pape n'était pas nécessairement un vieil homme, *a priori* soupçonné de s'intéresser plus à la sauvegarde d'un passé qu'à la construction d'un avenir pour l'Eglise, n'y aurait-il pas là un indice — certes timide et point nécessairement probant (voir Jean XXIII), — mais un indice tout de même, que le sang qui bat encore fort dans les veines d'un homme n'est pas une contre-indication pour l'inhabitation du Saint-Esprit et la communication de ses dons au dernier descendant d'un rude patron de pêche ?

Et si, dans la foulée, le futur pape était sommé de faire acte d'humilité en admettant d'entrée de jeu qu'il n'est pas bon d'engager le sort de l'Eglise sur la résistance physique du cœur d'un homme — autrement dit s'il admettait d'être obligatoirement délivré de la barque de Pierre avant que le gouvernail ne lui échappe des mains, — n'y aurait-il pas là manifestation d'une vocation en rupture absolue avec tous les fantasmes ordinaires de la puissance humaine ?

Et si le futur pape était choisi parce qu'on le saurait assez confiant en l'Esprit pour renoncer au « splendide isolement » dogmatique de l'Eglise catholique par rapport au reste du monde chrétien, et pour ne rien négliger qui puisse, dans les années à venir, aider à réaliser l'universel rassemblement eucharistique, l'œcuménisme ne deviendrait-il pas immédiatement autre chose qu'un vain mot ?

Et si le futur pape d'une Eglise qui se veut « Eglise des pauvres » n'était pas seulement pris parmi ceux qui s'occupent des pauvres, mais était un pauvre authentique, non pas seulement théologien de la libération, mais un de ceux qui, pour l'avoir reçu eux-mêmes dans le désert, savent la valeur absolue de salut que représente un verre d'eau apporté « au plus petit d'entre nous », alors oui, si ce futur pape était un vrai pauvre décidé à le rester, on peut dire que l'espérance serait en passe de revenir — et non pas seulement pour l'Eglise.

On pourrait ainsi continuer longtemps avec des « si le futur pape était... » ou « si le futur pape n'était pas... », l'audace des « si » allant *crescendo*. Mon idée n'était nullement de proposer après bien d'autres un programme au conclave et, à travers lui, à l'Eglise, au-delà d'un cas particulier. Je voulais seulement dire que, lorsqu'on fait profession de croire en l'Esprit, on ne saurait pa- ser son temps (de conclave) à mén- ger ses arrières et à s'en tenir a calculs si souvent petits des scruti trop courants avec lesquels on précisément n'avoir rien à voir.

Il y a sans doute à l'heure actue des choses plus importantes po l'humanité que l'élection d'un pap mais tant qu'à faire, et, puisqu' parle de « signe des temps », puis cette élection témoigner que, po les catholiques — et contrairem à ce que nous reprochent parfoi non sans humour, nos amis orth doxes, — le Saint-Esprit est tout même autre chose qu'un pe pigeon !

ANDRÉ MANDOUZE.

PERFECTION

Il n'est bruit partout que des qualités qu'on attend du futur pape : homme d'Eglise, homme d'Etat, homme de Dieu. Chacun d'insister sur le caractère qui lui paraît le plus essentiel, et tous de souhaiter que toutes ces qualités soient réunies sous une seule tiare.

Malheureusement, et comme devra le constater le Saint-Esprit promu grand électeur, la perfection n'est pas de ce monde.

Cela vaut peut-être mieux. Imaginez le scandale que causerait l'élection d'un pape qui ne serait qu'un homme de Dieu, car, on ne perd pas en quelques heures tant d'années de mauvaises habitudes.

PIERRE DEBASSAC.

CORRESPONDANCE

Le corps de Paul VI et les enfants

Nous avons reçu la lettre suivante :

Lisant le *Monde* daté 13-14 août à propos de la mort de Paul VI, j'y trouve cette réflexion étonnante : *« Etait-il vraiment nécessaire de montrer si longtemps ce corps qui a pris une impressionnante couleur d'argile soulignée par les habits rouges ? C'est un spectacle que les enfants juchés sur les épaules de leur père auront du mal à oublier... »*

Nous ne sommes plus au quinzième siècle, c'est vrai : mais la mort est de tous les siècles et, lorsqu'il s'agit de celle d'un homme de bien, lequel de surcroît est le chef de la chrétienté, il est bon de donner à la foule le spectacle de l'humilité dans la majesté : humilité dans le sentiment (toujours oublié) que la mort est commune à tous les hommes ; majesté de l'Eglise, gardienne des temps ; de la fonction pontificale, dépassement de soi de la part d'un homme qui a cru à Dieu et aux hommes.

Oui, la mort est majestueuse en elle-même et le contenu d'argile dont elle se pare en élargit encore le sens. Et il est bon, comme le disait si justement Fénelon, qu'un enfant voit la mort, phénomène humain — plus fascinant que les babioles de la société de consommation — et, sauf sensibilité exceptionnelle, que son père lui en parle afin qu'il s'en souvienne : je pense à la belle réflexion de Montherlant dans *la Ville* : *« Il n'est rien de plus beau qu'un homme qui parle gravement à un enfant... »*

Mgr ETCHEGARAY aux évêque de France : l'heure d recueillement.

Mgr Etchegaray, archevêqu de Marseille et président de l conférence épiscopale, dans un lettre adressée aux évêques d France, regrette que *« tro d'écrits aient terni ces dernière années la fidélité fondamental des catholiques à Celui qui e pour nous le Saint-Père ». « serait bon,* ajoute-t-il, *de sai cette occasion pour ranimer l foi commune dans ce ministè pierre de touche de la solidité d l'Eglise.* » L'archevêque déplor que certaines mass media aien présenté l'élection du nouvea pape sous les traits d'une cour au pouvoir opposant les clans. A contraire, écrit-il, *« c'est l'heur pour nous du recueillement d l'Eglise, afin de recevoir le pap qui vient au nom du Seigneur*

TAIZÉ SERA EN PRIÈRE PENDANT LE VOTE DES CARDINAUX

Du vendredi 25 août, date de l'ouverture du conclave, jusqu' sa conclusion, la communauté d Taizé se mettra en prière de jou et de nuit.

« Nous aimerions, a dit l prieur, *que le pape soit tellemen le père de tous, tellement unive sel qu'il ne se laisse pas empri sonner par les fortes résistance ni par les divisions anciennes, n par les nouvelles divisions. Nou attendons que par sa propre v il éveille à Dieu le plus gran nombre d'hommes possible sur l terre. Pour assurer les continui tés du Christ dans l'histoire de hommes, il sera appelé à ne pa se laisser trop impressionner pa ceux qui, ne pouvant pas com prendre un homme vers le deve nir de l'humanité, risqueront d le retenir par ses manches. »*

MÉDECINE

Le conflit autour de la nomination d'un chef de service à l'hôpital d'Avignon

Des médecins hospitaliers envisagent une grève des soins

De notre correspondant

Marseille. — Les assistants-chefs de clinique du C.H.U. de Marseille sont inquiets du refus persistant du préfet de Vaucluse de nommer comme chef de service en gériatrie, au centre hospitalier d'Avignon, le docteur Jean Arlaud, assistant-chef de clinique à Marseille, classé pourtant premier le 16 février 1978 par un jury régional au concours sur titre (« le Monde » du 4 juillet).

Le syndicat des assistants-chefs de clinique envisage, en cas de silence prolongé des autorités, un recours contentieux, ainsi qu'un mouvement national de suspension des soins et de l'enseignement.

Le docteur Arlaud, ancien interne, major de promotion, chef de clinique, assistant depuis quatre ans à la clinique médicale en gérontologie du C.H.U. de Marseille, diplômé de médecine interne de rhumatologie, de médecine légale et de médecine du travail, avait été jugé par le jury comme le plus compétent pour occuper ce poste, auquel prétendait également le docteur Dravet, gastro-entérologue, chargé de l'intérim depuis mai 1977. Le préfet de Vaucluse, M. Gevrey, à la veille de son départ, le 24 mai dernier, signifiait à la direction de l'hôpital d'Avignon que le poste ne serait pas pourvu...

A la suite d'une entrevue au ministère de la santé et de la famille, les délégués syndicaux introduisaient, le 17 juillet, un recours gracieux auprès de M. Menza, le nouveau préfet de Vaucluse : cette démarche est pour l'instant restée sans effet et le préfet n'a pas *« vu la nécessité de recevoir les représentants syndicaux ».*

De manière inattendue, la direction régionale des affaires sanitaires et sociales de Provence-Côte d'Azur a publié, le 28 juillet, un additif à l'avis du 16 juin relatif au recrutement des praticiens à temps partiel pour les établissements hospitaliers publics, dans lequel il apparaît que sont désormais vacants non plus à un poste de chef de service à temps partiel au centre hospitalier d'Avignon mais deux postes, qui sont d'ailleurs, à nouveau, mis au concours sans qu'il soit tenu compte des résultats du concours précédent. Les dossiers de candidature doivent être adressés avant le 6 octobre prochain (1).

Le syndicat des assistants-chefs de clinique de Marseille entend s'opposer à cette mesure et faire du cas du docteur Arlaud un conflit exemplaire. *« On double inutilement les frais de fonctionnement de ce service et cela uniquement pour ne pas donner suite à nos exigences,* déclare le docteur Jacques Magnan, vice-président de l'intersyndicale des assistants-chefs de clinique. *Ce compromis retarde la nomination du docteur Arlaud. Pire : il doit se présenter au concours sur titre, auquel il avait été reçu premier ! Il n'en est pas question ; ce serait serait un scandale. »*

Le combat des assistants-chefs de clinique a reçu le soutien non équivoque du Syndicat national des professeurs et maîtres de conférences et agrégés à plein temps des C.H.U., dont le président, le professeur Jean Vague, exprime *« son indignation devant la situation créée à l'hôpital* d'Avignon ».

JEAN CONTRUCCI.

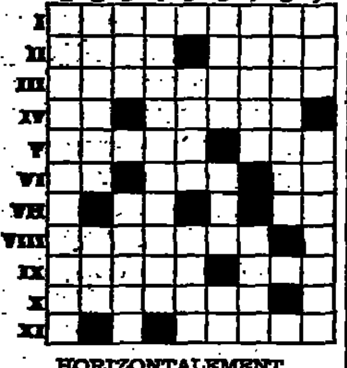
(1) Cet avis de recrutement comporte *in fine* l'étrange précision suivante : *« Aucune réclamation ne pourra être admise au cas où les circonstances imposeraient l'ajournement ou la suppression de ces opérations de recrutement. »*

● *L'Institut Pasteur de Paris ne dispose plus « pour une période indéterminée » de sérums antivenimeux pour les serpents d'Afrique du Nord.* En Algérie, on ne peut se procurer ce sérum qu'à Alger, l'institut Pasteur local étant seul à le fournir. Il en résulte de sérieux problèmes pour les touristes qui se rendent en Algérie sans passer par Alger.

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 2 160



HORIZONTALEMENT

I. Qu'on peut classer parmi les fauves. — II. Se vide après une consultation ; Plaine. — III. Point sédentaire. — IV. Agrément étranger ; Rend le caractère indépendant. — V. Il a des chances de devenir un beau pigeon ; Abréviation. — VI. Préposition ; Arrivée ; Portait un disque. — VII. Points de repère ; En rade. — VIII. Qui a besoin d'être remonté. — IX. Fruit qui a la même valeur que les prunes ; Soutient une pièce. — X. Un modèle pour Molière. — XI. Pas à court.

VERTICALEMENT

1. Comme des hommes bien trempés. — 2. Ont le don d'irriter les gens les plus stoïques ; Souvent mise en conte. — 3. Point écossais ; Elément d'une loi. — 4. A l'entrée du quartier. — 5. Coule en de vertes régions ; Peut être un but de voyage pour ceux qui veulent s'offrir quelques bons... verres. — 6. Qui peut faire tousser ; Est ridé ; Adverbe. — 7. Intrigue ; Peuplent les plages. — 8. Proie d'un insectivore. — 9. Roula ; Ne peut être jugé qu'à huis clos.

Solution du problème n° 2 159

Horizontalement

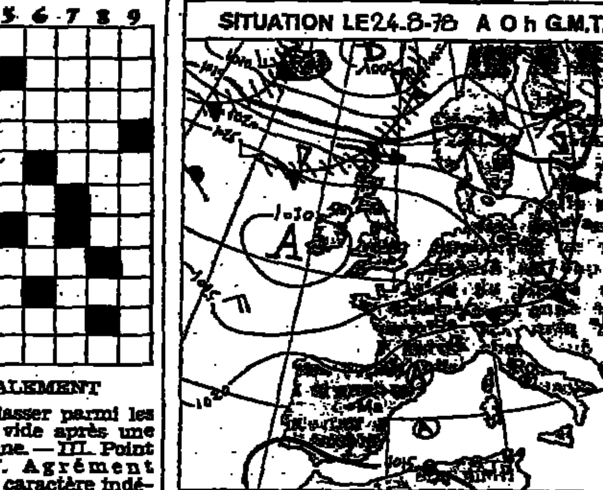
I. Radiateur. — II. Etameurs. — III. Sombrer. — IV. Tu ; Aérien. — V. Arête ; Ove. — VI. Us ; Unis. — VII. Caisse. — VIII. Aranie ; RÂ. — IX. Ile ; Psi. — X. Tinette. — XI. SO ; Eues.

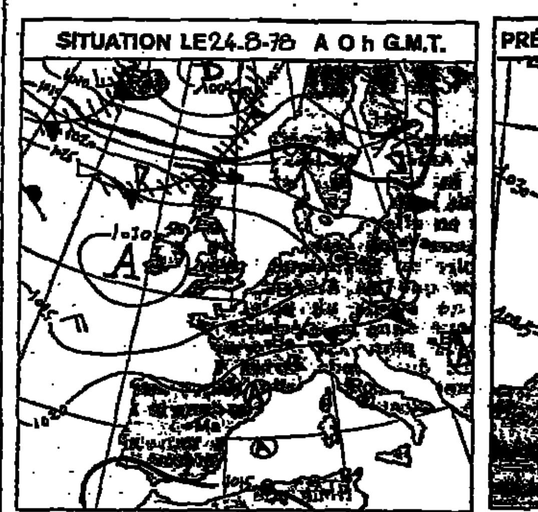
Verticalement

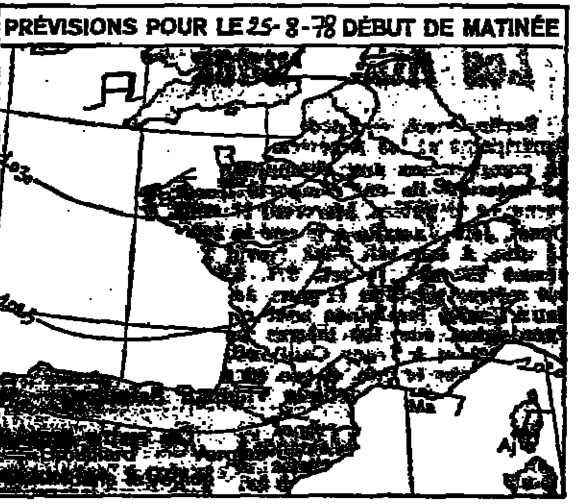
1. Restaurants. — 2. Atours ; Io. — 3. Dam ; Caïn. — 4. Imbattables. — 5. Aérée ; Ilet. — 6. Tuer ; Usé ; Te. — 7. Errions ; Peu. — 8. Us ; Eviers. — 9. Anes ; Airs.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE







Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)
Zone de pluie ou neige ∇ averses orages Sens de la marche des fronts
Front chaud Front froid Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 24 août à 0 heure et le vendredi 25 août à 24 heures :

Vendredi 25 août, le temps sera souvent brumeux en début de matinée, les formations brumeuses seront plus nombreuses de la Bretagne à la Normandie et à la Flandre, ainsi que dans le Bassin aquitain. Le temps deviendra ensuite largement ensoleillé dans la plupart des régions, malgré quelques passages nuageux. De rares orages se formeront sur les Alpes, la Corse, le sud du Massif Central et les Pyrénées-Orientales.

Les vents seront faibles de secteur nord-est ou est dominant, sauf quelques brises côtières modérées et quelques rafales d'orage. Les températures minimales baisseront légèrement, les températures maximales resteront généralement élevées.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 24 août, à 8 heures, de 1 025,8 millibars, soit 769,3 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 24 août ; le second, le minimum de la nuit du 24 au 25) : Ajaccio, 26 et 16 ; Biarritz, 24 et 17 ; Bordeaux, 30 et 15 ; Brest, 21 et 11 ; Caen, 20 et 9 ; Cherbourg, 17 et 12 ; Clermont-Ferrand, 26 et 12 ; Dijon, 28 et 11 ; Grenoble, 27 et 17 ; Lille, 23 et 12 ; Lyon, 17 et 15 ; Marseille, 29 et 18 ; Nancy, 25 et 13 ; Nantes, 25 et 14 ; Nice, 26 et 20 ; Paris-Le Bourget, 24 et 10 ; Pau, 28 et 18 ; Perpignan, 28 et 19 ; Rennes, 23 et 12 ; Strasbourg, 26 et 14 ; Tours, 24 et 13 ; Toulouse, 31 et 18 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 32 et 17 ; Amsterdam, 20 et 8 ; Athènes, 31 et 21 ; Berlin, 22 et 11 ; Bonn, 22 et 7 ; Bruxelles, 22 et 11 ; Iles Canaries, 26 et 21 ; Copenhague, 21 et 18 ; Genève, 27 et 14 ; Lisbonne, 36 et 22 ; Londres, 21 et 13 ; Madrid, 37 et 17 ; Moscou, 25 et 13 ; New-York, 29 et 24 ; Palma-de-Majorque, 29 et 18 ; Rome, 29 et 18 ; Stockholm, 21 et 8.

Paris

LE SERVICE MUNICIPAL DES POMPES FUNÈBRES

Le service municipal des pompes funèbres de la Ville de Paris se charge du règlement des convois dans tous les détails. A cet effet, il met à la disposition des familles des employés expérimentés qui les conseillent utilement et qui accomplissent toutes les démarches et formalités nécessaires.

Ce service, qui possède le monopole légal de certaines prestations et fournitures de pompes funèbres et dont les tarifs sont très étudiés, a des représentants dans les mairies parisiennes. En outre, sur simple demande téléphonique (200-33-15) pour Paris (rive droite) et 540-45-72 pour Paris (rive gauche) un employé est envoyé à domicile.

Les dimanches et jours fériés, un employé de permanence se tient à la disposition des familles, 38, rue Gassendi, à Paris-14e (tél. 540-45-72). Il peut se rendre auprès d'elles, sur demande, pour prendre les dispositions nécessaires aux obsèques.
ni-étons-i- é

Transports

● *Service d'hiver sur le R.E.R.* — A partir du 1er septembre 1978 et jusqu'au 30 juin 1979, le service d'hiver sera appliqué sur les lignes A et B du R.E.R. Les nouvelles dispositions prises quant à l'utilisation du parc de matériel roulant permettent d'assurer un service d'hiver 1978-1979 sensiblement renforcé par rapport à l'hiver dernier, en particulier sur la ligne A, où trois trains toutes les dix minutes desserviront la liaison à l'heure de pointe et deux trains toutes les dix minutes aux heures creuses.

Sur la ligne B, le service est identique à celui de l'hiver 1977-1978.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du 24 août 1978 :

DES DECRETS

● Modifiant le décret n° 70-716 du 31 juillet 1970 modifié, fixant les dispositions applicables aux maîtres auxiliaires des lycées et collèges agricoles, des établissements d'enseignement agricole spécialisés de même niveau et des centres de formation professionnelle agricole dépendant du ministère de l'agriculture.

● Portant création d'un conseil de prud'hommes à Fréjus dans le Var.

UN ARRETE

● Portant extention d'un accord intéressant l'industrie textile dans la région de Roubaix-Tourcoing-Vallée de la Lys.

JUSTICE

Terre des hommes-France est condamnée pour détournement de mineurs

Le tribunal de Charleville-Mézières (Ardennes), a condamné, mercredi 23 août, M. René Marty, président de Terre des hommes-France, et Mme Denise Collin, responsable des placements, à 500 F d'amende chacun, pour *« détournement de mineurs et non-représentation d'enfants ».*

Une plainte avait été déposée contre eux par M. et Mme Branco, auxquels Terre des hommes-France avait retiré la garde de deux enfants nord-coréens — des membres de l'organisation les avaient emmenés à la sortie de l'école, le 27 juin dernier. Ces deux enfants, Joachim et Magalie, avaient été confiés à la famille Branco par Terre des hommes-France en 1975.

Le tribunal de Charleville-Mézières avait déjà, le 28 juillet dernier, ordonné la restitution des enfants à la famille Branco, en attendant qu'une enquête fût effectuée pour voir s'ils étaient bien intégrés à leur nouveau milieu (*le Monde* daté 30-31 juillet). L'association, qui n'a toujours pas rendu les enfants, a fait appel. L'affaire doit être examinée, ce jeudi 24 août, par la cour d'appel de Reims.

M. Edmond Kaiser, qui a fondé, en 1960, l'association Terre des hommes, dont le siège est à Lausanne, nous demande de préciser que cette affaire ne concerne pas le mouvement dont il est le responsable, mais *« Terre des hommes-France, un groupe né de notre mouvement,* déclare-t-il, *et qui ne nous est rien. Ni pour l'esprit, ni pour le travail, ni pour les méthodes ».*

D'autre part, Terre des hommes-Haut-Rhin indique que *« Terre des hommes-France n'a aucun rapport avec les associations régionales du même nom, Terre des hommes-Haut-Rhin, Bas-Rhin, ou toute autre association Terre des hommes suivie du nom du département (...) Terre des hommes est une association d'aide immédiate à l'enfant en danger, l'enfant mourant de faim, l'enfant subissant les conséquences de désastres naturels ou provoqués, les guerres (...) En s'éloignant de cette charte qui définit et justifie de façon claire et précise l'existence fondamentale du mouvement, Terre des hommes-France a provoqué le départ de vingt-cinq départements, qui ont préféré quitter le sein de l'association nationale plutôt que trahir enfants et donateurs ».*

PSYCHOLOGUE INFANTICIDE

M. Xavier Montcourtois, trente-sept ans, psychologue scolaire à Braine (Aisne), a été inculpé, mercredi 23 août, de *« coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner »,* et écroué, pour avoir, la veille, donné à son fils aîné, Laurent, quatorze ans, une « correction » qui provoqua sa mort. Excédé par la désobéissance de son fils et par son refus d'une punition, M. Montcourtois avait frappé Laurent avec un morceau de gros câble électrique. L'adolescent était peu après victime d'un malaise, et le médecin appelé ne peut, à son arrivée, que constater son décès. Au même moment, M. Montcourtois se constituait prisonnier à la gendarmerie en déclarant : *« J'ai fait une bêtise. »*

LA C.G.T. ET LE THERMALISME

M. Roger Wyhnant, membre de la direction confédérale de la C.G.T. et administrateur à la caisse nationale de sécurité sociale nationale de sécurité sociale à Gréoux-les-Bains (Alpes-de-Haute-Provence), au cours d'une réunion publique consacrée aux récentes difficultés de la station et de ses dirigeants, que la C.G.T. *« exige que, dans toutes les stations, les soins, lorsqu'ils sont du ressort des masseurs-kinésithérapeutes, soient dispensés par du personnel diplômé et que ce dernier soit exclusif dans les soins».* Il a aussi exprimé le vœu *« que les auxiliaires thermaux soient formés dans des écoles et leurs études sanctionnées par un diplôme ».* Deux des auxiliaires thermaux de Gréoux-les-Bains doivent être reçus le 29 août au ministère de la santé.

● *Une monitrice du centre de loisirs municipal de Garges-lès-Gonesse (Val-d'Oise),* Mlle Martine Behnous, âgée de dix-neuf ans, a été tuée mardi soir 22 août par la chute d'une branche de chêne sur la tente où elle se trouvait en compagnie de trois enfants dans la forêt de Montmorency à Saint-Prix. L'un d'entre eux, une fillette âgée de huit ans, a été hospitalisé à Montmorency avec une fracture du bassin. Le centre de loisirs, qui s'était installé sur une aire de camping autorisée, était composé de plusieurs tentes abritant une quinzaine d'enfants.

EN BREF...

● *Suicide d'un détenu.* — Adrien Lacoste, âgé de soixante-treize ans, incarcéré à la maison d'arrêt de Niort (Deux-Sèvres), s'est pendu dans sa cellule, mardi 2 août. Il devait comparaître prochainement devant la Cour d'assises pour avoir mortellement blessé, le 31 mai dernier, son voisin, Jean David, à Thénezay, après une querelle de voisinage.

● *Arrestation de l'agresseur du médecin grenoblois.* — Les policiers de Grenoble (Isère) ont appréhendé l'auteur de l'agression dont a été victime, mardi 22 août, le docteur Philippe Paolantoni, à qui sa sacoche et des bons pour la délivrance de produits toxiques avaient été dérobés (*le Monde* du 24 août). Il s'agit de Philippe Langeron, âgé de vingt-cinq ans, connu dans le milieu des toxicomanes. Celui-ci a distribué à ses amis près d'une quarantaine de obus. Plusieurs de ses camarades ont été identifiés.

● *Une demande de mise en liberté* a été déposée, mercredi 23 août, par les deux défenseurs du prince Victor-Emmanuel de Savoie, incarcéré à la maison d'arrêt d'Ajaccio depuis le samedi 19 août. Le magistrat instructeur, M. Hubert Breton, dispose de cinq jours pour prendre sa décision (*le Monde* du 23 août).

● *M. Jean-Claude Marguirault,* dit « Xan », âgé de vingt ans, originaire de Ciboure (Pyrénées-Atlantique), arrêté le 22 décembre 1977 à Bayonne, alors qu'il tranportait des armes et des cocktails Molotov, a été remis en liberté mercredi 23 août. Il était soupçonné d'avoir participé à des attentats revendiqués par l'organisation nationaliste « Iparretarrak » (ceux du Nord), notamment contre le cinéma La Féria et des agences de travail temporaire de Bayonne. Deux mouvements de solidarité avaient été organisés en faveur de sa libération.

loterie nationale — Liste officielle DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

TERMINAISON	FINALES et NUMEROS	SIGNES DU ZODIAQUE	SOMMES A PAYER
			F.
1	151	tous signes	300
	571	tous signes	300
	7 081	vierge	7 000
		autres signes	700
	7 631	gémeaux	7 000
		autres signes	700
	10 881	balance	20 000
		autres signes	1 000
	02 531	vierge	150 000
		autres signes	10 000
	20 441	verseau	150 000
		autres signes	10 000
2	5 652	poissons	7 000
		autres signes	700
	8 122	gémeaux	15 000
		autres signes	1 200
	1 232	taureau	15 000
		autres signes	1 200
	6 952	sagittaire	15 000
		autres signes	1 200
	8 782	cancer	15 000
		autres signes	1 200
	10 992	balance	20 000
		autres signes	1 000
	35 252	capricorne	150 000
		autres signes	10 000
3	7 823	bélier	15 000
		autres signes	1 200
	10 883	balance	20 000
		autres signes	1 000
4	4	tous signes	70
	04	tous signes	220
	534	tous signes	370
	634	tous signes	370
	724	tous signes	370
	5 724	cancer	7 370
		autres signes	1 070
	4 484	lion	15 070
		autres signes	1 270
	10 884	balance	20 070
		autres signes	1 070
5	15	tous signes	300
	25	tous signes	150
	3 265	sagittaire	7 000
		autres signes	700
	5 515	capricorne	7 300
		autres signes	1 000
	4 315	poissons	15 300
		autres signes	1 300
	5 675	scorpion	15 000
		autres signes	1 200
	10 885	balance	20 000
		autres signes	1 000
	19 335	bélier	150 000
		autres signes	10 000
	19 745	poissons	150 000
		autres signes	10 000
	26 155	taureau	150 000
		autres signes	10 000

TERMINAISON	FINALES et NUMEROS	SIGNES DU ZODIAQUE	SOMMES A PAYER
			F.
6	6 596	verseau	7 000
		autres signes	700
	7 186	balance	7 000
		autres signes	700
	10 996	balance	20 000
		autres signes	1 000
	14 506	sagittaire	150 000
		autres signes	10 000
	15 886	balance	150 000
		autres signes	10 000
7	117	tous signes	300
	687	tous signes	300
	0 657	taureau	7 000
		autres signes	700
	6 147	scorpion	7 000
		autres signes	700
	1 027	verseau	15 000
		autres signes	1 200
	1 807	capricorne	15 000
		autres signes	1 200
	19 597	gémeaux	150 000
		autres signes	10 000
	25 507	scorpion	150 000
		autres signes	10 000
	10 997	balance	2 000 000
		autres signes	50 000
8	098	tous signes	300
	7 628	balance	15 000
		autres signes	1 200
	10 998	balance	20 000
		autres signes	1 000
	16 048	lion	150 000
		autres signes	10 000
9	8 679	bélier	7 000
		autres signes	700
	10 999	balance	20 000
		autres signes	1 000
0	0	tous signes	70
	0 520	lion	7 070
		autres signes	770
	9 500	vierge	15 070
		autres signes	1 270
	10 990	balance	20 070
		autres signes	1 070
	38 070	cancer	150 070
		autres signes	10 070

Signes du Zodiaque
TIRAGE DU 23 AOUT 1978
PROCHAIN TIRAGE
78 LE 30 AOUT 1978 à SELESTAT (Bas-Rhin) 38e

LOTO — TIRAGE No 34

20 21 24 41 42 46 — NUMERO COMPLEMENTAIRE 16

PROCHAIN TIRAGE LE 30 AOUT 1978 VALIDATION JUSQU'AU 29 AOUT APRES-MIDI

SPORTS

NATATION

AUX CHAMPIONNATS DU MONDE A BERLIN-OUEST

Les Allemandes de l'Est « n'avancent plus »

Berlin-Ouest. — Encore cinq titres pour les Américains et les Américaines. En trois jours de compétitions aux championnats du monde de natation, ils ont remporté treize des seize épreuves disputées. Mercredi 23 août, à Berlin-Ouest, Jeff Vassallo a gagné le 200 mètres dos (2 min. 2 sec. 16), Nick Nevid le 200 mètres brasse (2 min. 18 sec. 37), Mike Bruner le 200 mètres papillon (1 min. 59 sec. 38), et les deux finales féminines sont revenues à Mary Pennington sur 100 mètres papillon (1 min. 0 sec. 20) et à Tracy Caulkins sur 400 mètres quatre nages (4 min. 40 sec. 83, nouveau record du monde). Le Soviétique Vladimir Salnikov, vainqueur sur 400 mètres (3 min. 51 sec. 94) des deux Américains Jess Float et Bill Forrester, a pris la suite de Jean Boiteux. Depuis 1952, depuis la finale des Jeux olympiques d'Helsinki, c'est en effet la première fois qu'un Européen s'impose dans cette épreuve de demi-fond. La victoire du Soviétique indique dans le même temps que les Américains, si forts soient-ils, ont au moins un point faible et qu'il leur manque dans la spécialité un nageur de tout premier plan. La méforme du détenteur du record du monde, Brian Goodell, écarté des championnats de Berlin, risque aussi de priver les Américains d'un succès dans le 1 500 mètres.

De notre envoyé spécial

Que se passe-t-il à propos de l'équipe féminine est-allemande ? Jour après jour, on guette le premier succès d'une natation qui fut, six années durant, la plus forte du monde. Malmenées par les jeunes Américaines, toutes les anciennes ou actuelles détentrices de records du monde est-allemandes ont trouvé plus fortes qu'elles. Après Barbara Krause sur 200 mètres nage libre, après Ulrike Tauber sur 200 et 400 mètres quatre nages, c'est Andréa Pollack qui a dû s'incliner sur 100 mètres papillon devant Mary Pennington, encore inconnue l'an passé. Plus que la défaite successive des championnes de la République démocratique allemande, c'est leur préparation, leur état de forme, leur bonne santé peut-être, qui intriguent un peu à Berlin. On a trouvé, par exemple, que quelques-unes avaient forci, et ce n'est pas sans surprise que l'on a appris que Petra Thuemer, puis Christiane Knacke avaient déclaré forfait, victimes, paraît-il, de grippes fort mal venues, chaque fois à la veille de leurs épreuves.

Comme d'habitude, rien n'a percé de ce qui se passe réellement en République démocratique allemande, et l'on sait simplement que ces deux jeunes filles sont « grippées ». Pas d'autres commentaires. Toutefois, un médecin de l'équipe est-allemande a déclaré qu'il était inquiet du poids pris par quelques-unes de ses nageuses, et plus précisément par Christiane Knacke. Tous les soirs, discrètement, l'équipe de la R.D.A. repasse le mur de Berlin et s'isole dans le secteur oriental. Impossible, après les traditionnelles conférences de presse qui suivent chaque course, d'en rencontrer les membres et d'essayer d'obtenir quoi que ce soit de précis. Barbara Krause, Ulrike Tauber, Birgit Treiber, Andréa Pollack, toutes battues par les Américaines, ont simplement dit, et fort sincèrement semble-t-il, qu'elles « *n'avançaient plus* », mais sans pouvoir ou vouloir l'expliquer.

Victorieuses, les jeunes filles de la R.D.A. ne donnaient déjà pas dans l'exubérance, tant s'en faut. Aujourd'hui, dans la défaite, c'est une chape de morosité qui s'est abattue sur toute l'équipe. Et on le sent d'autant plus que les prochains jours leur réservent peu de possibilités de succès. S'il n'y avait le 100 mètres nage libre, course dans laquelle Barbara Krause, détentrice du record du monde, conserve un bon avantage théorique, et le relais 4 fois 100 mètres nage libre, les Allemandes de l'Est pourraient craindre que les championnats du monde ne prennent fin sans qu'elles remportent un seul titre. Le temps est loin, en tout cas, où, comme à Belgrade en 1973, à Cali en 1975, lors des précédents championnats du monde, ou encore aux Jeux olympiques de Montréal en 1976, elles se livraient à la grande rafle des médailles. De toute évidence, une page est tournée, et il faudra que la République démocratique allemande produise une autre génération de championnes. La plupart de celles qui ont connu la défaite à Berlin ont fait leur temps.

La recette de Paul Bergen

L'état de grâce, la joie de vivre de Tracy Caulkins, chef de file de la nouvelle vague américaine, accusent encore plus par contraste le déclin est-allemand. Déjà trois fois championne du monde (200 et 400 mètres quatre nages, relais 4 fois 100 mètres quatre nages), deuxième du 100 mètres brasse, Tracy Caulkins, quinze ans, n'est cependant pas tout à fait satisfaite. N'avait-elle pas caressé le projet de gagner sept médailles d'or à Berlin ? Sans doute pour devenir l'égale de son compatriote Mark Spitz, qui réussit l'exploit, jamais encore égalé, de remporter en 1972 sept titres aux Jeux olympiques de Munich. Tracy Caulkins, 1 m. 73, 50 kilos, même si elle est un peu dépitée, a son proche avenir assuré. Déjà les plus grandes universités américaines, par l'intermédiaire des entraîneurs, ont un œil sur elle. En voilà une pour qui les études, si tel est son désir, ne poseront aucun problème. Elle est devenue très vite la meilleure nageuse américaine — et certainement du monde — grâce aux méthodes de Paul Bergen, l'entraîneur de Nashville. Célèbre par la musique pop, la ville du Tennessee est en passe de devenir la place forte de la natation aux Etats-Unis. C'est Paul Bergen, la quarantaine discrète, professeur d'éducation physique, qui a trouvé le premier la parade à la suprématie est-allemande. Si toutes ses filles ont à peu de chose près la même morphologie — grandes, minces, — elles ont réussi à acquérir puissance et résistance par un habile dosage de musculation à sec, c'est-à-dire par des exercices effectués hors des piscines. De la force, de l'envergure et un poids minimum à tirer dans l'eau : c'est la recette.

Paul Bergen n'est que depuis quatre ans à Nashville. Il ne faudrait surtout pas croire qu'il dispose, au contraire d'autres entraîneurs américains, des meilleures conditions de travail. Il lui a fallu en réalité imaginer toutes sortes d'astuces pour faire vivre son club, obtenir des aides privées, et même celle des parents qui acquittent volontiers un droit d'entraînement pour leurs enfants. Paul Bergen anime des réunions, fait nager un peu partout son équipe pour trouver des ressources. Bref, à sa manière, il a « inventé » la natation dans le Tennessee.

Mercredi 23 août, le roi n'était pas son cousin. Tout seul dans les tribunes, à l'écart de la joyeuse et bruyante bande américaine, il a poussé son cri de guerre trois fois en moins d'une heure, le temps qu'il a fallu à trois de ses élèves, Tracy Caulkins, Mary Pennington et Nick Nevid pour devenir champions du monde.

FRANÇOIS JANIN.

ATHLÉTISME

LES CHAMPIONNATS D'EUROPE

La sélection française n'est pas définitivement arrêtée

M. Jacques Dudal, directeur technique national, a rendu publique une liste de cinquante-cinq athlètes devant participer aux championnats d'Europe d'athlétisme qui se dérouleront du 29 août au 4 septembre à Prague.

Toutefois cette liste n'est pas définitive. Roger Milhau a confirmé, mercredi soir 23 août à Saint-Maur, sa bonne condition sur 800 mètres. En revanche, les sélections sur 5 000 et 10 000 mètres, de Radhouane Bouster, qui ne s'est pas présenté à Saint-Maur, et d'Alex Gonzalez sur 1 500 mètres restent en suspens chez les messieurs. Chez les dames, Marie-Pierre Philippe a prouvé son retour en forme et pourra vraisemblablement participer au relais 4 x 100 mètres, tandis qu'Annie Alizé et Emma Sulter devront passer d'autres tests.

« *Notre objectif maximum sera seize places de finalistes*, a déclaré M. Jacques Dudal en présentant cette liste sans cacher *une certaine inquiétude devant la fatigue et le manque de mordant de certains athlètes. Avec du repos, une semaine de préparation (à Vichy), je pense qu'ils retrouveront leurs moyens. Mais il est certain que par rapport aux étrangers qui ont souvent une dizaine d'années d'expérience et de travail derrière eux, nos athlètes manquent de solidité physique et morale.* »

● Les cinquante et un participants certains : Panzo, Thessard, Arame, Patrick et Pascal Barré, Sainte-Rose, Leroy (100, 200 et 4 × 100 m) ; Demarthon, Volmar, Gombaut, Bouttier, Lialeer (400 et 4 × 400 m) ; Marajo, Milhau (800 m) ; F. Gonzales, Marajo, Dien, (1 500 m) ; Levisse (5 000 et 10 000 m) ; Kolbeck, Bobes (marathon) ; Lelièvre, Gusbey (marche) ; Nallet, Aniset (400 haies) ; Lamire (3 000 m steeple) ; Aletti, Poaniewa (hauteur) ; Houvion, Abada, Tracanelli (perche) ; Rousseau, Deroche (longueur) ; Lamitié (triple saut) ; Piette (disque) ; Accambray, Suriray (marteau) ; Le Roy, Dubois (décathlon).

Chantal Rega, Véronique Rosset, Raymonde Naigre, Marie-Pierre Philippe (100 et 200 m) ; Patricia Darbonville, Catherine Delachanal, Martine Jacquemin, Marie-Christine Champenois (400 et 4 × 400 m) ; Véronique Renties (1 500) ; Joëlle Debrouwer (3 000 m) ; Laurence Elloy, Laurence Lebeau (100 m haies) ; Danièle Labrioup (400 haies) ; Jacqueline Curtet (longueur) ; Florence Picaut (pentathlon).

● Les quatre possibles : Alex Gonzales (1 500 m) ; Bouster (5 000 et 10 000 m) ; Annie Alizé, Emma Sulter (4 × 100 m).

CYCLISME

MORT DE J.-J. FUSSIEN

Victime d'une chute à l'entraînement, Jean-Jacques Fussien est décédé, mercredi 23 août, à l'hôpital de la Source, près d'Orléans, des suites d'une fracture du crâne.

Né le 21 janvier 1952 à Verneuil-en-Halate (Oise), Fussien était professionnel depuis 1973, après avoir été membre de l'équipe de France de poursuite aux Jeux olympiques. Incorporé à l'équipe Fiat-France dirigée par Raphaël Géminiani, ce coureur, apprécié pour ses talents de sprinter et sa fantaisie, s'était distingué par ses longues échappées cette année dans Paris-Nice et le Tour de France. — J. A.

● *Boxe : la sécurité des boxeurs.* — La commission de la sécurité de la Fédération britannique de boxe vient de proposer que les arbitres, promoteurs et médecins des combats de boxe puissent faire l'objet de poursuites judiciaires, en vertu des disposition du code du travail sur la santé et la sécurité.

Cette commission, qui a soumis son rapport au ministre britannique des sports, demande également que la décision des médecins l'emporte sur celle des arbitres pour juger de l'aptitude d'un boxeur à poursuivre un combat, et que les boxeurs soient non seulement soumis régulièrement à un électro-encéphalogramme, mais aussi après chaque k.-o. Autres propositions : le port d'un casque, qui devrait être obligatoire ; la protection des parties génitales assurée ; un arbitre indépendant devrait contrôler les combats. — *(A.F.P.)*

A l'Hôtel de Ville de Paris

UNE MÉDAILLE ET UNE CRAVATE POUR LES AÉROSTIERS

Salués par M. Jacques Chirac d'un « *How do you do ?* » à l'accent fort honnête et au ton chaleureux, les trois aérostiers américains, vainqueurs de l'Atlantique-nord, ont été reçus, ce mercredi matin 23 août à l'Hôtel de Ville de Paris. MM. Ben Abbruzo et Maxie Anderson, très « gentlemen » en complets sombres, et leur cadet, Larry Newsman — une vague allure de collégien intimidé un jour de distribution des prix — se sont vu offrir la médaille de vermeil de la Ville de Paris, une récompense, dira M. Chirac, qu'on « *ne remet que de façon parcimonieuse* ». « *Elle ne pouvait pourtant être remise en meilleures mains* », a ajouté le maire de Paris, qui assure avoir reconnu en ces hommes l'illustration d'un vieil adage qui lui est cher : « *Là où il y a volonté, il y a un chemin.* »

Présent aux côtés de M. Chirac, le maire de New-York, M. Edward Koch, invité pour les cérémonies commémoratives de la libération de Paris, a, quant à lui, remis à ses compatriotes la *New York city tie*, une cravate bordeaux aux armes de la ville. C'est d'ailleurs en « *collègue américain* » que M. Chirac a tenu à saluer en premier, rappelant, en une brève adresse, la « *brillante élection* » de M. Koch, en novembre 1977.

M. Vladimir Promyslov, président du Soviet de Moscou — arrivé à Paris mercredi matin 23 août — a été reçu par M. Jacques Chirac à l'Hôtel de Ville en fin d'après-midi.

M. Promyslov, qui était accompagné d'un ministre conseiller de l'ambassade d'U.R.S.S. à Paris, a tenu à marquer combien il était reconnaissant au maire de Paris de l'avoir invité à l'occasion de l'anniversaire de la libération de la capitale. A l'issue d'un entretien de plus d'une heure, M. Chirac a annoncé qu'il avait accepté l'invitation à se rendre à Moscou que venait de lui faire M. Promyslov et précisé que ce voyage aurait vraisemblablement lieu au début de l'année prochaine.

Ce jeudi 24, le maire de Paris reçoit à dîner à l'hôtel de Lauzun la délégation soviétique, qui comprend, outre M. Promyslov, le maire de Volgograd (ex-Stalingrad), M. Atopov, et celui de Novorrosysk, M. Semonov.

RADIO-TÉLÉVISION

— VU —

Hippique, très vite

L'ordre du jour est au cheval. Peut-être à cause du rachat de l'écurie Boussac, peut-être parce que les fameuses ventes aux enchères de Deauville vont bientôt avoir lieu, ou que les championnats du monde de jumping disputés à Aix-la-Chapelle, la semaine passée, n'ont pas été remportés par les Français.

Antenne 2 en a fait une Question de temps. Alors que l'hebdomadaire le Point de cette semaine titre en couverture Le cheval conquiert la France, *le magazine préparé par Jean-Pierre Elkabbach et Louis Bériot et diffusé le mercredi 23 août, s'intitulait* Les conquêtes du cheval.

Eh bien, ce rassemblement de reportages, rationnellement classés en trois chapitres (le jeu, le sport, le loisir), était franchement ennuyeux. Cheval et argent, cheval et compétition, cheval pour tout le monde le long des sentiers de randonnée, dans la banlieue des villes ou près des étangs de Sologne et de Camargue... On n'a pas oublié non plus la question de l'élevage des pur-sang (visites rapides au haras national du Pin, au haras de Bonneval chez l'Agha Kan, et couplet sur la valeur marchande du fameux Akama, étalon de l'écurie Boussac).

Entretien non moins accéléré avec un petit éleveur sympathiquement fier de ses bonnes poulinières, et plus spécialement de sa dernière pouliche, qu'il dorlote avant de la vendre, en espérant obtenir ainsi la somme nécessaire au paiement des saillies de qualité, dont les tarifs défient toute concurrence. On aurait aimé rester plus longtemps chez ce vrai paysan, ou voir jusqu'au bout les images trop vite passées d'une jument en train de mettre bas.

Au lieu de quoi il fallait partir pour les Etats-Unis après avoir entendu pis que pendre de la façon dont les « Américains » écument l'Europe à coups de dollars (les termes étaient presque ceux-là) et privent les élevages de leurs meilleurs sujets. Tout juste si on n'a pas prononcé le mot impérialisme.

Enfin, on a pu apprendre que le pari mutuel urbain ne gangrénait pas l'Oncle Sam, parce que ce dernier avait le courage d'aller lui-même sur les champs de courses pour jouer (il joue beaucoup). Mais on n'aura rien dit aux spécialistes qu'ils n'aient déjà su. Comme on s'en doutait, il y a de plus en plus de connaisseurs : les Français pratiquent l'équitation ; cent dix-huit mille d'entre eux sont licenciés, sans compter les amateurs très nombreux qui fréquentent le millier d'établissements hippiques de toute nature et à tous les prix.

On n'aura, d'autre part, pas appris grand-chose aux néophytes : car, à trop se vouloir exhaustive et didactique, cette leçon sur le cheval était antipédagogique, montée de la manière la plus affectée et conventionnelle. Commencée avec Yves Saint-Martin, cravache d'or, l'émission s'est terminée chez Jean Rochefort, homme de cheval et de théâtre, amoureux de sa jument Jeanine. Le jockey comme le comédien n'ont pas été interrogés ni filmés à leur avantage, pas plus que l'entraîneur de l'équipe de France, Marcel Rozier. Ces trois-là semblaient mieux que ce qu'ils ont montré d'eux-mêmes.

MATHILDE LA BARDONNIE.

JEUDI 24 AOUT

CHAINE I : TF 1

18 h. 15, Documentaire : Femmes d'Afrique (le Mali) ; 19 h. 10, Jeunes pratique : comment se loger ? ; 19 h. 45, Caméra au poing : la jungle malaise ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Feuilleton : Les hommes de rose, de G. Sire, réal. M. Cloche.

21 h. 25, Documentaire : Voyage au pays de l'abandon, de S. Moati.

Reprise en un seul film d'une série d'émissions où Serge Moati a longuement interrogé des enfants abandonnés, placés dans des institutions ou dans des familles nourricières. Des enfants qui disent la criante vérité sans que le réalisateur ait besoin d'intervenir.

22 h. 30, Série : Caméra je... (l'Italien des Roses, de Ch. Matton).

Un jeune Italien sur le toit d'un immeuble hésite à se jeter dans le vide. En bas, une foule avide de sensations fortes attend. C'est le point de départ du premier film réalisé pour le grand écran par Charles Matton. Long métrage feutré sur la difficulté d'être.

0 h., Journal.

CHAINE II : A 2

18 h. 40, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Top-Club ; 20 h., Journal.

20 h. 30, FILM : L'ARMEE DES OMBRES, de J.-P. Melville (1969), avec L. Ventura, P. Meurisse, S. Signoret, J.-P. Cassel, P. Cauchet. (R.).

La difficile vie quotidienne, les relations humaines des membres d'un réseau de résistance français en 1942-1943.

D'après un livre de Joseph Kessel, une œuvre non spectaculaire et anti-héroïque montrant ce qu'était la clandestinité.

22 h. 50, Journal.

CHAINE III : FR 3

19 h. 20, Actualités régionales ; 19 h. 40, Pour les jeunes ; 20 h., Les jeux ;

20 h. 30, FILM : UNE BALLE AU CŒUR, de J.-D. Pollet (1965), avec S. Frey, F. Hardy, J. Karezi, S. Focas, V. Diamandopoulos. (Rediffusion.)

Un jeune aristocrate sicilien lutte contre des gangsters de la Mafia qui l'ont dépossédé et le traquent en Grèce. Une touriste française partage son odyssée.

Beauté, lyrisme, sens du tragique, amour des pays méditerranéens dans un film de poète.

22 h. 10, Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, La vie entre les lignes : l'ami ; 19 h. 25, Disques ; 19 h. 30, Les chemins de la connaissance : la chasse et l'érotique ;

20 h., Théâtre ouvert au Festival d'Avignon : « Co-starring », d'I. Daoudi ; 22 h. 30, Pages entomologiques de J.-H. Fabre : les carabes ; 23 h. 30, Histoire de la médecine occidentale : essor de la médecine clinique.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 2, Musiques de charme : Dekobra, Sibert, Waldteufel, Lanner, Klaman ; 19 h. 30, Kiosque ; 19 h. 40, Informations festivals ;

20 h. 30, Festival de Salzbourg... « la Flûte enchantée » (Mozart), par l'Orchestre philharmonique de Vienne et le Chœur du Staatsoper de Vienne, direction J. Levine. Avec M. Talvela, E. Tappy, E. Gruberova, I. Cotrubas, etc. ; 22 h. 30, Aux quatre coins de *l'Hexagone : le Nord-Est* ; 0 h. 5, *France-Musique la nuit : notes et lettres persanes (Lully, Rameau).*

VENDREDI 25 AOUT

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, Feuilleton : Les jours heureux ; 13 h., Journal ; 13 h. 35, Acilion et sa bande ; 14 h. 25, Série : Peyton Place ; 16 h., En direct de Rome : cérémonies d'ouverture du conclave ; 17 h. 15, Concert de l'Orchestre de Paris à Saint-Eustache ; 18 h. 15, Documentaire : Femmes d'Afrique (la Haute-Volta) ; 19 h. 10, Jeunes pratique : les petits métiers du cirque et de la rue ; 19 h. 45, Caméra au poing : une ferme d'autruches ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Au théâtre ce soir : Vous ne l'emporterez pas avec vous, de G. Kaufmann et Mose Hart, mise en scène J.-L. Moreau, avec Y. Clech, C. Morin, G. Carey, B. Rosette.

La plus célèbre des comédies américaines d'avant-guerre. Martin Vanderhof abrite sous son toit les Sycamore et les Carmichaël, ses filles et petites-filles, leurs maris et les amis de leurs maris. Chacun vit dans le bonheur et la plus aimable anarchie, jusqu'à ce qu'Alice Sycamore ramène un fiancé dont la famille n'a pas la même extravagance...

22 h. 25, Ciné première (avec Marie-José Nat) ; 22 h. 55, Sports : Championnats du monde de natation à Berlin.

23 h. 35, Journal.

CHAINE II : A 2

15 h., Aujourd'hui madame : L'art lyrique a-t-il encore un avenir ? ; 16 h., Série : Hawaï, police d'Etat ; 16 h. 55, Sport : Championnat du monde de natation (différé) ; 18 h., Récré A 2 ; 18 h. 40, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Top-Club ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Feuilleton : Bergeval et fils, de J.-L. Roncorini, réal. H. Colpi, musique G. Delerue. Avec R. Lefèvre, M. Cuvelier, H. Vallier, C. Titre, A. Abbadie, G. Staquet, etc. (2e épisode. Rediff.)

Affrontement difficile entre le père et le fils Bergeval à la tête de l'usine, tandis qu'à Paris Pascaline vit une idylle tenue secrète.

21 h. 30, Emission littéraire : Ah ! vous écrivez ? de B. Pivot.

Trois écrivains sont invités : M. Jean Carrière (Prix Goncourt 1972, il fait sa rentrée avec « la Caverne des pestiférés ») ; Mme Muriel Cerf (avec son dernier livre « le Lignage du serpent ») ; et M. Ernesto Sabato (écrivain argentin).

22 h. 30, Journal.

22 h. 40, FILM (Aspect du jeune cinéma français) : LA CHAISE VIDE, de P. Jallaud (1973), avec M. Chevalier, C. Stockman, D. Quenaud, M. Le Forestier, E. Hanska.

Une femme, mère d'un petit garçon de trois ans, entretient le souvenir de l'homme qu'elle a aimé, disparu en Afrique. Elle refuse l'espoir d'une vie nouvelle.

Admirable peinture d'une fidélité et d'un amour maternel par la cinéaste intimiste d'Une infinie tendresse.

CHAINE III : FR 3

19 h. 20, Actualités régionales ; 19 h. 40, Pour les jeunes ; 20 h., Les jeux ;

20 h. 30, Le nouveau vendredi : En un combat singulier (la Corrida, enquête et réal. de E. Monino et Ch. Marcl.

Divertissement de seigneurs à l'origine, la comédie n'a cessé d'évoluer au cours des siècles. En visitant les grands espaces où grandissent les taureaux sauvages, en filmant des corridas, en pénétrant dans l'intimité des toreros, des « aficionados », Eliade Monino et Christian Marc ont voulu comprendre l'évolution de ce drame anachronique autour duquel gravite aussi un petit monde affairiste.

21 h. 30, Portrait : Ella Mailart, réal. J. Brard. (Rediffusion.)

A soixante-quinze ans, Ella Maillart vit dans un petit village du Valais suisse après cinquante années d'errance à travers le monde. Elle a parcouru le Caucase, visité l'Asie centrale, couru la Chine, les Indes, le Népal. A cet appel de l'Orient elle répond encore chaque année : « J'ai mis longtemps à faire la paix avec moi-même ».

22 h. 25, Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Emissions pour enfants ; 7 h. 40, Les chemins de la connaissance : le chemin de Saint-Jacques ; 8 h., Les matinées du mois d'août : ouvrir la porte qui donne sur le jardin ; 8 h. 32, L'actualité avec les distances ; 9 h. 7, Un homme, une ville : Cervantès à Valladolid et à Cordoue ; 10 h., Aux horloges de Paris et de province ; 11 h. 2, Musique en France : prestige du cor, à Amiens, avec le Quatuor de Lille et le Quatuor à cordes, pupitre 14 (Barboteu, Hoffmeister, Defaye, Dauprat, Skaw) ; 12 h. 5, Un musée un chef-d'œuvre : chevaux et palefreniers, art chinois au Musée Cernuschi ; 12 h. 45, Panorama ;

13 h. 30, Entretiens avec... Robert et Corie Siohan ; 14 h., Disques ; 14 h. 15, Feuilleton : « Lecture de la France » (d'une guerre à l'autre, l'humiliation et la liberté reconquise) ; 15 h. 17, Treize minutes et pas plus, par D Caux ; 15 h. 30, Chez nous en Loir-et-Cher : terroir-miroir ; 16 h. 30, Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : Quelle culture aujourd'hui ? ; 17 h. 32, L'été à Paris ; 18 h. 30, La vie entre les lignes : lumière réservée ; 19 h. 25, Disques ; 19 h. 30, Les chemins de la connaissance : Kessy le chasseur ;

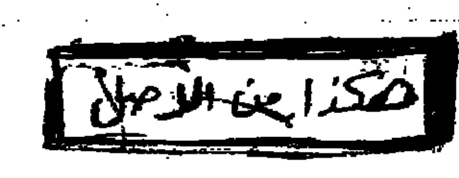
20 h., Panorama du roman policier noir... Hommage à Léo Malet : le roman policier noir français ; 21 h. 30, Les Madrigalistes de Prague (Capricornus, Brixi, Fiser, Stedrone) ; 22 h. 30, Pages entomologiques de J.-H. Fabre : le grand paon ; 23 h. 20, Histoire de la médecine occidentale : fin du dix-neuvième siècle. Idéal expérimental et laboratoire.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, Quotidien musique ; 9 h. 2, Estivales : aller-retour Douvres-le Continent ; récital d'orgue ; Dans mes bras, perfide Albion ; 12 h. 35, D'un carnet d'adresses... cent noms (Powell, Presley, Prokofiev, Purcell) ;

14 h., Estivales ; 17 h. 30, Histoire du jazz (de 1951 à 1965) ; 18 h. 2, Musiques de charme : Dekobra, Sibert, Lanner, Schweig, Lehar, Ponchielli ; 19 h. 30, Kiosque ; 19 h. 40, Informations festivals ;

21 h. 20, Festival de Salzbourg... « Ouverture de Rosamunde » (Schubert) ; « Symphonie no 4, en ut mineur » (Schubert) ; « Ouverture de Manfred » (Schumann) ; « Symphonie no 3, en mi bémol majeur » (Schumann), par l'Orchestre philharmonique, direction J. Levine ; 23 h. 15, Aux quatre coins de l'Hexagone ; 0 h. 5, France-Musique la nuit : voyage aux Indes orientales (Corrette, Couperin, Rossini, Rameau).



Le Monde des LIVRES

CES GENS QUI ÉCRIVAIENT DES LETTRES

L'étonnante manie de Lovecraft

● ***Ecrire plutôt que parler.***

CERTAINS disciples de Gutenberg déplorent que la télévision ait incité tant d'écrivains à s'expliquer, à se construire un personnage, à négliger leurs œuvres au profit de leurs relations publiques. C'est oublier qu'avant la télévision on s'expliquait déjà dans les salons, dans les cafés, dans la correspondance.

Lovecraft, mort en 1937 — peu avant le lancement de la télévision commerciale, — est sans doute le dernier grand épistolier; le Voltaire, le Sévigné de notre temps, apportant un autre type de correspondance, plus rare et d'apparence paradoxale : celle de l'auteur fantastique. Quel beau moyen de communiquer, pour un solitaire, que d'écrire à un destinataire invisible !

On a tout dit sur les contradictions de Lovecraft, le puritanisme transcendé en épicurisme, le racisme qui s'accommode d'amitiés juives, le goût des villes coloniales et le mythe du *gentleman farmer*, le « paupérisme aristocratique » et les tentatives de reconversion commerciale, les rêves nordiques et les penchants méditerranéens, le monarchisme et le fascisme... Toutes ces choses, et bien d'autres, sont dans la correspondance : avec un certain nombre de mensonges, dûment épinglés par l'éditeur. Les lettres tissent un extraordinaire réseau qui encadre l'œuvre, à la fois moins cohérent et beaucoup plus riche qu'elle.

Destin étrange à tous égards que celui de Lovecraft. Il naît à Providence en 1890 : un homme du dix-neuvième siècle. En 1893, son père est hospitalisé : paralysie générale due à la syphilis. Il mourra en 1898 à peu près étranger à son fils. Celui-ci ne connaît que son grand-père maternel, chez qui il a emménagé après la catastrophe et à qui il voue un véritable culte. Il tient beaucoup à sa maison natale, à ses aristocratiques ancêtres, à sa famille, qui lui communique ses penchants : à son grand-père, il emprunte le goût de l'Europe ; à sa grand-mère, celui de l'astronomie ; à sa tante Lillian, celui de la chimie ; au mari de celle-ci, celui de la poésie ; au mari de sa deuxième tante, celui du journalisme. Sa mère, qui mourra folle, est la grande absente de sa correspondance ; il ne lui doit rien, sauf peut-être l'essentiel : les « maigres bêtes de la nuit » qui peuplaient ses rêves d'enfant.

Pourtant, il s'est fait en grande partie contre sa famille. Dès l'âge de sept ans, la mythologie grecque l'éloigne du puritanisme; les volumes du dix-huitième siècle, trouvés dans la bibliothèque familiale, font de lui un fidèle de la couronne anglaise et un adversaire de la révolution américaine ! Rien d'étonnant qu'il se soit trouvé tant de pseudonymes, depuis celui d'Abdul Alhazred — le futur auteur du *Nécronomicon*, — qui lui fut inspiré dès l'âge de cinq ans par une lecture des *Mille et Une Nuits*. Rien d'étonnant aussi qu'il soit devenu un enfant névrosé, et qu'à l'âge de dix-huit ans, au moment d'entrer à l'Université (et avec la perspective de devenir professeur de physique), il ait sombré dans une dépression dont il ne sortit que douze ans plus tard, peu après l' « hospitalisation » de sa mère. En attendant, il se mit à lire les magazines à bon marché (les *pulps*) et ce qui devait arriver arriva : il écrivit au rédacteur en chef d'*Argosy*. Sa lettre, publiée en 1913, fut le coup d'envol de sa correspondance et de son œuvre : une société d'écrivains amateurs entra en contact avec lui, il soumit un texte probatoire (sa nouvelle *l'Alchimiste*) et fut admis. Toutes ses histoires parurent dans des magazines d'écrivains amateurs, et, à partir de 1923, dans un *pulp*, *Weird Tales*, que d'ailleurs il méprisait.

Un recueil de ces nouvelles « à deux mains » a été traduit en français (1).

Pour comprendre à quel point la correspondance fut essentielle à Lovecraft, il suffit de souligner qu'il y consacra beaucoup plus de temps (cent mille lettres !) qu'à tout le reste de son œuvre — qu'elles sont admirablement et parfois génialement écrites.

JACQUES GOIMARD.

(Lire la suite page 10.)

(1) *L'Horreur dans le musée*. Bourgois, 2 volumes, 284 pages et 274 pages, 45 F les deux.

Le temps retrouvé de Mme de Sévigné

● ***La fin d'une histoire d'amour.***

VOICI donc achevée, avec ce troisième volume de la Bibliothèque de la Pléiade, la publication de la *Correspondance* de Mme de Sévigné.

Roger Duchêne, professeur à l'université de Provence et qui est éditeur des lettres, a su restituer, avec une patience bénédictine, un texte dont l'histoire même (copies partielles, éditions subreptices, éditions fabriquées, maquillées, affectées, et autodafé des originaux juste à la veille de la Révolution) est un roman.

Il a su éclairer l'univers réel qui sous-tend les lettres, cet écheveau complexe de réalités politiques, juridiques et mondaines que nous ne saurions démêler sans guide au risque de perdre le sel de tant d'éclairs de malice et de cruauté. Il a fait intervenir les voix des correspondants : Bussy-Rabutin, à l'esprit appliqué ; Mme de Coulanges et ses tons mignards ; Mme de La Fayette et sa sécheresse autoritaire. Mme de Grignan ne se fait entendre qu'une fois, après la mort de Mme de Sévigné, pour une réponse aux condoléances du président de Moulceau où la douleur ne s'exprime pas avec élégance.

La convocation des interlocuteurs ne sert qu'à rendre plus éclatant l'isolement génial de l'épistolière, et l'unicité d'une voix où passe l'accent des plus grands, de Pascal à La Fontaine, et le sien propre, qui ne doit rien à personne. Ces lettres apportent l'invention non concertée, sans doute, d'un espace littéraire exceptionnel à l'âge classique.



Etait-il nécessaire, comme le fait M. Duchêne, de tant appuyer sur l'authenticité, la sincérité des sentiments exprimés ? (A quoi peut bien ressembler une « littérature sincère » ?) Et surtout de prendre à la lettre la protestation bien connue de l'écrivain (en substance : vous savez, je ne fais pas de littérature) pour affirmer en note : « *Aveu important de ce qu'est la lettre pour Mme de Sévigné : geste de passion et reflet d'une attitude morale... non le plaisir d'un littéraire.* »

Comment parler alors, comme le fait ailleurs M. Duchêne, des thèmes littéraires de la correspondance « de l'absence sur une absence », par exemple, et rappeler que Mme de Sévigné « retrouve dans son expérience vécue les thèmes traditionnels de la lettre d'amour » ?

Il va de soi que Mme de Sévigné plaisante lorsqu'elle écrit : « *Vous louez tellement mes lettres au-dessus de leur mérite que si je n'étais fort assurée que vous ne les feuilleterez ni ne les relirez jamais, je craindrais tout à coup de me voir imprimée par la trahison de mes amis.* » (18 février 1690.) Une conscience de la lettre comme art littéraire spécifique a bel et bien existé au dix-septième siècle. Un genre secrètement nourri des plus grandes ambitions, des plus forts espoirs : par une imperceptible transposition, rendre compte de l'accidentel et de l'éphémère.

Contre les pièges du discours solitaire

Aucun siècle, comme celui-là, n'a œuvré pour le jaillissement d'une vérité née de la communication, de la relation sociale, contre les pièges du discours solitaire. Mme de Sévigné s'écrit sous le regard de Mme de Grignan, et n'ignore jamais que, pour être, il lui faut d'abord être déchiffrée, que le texte n'est rien si d'écrit il ne devient texte lu.

Ce dernier tome est la fin d'une histoire : la mère et la fille se retrouvent sans cesse, elles ne vont plus se quitter ; l'écart épistolaire réduit, la difficile mélodie du bonheur ou plutôt de la sérénité tend à couvrir les dissonances de l'angoisse et du malentendu. Voici Charles marié, voici la bru qu'on ne commence à louer que « par la négative », et leur mère avec eux, oubliée dans une Bretagne humide et brumeuse, approfondissant de vieilles fidélités, saint Paul comme Molière, Pascal comme les romans, autant de philtres qui restituent aux pauvres vies provinciales leur charge d'éternité. A vrai dire, les fameuses lettres d'amour se font plus rares.

BERNARD RAFFALLI.

(Lire la suite page 10.)

LA MOTO COMME ÉTHIQUE

● ***La folie et la pacification de l'âme.***

UN père et son fils sur une motocyclette. Ils chevauchent dans la nuit et dans le vent. Ils rencontrent des fantômes. Comme dans la légende du roi des Aulnes. Et pourtant, ici, ce n'est pas l'enfant mais le père qui est entraîné par le spectre, et l'au-delà où il s'engouffre n'est pas la mort, mais la folie.

Un voyage fascinant, ou plutôt deux ; l'un à travers les Rocheuses — le passage vers l'Ouest comme Clark et Lewis au siècle dernier, des nuits glaciales sous la tente ou dans un motel, des pluies et des soleils, des volées de foulques au cou rouge, un contact direct avec les choses ; en moto, il n'y a plus d'écran, on fait partie du paysage. L'autre voyage s'effectue à travers les mythes — foncer à plus de 100 à l'heure dans le discours de la raison dualiste, les fantômes de Moïse, du Christ, de Bouddha, de Platon, de Descartes, de Rousseau, de Jefferson, de Lincoln, entre autres — voilà de quoi vous donner le vertige.

Mais les fantômes, on nous a tellement familiarisé avec eux — à l'école et à l'église — que nous avons cessé de les craindre et même de les voir. Ils ont été domestiqués. Quoi de plus naturel que les lois de la physique, de la logique, de la rhétorique ou de la substitution algébrique ! On a réussi à faire passer des inventions humaines pour la découverte de vérités éternelles. « *La loi de la gravitation, et la gravitation elle-même, n'existait pas avant Newton. Ce qui veut dire que cette loi n'existe en fait nulle part, si ce n'est dans la tête des gens : c'est un fantôme.* »

Dès lors, il faut « dénaturaliser » ces « mythes » historiques et préhistoriques, scientifiques et philosophiques. Traditionnellement, le seul être capable d'un tel recul est le « fou ». Le fou du Moyen Age, le bouffon shakespearien, le fou du roi, qui, lui, est de l'autre côté, du côté de la connaissance. La folie délibérée — par opposition à la folie subie dans un monde où l'homme est coupé de ses actes — redevient une étape essentielle dans la pacification de l'âme. Il faut apprendre à « dérailler ». Plonger dans la *terra incognita*, dans l'au-delà de la rationalité technologique. La schizophrénie peut être salvatrice. Mais elle n'est pas de tout repos. Le protagoniste est poursuivi par Phèdre — celui de Platon, — son double dissocié, qui cherche à le séparer de son fils. Le dialogue est épuisant.

Et le « traité du zen » ? Officiellement, il en est peu question dans le périple, même si le père (et Phèdre) a déclaré la guerre à Aristote et à sa névrose de la dénomination. L'originalité de la pensée de Pirsig, c'est qu'il n'adopte pas plus la pensée bouddhiste qu'il ne refuse la pensée universaliste. En fait, il tente, à sa façon, une synthèse entre l'Est et l'Ouest, le mental et le physique, l'intellectuel et l'émotionnel.

Et le « traité sur l'entretien des motocyclettes » ? Il accompagne le voyage. L'essentiel n'est pas l'explication technique qui permet de changer une bielle coulée... mais, le rapport qualitatif que le protagoniste entretient avec sa machine. L'excellence du geste qui transforme l'action banale en création. Ici, le geste du bricoleur, là celui d'un autre praticien de la perfection. « *La qualité se situe au niveau de la relation entre le sujet et l'objet. Elle est événement. C'est l'événement par lequel le sujet prend conscience de l'objet.* » Finie la simpliste opposition sujet-objet.

A l'issue de ce voyage au bout de la folie, qui n'est ni allégorique ni symbolique, mais exemplaire, il n'y a pas d'apothéose, pas d'héroïsme, pas de triomphalisme. A la place, une sensation de relaxation. Phèdre s'est retiré. Le père et le fils atteignent la côte californienne. Et, pour clore ce conte de fées pour enfants du vingtième siècle, un dialogue : « *Je pourrai avoir une moto quand je serai grand ? — Oui, si tu en prends soin. — Qu'est-ce qu'il faut faire ? — Des tas de choses. Tu m'as déjà vu faire. — Tu me montreras ? — Bien sûr. — C'est difficile ? — Pas si on a un bon état d'esprit. C'est ça qui est difficile. — Dis papa, tu crois que j'aurais le bon état d'esprit ? — Oui, je crois. Je pense que cela ne posera aucun problème.* »

PIERRE DOMMERGUES.

★ TRAITÉ DU ZEN ET DE L'ENTRETIEN DES MOTOCYCLETTES, de Robert M. Pirsig. Trad. de l'américain par M. Pons, A. et S. Mayoux. Préface d'Octave Mannoni. Le Seuil, 352 p., 58 F.

« André Gide et la première N.R.F. » d'Auguste Anglès

Le château de Protée

QUEL plaisir, où l'on attendait un professeur, même le meilleur, de trouver un écrivain ! C'est ce qui nous arrive quelquefois, et particulièrement cette fois-ci avec M. Auguste Anglès. Son imagination brille tout autant que sa science dans cette évocation, cette résurrection d'une époque, d'une société, d'un milieu, dans ce tableau d'histoire littéraire, intellectuelle, humaine, où chaque figure, même fugitive, est un portrait en mouvement.

Allons tout de suite à celui du personnage central, du héros ondoyant et divers : « Qu'il parle de... qu'il argumente contre... ou s'y indigne... ou rêve d'aventure... Qu'il raconte... qu'il lance... riposte... ou sinue, — c'est Protée, c'est Ulysse, c'est Lyncée, c'est Don Quichotte, c'est Ménalque, c'est un touriste, c'est un archer, c'est un orant, c'est Gide. La N.R.F. de 1910 a été sa tribune..., — mais non, le mot jure avec lui : elle a été le château où, à chaque créneau, s'est montré son visage, toujours changeant, toujours le même. » Le peintre me pardonnera ces blancs suspensifs, et d'avoir substitué à la peinture achevée l'esquisse où n'est tracé, d'un jet, que la ligne, le mouvement. Tout, dès la première page, est de cette veine, de cet élan. Et si l'auteur, parlant de ses modèles, use avec tant de prédilection du mot « alacrité », c'est qu'il lui va bien.

Le portrait aux créneaux, je suis allé le décrocher au bout du volume. Quand ce livre s'ouvre, le château rêvé est encore loin d'être construit. La garnison s'ignore elle-même, et le châtelain futur n'est encore que celui de La Roque et, par alliance si l'on peut dire, de Cuverville. Il va l'être aussi d'un autre château trop neuf quoique déjà ruineux, d'ailleurs extravagant, inhabitable, ennuyeux : celui qu'il se fait bâtir à Auteuil, tout exprès pour abriter le « groupe » encore dans les limbes. Ce grand individu, ce haïsseur des familles, ne conçoit pas la vie sans une famille intellectuelle dont il serait le pater, toujours en retrait, réticent, sans attache, mais incontesté.

NOUS sommes en 1904, la vie est tendre et douce, — et double : vie créatrice, intellectuelle, spirituelle, conjugale (blanche), bourgeoise, également intense sous toutes ses formes ; et sa « doublure clandestine » : celle que vit le rôdeur furtif et fiévreux, chassant dans la campagne ou dans la ville, toujours entre l'ardeur et la peur, hanté par l'ombre de Custine peut-être, de Wilde sûrement.

par Yves Florenne

Et puis, rentré dans un de ses châteaux, il change d'âme et de costume, le voici « dispos à l'art », ou « moraliste à la française » ; ou mieux encore, éteignant son sourire, bien sûr ambigu, il entre (avec une conviction incontestable) dans le personnage du moralisateur rigide (je ne l'ai pas fait exprès).

Prince de l'entre-deux-portes, maître de la retouche à chaque touche, — « retouche à tout », disait de lui Duhamel — virtuose du « oui, mais », il va faire du *ouimaisisme* une doctrine, une éthique, en tout cas une méthode, une conduite fructueuse. Le ouimaisisme, comme on sait, mène à tout et très loin. Pour le moment — son moment perpétuel — il mue, flue, reflue, fluctue, sinue. Son biographe, qui le suit partout à la trace sans se laisser dépister, excelle à saisir, d'une prise fine et forte, Protée dont l'identité est le changement.

Alors, il a déjà son œuvre devant lui : toute vive et tout armée dans sa tête, rangée en bon ordre, et d'où le créateur la tirera, livre à livre, le moment venu. Du moins, il le croit, veut qu'on le croie ; d'ailleurs, en partie, c'est vrai.

Reconnu, célébré par quelques-uns, — ceux-là, évidemment, qui sauvent le monde — ignoré ou dédaigné de presque tous, il appelle avec un ironique orgueil les « douze lecteurs » qu'il désire, — et souffre de n'en pas trouver cent mille. Il se serait résigné au succès, qu'il escomptait fort, du *Roi Candaule* et de *l'Immoraliste* : le livre et jusqu'au théâtre, tout lui est échec. Il doute et il est seul. Ah ! rayonner sa lumière sur d'aimables satellites et recevoir en retour leur chaleur ! Il poursuit — presque depuis l'adolescence — le rêve de la « revue future ».

NOUS y voici, ou presque. Mais il fallait marquer — et j'ai tenté de le faire par le mot « biographe » — que l'objet central du livre et de son auteur, ce n'est pas un groupe, une revue, une institution, mais un homme. C'est la N.R.F. aussi, sans doute, mais la N.R.F. dans Gide, par Gide, à travers Gide, identifiée à Gide, réduite à Gide : c'est Gide toujours. Autour de lui, la nébuleuse se forme, s'allume : ce que Copeau va appeler un « circuit de ferveur ». Cela nous vaut, de M. Anglès, cinq autres portraits en frontispice : Drouin, Ruyters, Ghéon, Schlumberger, Copeau enfin. Copeau à qui est restitué son importance dans le groupe, et dans la revue qu'il dirigera. Sur cette période, il témoigne et nous éclaire par son journal encore inédit, réplique à celui de Gide, à la même hauteur.

Ainsi va préexister pendant plusieurs années le « groupe invisible ». Jusqu'à l'Epiphanie, qu'encadrera bientôt le double agenouillement de l'ange barbu et du prophète à moustaches : Jammes et Claudel. L'apparition de *la Nouvelle Revue française* est nécessairement ambiguë puisque Gide est le « père ». L'observateur décrit et minute tous les préparatifs et les circonstances du « faux départ » (de novembre 1908) dû à une fausse manœuvre ; donc, faux numéro 1, qui demeurera pourtant, très gidiennement, le vrai ; suivi du numéro 2, qui est également le premier. Février 1909. C'est parti.

(Lire la suite page 10.)

LOVECRAFT

(Suite de la page 9.)

Avant même d'avoir donné ses œuvres marquantes, il avait pris un tel ascendant sur le petit groupe qu'il ajouta à ses pseudonymes, en 1919, celui de « grand-père ». Plaisanterie, certes ; mais quand des correspondants plus jeunes entrèrent en scène — comme Frank Belknap Long, le futur auteur des *Chiens de Tindalos*, — il fut pour eux « grand-papa » et « le vieux gentleman ». Un pas de plus, et ses tantes qui l'entretenaient devinrent ses « filles » : il avait surmonté sa dépression en s'identifiant à son grand-père maternel.

Un asthénique, un solitaire, qui retrouve le goût de communiquer *par* la correspondance et celui de vivre par la fiction : tel fut Lovecraft. Et il se retrouva si bien qu'il faillit aller plus loin : en 1924, à court de ressources, il aboutit à New-York, où il épouse... une femme de lettres amateur et rencontre... une bonne partie de ses correspondants ordinaires, dont certains déménagent de Cleveland pour vivre avec lui. Par un curieux phénomène de dynamique de groupe, le « club » devient le « gang » : journées de promenades, soirées au café, nuits passées à discuter. Nous ne connaîtrons jamais (même si nous les pressentons) les raisons de l'échec ; toujours est-il que, deux ans après, Lovecraft s'enfuit à Providence, met sa femme à la porte et reprend avec ses amis les anciennes relations par lettres signées « grand-papa ».

Le volume s'arrête avec cet épisode, ou peu s'en faut. Nous sommes en 1926, et la plupart des chefs-d'œuvre restent à écrire ; la plupart des lettres aussi. Pour en savoir davantage, nous devrons attendre les deux volumes suivants. Souhaitons qu'ils soient, comme celui-ci, éclairés par les notes de Francis Lacassin ; et aussi que l'éditeur remédie à certaines négligences de traduction, à certaines coquilles, à la traditionnelle (mais regrettable) absence d'index. Cette extraordinaire entreprise le mérite bien.

JACQUES GOSMARD.

★ LETTRES, de H. P. Lovecraft. Tome I (1914-1926), Bourgois, 414 pages, 75 F.

Mme de Sévigné

(Suite de la page 9.)

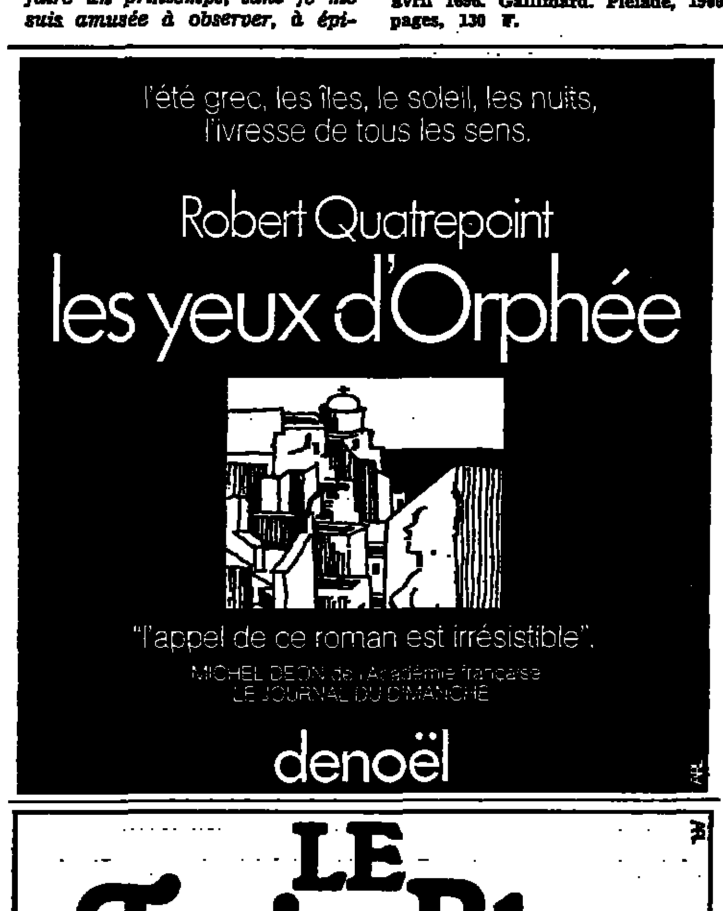
Le siècle n'en finit pas de mourir. Après La Rochefoucauld et Retz, le « Bien-Bon » lui-même, et Mme de La Fayette, enfin, qui avait en vain tâché d'arracher son amie à la solitude : « *Vous êtes vieille, vous vous ennuierez, les Rochers sont pleins de bois... Votre esprit deviendra triste et baissera.* » Non pas : dans les allées des Rochers, avant la terrasse des Grignan, Mme de Sévigné se défait des illusions du monde. « *Masques, je vous connais !* », lance-t-elle au siècle.

L'écriture même porte les marques de ce désenchantement et de cette ascèse qu'un autre après elle appellera le temps retrouvé. Tandis que son observation la pousse à dédaigner, dans un Paris déjà truqué, « *cette fausse campagne qui fait qu'on est plus sensible aux beautés de la véritable* », tandis qu'avant Colette elle s'étonne de découvrir autant de nuances dans son paysage familier, au point de dire : « *En cas de besoin, je saurais fort bien faire un printemps, tant je me suis amusée à observer, à épiloguer celui-ci.* » Dans un souci accru de spontanéité, elle tend à exclure de ses lettres tout ce qui trahirait la touche du peintre, la marque d'un travail.

Qu'importe si l'argent est, après l'honneur, le nouveau dieu du siècle, qu'importe si à Versailles Mme de Maintenon n'a pas le temps d'aller dire deux mots à son ancienne amie des mauvais jours, et que le tourbillon l'emporte. Loin des fastes de la cour, son « *bonnet de paille sur la tête* », Mme de Sévigné en son jardin sourit de ce qu'on ait appelé son fils « *nate dea* », elle dont la vie est « *toute médiocre, toute simple, toute solitaire* ». Dans ce jardin étroit, exilée dans l'imaginaire, au bout du long apprentissage de l'absence, Mme de Sévigné se dispose en ce printemps de 1696 à rencontrer la mort. « *Ultimam time* », lisait-on au parc des Rochers — comme l'instant de la plus grande authenticité.

BERNARD RAFFALLI.

★ CORRESPONDANCE de Mme de Sévigné, tome III, septembre 1680-avril 1696. Gallimard. Pléiade, 1980 pages, 130 F.





Le château de Protée

(Suite de la page 9.)

IL ne nous reste plus qu'à suivre. C'est-à-dire suivre M. Anglès dans une exploration totale où les vues, tantôt aériennes, tantôt profondes, de la forêt n'empêchent jamais de voir l'arbre, ni de regarder la feuille. Il s'oriente et se dirige fermement parmi des « directions », subtilement, éclecquement rayonnantes, autrement dit opposées, qu'elles soient politiques ou philosophiques. On admire Gide cherchant, maniant ses « contrepoids ». Que la balance soit juste lui importe moins que de voir le fléau, par retouches successives, osciller autour de l'horizontale.

Aussi M. Anglès discerne-t-il à bon droit, dans le groupe et la revue, une « éthique de la contradiction ». Et aussi cette « remise en honneur de la fonction critique », qui aboutira bien plus tard à ce que cette fonction conquière, par un impérialisme volontiers terroriste, l'espace de la création, jusqu'à n'avoir bientôt plus d'autre matière où s'exercer qu'elle-même. Il inventorie, fait jouer, admire au passage tout ce qui se dépense dans la revue de curiosité, de réflexion, d'enthousiasme critiques. Mais trop souvent au profit de ce qui « n'en méritait pas tant ».

La défaillance du jugement n'est pas moins aveuglante pour nombre de textes que la revue publie ; ni moins surprenante, l'erreur inverse. Ainsi, M. Anglès, à qui rien dans chaque sommaire n'échappe, découvre un article signé Jean Talva, « remarquable pour ses intuitions proustiennes », et pour lequel Gide n'eut que dédain (il est vrai que ce Jean Talva était une Mlle Judique, et qu'à la N.R.F. on n'admettait le talent d'une femme, surtout inconnue, que pendant le moment où on avait cru qu'elle était un garçon). Quoi d'étonnant ? La suite montrera que l'intuition proustienne n'était pas le fort de Gide. On aura beau faire, trop tard, Proust n'aura jamais été un auteur de la N.R.F. — la revue, mais non plus le « comptoir d'éditions » — qui aura raté (sauf pour le profit, bien entendu) la découverte et l'élection du plus grand. D'ailleurs, si on y regarde de près, souvent les « grands », même qui y publient, ne furent pas, ou ne furent qu'à demi, *de* la N.R.F. A commencer par Claudel.

Paradoxalement, le plus créateur du « circuit », le vrai maître, qu'on appellera spontanément et justement « patron », ce fut Copeau, lorsqu'il se sera saisi, au-delà de l'écriture, de la création la plus concrète, la seule incarnée : la représentation dramatique. Or, affiché comme théâtre de la N.R.F., attaqué, décrié comme tel (pour « calvinisme » ou « jansénisme »), le Vieux-Colombier sera, au fond, l'anti-N.R.F. Copeau, enfin, se libère et devient ce qu'il est. Et, pour lui, le théâtre est tout. Les « gens de la N.R.F. », eux, tiennent le théâtre pour quelque chose d'inférieur, de corrompu, à peine un genre *littéraire* ; pour un mauvais lieu où on trouve les plaisirs et les périls de l'encanaillement. Mais, avec le Vieux-Colombier, c'est une autre période qui va commencer.

CE livre, si riche, si complet, est-il lui-même un commencement ? Il s'ouvre par ce long et excitant prologue où l'auteur met en scène six personnages *en quête de* leur revue. Prologue suivi d'une *première* partie, — qui demeure curieusement (provisoirement ?) unique. Doublement unique, en tout cas, par ce dessein de M. Anglès, si *magistralement* rempli : écrire, comme lui seul l'a fait, l'histoire de la première N.R.F., c'est lire à travers elle — jusque dans ce qu'elle a méconnu ou manqué, jusque dans ce qu'elle ne fut pas — l'histoire d'une littérature et l'histoire intellectuelle d'un temps.

YVES FLORENNE.

★ ANDRÉ GIDE ET LE PREMIER GROUPE DE LA « NOUVELLE REVUE FRANÇAISE », d'Auguste Anglès, Gallimard. Bibliothèque des idées, 480 p., 95 F.

la vie littéraire

Une exposition Francis Jammes à Orthez

Une exposition consacrée à Francis Jammes se tient, depuis juin, à Orthez, à la Maison Chrestia, route de Pau. Jammes résida de longues années dans cette demeure, rachetée et restaurée ensuite par la municipalité, et il y composa ses principales œuvres. L'hommage rendu ainsi au poète marque le quarantième anniversaire de sa mort survenue à Hasparren, en novembre 1938. Les organisateurs ont décidé de prolonger et de reconduire l'année prochaine cette exposition qui connaît un succès certain.

Plus de cinq cents documents — manuscrits, lettres, gravures, bustes, photographies, dessins, partitions musicales — sont répartis dans les quatre pièces de la Maison Chrestia. Ils font revivre Jammes et sa famille, Jammes et Orthez, Jammes et les musiciens, Jammes naturaliste dont on voit notamment l'extraordinaire herbier composé d'algues qu'il réalisa alors qu'il était encore lycéen à Bordeaux, et les nombreux écrivains qui, tels Paul Claudel, François Mauriac, Charles Guérin, André Gide et bien d'autres, venaient à Orthez rendre visite au poète comme en pèlerinage tant était grande la fascination qu'il exerçait.

Un riche catalogue, œuvre de Michel Haurie et du docteur Maurice Labat, chirurgien à Orthez et détenteur d'une prodigieuse collection de manuscrits de Jammes, offre un inventaire complet de tous ces vestiges.

T. Q.

La maison du lac de Bienne

C'est là que Rousseau s'est installé en 1765 pour goûter ce bonheur dans la nature qu'il immortalisera dans la *Cinquième Rêverie*. L'Association des amis de Jean-Jacques Rousseau a organisé une exposition dans sa chambre de la maison du Receveur — l'unique maison de l'île Saint-Pierre (devenue presqu'île aujourd'hui) (1). L'endroit fut un extraordinaire lieu de pèlerinage dès le dernier quart du dix-huitième siècle. Sur le livre d'or de la maison, Gœthe, Cagliostro, l'impératrice Joséphine, Alexandre Dumas et bien d'autres ont précédé les visiteurs de 1978. Un voyageur suisse observait en 1795 : « *Il ne passe point de jour dans la belle saison sans qu'une société de gens du pays ou de voyageurs étrangers, leur Rousseau à la main, ne parcourent tous les recoins de cette habitation qui lui fut si chère, ne s'arrêtent à chaque endroit dont il parle, et ne célèbrent sa mémoire en faisant dans sa propre chambre un banquet à son honneur.* » Les organisateurs espèrent bien faire renaître cette ferveur romantique, le banquet mis à part (du moins pour le moment).

(1) Jusqu'à la fin de l'été. Se renseigner auprès de Frédéric Marthaler, Schweizersbodenweg 7, 2502 Bienne.

Le siège de La Rochelle

Jusqu'au 15 octobre, La Rochelle célèbre son très célèbre siège (trois cent cinquantième anniversaire), par une très intelligente exposition.

L'affaire s'y révèle infiniment plus complexe que ne le disent nos manuels. Si la ville, alors quasiment indépendante, apparaissait, à l'étranger, comme « le boulevard de la réforme », si des raisons religieuses, donc, mais plus encore économiques, faisaient d'elle, pour Richelieu, une cible à ne pas rater, toutes les puissances de l'Europe, de près ou de loin, étaient impliquées dans une lutte au plein milieu de laquelle les Rochelais se proclamaient paradoxalement « fidèles sujets du roi ».

C'est du point de vue international que, pour la première fois, François de Vaux de Foletier s'est placé en écrivant *le Siège de La Rochelle*, un livre qui a servi de clé de voûte à l'exposition actuelle. Sa documentation, puisée aux archives nationales, dans les archives anglaises, peu explorées, et dans les rapports, si riches, on le sait, des ambassadeurs italiens, éclaire d'un jour neuf et probablement de manière définitive un épisode passionnant de notre histoire. — C. G. A.

Editions Quartier latin, Editions Rupella, La Rochelle, 80 F.

Césaire et Breton

Jean-Michel Place publie, en fac-similé, la collection complète de *Tropiques*. Créée en avril 1941, à Fort-de-France, par Aimé Césaire et René Ménil, qui voulaient manifester leur refus du régime de Vichy, et « affirmer l'originalité de la culture des Antilles », cette revue parut jusqu'en septembre 1945. Dans un entretien préliminaire avec Jacqueline Leiner, Aimé Césaire rappelle l'influence qu'exerça André Breton sur *Tropiques*, durant son séjour à la Martinique. « Je l'ai rencontré, et il m'a littéralement fasciné, dit Césaire. C'était un homme d'une culture extraordinaire, avec un sens étonnant de la poésie. Il sentait la poésie, il la reniflait, comme n'importe quel pollen dans l'air. C'était un détecteur prodigieux... » (Deux volumes reliés. Index des collaborateurs. Ed. Jean-Michel Place, 12, rue Pierre-et-Marie-Curie, Paris-5e.) D'autre part, la librairie Désormeaux (3, rue du Général-Gallieni, Fort-de-France) publie une importante étude en six volumes de Jack Corzani : *la Littérature des Antilles-Guyane françaises* (1).

(1) Diff. E.D.C.A., 11, rue de Châteaudun, 75009 Paris. 660 F les six volumes.

en poche

UN « NOUVEL » UBU

DÉCIDÉMENT, Alfred Jarry, qui réservait son théâtre aux « quelques intelligents » et qui écrivit : « *Il faut se faire foule pour entretenir la foule — sauf dans l'œuvre d'art, qui ne la regarde pas* », Jarry aura été bien servi par l'édition de masse. Après le *Tout-Ubu* publié par Maurice Saillet au Livre de poche, qui fit date en 1962, la collection « Folio » propose un nouvel *Ubu* de référence dû aux soins de Noël Arnaud et Henri Bordillon.

Naguère encore il était nécessaire d'exposer aux foules ignorantes à quel point elles s'abusaient en réduisant Jarry à *Ubu (roi, cocu, enchaîné* ou *sur la butte)*. Il fallait leur rappeler le « reste » de l'œuvre : *Messaline, ou les Jours et les Nuits, l'Amour absolu, le Surmâle, Faustroll*. En fait, l'œuvre de Jarry est « *un parfait modèle d'intertextualité* ». Chaque texte tisse avec les autres de multiples liens dont les plus évidents sont dus à « l'incessante réutilisation des débris, scories et braises s'alimentant à l'inextinguible foyer d'Ubu ».

Tout se passe comme si Jarry, en acceptant, très « *pataphysiquement* », de jouer à l'obsédé d'Ubu, avait mis au jour la source de tout langage « poétique » : une enflure somptueuse et truquée, dont toute littérature, secrètement, procède et, comme *dit* la mère Ubu, une « basse férocité » qui, sous le nom de force intérieure, ou style, suffit à l'écrivain pour régler ses rapports avec le monde — les lecteurs.

Noël Arnaud et Henri Bordillon publient moins de textes que Maurice Saillet. Ils donnent, certes, *Ubu roi, Ubu cocu, Ubu enchaîné, Ubu sur la butte* et les principaux textes « autour » d'*Ubu roi* et d'*Ubu cocu*. Mais ils omettent les deux *Almanachs du père Ubu* — parce que non théâtraux, disent-ils — et d'autres écrits sans doute jugés accessoires.

Ces lacunes délibérées sont compensées par un imposant appareil documentaire : souvenirs de Lugné-Poe et lettres de Jarry, témoignage de Georges Rémond sur la fameuse première d'*Ubu roi* le 10 décembre 1896, lettres de Charles et Henri Morin, auteurs, en leur jeunesse lycéenne, de la première mouture d'*Ubu roi*, et plus de quatre-vingts pages de notes.

HENRI NERRA.

★ UBU, d'Alfred Jarry, coll. « Folio », Gallimard, 13 F.

en bref

● LE PRIX EUROPA-LITTERATURE, créé par la Fondation internationale pour le rayonnement des arts et des lettres et destiné à récompenser « un écrivain dont l'œuvre a contribué au rayonnement de la langue française dans le monde », a été décerné à Jacques Bergier. Les livres de l'auteur, avec Louis Pauwels, du célèbre « Matin des magiciens », ont connu près de trois cents traductions.

● LE DIXIEME COLLOQUE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES SOCIOLOGUES DE LANGUE FRANÇAISE se tiendra à l'université de Toulouse-Le Mirail du 5 au 10 septembre. Il traitera des thèmes suivants : « Mouvements régionaux, minorités ethno-culturelles, nations ». Robert Lafont et Maxime Rodinson donneront deux conférences en séances plénières.

● LE COLLOQUE ANNUEL DE LA SOCIETE DES AMIS DE MARCEL PROUST se tiendra à Illiers-Combray (Eure-et-Loir) le dimanche 3 septembre, sur le thème « Sartre, lecteur de Proust ». Il sera précédé d'un déjeuner amical (40 F tout compris). S'inscrire avant le 28 août à Illiers-Combray ((28120), boîte postale n° 25.

● LES CONCOURS POETIQUES ET LITTERAIRES de la Renaissance Aquitaine sont ouverts. Plusieurs prix sont proposés aux candidats, dont le Grand Prix de la Renaissance Aquitaine, le prix « Urbis Palladium » et le prix Joseph Peyré, prix de la Nouvelle.

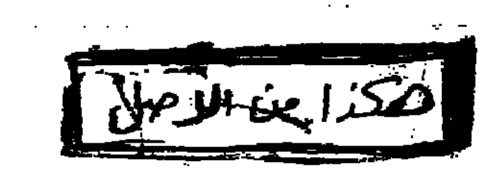
Demander le règlement à Mme Suzanne Vincent, 14, boulevard des Pyrénées, 64000 Pau.

● UN OUVRAGE POSTHUME DE DOMINIQUE DE ROUX va être publié par Christian Bourgois. A travers ce récit, intitulé « la Jeune Fille au ballon rouge », dont on ne sait s'il s'agit d'une fiction ou d'un journal, l'auteur essaie d'expliquer le cheminement d'un intellectuel tenté soudain par l'attrait du pouvoir. Dominique de Roux, on s'en souvient, avait été mêlé aux événements d'Angola en tant que conseiller de Jonas Savimbi, président de l'UNITA. De son aventure politique africaine, il avait tiré la matière romanesque du « Cinquième Empire », publié quelques jours avant sa mort.

● TOUS LES POEMES DE SAMUEL BECKETT écrits en français depuis 1937 vont être rassemblés dans un recueil intitulé « Poèmes » aux Editions de Minuit. A ces textes, précédemment publiés en 1968 et 1976 dans des éditions à tirage limité, s'ajoutent une série de poèmes inédits écrits ces deux dernières années, « les Mirlitonnades ».

● LES PROCHAINES RENCONTRES POETIQUES DU CHATEAU DE FOUGERES (Ille-et-Vilaine), une initiative de Juliette Darle et Alain Bosquet, se dérouleront les 9 et 16 septembre avec la participation de Marie-Claire Bancquart, Georges-Emmanuel Clancier, Charles Le Quintrec, Jean Mambrino, Pierre Oster-Soussouev et de Jean-Claude Renard.

● DENOMMEE EDITIONS DISSIDENCE, vient de se créer une coopérative d'édition ouverte à ceux qui se situent résolument en dehors des idéologies dominantes (marxistes et libérales). Elle entend publier, dans tous les genres, des textes de recherche, d'érudition ou inactuels. (Editions Dissidence, le Moulin de la Guerche, 44250 Saint-Brévin-les-Pins.)



romans

Luce Amy et l'urgence de l'amour

● *Une rare qualité d'âme.*

LUCE AMY n'est pas un écrivain qui encombre bruyamment, et en permanence, la scène littéraire. Son premier roman, *Anna, premier visage*, publié en 1938, avait suscité l'attention de Montherlant qui écrivait alors « Ferme, émouvant, vrai ». Depuis, Luce Amy a fait paraître, à intervalles irréguliers, quelques autres ouvrages, dont *les Voies souterraines*, *De quel bonheur secret...* On peut dire que son œuvre pose inlassablement une unique question : « Par l'amour humain, peut-on atteindre l'absolu ? ». Le roman publié aujourd'hui s'inscrit parfaitement dans la ligne de cette œuvre classique, feutrée, à résonance chrétienne.

Cette fois, qui parle ? Qui lamente ? Gisèle Morin, une jeune femme dont la narratrice, Françoise, restitue, en deux cents pages à peine, la « descente aux enfers ».

« Aime-moi un peu », ce cri obsède Françoise, épouse, sinon comblée, du moins suffisamment « équilibrée » pour vivre les jours qui se suivent et trop souvent se ressemblent. Gisèle, elle, était tout autre. Une « emmerdeuse » comme pense secrètement sa famille : ses frère et sœur, son beau-frère, sa belle-sœur. Des salauds Edith, Mathilde, Georges, Denis ? Non pas ! Des « êtres ordinaires », seulement, des adeptes de la « *normalité* » grise.

Gisèle Morin a toujours vécu « *différente* ». « *Je veux vivre* », ressasse-t-elle. « *Je veux le bonheur, je veux l'or du temps* », gémit-elle. Mais ce bonheur, cet or du temps, elle a toujours été impuissante à les saisir entre ses paumes brûlantes. Pourquoi ? A cause de la mort du père ? Ce père, elle l'a aimé jusqu'à la folie. Une espèce de « raté social » mais un poète bucolique, amoureux d'herbier, de méditation, de balades champêtres. Il y a des gens qui se remettent très vite de la disparition de leur mère ou de leur père. Pas Gisèle. Quelque chose s'est définitivement brisé en elle.

Pourtant on l'aime, cette Gisèle pas possible, paquet de nerfs, brume ambulante, désarroi permanent, qui tombe plusieurs *fois* par jour dans les trous de panique. Elle a des amis. Quatre ou cinq d'entre eux — *femmes* et hommes — sont même taillés dans le bois de la fidélité et de la compréhension absolue.

Ils sont du *côté* de la vie, vaille que vaille. Elle, depuis l'âge de dix-huit ans, elle est de l' « autre côté », du côté des hôpitaux psychiatriques, des « bons docteurs » qui font la grosse voix, réprimandent, conseillent, recommandent, choisissent, décident, ordonnent s'il le faut, imposent en dernier ressort à coups de neuroleptiques et d'électrochocs.

Inassouvie, contradictoire, épouvantée par l' « excès de bonheur », elle ne parviendra pas à donner poids à l'amour qui la jette dans les bras de Bernard, artisan relieur de la rue des Martyrs. Cet homme pourtant est d'une étonnante saveur, d'une finesse aiguë, d'une attention exemplaire. Trop, c'est trop. Gisèle a mal, Gisèle fait souffrir, sado-maso. Bernard parle à voix douce, comme la narratrice, comme les « amis vrais ». Mais Gisèle entend une autre voix, impérieuse celle-là : la voix de l'appel de la mort et elle crie au secours. Il y en a qui vivent pour le fric. D'autres se meuvent sous le signe de l'*affectivité*. Gisèle est de ceux et de celles-là. Elle est du « parti de l'absolu ».

Un jour, c'est la goutte d'eau de trop. Vient alors le désir d'en finir avec tous ces mots, ces maux, ces incompréhensions, ces rebuffades, ces gifles symboliques, ces coups de couteau au cœur. On se jette du sixième étage d'une clinique. On agonise quarante-huit heures puis on meurt. Quand la narratrice rentre d'un voyage en Italie, Gisèle est morte. Enigme tragique, grandeur méconnue.

« *Nous ne l'avons pas assez aimée* », conclut la narratrice épuisée, déchiquetée. Mais peut-on vraiment aimer dans un monde dont les structures nient à chaque seconde l'amour ? ..ans un monde où se bousculent des fantômes ?

ANDRÉ LAUDE.

★ NOUS NE L'AVONS PAS ASSEZ AIMEE, de Luce Amy. Grasset, 191 p., 27 F.

Du nouveau chez les « polars »

ALGERIE 1965. Ben Bella est encore au pouvoir, mais pour combien de temps ? Dans l'ombre, ça grenouille. Un agent français, Dekker, est chargé de repêcher le chef d'un *réseau* d'assistance à l'opposition algérienne. Il se rend compte qu'il est manipulé. Ce thème permet à Richard de nous parler de l'Algérie. Il l'a dans la peau. Pour nous dire sa passion et sa haine, il se sert d'une écriture teigneuse, efficace. Richard a du style. Parfois, il suspend son souffle, comme en transes. De brusques dérapages secouent son récit. Il y a là une qualité qu'on s'attend peu à trouver dans des produits alimentaires.

Justement. Les temps sont durs, *littérairement* parlant. Dans *le réseau de l'édition*, ce n'est plus de la concurrence, c'est le Châtelet aux heures de pointe. Alors, comment parler, quand on veut le faire et qu'on débute, ou tout comme ? Le bal des débutantes affiche complet. Reste le genre policier, un des derniers lieux où il puisse se passer quelque chose. Loin des discours des spécialistes et du roman ronron, un espace se déploie pour l'action et la réflexion. Là, des chevaliers d'aventure peuvent tester leur patte et leur souffle. En liberté ? Enfin, entre les mailles. En tout cas, Richard nous prouve que, dans un cadre qui fait passer la consommation avant la recherche, on peut encore écrire à hauteur d'homme.

**

Alec Medieff, c'est autre chose. Alors que Richard travaille dans des tonalités sombres, Medieff, avec sa *Tuile*, nous verse enfin une bonne rasade d'humour. Voyez plutôt le début : « *La Santé vue de l'extérieur, ce n'est jamais que quatre murs. Vue de l'intérieur aussi, mais c'est différent. On a moins de recul pour les observer.*

» *Bien qu'il s'agisse d'un lieu public, le rythme des entrées et des sorties se fait plus lent qu'ailleurs. La porte principale sert moins souvent. A titre d'exemple, il peut arriver qu'un homme la franchisse et qu'il ne ressorte que deux ans plus tard. Pour l'observateur, c'est long. Pour l'homme aussi.* »

Et cela continue joyeusement, sans faiblir. Le héros, Gérard Cuveillier Sainte-Foy, dit « Gégé de la haute », sort justement de la Santé. Dans le civil, il veille sur la bonne marche du « Pont des soupirs », une accueillante auberge, sise à Saint-Tropez, où s'activent, outre sa sœur Rita, trois gentilles hôtesses, sans compter une bonne vieille, Renée. Elle, c'est la cuisine. Gégé, un as de la gâchette, a un faible pour les braquages en solitaire. Il est à lui seul Lucky Luke et les Dalton, puisqu'il cumule l'affabilité de Luke avec la poisse des fameux frères.

Résolument à contre-courant, Medieff nous pilote avec aisance dans ces parages scabreux, sans verser dans la brutalité ou la vulgarité. C'est bourré de trouvailles comme un clafoutis de cerises. On en reprendrait volontiers.

Décidément, ça bouge dans le policier.

CLAUDE COURCHAY.

★ BIERE AU SOLEIL, de François Richard, Arthaud, 256 pages, 38 F. LA TUILE, d'Alec Medieff, Albin Michel, 256 pages, 35 F.

La plume au soleil

● *Yvan Audouard fait des livres comme on fait de la confiture.*

HEUREUX homme qu'Yvan Audouard ! Il aime sa province, il aime sa Provence avec l'enthousiasme d'un prosélyte et la chaleur communicative d'un « fada » fanatique ou encore d'un grand prêtre frénétique. Jean Giono voulait soûler tout le monde de vie. Lui, il nous en soûle un peu, de sa joie de vivre.

Qu'il s'agisse de la pratique du soleil, de la technique de la sieste ou de la grasse matinée, du bon usage des persiennes et des tonnelles, de l'interprétation des vents ou de l'arc-en-ciel, de la confection d'un aïoli ou de la dégustation de l'abricot, de la louange des odeurs, des saveurs et des couleurs de son ciel et de sa terre, il est lyrique, Yvan, il est euphorique, il est absolutiste.

Il fait penser à ces propriétaires-cicerones qui ne laissent à personne d'autre qu'eux-mêmes le soin de célébrer les beautés de leur domaine ou à ces jolies femmes qui auraient encore plus de charmes si elles ne s'en vantaient pas. On a envie de lui dire : « *Et la liberté, mon cher démocrate ! Et la joie de découvrir et d'apprécier soi-même.* » Mais il est comme ça, Yvan. Le verbe est sa nature première. Le paroxysme, son élixir. Il dira, s'il lit ces lignes : « *C'est de la jalousie d'homme du Nord.* » Et il aura un peu raison. Son livre est comme le soleil de sa région. On en rêve, on s'en goinfre. Mais, au bout d'un mois, on soupire après les brumes nordiques.

PAUL MORELLE.

★ L'HEURE D'ETE, d'Yvan Audouard. Stock, 220 p., 39 F.

Feux de braise de Chantal Chawaf

● *L'invention d'un langage.*

ROUGEATRE, comme une floraison de pivoines, de jacinthes et de digitales dans un jardin de l'Ile-de-France. Rougeâtre, comme l'intérieur du corps humain, comme la « cachette organique » d'avant la naissance. Rouges veloutés ou violacés, roses carminés, écarlates ourlées d'or : par grappes d'images et de couleurs, le récit s'ordonne, trace son cheminement sensuel et nerveux. Mais autour du jardin incarnat la lumière s'est assombrie et le corps triste a perdu ses fleurs de sang.

Des six livres que Chantal Chawaf a publiés en quatre ans, *Rougeâtre* est le plus âpre, le plus amer. Un couple, dans une triste banlieue de béton, se déchire, se blesse, se crée un « flot de détresse et de cruauté ». Elles sont loin, les évocations pulpeuses qui, dans la *Rêverie* ou *le Soleil et la Terre*, célébraient les « pressailles » de la chair vendangée.

Face à face, un homme silencieux, Claude Le Sec, et une femme, celle qui parle. Il tente de s'occuper d'elle, elle s'enferme dans son « *délire rouge* », refuse de sortir, car dehors il y a le monde si dur, mis à feu et à sang par les guerres et les meurtres. Inconsolable, la narratrice pense sans cesse à sa mère « assassinée » en 1943 par un éclat d'obus, elle ressasse le récit obsédant de sa propre naissance, l'image de l'enfant arrachée à la matrice d'une morte.

Là est la « source de vie » perdue au fond d'une très longue mémoire. Là est le cœur d'un manque que seul pourrait assouvir le retour à la « terre mère », le contact avec l'« épiderme » de la terre rurale. Refusant de se résigner, de se durcir, de « s'ossifier », la narratrice invente avec ses mots un monde qui serait plus tendre, plus nourricier.

D'un livre à l'autre, Chantal Chawaf poursuit, à ses risques et périls, l'invention d'un langage. A ses étonnants « textes-pâte », pétris, travaillés à la paume de la main, elle mêle ici un « patois muqueux », plus rauque, plus écorché, plus viscéral. C'est avec du langage qu'elle cherche à colmater la blessure, à ranimer, par-delà le désespoir, le feu de braise du désir. Et les mots, à défaut d'un impossible « magnificat sensoriel », s'acharnent à restituer la musique syncopée du sang.

MONIQUE PETILLON.

★ ROUGEATRE, de Chantal Chawaf. Jean-Jacques Pauvert, 135 p., 36 F.

société

Des mâles bien-pensants

« *LA femme est un être occasionnel et accidentel.* » Qui a dit cela ? Saint Thomas d'Aquin, il y a déjà bien longtemps, il est vrai, et la misogynie des Pères de l'Eglise est bien connue. Mais plus près de nous : « *La femme se signale d'abord par la curiosité, l'indiscrétion, le bavardage, l'infidélité... Il y a peu de femmes dont le mérite dure plus que la beauté* » ? La Rochefoucauld. Et hier : « *Nous comptions sans Martine. Quand une femme joue, elle triche toujours* » ? Romain Rolland.



Aujourd'hui, apparemment tout continue comme avant : Brel compare les filles aux chiens et conclut nettement à l'avantage de ces derniers ; Jacques Chirac déclare que le dernier endroit où l'on élève convenablement les filles est... la Caroline du Sud, où elles sont éduquées dans l'idée exclusive de plaire aux hommes — et une autre personnalité politique (Jean Foyer, ex-ministre de la justice) proclame que « *si l'homme tire sa dignité et sa sécurité de son emploi, la femme doit l'une et l'autre au mariage* ».

On trouvera ces citations — et bien d'autres — dans l'un des livres les plus drôles de l'année qui est aussi — hélas ! — l'un des plus tristes car l'un des plus vrais. On peut, en effet, contester la philosophie ou le schéma explicatif de telle ou telle militante des mouvements féministes. Mais comment contredire Nicole Bédrine, Régine Lilenstein et Claude-Rose Touati, qui, sans souci exagéré d'exhaustivité, se bornent en fait à rassembler, assortis d'un très court commentaire, des caricatures, publicités et extraits littéraires provenant de sources et d'auteurs extrêmement variés.

Chaque morceau choisi est peut-être supportable ou encore anodin. Mais c'est l'accumulation de ces témoignages — accumulation subie par chacun de nous au cours des trois cent soixante-cinq jours d'une année — qui produit un effet-choc. Depuis des siècles et des millénaires, un lavage de cerveau admirablement organisé nous dicte ainsi des définitions sans ambiguïté concernant la Nature, l'Education et le Destin de la femme.

La jeune génération en bénéficiera comme l'ancienne, puisque les « idées reçues sur les femmes » n'épargnent pas les lectures extraites des manuels scolaires (où l'on voit, bien sûr, papa lire son journal pendant que maman fait la sempiternelle vaisselle) et les romans pour enfants présentant invariablement des petites filles couardes et des garçons hardis.

Aucune prétention, aucun dogmatisme dans ce recueil qui ne s'adresse ni aux pédants ni aux cuistres et ne donne ni leçons ni recettes. Mais rien n'est plus éloquent parfois que les faits, les simples faits, et leur assemblage peut alors avoir valeur de démonstration.

EVELYNE LAURENT.

★ IDEES REÇUES SUR LES FEMMES, par Nicole Bédrine, Régine Lilenstein, Claude-Rose Touati, Edit. Hier et Demain, 190 p., 39 F.

histoire

Une réhabilitation de Hérault de Séchelles ?

● *L'histoire n'aime pas les héros du double jeu.*

CONÇU en deux parties, un peu comme un procès en réhabilitation, l'ouvrage étale d'abord « les faits » — ce qu'on sait de Hérault de Séchelles, — puis donne « une analyse de l'homme », comme un avocat pourrait en élaborer une pour sauver la tête de son client, en éclairant ses actes par sa psychologie, en en cherchant les mobiles réels. Aussi habiles que soient le défenseur et certaines de ses hypothèses, ils ne sont pas entièrement convaincants. Tout juste, désormais, aurons-nous des doutes sur le double jeu mené par un personnage dont les historiens nous avaient la plupart du temps transmis une seule odieuse image, racheté — mais est-ce suffisant ? — par l'élégance de sa mort, quand Robespierre (1) l'envoya à la guillotine.

« *Envelopper les fourbes dans leurs propres filets, ne ruser que dans la forme, tenir registre des ruses qui auront réussi* », c'est une des maximes du *Codicille politique et pratique d'un jeune habitant d'Epône*, publié par Hérault en 1788, réédité en 1802, sous le titre plus parlant de *Théorie de l'ambition*. Arnold de Contades l'utilise, avec beaucoup d'autres, tirées au même tonneau, pour nous montrer son personnage finassant, ici et là, au milieu des grands fauves et d'une populace déchaînée, afin de minimiser les excès révolutionnaires et d'arracher la France au pire, si possible aussi le roi et la reine.

Qu'il ait retourné sa veste révolutionnaire à partir du 10 juillet 1793, bien probable : les coups passaient de plus en plus près de lui. Dater ce revirement de juillet 1791, de la fusillade du Champ de Mars, semble tout à fait prématuré ; quand la foule ravage les Tuileries, le 20 juin 1792, on ne le voit pas vraiment pencher « du côté de l'ordre, contre l'anarchie ». Commissaire délégué en Savoie par la Convention, était-il nécessaire qu'il exprimât, par une lettre du 13 janvier 1793 (avec, il est vrai, trois cosignataires), le vœu d'une « condamnation de Louis Capet » ? Même si les mots « à mort » n'étaient pas écrits, contrairement à ce qui a été soutenu, c'était apporter de l'eau à un moulin dont Hérault ne connaissait que trop le fonctionnement.

Fut-il, à un moment ou à un autre, intégré « au réseau » du comte d'Antraigues, qui tentait d'amener l'Espagne et l'Angleterre à aider les royalistes ? Possible. Mais pouvait-il réellement croire qu'il sauverait Marie-Antoinette — sa bienfaitrice à ses débuts au Parlement — en réclamant son transfert à la Conciergerie, l'antichambre de la mort, au commencement d'août 1799, et, si oui, n'était-ce pas jouer avec de la dynamite que d'espérer, de l'ouverture ainsi précipitée du procès, un brusque revirement de l'Autriche en faveur d'un traité de paix ?

Oui, Hérault de Séchelles a arraché l'abbé Salamon, internonce du pape, aux massacres de septembre ; mais les Girondins, ses amis de la veille, combien en a-t-il laissé condamner ? Ainsi penche la balance, tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, et ces maquignonnages, ces stratagèmes, ces complots, ces luttes du pot de terre contre le pot de fer, nous avons bien vu, depuis, comment l'histoire les juge. Manichéenne, elle aime les héros absolument purs et les bourreaux abominables.

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

★ HERAULT DE SECHELLES, Arnold de Contades. Librairie académique Perrin, 254 p., 55 F.

(1) Pour une vue synoptique de l'époque, on lira le récent *Robespierre*, du duc de Lévis-Mirepoix (Librairie académique Perrin).

ECRIVAINS RUSSES DE L'INTÉRIEUR

par Nicole Zand

QUELS sont les écrivains soviétiques que l'on publie à l'étranger ? Quels sont ceux que l'on ne publie pas ?... Il n'y a pas de règle, donc pas de critère. Paradoxalement, l'Agence soviétique des droits d'auteurs (VAAP) vend de tout : des œuvres d'Axionov qui ne sont pas encore éditées en russe, un livre de Trifonov qui avait eu droit à un démolissage en règle de la part de l'Union des écrivains et de la Gazette littéraire, *une nouvelle de Vladimov, membre du groupe moscovite d'Amnesty International* (Trois minutes de silence, *à paraître en septembre chez Gallimard), alors qu'un autre ouvrage du même auteur* (Rouslan) *est un « tamizdat » (publié « là-bas », à l'étranger, en Occident). Il est vrai que, si les éditeurs français réclamaient les très officiels Tchakovski ou Safronov, la VAAP les vendrait aussi...*

Comment expliquer cette libéralisation de façade ? Est-ce pour « faire des devises » avec la littérature comme avec le caviar ?... Ou bien désir de donner à l'étranger une image de qualité ?... Ou bien encore — explication plus machiavélique — s'agit-il de compromettre les meilleurs afin de prouver qu'ils mangent à tous les râteliers ?...

Nous présentons dans cette page cinq écrivains soviétiques qui ont été traduits en français cette année. La liberté de leur inspiration et de leur ton réfute le préjugé sur le conformisme total de la littérature publiée en U.R.S.S.

Cinq écrivains de l'intérieur, cinq gammes de tons de la palette... Ils ont entre quarante et cinquante-trois ans. On pourrait en ajouter bien d'autres, officiels en sursis, dissidents sans le savoir, Messieurs Jourdain de la contestation. Ils ont leurs ancêtres, bien que la révolution n'ait que soixante ans. Ainsi ce Iouri Olécha qu'on vient de rééditer en français et qui fut l'homme d'un seul livre — étrangement prémonitoire — avant de se détruire consciencieusement. A la fois envieux et méfiant des certitudes, Olécha osa se moquer de l'homme nouveau. Il trouva éditeur. C'était, il est vrai, en 1927.

VLADIMOV : un chien au-dessus de tout soupçon

C'EST une fable sur la perversion des vrais bons sentiments que ce *Fidèle Rouslan*, commencé par Guéorgui Vladimov il y a quatorze ans, à la fin des années Krouchtchev, et qui nous arrive en français cette année seulement, précédé de l'admiration de tous ceux qui avaient pu le lire, en « samizdat » d'abord, puis dans l'édition en langue russe publiée en 1974 en Allemagne fédérale. Le premier roman de Vladimov, *le Grand Filon*, avait été traduit chez Gallimard, il y a quinze ans. Une nouvelle : *Trois minutes de silence* paraissait en 1969 dans *Novy Mir*. Mais Vladimov a eu le tort de se faire remarquer par ses prises de position en faveur de Soljenitsyne. C'est ainsi que disparaît en Union soviétique un auteur de talent ; un écrivain, âgé aujourd'hui de quarante-sept ans, qui a claqué la porte de l'Union des écrivains en 1977 et qui terminait en ces termes sa lettre de démission : *« Continuez à porter le fardeau de la médiocrité, faites ce dont vous êtes capables et ce qu'on vous a demandé d'accomplir — écrasez, persécutez, réprimez. Mais laissez-moi en dehors. Je vous renvoie ma carte, nº 1474... »*

Le Fidèle Rouslan, comme le précise le sous-titre, c'est *« l'histoire d'un chien de garde »*. D'un chien de camp, d'un chien du Goulag, plus précisément. Un bon chien, dressé à garder les prisonniers, à les faire marcher par cinq (c'est le règlement), à rattraper les évadés. Rouslan n'est pas particulièrement cruel ni agressif ; il n'est pas, comme d'autres, un élément d'élite, réputé pour sa méchanceté. Non, il est simplement fidèle, plein de courage, de désintéressement, de dévouement à son maître et à ce service qui est toute sa vie. Bref, un parfait fonctionnaire dépourvu de fanatisme mais qui accomplit avec fierté son rôle de garde-chiourme et, s'il le faut, de bourreau. *« Voilà jusqu'où on peut mener un homme, dénaturer un chien, en mettant au service d'une œuvre contraire à la vie tous leurs excellents dons naturels : à la construction et à l'entretien d'une... cage »*, écrit Andreï Siniavski dans une remarquable étude où il salue *« l'entrée de Vladimov dans la grande littérature »* (1).

(1) *Hommes et bêtes*, par Andreï Siniavski. « Continent », nº 4, 1978, Gallimard.

Tout au long du récit, Rouslan nous conte son histoire de chien, inséparable pour lui de l'histoire concentrationnaire — *« Sans chiens, ça ressemble à quoi une chasse à l'homme ? »* se demande-t-il, perplexe, — il se souvient de ses frères, qui ont été abattus pour n'avoir pas su garder leur sang-froid lors d'une tentative d'évasion ; de ceux qui ont perdu l'odorat ou la vue avec l'âge ; de ceux qui ont fini par se lier avec les détenus ; de ceux qui ont fini par se retourner contre leurs maîtres. Tous ceux-là ont fini de la même manière : une rafale dans la tête, tant il est vrai que *« le service, pour un chien, débouchait toujours sur la mort, reçue des mains de son maître »*. Encore qu'il y ait pire : être chassé du camp, de son monde ; en être réduit à mendier en compagnie de cabots ordinaires, qui ne sont pas, comme chacun sait, de vrais chiens.

Car pour Rouslan, le camp, c'est l'ordre. Le seul ordre qu'il connaisse. D'où sa panique, un beau matin d'hiver, lorsqu'il découvre que le camp est vide. C'est en vain qu'il attend l'ordre habituel — *« Attrape-le, Rouslan ! Attrape-le ! »* Inexplicablement, son maître le chasse. Livré soudain à lui-même, Rouslan dépérit, son bel œil jaune se fane et aussi son beau pelage. Il ne sait plus que se traîner dans la ville voisine et refuse même de se nourrir puisqu'il a été dressé à n'accepter de nourriture que de la main de son maître en vertu du précepte bien connu des chiens du Goulag : *« Si on ne t'a pas empoisonné aujourd'hui, on t'empoisonnera demain, mais pour t'empoisonner on t'empoisonnera. »* Nostalgique, Rouslan rôde dans la gare, dans l'attente d'un nouveau convoi de déportés ; mais ce sont finalement des ouvriers qui arrivent, pour travailler à l'usine construite sur l'emplacement du camp. Ils vont lui briser l'échine.

Le langage canin, le symbolisme, rendent-ils plus supportable le tragique de ce récit atroce ? Certainement pas. Car Vladimov ne nous parle, en fait, ni des camps ni de morale, mais des hommes pour lesquels le camp est le monde, un monde balafré de clôtures, de fil de fer barbelé et de miradors, un monde où *« il n'existe pas un pouce de terre où une créature n'en garde une autre »*.

TRIFONOV : trahisons...

PRIX STALINE à vingt-cinq ans, en 1951, fils d'un héros bolchevik « purgé » en 1938, Iouri Trifonov poursuit inlassablement une œuvre-témoignage comme pour exorciser un passé honteux et rendre à son pays tout un pan tragique de son histoire. « *Mon métier*, nous disait-il au moment de la publication à Moscou de *la Maison du quai*, *c'est de ronger mes entrailles jusqu'à ce que j'aie tout rongé... Je ne peux écrire que sur ce que je connais.* »

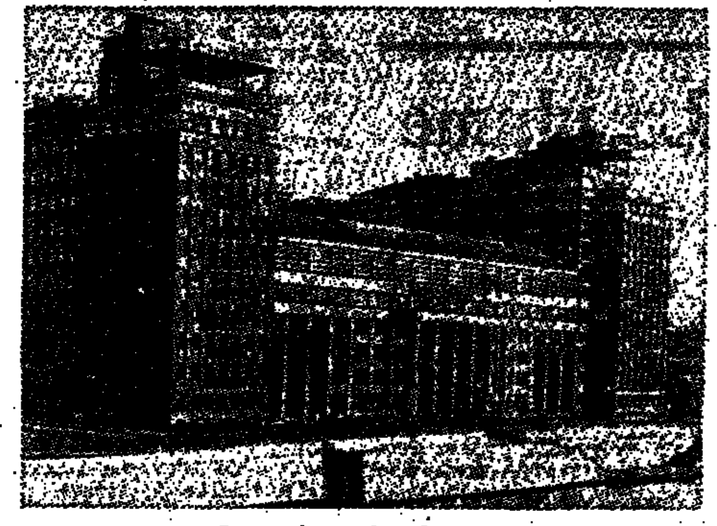
La maison du quai, en effet, existe. C'est un immeuble bien réel, situé en face du Kremlin, qui avait été construit à la fin des années 20 pour abriter les privilégiés du régime et dont la plupart des locataires ont été exterminés par Staline. Trifonov y a vécu, entre 1930 et 1940.

Le roman, qui évoque les trahisons, petites ou grandes, d'un cynique qui veut « arriver », a été sévèrement jugé par les dirigeants de l'Union des écrivains, mais il a suscité un tel engouement populaire que les cent quatre-vingt-dix mille exemplaires de la revue qui le publiait ont été épuisés très rapidement (1). Ce fut le roman de l'année.

Que ressent le lecteur français devant ce constat critique de la vie courante de l'intelligentsia moscovite ?... L'impression d'être à une distance fabuleuse, dans le temps et dans l'espace, de ces trahisons dont nous arrivons mal à imaginer les conséquences. Et comment croire que cette vilaine bâtisse grise constitue le *nec plus ultra* des nantis du régime !

Les distances sont de toutes sortes : n'est-il pas absurde et immoral d'avoir fixé à... 90 F ce livre de 380 pages, comprenant deux courts romans qui valaient un rouble en tout (6,50 F) en U.R.S.S... Les revues qui les publiaient s'arrachaient, il est vrai, au marché noir.

(1) Voir *le Monde* du 3 septembre 1976.



La « vraie » maison du quai.

RASPOUTINE, le Sibérien

LA première traduction en français d'un roman de Valentin Raspoutine est passée un peu inaperçue, et c'est très dommage, car il s'agit là d'un des plus importants écrivains de sa génération. Raspoutine, le Sibérien, a quarante ans ; membre de l'Union des écrivains depuis 1967, il a toujours refusé de venir s'installer à Moscou, préférant vivre à Irkoutsk. De là il peut peindre plus paisiblement la paisible vie des grands et des petits villages dispersés sur l'étendue de la Sibérie, où les hommes vivent sur un rythme plus lent, d'après des règles de vie qui remontent loin dans le passé. La Sibérie de Raspoutine, ce n'est pas celle de l'exaltation des « inépuisables richesses » de la taïga, le gaz, le bois, le pétrole, les barrages, l'or... Les Sibériens des villes nouvelles, des grands chantiers, ils les voit comme des *« émigrés arrivés ici en rangs pompeux et voués à des destinées pompeuses »*. Lui s'intéresse aux gens de son pays que la littérature a oubliés, si l'on excepte Choukchine ou Vampilov ; il veut traduire l'évolution de millions d'hommes, dont la mentalité ne sera plus demain ce qu'elle est aujourd'hui.

Dans tous ses écrits, on retrouve une véritable fascination pour les personnages féminins, les vieilles paysannes d'une vie intense, d'une mémoire scrupuleuse, qui s'imposent par leur rayonnement intérieur et qui parlent encore la langue de leur enfance, une langue toujours vivante avec ses mots et ses expressions colorées. C'est Anna, le personnage du *Dernier Délai* (paru en U.R.S.S. en 1970), dont le titre de *Matouchka* (« Petite Mère ») fait un peu folklorique en français ; c'est aussi Nastiona, la femme du déserteur dans *Vis et souviens-toi*, ou bien encore Daria, l'héroïne de son roman *Adieu à Matiora*, qui vit le dernier été de son village condamné à disparaître sous les eaux de l'Angara pour la construction d'une centrale hydro-électrique et qui souffre, incapable de se faire à l'oubli, à la rupture du lien qui la rattache au passé.

Dans *Matouchka*, une très vieille femme se meurt sur son étroit lit de fer. De tous les enfants qu'elle a eus, il lui en reste cinq, qui arrivent peu à peu ; mais, à travers le coma, la mort déjà si proche, Anna sent l'absence de sa préférée, Tatiana, la cadette, qui vit à Kiev : et elle décide de ne pas mourir, de faire attendre la mort. D'abord heureux de cette résurrection, les enfants se réjouissent sans arrière-pensée ; mais l'attente devient longue, les femmes se chamaillent, les hommes s'enferment dans la salle d'eau avec la caisse de vodka prévue pour recevoir le village après l'enterrement et prennent une cuite mémorable. Puisque la mort ne se presse pas, Anna en profite pour rêver au passé, rappeler encore une fois la mémoire et tenter de réconcilier les siens qui, après elle, n'auront plus rien pour les unir.

Ce beau roman, tendre et profond, qui cache son anxiété sous l'humour, qui n'exalte pas un avenir radieux, nous fait entrer dans le monde même de Raspoutine. « *Je n'ai rien de commun avec les écrivains qui, quoi qu'il arrive, quoi qu'il se fasse, ne savent que s'exclamer : « Ah ! » que c'est merveilleux ! » Là où tout n'est que merveille ne s'avancent que des touristes, et non des écrivains.* » Ainsi parle Raspoutine, d'Irkoutsk.

OLÉCHA : le complot des sentiments

LES Editions de l'Age d'homme ont eu parfaitement raison d'exhumer un ouvrage oublié, publié il y a cinquante ans à Moscou. Il s'agit de *l'Envie*, de Iouri Olécha ; à l'époque, le livre avait d'un seul coup rendu célèbre son auteur et suscité aussi bien engouement que critiques. Pour les uns, un auteur rare était né ; pour les autres, un écrivain suspect venait de marquer un point. Il était normal, d'une certaine façon, que dans l'Union soviétique de la fin des années 20, l'absence de tout héros positif dans une œuvre ne passe pas inaperçue et que certains déplorent qu'un affrontement entre « hommes nouveaux » et « survivants du passé » — une manière de lire *l'Envie* — ne se conclue pas par la victoire éclatante des premiers. Qu'on en juge.

Nicolas Kavalerov, le narrateur, intellectuel raté et pilier de bistrot, a été recueilli par André Babitchev (Babitt en russe ?), le directeur d'un trust de produits alimentaires, un soir de beuverie, alors qu'il vient de se faire chasser d'un café et qu'il gît sur le trottoir. Aussitôt va se développer chez le jeune Kavalerov un immense sentiment d'envie pour son bienfaiteur, un individu satisfait de lui, obèse, qui fredonne de satisfaction tous les matins dans les cabinets, obsédé par sa toilette, ses séances de gymnastique et la construction d'un monde nouveau grâce, essentiellement, à une nouvelle qualité de saucisse qui devrait permettre un jour l'instauration du repas unique à 25 kopecks dans tout le pays. Couché sur son divan, rêvant de gloire mais totalement impuissant à l'atteindre, Kavalerov sombre littéralement dans l'envie ; car, s'il méprise les hommes de ce monde nouveau, il ne peut s'empêcher d'admirer leur solide santé, leur équilibre. Et il est à peine besoin de se demander si c'est Kavalerov ou Olécha qui s'exprime dans la lettre de rupture adressée à Babitchev : *« Vous n'êtes qu'un dignitaire inculte et borné comme tous les dignitaires qui vous ont précédé et comme tous ceux qui vous suivront (...). Vous êtes le barine et nous sommes vos parasites... »*.

Avec le frère de Babitchev, Ivan, un ingénieur devenu bateleur, prophète de brasseries, magicien du monde nouveau, Kavalerov va concocter sa vengeance. Persuadé que toute une série de sentiments sont appelés à disparaître — comme la pitié, la tendresse, la fierté, la jalousie, l'amour, — et se laissant aller à *« considérer que les sentiments du vieux monde étaient beaux »*, Ivan tente d'*« organiser la dernière parade des vieilles passions humaines »*. Dans cette parade, c'est Kavalerov, bien sûr, qui représente l'envie. Mais la vengeance soigneusement préméditée ne sortira jamais de l'imaginaire, et les comploteurs s'installeront finalement chez la veuve Anetchka, *« vieille, grasse et molle »*, dont ils partageront tour à tour les douteuses faveurs, en se vautrant sur son lit de bois précieux incrusté de miroirs, tout en portant des toasts à l'indifférence, *« l'état le plus agréable de l'homme »*...

Après *l'Envie*, Olécha n'écrira plus rien d'important, hormis son journal posthume, *Pas un jour sans une ligne*. Homme d'un seul livre, il a choisi, comme son héros, l'indifférence, la soumission, le reniement, avant de sombrer dans la clochardisation et l'alcoolisme. Il est mort à Moscou, presque oublié, parce que, comme le note Georges Nivat dans son texte de présentation, *« un certain mal de vivre se manifesta surtout en mal d'écrire »*. Et pour un expert en la matière, le critique Arkadi Belinkov, qui avait passé treize ans dans les camps, Olécha restera comme un modèle de la reddition intellectuelle, empreint d'un désir profond d'humiliation, inapte à quelque complot que ce soit, fût-ce celui des sentiments.

SOULEIMENOV : le poète-géologue du Kazakhstan

CONSIDERE comme un des plus remarquables poètes de langue russe de notre temps, Oljas Souleimenov est kazakh. Il vit à Alma-Ata, où il est né en 1936, mais il a fait ses études à Moscou et le russe est sa seconde langue maternelle. Géologue de formation, cet homme « à la frontière de deux univers », l'Europe et l'Asie, s'est livré à des recherches approfondies de linguistique, de slavistique et de turcologie avant de devenir poète. Son œuvre brasse l'histoire et les cultures avec une prodigieuse richesse de langue, une rare impertinence et une liberté de ton tout à fait étonnantes... Son *Livre de glaise* — paru à Alma-Ata en 1969 et remarquablement traduit par Léon Robel — est une très bonne introduction à son œuvre.

Le livre se présente comme un poème épique dont les fragments épars auraient été recueillis de nos jours par un étudiant, spécialiste de poésie populaire, de la bouche d'un berger de quatre-vingt-dix-sept ans et d'un kholkhozien du même âge, morts depuis !... Les traces écrites du poème, inscrites sur des tablettes d'argile, *« échantillons inappréciables de la création poétique de nos lointains ancêtres »* (dit Souleimenov) ont disparu, englouties dans la construction d'un barrage... Il n'y a donc plus aucun moyen de vérifier l'authenticité de cette épopée, qui tient sans doute autant du canular que de la turcologie, ou des autres cultures.

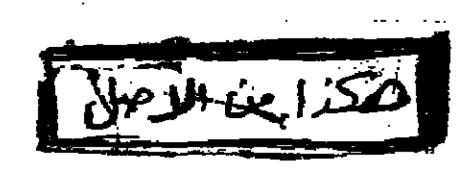
Le plaisir du lecteur vient de la richesse et de la souplesse prodigieuse de la langue du poète, qui mêle toutes les formes de vers, versets, prose rythmée, parodies d'épopées, en jouant sur les sonorités des mots dans les langues les plus diverses et sur des astuces étymologiques ou pseudo-étymologiques fondées sur les données linguistiques des langues turques.

Mais ce jeu de turcophone à l'imagination foisonnante n'est pas gratuit. On sent à tout moment que la grande obsession de Souleimenov est la remise en question des relations entre les peuples d'Asie et d'Europe dans une perspective historique qui ne serait plus seulement celle de l'idéologie grand-russe.

D'ailleurs, son dernier livre paru à Alma-Ata éclaire le sens profond du *Livre de glaise*. Il a fait scandale à Moscou, jusqu'à l'Académie des sciences. Intitulé *Asia* — titre-calembour qui signifie « Je et je » (*az* = « je » en vieux slavon ; *ia* = « je » en russe), ce texte ose attaquer ce héros russe, le prince Igor, qui conquiert l'Asie par dévouement à la grandeur de son pays ! Et si les Huns, et si les Scythes, et si les Tatars n'étaient pas seulement des « barbares » et des « pillards » ?... interroge l'ironique poète kazakh.

C'est pourquoi il leur a restitué leur poème...

- Guéorgui VLADIMOV : « le Fidèle Rouslan » (histoire d'un chien de garde), traduit du russe par François Cornillot, éd. du Seuil, 176 pages, 29 F.
- Iouri TRIFONOV : « la Maison du quai » et « Une autre vie », nouvelles traduites du russe par Lily Denis. Collection « Littératures soviétiques », Gallimard, 380 p., 90 F.
- Iouri OLECHA : « l'Envie », traduit du russe par Irène Sokologorski. Préface de Georges Nivat. Coll. « Classiques slaves », L'âge d'homme, 33 F.
- Valentin RASPOUTINE : « Matouchka », trad. par Lilyane Petrova-Boinay. Co-édition Robert Laffont et Editeurs français réunis, 296 p., 49 F.
- Oljas SOULEIMENOV : « le Livre de glaise », traduit du russe par Léon Robel. Coll. « D'étranges pays », Publications orientalistes de France, 166 p., 34 F.



Le Monde

culture

Cinéma

LES FILMS MUSICAUX

La nouvelle mine d'or

Saturday Night Fever *ayant rapporté 110 millions de dollars en deux cent cinq jours, la mode des films musicaux fleurit actuellement à Hollywood; rappelant d'une certaine manière l'âge d'or de la comédie musicale qui, du milieu des années 40 au début des années 50, a propagé dans le monde une certaine idée du bonheur, une convention émerveillée, sublimée avec* Escale à Hollywood, Ziegfeld Follies, Un jour à New-York *ou* Chantons sous la pluie. *Cela ne correspond qu'à une exploitation méthodique du rock et de ses produits dérivés par des producteurs qui savent que la majorité du public cinématographique est constituée aujourd'hui par des jeunes.*

Saturday Night Fever *misait sur le processus d'identification avec un jeune Américain de Brooklyn qui vit seulement le samedi soir dans des clubs où il danse le « disco ». Mais certains nouveaux films musicaux reprennent curieusement un style — celui de la biographie romancée — qui prospérait il y a trente ans, quand Hollywood mettait en images la carrière de Glenn Miller, de Tommy Dorsey, de Benny Goodman, de Gene Krupa, de Cole Porter, de Gilbert et Sullivan. Ainsi, le réalisateur Steve Rash raconte l'histoire de Buddy Holly, pionnier du rock and roll, mort dans un accident d'avion à l'âge de vingt-trois ans en 1959. Le scénario est mince et grossit démesurément l'importance musicale de Buddy Holly.*

Grease (1), *qui a dépassé les 100 millions de dollars de recette en soixante-trois jours d'exploitation aux États-Unis et qui, à partir d'un show nostalgique de Broadway sur les années 50 et de la fureur du rock, a repris les ingrédients et l'acteur (John Travolta) de* Saturday Night Fever *et* Sgt Pepper's Lonely Hearts Club band, *qui se sert de la nouvelle vogue de la « Beatlemania » et utilise vingt-quatre chansons de John Lennon et Paul McCartney chantées par les Bee Gees et Peter Frampton, ont en commun d'avoir le même producteur, celui de* Saturday Night Fever *: Robert Stigwood.*

Australien de quarante-quatre ans, qui a émigré à Londres au début des années 60, a travaillé avec Brian Epstein, le manager et homme d'affaires des Beatles avant de devenir lui-même producteur indépendant dans le show-business anglais en produisant notamment Eric Clapton et les Bee Gees, Robert Stigwood a été l'un des premiers à percevoir les changements profonds que le rock a entraînés dans le spectacle et dans la manière de le recevoir. Il a ainsi financé Jesus-Christ Superstar *et le film de Ken Russel portant à l'écran* Tommy, *l'opéra-rock des Who. Il a produit* John, Paul, George, Ringo and Bert *qui ressuscitait au théâtre les Beatles interprétés par de jeunes acteurs qui s'étaient fait leurs « gueules », qui avaient pris leurs tics, leur façon de s'exprimer, leur accent des milieux populaires de Liverpool, leurs gestes familiers, leurs poses, et jusqu'à leurs vêtements de « Teddy-boys » et leurs costumes de scène successifs.*

Depuis deux ans, Robert Stigwood s'est attaqué au marché américain et a monté ainsi Saturday Night Fever, *dont la plupart des chansons sont signées par le groupe (les Bee Gees), dont il est le manager depuis plus de dix ans. Car les opérations cinématographiques de Robert Stigwood se doublent systématiquement d'une opération dans le marché du disque : la bande originale de chaque film* (Tommy, Saturday Night Fever, Grease, Sgt Pepper's Lonely Hearts Club Band) *devient un double album, dont le tirage atteint des chiffres records : le double 33 tours de* Grease *a déjà été vendu aux États-Unis à plusieurs millions d'exemplaires et le double album de* Saturday Night Fever, *par les Bee Gees, a rapporté, cette année seulement, 100 millions de dollars.*

Première ombre dans l'aventure de Robert Stigwood : le demi-succès de Sergent Pepper's Lonely Hearts Club *dans les salles de cinéma et chez les disquaires : les Beatles ne se remplacent pas aussi aisément.*

CLAUDE FLÉOUTER.

(1) *Grease* sera présenté au festival de Deauville entre le 3 et le 10 septembre et sortira à Paris le 13 septembre.

« Les Guerriers de l'enfer », de Karel Reisz

Sélectionné pour le dernier Festival de Cannes, ce second film américain du cinéaste anglais Karel Reisz, malgré son extrême clarté narrative, la richesse de ses références cinéphiliques, la qualité d'une interprétation exceptionnelle, semble avoir pris à rebrousse-poil — un public dérouté par tant de maîtrise.

Karl Reisz a adapté un roman de Robert Stone, *Dog Soldiers*, publié en 1974, qui obtint le National Book Award (le Goncourt américain). Robert Stone fut lui-même journaliste au Vietnam pendant la guerre, il écrivit régulièrement pour le *Manchester Guardian*. Pour le cinéaste et pour le romancier, qui participa à l'adaptation de son propre livre, une violence succède à une autre violence : à la violence de l'État américain, bafouant les règles de l'honnêteté la plus élémentaire dans la conduite des affaires publiques et internationales — un film de Emile de Antonio, *Vietnam, année du cochon*, a bien analysé ce processus, — à cet État cynique et sans scrupules correspond une nation désorientée et sans principes moraux.

Hicks (Nick Nolte), un ancien *marine*, accepte de ramener en fraude du Vietnam 3 kilos d'héroïne, que lui a confiés son copain John, journaliste (Michael Moriarty), à la veille de rentrer lui aussi au pays, en Californie. Au moment de livrer son colis à la femme de John, Marge (Tuesday Weld), Hicks s'aperçoit qu'il est filé, pris dans un traquenard. Il mène la lutte avec l'efficacité d'un bon *marine*, qui ne s'embarrasse pas de subtilités. Il rosse les deux truands, qui travaillent pour le F.B.I., convainc Marge de le suivre pour échapper aux poursuites du milieu et de la police étroitement solidaires. De Berkeley, nous remontons vers le Nouveau-Mexique.

John, le mari de Marge, tombe, lui, droit dans le piège tendu par la police et sert d'otage dans la longue poursuite finale. Hicks et Marge se réfugient dans un ancien abri de *flower people*, les enfants-fleurs de la contre-culture inséparable de la lutte contre la guerre du Vietnam. Plus que jamais John se bat comme un soldat professionnel, abat ses ennemis l'un après l'autre. Le final, très beau, rejoint dans sa grandeur dérisoire les images des *Rapaces* de Stroheim et du *Trésor de la Sierra-Madre* de John Huston.

La dramatisation extrême du récit, l'art d'extraire du comédien tout le potentiel d'engagement personnel qu'il est capable d'apporter à un personnage, un regard à la fois très *cool* et passionné, confèrent aux *Guerriers de l'enfer* un côté insolite : pour Karel Reisz, la trajectoire est définitivement bouclée qui le mène de sa consécration dans le documentaire anglais, aux temps du *free cinema*, avec *We are the Lambeth Boys* (1959), à ce véritable hommage au meilleur cinéma américain, celui de John Ford et Howard Hawks, par un ancien critique qui « pratique » le cinéma comme d'autres la littérature.

Choisir Hollywood, c'est miser à fond sur le romanesque, des conventions aux antipodes des effets de constat obtenus par le documentaire. Avouer à son tour quelque gêne face à une œuvre aussi brillante, aussi forte, c'est simplement reconnaître que les règles du jeu cinématographique n'ont pas manqué, elles non plus, de subir le choc violent de l'histoire de la technologie et de la culture en général. On ne refait plus *Seuls les anges ont des ailes* (Howard Hawks, 1939) ou *les Sacrifiés* (John Ford, 1944).

LOUIS MARCORELLES.

★ Voir les Films nouveaux.

« DRIVER », de Walter Hill

La poursuite en voiture à travers la grande ville, avec crissement de pneus et virages à 180 degrés, fait partie du domaine public hollywoodien depuis le début du parlant. Elle nous fut d'abord *révélée* dans la série B Warner des années 30, connut la consécration, en vedette, dans des films comme *Bullitt* dans les années 60. Elle forme l'essentiel de *Driver*, devient presque un film dans le film. Deux interminables morceaux de bravoure ponctuent une histoire qui n'en finit pas pour, en fait, n'avoir jamais commencé.

Le driver du titre (chauffeur... Mort le franglais, nous sommes à l'anglais tout court !), prénommé Cowboy, gagne son pain quotidien en conduisant des clients d'un genre particulier, dévaliseurs de banques et assimilés, qui attendent de lui, plus qu'une conduite efficace, des carambolages toujours plus spectaculaires avec les voitures de la police. Le récit n'offre plus aucun intérêt, ni le conflit personnalisé qui oppose Cowboy (Ryan O'Neal) à un policier névrotique (joué, bien sûr, par Brian Dern). Le *happy end*, mode 1978, voit le truand gruger royalement le flic minable.

Notre compatriote Isabelle Adjani, réduite à un simple rôle de figuration : un regard, une silhouette, un certain chic germanopratin transporté à Cleveland, où se situe l'action. Isabelle Adjani accentue malgré elle le côté prétentieux d'un film invertébré et dépourvu de la moindre cohérence. — L. M.

★ Voir les films nouveaux.

CORRESPONDANCE

Sur « Le troisième Faust »

M. Jean-Pierre Faye nous écrit :

A propos de mon article « Le troisième Faust » (*le Monde* du 22 juillet), une lettre de lecteur, signée H. Schalscha, précise à juste titre que le mot *Kauderwelsch* provient du terme *welsch*, désignant le gaulois, le latin, le non-germain, celui qui « patoise » dans un étrange parler — et que le terme vieillot *kaudern* signifie précisément « parler de façon incompréhensible ».

Ce jargon indéchiffrable de l'appareil d'État post-stalinien, appliqué à l'Allemagne de l'Est dans le prodigieux film de Syberberg — se permettre de l'entendre comme *Kaderwelsch*, patois du « cadre », de l'encadrement bureaucratique, du cadrage par sa hiérarchie et son secret policier, — c'est écouter dans ces sons un double sens qui ne cesse de résonner, dans la situation présente. A la domination nazie par le hiérarque à tête de mort s'est substituée celle du « cadre permanent » au discours de bois.

Le procès secret de Rudolf Bahro en est le tout dernier signe. Et la proposition qui avait été faite d'une délégation d'observateurs internationaux a été étouffée dans les stéréotypes de la langue de bois.

A l'Ouest, les dossiers du *Verfassungsschutz* — dont la cible majeure a été et demeure Willy Brandt lui-même — visent à construire de ce côté-ci du mur un autre encadrement de la conformité.

Je pense que les fils de Lenz et de Büchner — et le peuple de la philosophie — méritent mieux que de se retrouver ainsi quadrillés dans le patois de bois. La force du film de Syberberg est d'en démontrer d'avance les soubassements.

Mort du styliste américain Charles Eames

Nous apprenons la mort, survenue le 21 août à Saint-Louis (Missouri), du styliste américain Charles Eames. Il était âgé de soixante et onze ans.

Créateur de meubles et architecte, puis concepteur d'expositions, Charles Eames reste l'homme d'un seul objet : un fauteuil en bois de contre-plaqué moulé et doublé de cuir noir. C'est un classique de l'art décoratif de la civilisation industrielle qui n'a pas tardé à devenir une pièce de musée du « design » contemporain.

Né en 1907 à Saint-Louis (Missouri), Charles Eames, fils d'un photographe et peintre, avait pratiqué tous les petits métiers avant d'entrer à l'université de Washington pour y étudier l'architecture. Il n'y resta qu'un an et demi, étant en désaccord avec ses professeurs. Tout ce que fit Charles Eames par la suite, des meubles surtout, il l'inventa, après avoir longuement médité et cherché. Il était pauvre. Son laboratoire était son appartement de Los Angeles. C'est là qu'il avait, avec sa femme Ray, mis au point son fauteuil en bois de contre-plaqué, le lounge-chair. Le concept en était nouveau et intéressant, mais la mise au point de la production coûteuse et difficile.

L'inventeur ne sort de l'anonymat que grâce au concours pour des sièges modernes lancé en 1940 par le Musée d'art moderne de New-York. Il remporta deux premiers prix, parmi lesquels, bientôt, son fameux fauteuil qui devait être produit en masse. La fortune ne devait pas tarder.

Best-seller du « design » de la société industrielle américaine des années 50, Charles Eames avait conçu sa propre maison en structure métallique avec des pièces achetées dans les grands magasins. Mais le créateur ne devait pas tarder à déchanter. Il abandonnera l'architecture, convaincu que la production industrielle joue contre le créateur individuel, et se consacrera uniquement à des projets qu'il peut entièrement contrôler (meubles, jouets, expositions).

C'est Charles Eames qui avait conçu l'exposition-spectacle sur la vie quotidienne aux États-Unis pour le pavillon américain de la Foire universelle de Moscou en 1959, ainsi que l'exposition sur Franklin et Jefferson pour le bicentenaire des États-Unis, qu'on avait pu voir à Paris au Grand Palais.

JACQUES MICHEL.

CARNET

Naissances

— M. Louis André DONCIEUX et Mme, née Catherine FLEURY, Karine et Frédéric, sont heureux d'annoncer la naissance de

Julia

Paris, le 18 août 1978,
10, rue Pasteur,
91290 La Norville.

— Bertrand SIMEON et Caroline SIMEON, née Brugnon, ont la joie d'annoncer la naissance de

Claire,

21 août 1978.
Monnes.
02470 Neuilly-Saint-Front.

Décès

— Mme Max Aaron,
Ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Max AARON,

chevalier de la Légion d'honneur,
médaille militaire,
croix de guerre 1914-1918,

survenu le 19 août 1978, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

15, rue Pétrarque,
75016 Paris.

— Le président,
Le conseil d'administration,
Et le personnel
de la Société d'entreprises et de canalisations,
ont le regret de faire part du décès, le 19 août 1978, de leur président d'honneur

M. Ernest BLUTEAU,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
médaille militaire.

Selon la volonté du défunt, ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.
145, avenue de Saint-Ouen,
75017 Paris.

— Le président, le conseil d'administration et le personnel de la société Pergaz,
ont le regret de faire part du décès, le 19 août 1978, de leur président d'honneur

M. Ernest BLUTEAU,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
médaille militaire.

Selon la volonté du défunt, ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.
145, avenue de Saint-Ouen,
75017 Paris.

— Nous apprenons le décès de

Robert DRAPIER,
ancien député
de Meurthe-et-Moselle,
survenu mercredi 23 août.

[Né le 25 février 1912 à Longuyon (Meurthe-et-Moselle), Robert Drapier directeur d'école honoraire, a été conseiller municipal de sa commune natale de 1947 à 1953. Elu maire en 1965, il avait tenté sans succès de conserver ce mandat en mars 1977. De même, il n'avait pu, en mars 1976, garder celui de conseiller général qu'il détenait depuis 1958. Robert Drapier, qui était alors vice-président du conseil général, avait été élu député en mars 1973 dans la septième circonscription de Meurthe-et-Moselle (Longwy), avec le soutien des réformateurs. Siégeant parmi les non-inscrits à l'Assemblée nationale, il avait participé en juin 1976 au comité de coordination des socialistes « hors programme commun ». Robert Drapier qui était membre du comité directeur de la Fédération des socialistes-démocrates, avait renoncé à solliciter le renouvellement de son mandat législatif en mars dernier.]

— La famille Bonardi,
a la douleur de faire part du décès de

Mme Alexandre GOLOTINE,
née Hélène Bonardi,

le 19 août 1978.

L'inhumation a eu lieu le 23 août au cimetière parisien de Bagneux dans le caveau de famille.

— Citoyenne Kandolo Yango, sa mère,
Citoyenne Kandolo Puti, son épouse,
Citoyennes Kandolo Okako, Kandolo Omoyi, ses sœurs,
Citoyen Kandolo Yango, son frère,
Citoyen Kandolo Ta Penge, son fils,
Citoyennes Kandolo Okuna, Kandolo Walo, Kandolo Obonga, Kandolo Ya Nii, Kandolo Omoyi, Kandolo Kombe, ses filles,
Citoyen Sakombi Inongo, Monsieur Apithy Sedozan,
Citoyen Rashidy Yuma Mulitunu, ses beaux-fils,
Citoyens Kandolo Lopepe, Kandolo Ta Penge,
Citoyennes Sakombi Bosedi, Sakombi Libondua,
Citoyens Sakombi Molando, Sakombi Inongo,
Citoyenne Kandolo Sudila, Mademoiselle Apithy Senami, ses petits-enfants,

ont la profonde douleur de faire part du décès du

Citoyen KANDOLO LOPEPE,

né à Kinshasa le 10 septembre 1923 et y décédé le 11 août 1978.

La liturgie des funérailles a eu lieu à Kinshasa, le dimanche 13 août 1978, à 10 heures.

Il repose en paix au cimetière de La Gombe.

Cet avis tient lieu de faire-part.
Kinshasa, rue des Côteaux, 10.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
115 F 210 F 305 F 400 F

TOUS PAYS ETRANGERS
PAR VOIE NORMALE
285 F 390 F 575 F 760 F

ETRANGER
(par messageries)

I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
143 F 265 F 385 F 510 F

II — TUNISIE
190 F 348 F 500 F 660 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Jean RAFFIN,
agrégé de l'Université,
docteur en médecine,

survenu subitement le 21 août 1978 à Saint-Julien-l'Ars.

De la part de :
Janine Raffin, son épouse,
Ses enfants et petits-enfants.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

86800 Saint-Julien-L'Ars.
75012 Paris.
11, avenue du Bel-Air.

— M. et Mme Claude-Charles Richet,
M. et Mme Gabriel Richet,
Mme Jérôme Solal,
Mme Marie-Madeleine Richet,
M. et Mme Olivier Richet,
Mme Jacques Richet,
Mme Monique Richet,
Leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Charles RICHET,
née Marthe Trelat,
docteur en médecine,

survenu le 19 août 1978.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

— Mme Maurice Sachoux, son épouse,
Maryline, Pierre, Jean-Paul, ses enfants,
M. et Mme Benjamin Aisenstein, ses sœur et beau-frère,
Les familles Sachoux, Aisenstein, Almosnino et Legrand,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice SACHOUX

président-directeur général
de SUCATLAN,
vice-président
de JEAN LION et Compagnie,

survenu le 22 août 1978.

L'inhumation aura lieu le vendredi 25 août 1978.

On se réunira à la porte principale du cimetière de Bagneux-Parisien, à 15 h. 45.

Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

60, avenue Foch,
75116 Paris.

M. Jean SIGMANN,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier dans l'ordre national
du Mérite,
commandeur
dans l'ordre des Palmes académiques,
agrégé de l'Université,
inspecteur d'académie
et
inspecteur pédagogique régional
honoraire,

est décédé à son domicile le 13 août 1978 au terme d'une lutte longue, lucide et courageuse contre la maladie.

Selon sa volonté, l'office religieux célébré à Lille le 18 août et l'inhumation à Vuillafans (25840) le 19 se sont déroulés dans la plus stricte intimité.

De la part de Mme Sigmann, née Gabrielle Bérion,
Et de toute la famille.
568, avenue de la République,
Les Tuileries,
59000 Lille.

[D'origine alsacienne, Jean Sigmann a été chef du contrôle des universités allemandes dans la zone française d'occupation puis chargé de cours à la faculté des lettres de Strasbourg ainsi qu'au Centre d'études germaniques et au Centre universitaire des hautes études européennes. Devenu inspecteur d'académie de la Creuse, puis de l'Aube, il avait pris sa retraite en 1975. Il était l'auteur de plusieurs ouvrages, notamment sur la révolution de 1848 en Europe.]

Remerciements

— Mlle Andrée Serfati,
Mme Henri Salem, née Gilberte Serfati,
M. Henri Salem,
Leurs enfants et petit-enfant,
remercient bien sincèrement les personnes qui leur ont témoigné leur sympathie à l'occasion du décès de

Mme Joseph SERFATI,
née Alice Kanoui,

survenu le 9 août 1978.

Anniversaires

— Il y a dix ans
Christian FJERDINGSTAD,
nous quittait.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Visites et conférences

VENDREDI 25 AOUT

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 14 h. 45, 42, avenue des Gobelins, Mme Meyniel : « Les ateliers des Gobelins ».

15 h., gare de Poissy, Mme Guillier : « La villa Savoye de Le Corbusier ».

15 h., R.E.R. gare de Nogent-sur-Marne, Mme Pennec : « Un pavillon des Halles de Baltard remonté à Nogent ».

15 h., sortie métro Bourse, Mme Oswald : « La Bourse de Paris » (Caisse nationale des monuments historiques).

15 h. 30, métro Pont-Marie : « L'Ile Saint-Louis » (Mme Camus).

15 h., 1, rue Saint-Louis-en-l'Ile : « Les hôtels de l'Ile Saint-Louis » (A travers Paris).

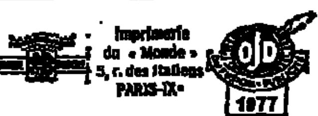
14 h. 45, place de la Concorde, côté Tuileries : « Vaux-le-Vicomte » (Paris et son histoire).

21 h., métro Saint-Paul - Le Marais, M. R. Guérin : « Les hôtels secrets du Marais » (Templia).

15 h., 17, quai d'Anjou : « L'hôtel Lauzun » (Tourisme culturel).

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie
du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IXe



Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

SPECTACLES

Jazz

DUOS MULTIPLES

Etonnez-vous de la prolifération récente des duos en jazz, il se trouvera bien quelqu'un pour invoquer les rigueurs économiques du temps. Il est évidemment plus facile de produire deux musiciens qu'un big band, et bon nombre de rencontres, comme celle de Don Cherry et Ed Blackwell (*Mu*, 1969), tiennent moins à un choix esthétique qu'à des restrictions financières de dernière minute. Même si le public ne s'en doute pas ! Moins chères, les musiques en duo sont aussi moins « bruyantes », ce qui a poussé certains clubs (le Caveau de la Montagne) à se spécialiser dans ce type de programme.

Mais, depuis le *Dear old Southland* de Louis Armstrong et Buck Washington (1930) jusqu'aux musiques d'aujourd'hui (l'avant-garde, bien sûr, mais aussi Hancock et Corea, Larry Coryell et Philip Catherine), il y a sans doute d'autres raisons aux duos que ces raisons immédiates : et peut-être la figure du *double*, ou celle des *duettistes*, est-elle plus ancrée qu'on ne le suppose dans l'imaginaire qui régit toutes les formes de spectacles.

Entièrement ou partiellement improvisé, le duo ne supporte aucune facilité. Avec cette relation totale et brûlante qu'il prévient, il représente, pour les musiques non écrites, le comble du risque consenti. Le duo ne s'abrite pas derrière les mirages narcissiques du solo, où il n'y a, au fond, qu'apparence de péril : au pire, en solo, on ennuie, on agace, et l'échec est encore à mettre au compte de l'agencement, de l'orgueil ou des blessures narcissiques. Et à partir du trio, avec un minimum de métier et d'entente, tout peut se dissimuler...

Mais, en duo, rien ne pardonne. Rien pour camoufler les ratés, les manques, et faire passer le temps. Il n'y a plus ici que deux responsabilités liées par un miroir, et le duo ne peut faire que l'aveu sans fard de son choix : sombrer ou réussir, mais ensemble.

La contrebasse sort de l'ombre

C'est dans ce rapport spéculaire que le duo se donne si souvent pour une rencontre et produit les signes de l'échange, ceux du dialogue et de la conversation. Il semble même que certains musiciens se soient fait une spécialité de ces rencontres multiples qui, pour le public, prolongent les séances de travail et de répétition privées (médias et techniques d'enregistrement obligent...) : Max Roach, avec Buddy Rich, Mingus ou Archie Shepp. Lee Konitz, pivot des *duets* avec neuf musiciens différents. Richard Abrams, à l'œuvre avec Malachi Favors, Robin Kenyatta, Antony Braxton, ou Howard Johnson. Frank Lowe encore (avec Rashied Ali ou LeRoy Jenkins) et Marion Brown (dans ses échanges avec Gunter Hampel, Steve McCall, Elliott Schwartz ou Leo Smith) sont à inclure dans cette liste de rencontres qui tiennent autant de l'étude que des danses nuptiales et autres parades amoureuses auxquelles se livrent les animaux. Charlie Haden, ces derniers mois, a donné en deux albums le modèle et l'achèvement parfait de ces doubles jeux : la liste de ses partenaires, en outre, constitue la plus impressionnante anthologie des « stars » sans système de ces dernières années : Ornette Coleman, Alice Coltrane, Keith Jarrett, Paul Motian, Don Cherry, Hampton Hawes et Archie Shepp...

Avec Charlie Haden, c'est aussi la contrebasse qui se trouve au cœur de la rencontre, et le fait n'est pas sans importance : après tout, on situe bien l'autonomie moderne de cet instrument dans les fameux duos de Jimmy Blanton et Duke Ellington. Et depuis, Ray Brown ayant renouvelé l'expérience de Blanton, il n'est guère de bassiste de quelque talent qui n'ait tenté l'aventure. C'est aussi une occasion trop belle pour l'instrument de sortir de l'ombre de l'accompagnement, et pour l'instrumentiste, de reposer (parfois à deux basses) la question du « leader ». Dave Holland et Sam Rivers, Eddy Gomez et Jeremy Steig, Ron Carter et Jim Hall, Niels Henning Orsted-Pedersen (et les pianistes Paul Bley, Martial Solal ou Kenneth Knudsen), autant de « couples » célèbres auprès de qui les jeunes bassistes français ne sont pas en reste : Patrice Caratini et Marc Fosset, Didier Levallet et Yves Herwan, J.-F. Jenny-Clark et Aldo Romano, François Mechali et Gérard Marais, etc. Autant d'explorations et d'investigations d'univers sonores parallèles et de sensibilités proches.

La rencontre, dépassant souvent les lois de l'échange, atteint à une véritable création duelle : une seule et même production, que l'on connaît surtout dans les nouvelles musiques européennes : Derek Bailey et Tristan Hodsinger, Favre et Francioli, Evan Parker et Paul Lytton, Nu Creative Methods, Bennink et Brotzmann ou Portal et Lubat... Mais, qu'il s'agisse ici d'une voie neuve et originale de l'improvisation, elle reste contemporaine de toute une tradition inscrite dans l'histoire du jazz (on a même « doublé » des quartets ou des orchestres entiers : Duke et Count). Et cette tradition tient moins aux rites joyeux de la compétition qu'à la recherche d'une mise en perspective, de la musique par elle-même et du musicien par son double.

FRANCIS MARMANDE.

★ Discographie : Cherry-Blackwell, *Mu* (Byg 529301) ; Roach-Shepp, *Force* (Uni 28976) ; Konitz, *Duets* (MSP 9013) ; Lowe-Ali, *Exchange* (SK 101) ; Haden, *Closeness* et *The Golden Number* (A & M SP 10 et SP 727); Holland-Rivers (IAI 373813); N.H.O.P.-Solal, *Movability* (MPS 75000) ; Gomez-Steig, *Outlaws* (Enja 2098) ; aratini-Fosset (Open 07) ; Levallet - Herwan, *Compositions spontanées* (Adlib 2001) ; J.-F. Jenny-Clark Romano, *Divieto di Santificazione* (Horo HZ 07) ; Favre-Francioli, *Le bruit court* (ESC 367) ; Bailey-Holland, *Improvisations* (ECM 1013) ; Nu Creative Methods, *Nu Jungle Dances* (Davantage 02) ; Holland-Phillips, *Music For Two Basses* (ECM 1011) ; Coryell - Catherine, *Splendid* (ELK 52086).

■ Le Théâtre de Dix-Heures présente tous les soirs, à 21 heures, le duo brésilien Les Etoiles.

■ Dans son village natal, Uzeste (15 kilomètres de Langon, 60 kilomètres de Bordeaux), le percussionniste Bernard Lubat invite du 25 au 27 août. Comédiens, danseurs, musiciens, donneront une longue fête de trois jours, avec saxophones, batterie, percussions et feux d'artifices. On pourra danser, regarder. Ecouter, entre autres — et outre la compagnie Lubat — Michel Portal Unit, Jean-Louis Chautemps, Bob Guerin...



théâtres

Athénée, 21 h. : les Fourberies de Scapin.
Comédie des Champs-Elysées, 20 h. 45 : le Bateau pour Lipaïa.
Ecole de l'acteur Florent, 21 h. : Il faudra toujours dire ce qu'on a vécu.
Eglise Saint-Merri, 20 h. 30 : les Derniers Hommes.
Essaïon, 20 h. 30 : les Lettres de la religieuse portugaise ; 22 h. : L'empereur s'appelle Dromadaire.
Huchette, 20 h. 30 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Le Lucernaire, Théâtre noir, 18 h. 30 : Théâtre de chambre ; 20 h. 30 : Amédée ou Comment s'en débarrasser ; 22 h. : C'est pas moi qui ai commencé. — Théâtre rouge, 18 h. 30 : Une heure avec F. Garcia Lorca ; 20 h. 30 : Lady Pénélope ; 22 h. : la Musica.
Michel, 21 h. 15 : Duos sur canapé.
Nouveautés, 21 h. : Apprends-moi, Céline.
Palais-Royal, 20 h. 30 : la Cage aux folles.
Théâtre d'Edgar, 20 h. 45 : Il était la Belgique... une fois.
Théâtre Marie-Stuart, 21 h. : Je suis resté longtemps sur les remparts de Chypre.
Variétés, 20 h. 30 : Boulevard Feydeau.

Les concerts

Lucernaire, 19 h. : A. Courmont, violoncelle, et M. Bonnet, piano (Fauré, Chausson, Ropartz, Migot); 21 h. : Paul Chetail et François Alano, guitare (Bach, Vivaldi, Scarlatti, Corelli, Albéniz).

Jeudi 24 août

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : Y a du va-et-vient dans l'ouverture.
Deux-Anes, 21 h. : Le cou t'es bon.

Jazz, pop', rock et folk

Caveau de la Huchette, 21 h. : Stéphan Guérault Quintet.
Chapelle des Lombards, 20 h. 30 : Didier Lockwood, François Faton Cahen.
Théâtre Campagne-Première, 18 h. : Mistral ; 20 h. 30 : Joe Gallivan et Charles Austin.

Festival estival

Conciergerie, 18 h. 30 et 20 h. 30 : Jean-Jacques Kantorow, violon (Bach).

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans

La Cinémathèque

Chaillot, 15 h. : Pather Panchali, de S. Ray ; 18 h. 30 : Aparajito, de S. Ray ; 20 h. 30 : le Monde d'Apu, de S. Ray ; 22 h. 30 : la Déesse, de S. Ray.
Beaubourg, 15 h. : l'Epreuve du feu, de V. Sjostrom ; 17 h. : la Voix des ancêtres, de V. Sjostrom ; 19 h. : la Montre brisée, de V. Sjostrom.

Les exclusivités

A LA RECHERCHE DE M. GOODBAR (A., v.o.) (**) : Balzac, 8e (359-52-70).
ANNIE HALL (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90) ; Broadway, 16e (527-41-16).
L'ARGENT DE LA VIEILLE (It., v.o.) : Le Marais, 4e (278-47-86).
AROUND THE STONES (A., v.o.) : Vidéostone, 6e.
LE BOIS DE BOULEAUX (Pol., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
BRIGADE MONDAINE (Fr.) (**) : Rex, 2e (236-83-93) ; Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Tourelles, 20e (636-51-98) (sf. Mar.).
CAPRICORNE ONE (A., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70).
LE CERCLE DE FER (A., v.f.) : Omnia, 2e (233-39-36).
COOL (A., v.f.) : Saint-Lazare - Pasquier, 8e (387-35-43).
LA CONSEQUENCE (All., v.o.) (**) : Bilboquet, 6e (222-87-23).
LE CONTINENT FANTASTIQUE (Esp., v.f.) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Images, 18e (522-47-94).
LE CONVOI (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. - Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (288-99-75).
DELICIA (All., v.f.) (**) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; France-Elysées, 8e (723-71-11).
L'ETAT SAUVAGE (Fr.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
EXHIBITION II (Fr.) (**) : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Galaxie, 14e (580-18-03) ; Paramount-Gaîté, 14e (326-99-34).
LA FEMME LIBRE (A., v.o.) : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Le Parnassien, 14e (329-83-11) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42). — V.f. : Balzac, 8e (359-52-70) ; Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) H. Sp.
LA FIEVRE DU SAMEDI SOIR (A., v.o.) (*) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02).
GOOD-BYE EMMANUELLE (Fr.) (**) : Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
HITLER, UN FILM D'ALLEMAGNE (All., v.o.) : la Pagode, 7e (705-12-15) (4 parties).
ILS SONT FOUS CES SORCIERS (Fr.) : Omnia, 2e (233-39-36) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13).
L'INCOMPRIS (It., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
INTERIEUR D'UN COUVENT (It., v.o.) (**) : Studio Alpha, 5e (033-39-47) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17).
JESUS DE NAZARETH (It., v.o.) : Madeleine, 8e (073-56-03) (2 parties).
LE JEU DE LA POMME (Tch., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
JEUNE ET INNOCENT (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; v.f. : Cambronne, 15e (734-42-96).
JULIA (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
LAST WALTZ (A., v.o.) : Cocteau, 5e (033-47-62) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67).
LE MATAMORE (It., v.o.) : St-Germain Village, 5e (633-87-59) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Le Parnassien, 14e (329-83-11) ; Olympic, 14e (542-67-42).
MERCREDI APRES-MIDI (Angl., v.o.) : Colysée, 8e (359-29-46) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
LE MERDIER (A., v.o.) : Mercury, 8e (225-75-90) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount - Montparnasse, 14e (326-22-17).
MESDAMES ET MESSIEURS, BONSOIR (It., v.o.) : Vendôme, 2e (073-97-52), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; La Clef, 5e (337-90-90) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
MŒURS CACHES DE LA BOURGEOISIE (It., v.o.) (*) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v. f. : U. G. C.-Opéra, 2e (261-50-32).
NOS HEROS REUSSIRONT-ILS... ? (It., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
LES NOUVEAUX MONSTRES (It., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; U.G.C.-Marbœuf, 8e (225-47-19) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
LA PETITE (A., v.o.) (**) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12), Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Hausmann, 9e (770-47-55), Bienvenue - Montparnasse, 15e (544-25-02).
PORTRAIT D'ENFANCE (Ang., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
PROMENADE AU PAYS DE LA VIEILLESSE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
RETOUR (A., v.o.) : Studio-Logos, 5e (033-26-42), Paramount-Elysées, 8e (359-49-34).
REVE DE SINGE (I.) (**), v. ang. : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83) ; v. f. : Athéna, 12e (343-07-48).
ROBERT ET ROBERT (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52), Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare - Pasquier, 8e (387-35-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13).
LES ROUTES DU SUD (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90).
SOLEIL DES HYENES (Tun., v.o.) : Racine, 6e (633-43-71).
UNE NUIT TRES MORALE (H., v.o) (*) : Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v. f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).
VAS-Y MAMAN (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; George V, 8e (225-41-46) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont - Gambetta, 20e (797-02-74).
VIOLETTE NOZIERE (Fr.) (*) : U.G.C. Marbœuf, 8e (225-47-19) ; Français, 9e (770-33-88) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
XICA DA SILVA (Brés., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Studio Raspail, 14e (320-38-98) ; v. f. : Athéna, 12e (343-07-48).
LES YEUX BANDES (Esp., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).

Les grandes reprises

AFFREUX, SALES ET MECHANTS (It., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
L'ARNAQUE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; (v.f.) : Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90).
ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78). Le Parnassien, 14e (329-83-11).
L'AUTRE (A.) (**) (v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), Le Parnassien, 14e (329-83-11).
LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76).
LES CHEVAUX DE FEU (Sov., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
LE COUTEAU DANS L'EAU (Pol., v.o.) : Panthéon, 5e (033-15-04).
LE DECAMERON (It., v.o.) : Actua-Champo, 5e (033-51-60).
DELIVRANCE (A.) (**) (v.o.) : Théâtre Présent, 19e (203-02-55), Saint - Ambroise, 11e (700-89-16) Mar à 21 h.
DOCTEUR JIVAGO (A., v.o.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29) ; v.f. : Gaumont-Rive-Gauche, 6e (548-26-36), Madeleine, 8e (073-56-03).
FLESH (A.) (**) (v.o.) : Cinoche-Saint-Germain, 6e (633-10-82).
FRANTZ (Fr.) : Calypso, 17e (754-10-68).
FRANKENSTEIN JR (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) O. sp.
GO WEST (A., v.o.) : Luxembourg, 6e.
LA GRANDE BOUFFE (It., v.o.) : Cinoche-Saint-Germain, 6e.
IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Denfert, 14e (033-00-11).
L'ILE NUE (Jap., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
LES JOYEUSES AVENTURES DE LA PANTHERE ROSE (A., v. o.) : Saint-Ambroise, 11e, H. sp.
KING CREOLE (A., v.f.) : Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41).
LAUREL ET HARDY AU FAR-WEST (A., v.o.) : Palais des arts, 3e (272-62-98).
LEO THE LAST (Ang., v.o.) : Palais des Glaces, 10e (607-49-93) Mer., V., L.
LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Noctambules, 5e (033-42-34).
MA FEMME EST UN VIOLON (It., v.o.) : Palais des Arts, 3e.
MEAN STREETS (A., v.o.) : Studio Cujas, 5e (033-39-19).
NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
ORANGE MECANIQUE (A., v.o.) (**) Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; v.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Lumière, 9e (770-84-64) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
PAIN ET CHOCOLAT (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
PARADE (Fr.) Grand-Pavois, 15e (554-46-85).
LA PASSION DE JEANNE D'ARC (Dan.) : 14 - Juillet - Parnasse, 6e (326-58-00).
PHARAON (Pol., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).
PLUMES DE CHEVAL (A., v.o.) : Elysées Point Show, 8e (225-67-29) ; Luxembourg, 6e (633-97-77).
LE POINT DE NON RETOUR (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C.-Marbœuf, 8e (225-47-19).
ROCKY HORROR PICTURE SHOW (Ang., v.o.) : Studio des Acacias, 17e (754-97-83).
ROMEO ET JULIETTE (It., v.o.) : Elysées Point Show, 8e (225-67-29).
LE SHERIFF EST EN PRISON (A., v.o.) : Grands-Augustins, 6e (633-22-13).
SATYRICON (It., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
LES SURVIVANTS DE LA FIN DU MONDE (A., v.o.) : Styx, 5e (633-08-40).
TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE... (A., v.o.) (**) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
UN ETE 42 (A., v.f.) : Opéra, 2e (261-50-32).
UNE FEMME DANGEREUSE (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07).
UNE JOURNEE PARTICULIERE (It., v.o.) : A. Bazin, 13e (337-74-39).
VENEZ DONC PRENDRE LE CAFE CHEZ NOUS (It., v.o.) : Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Le Parnassien, 6e (329-83-11).
VERA CRUZ (A., v.o.) : Palais des Glaces, 10e (607-49-93), J., S., Mar.
VIVRE ET LAISSER MOURIR (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).

Les festivals

AMOUR, EROTISME, ET SEXUALITE (v.o.), Le Seine, 5e (325-95-99), I : 12 h. 30 (sf D.) : Je, tu, il, elle ; 14 h. : Anatomie d'un rapport ; 16 h. : Dehors, dedans ; 18 h. : Cet obscur objet du désir ; 20 h. : Une petite culotte pour l'été ; 21 h. 30 : Le Casanova, de Fellini ; II : 14 h. 30 : le Regard ; 16 h. 20 : Bilitis ; 18 h. 20 : Malicia ; 20 h. 30 : Vices privés, Vertus publiques ; 22 h. Valentino.
H. BOGART (v.o.), Action Christine, 6e (325-85-78) : La mort n'était pas au rendez-vous. — Action La Fayette, 9e (878-80-50) : Passage to Marseille.
J. FORD (v.o.) Action La Fayette, 9e (878-80-50) : la Dernière Fanfare.
I. BERGMAN (v.o.) Studio Gît-le-Cœur, 6e (325-80-25) : Une leçon d'amour.
AMERICAINES STORY (v.o.) Olympic, 14e (542-67-42) : Miracle en Alabama.
TATI, Champollion, 5e (033-51-60) : Mon oncle.
MARX BROTHERS (v.o.), Nickel Ecoles, 5e (325-72-07) : les Marx au grand magasin.
LE CINEMA FRANÇAIS D'AUJOURD'HUI, Action République, 11e (805-51-33) : Céline et Julie vont en bateau.
LES CLASSIQUES DU CINEMA FRANÇAIS, La Pagode, 7e (705-12-15) : la Marseillaise.
J. NICHOLSON (v.o.). Olympic, 14e (542-67-42) : Cinq pièces faciles.
COMEDIES MUSICALES AMERICAINES, (v.o.), Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : Un jour à New-York.

Les films nouveaux

LA PETITE FILLE EN VELOURS BLEU, film français d'Alan Bridges : Capri, 2e (508-11-69); Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90); U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08); Biarritz, 8e (723-69-23); U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59); Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03); Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17); Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00); Murat, 16e (288-99-75); Paramount-Maillot, 17e (758-24-24); Secrétan, 19e (206-71-33).
LE SOURIRE AUX LARMES, film américain de Daryl Duke : v.o. : Quintette, 5e (033-35-40); Marignan, 8e (359-92-82). — v.f. : Rio-Opéra, 2e (742-82-54); Montparnasse 83, 6e (544-14-27); Bosquet, 7e (511-44-11); Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43); Fauvette, 13e (331-56-86); Gaumont - Sud, 14e (331-51-16) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LES GUERRIERS DE L'ENFER, film américain de Karel Reisz (**) : v.o. : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Elysées - Cinéma, Cinéma, 8e (225-37-90). — v.f. : Rex, 2e (236-83-93), Rotonde, 6e (633-08-22) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
LES MAINS DANS LES POCHES, film américain de St.F. Verona et M. Davidson. — V.o. : Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72); Marignan, 8e (359-92-82). — v.f. : ABC, 2e (236-55-54) ; Nations, 12e (343-04-67); Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13); Gaumont-Convention, 15e (828-42-27); Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
JE SUIS TIMIDE, MAIS JE ME SOIGNE, film français de Pierre Richard : Rex, 2e (236-83-93) ; Boul'Mich, 5e (033-48-29); Bretagne, 6e (222-57-97); Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount - Opéra, 9e (073-34-37); U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91); Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80).
DRIVER, film américain de Walther Hill : v.o. : Studio-Médicis, 5e (633-25-97) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83). V.f. : Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount - Gobelins, 13e (707-12-28); Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17); Convention-St-Charles, 15e (579-33-00) : Passy, 16e (288-62-34); Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Moulin Rouge, 18e (606-34-25) : Secrétan, 19e (206-71-33).
LE JEU DE LA MORT, film américain de Robert Clouse : v.o. : Marignan, 8e (359-92-82). — v.f. : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16); Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LE CANDIDAT AU POIL, film américain de Robert Stevenson : v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; La Royale, 8e (265-82-66) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse - Pathé, 14e (326-65-13); Gaumont-Sud, 14e (331-51-16); Cambronne, 15e (734 - 42 - 96) ; Napoléon, 17e (380-41-46) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont - Gambetta, 20e (797-02-74).

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

INTERNAT.

SOCIÉTÉ ALGÉRIENNE
recherche
pour travail en Algérie
dans bureau d'études
UN INGÉNIEUR
connaissant le problème des routes et V.R.D.
Envoyer C.V. et prétentions à nº T 7.460 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

RÉGIONALES

Société d'Expertise comptable
recherche
COLLABORATEUR
CONFIRME
niv. titulaire certificat supérieur de révision comptable, ayant 5 ans de pratique minimum pour poste de responsabilité à pourvoir, rég. Aix-en-Provence.
Tél. (42) 23-37-13.

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIETE FRANÇAISE PARIS (12e), recherche pour ses activités de TELECONTROLE INDUSTRIEL, un
INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
afin de prendre en charge des chantiers (INGENIERIE, INSTALLATION, MISE EN EXPLOITATION).
Ecrire avec curr. vitae détaillé et prétentions annuelles sous référence I.N.D. 8, à :
A.O.I.P., B.P. 381, PARIS (13e).

Revue économique spécialisée Afrique rech. pour situation permanente Paris, J. H. min. 25 a., dégagé O.M., bonne éducation, cultivé, sérieux, dynamique, lisant couramment l'anglais, intéressé par questions économiques Afrique. Présent. candidat. manuscr. avec C.V. et référ. à SPIMEC, 190, bd Haussmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

Editions BORDAS
rech. pour son département SCOLAIRE
ASSISTANT DE PROMOTION
niveau MAITRE ASSISTANT
pour assurer les relations avec les membres de l'enseignement, l'élaboration de catalogues, de prospectus, etc.
Ecrire avec C.V. et prétentions Service du personnel, 17, rue Rémy-Dumoncel, 75014 PARIS.

EDITIONS DE VAILLANT
recherche
pour son hebdo PIF GADGET
RÉDACTRICE-JOURNALISTE
confirmée
Envoyer C.V. à : M. le Secrétaire général de la rédaction, 126, rue La Fayette, Paris (10e).

P.M.E. (40 personnes), rech.
COMPTABLE principal (e)
Expérience
souhaitée bonne école exigée.
Très qualifié, responsable service comptabilité (OBBO), payes, lois sociales et fiscales, bilan. Libre très rapid. Lieu de travail Le Thilley (18 km PARIS). Ecr. avec C.V., prét. et photo à 62.190 PUB. ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 Paris.

LE COLLÈGE CÉVENOL
recherche pour la RENTREE SCOLAIRE
UN PROFESSEUR D'ART
diplômé des beaux-arts.
UN PROFESSEUR d'ANGLAIS
confirmé, maîtrise exigée.
UN PROFESSEUR d'ESPAGNOL
maîtrise exigée.
UN PROFESS. DE FRANÇAIS
maîtrise lettres modernes exigée
UN MAITRE D'INTERNAT GARÇONS
diplôme minimum baccalauréat.
Ecrire ss/réf. 5.037 à Pierre LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02, qui tr.

Rech. CHEF COMPTABLE avec expérience réelle Concession Automobile. BONNE SITUATION STABLE dans ville joyau Bretagne. CITROEN DINAN B.P. 133 - 22100 DINAN.

secrétaires

SOCIETE IMMOBILIERE DE PROVINCE
recherche
pour bureau parisien
SECRÉTAIRE EXPÉRIMENTÉE
Ecrire avec curriculum vitae à REGIE-PRESSE, nº T 007.387 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Fabrique de housses pour automobiles, recherche
SECRÉTAIRE
Assistante de Direction financ. et administr., contrôle de gest., statistique, 30 ans minimum, lieu de travail Paris. Ecr. au nº T 07.453 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

capitaux ou proposit. com.

Domicillat. commerc. R.M. R.C. constitution de société ss 48 h., à partir de 85 F. T. 238-11-40.

demandes d'emploi

DÉLÉGUÉ AFRIQUE DE L'OUEST
BASE ABIDJAN
Connaissances milieu médical et pharmaceutique africain
recherche
DIRECTION ANIMATION
Structure de vente africaine à créer ou développer
34 ans – Sup. de Co.
GUILLEMETTE Suniac par Elven 56250
Téléphone (97) 53-24-38.

J. F. TRILINGUE
ANGLAIS - ESPAGNOL
Possédant B.T.S. de secrétariat. Sténos : franç., anglaise et esp. Certificat de la Chambre de commerce espagnole
recherche
POSTE DE SECRET. DIRECT. avec resp., de préf. IMPORT-EXPORT. Etud. ttes proposit. Ecr. nº 6.081, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.F. 23 a., B.T.S. secr. bil. angl. (séjour U.S.A.), not. espagnol, cherche emploi service export. Libre 1er-9. Ecrire S. ROGER, 9, rue Paul-Lelong, 75002 Paris.

ASSISTANTE DE DIRECTION cherche poste à responsabilités. Rémunérat. actuelle : 5.000 × 13. Libre immédiatement. Ecr. nº 6.084, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

DIRECTEUR COMMERCIAL niveau licence droit, grande expérience de la maison individuelle et de ses financements, excellentes références, recherche poste dans même secteur ou secteur bancaire, France ou étranger. Ecr. nº T 7.389 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

OPERATRICE MULTICLAVIER. 5 ans expér., ch. pl. stable rég. Tél. (75) 94-93-77. Libre de suite. Ecr. nº 7.793, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

propositions diverses

A VOTRE SERVICE
Aménagem. d'appartem., petite maçon., plomb., carrelage, élect. menuiserie - Crédit possible ds certains cas. Devis gratuit. Tél. au 770-86-32 ou 770-54-59.

animaux

Particulier vend chiots L.O.F. SPRINGER-SPANIEL
vac. tatoués parents extra-chasse M. CLAIR Le Montceau, 77930 Perthes-en-Gâtinais Tél. : 438-12-18

occasions

VENDS table de ferme, anc. chêne, 170×82, 2 tiroirs. 1.800 F. 6 chaises paillées, 900 F. — FINCH, 255-72-48, heures bureau.

EN SOLDE MOQUETTE ET REVETEMENTS MURAUX, 1er et 2e choix, 50.000 m² en stock. Téléph. 589-86-75.

ANNONCES CLASSÉES TELEPHONEES
296-15-01

L'immobilier

appartem. vente

Paris Rive droite

GENERAL-DELESTRAINT 100 m², livg double + 2 chbres, chambre de service, 5e étage, tout confort. — 567-22-88.

Près PLACE FELIX-EBOUE. 3 p., cuis., bns, 8e ét., très belle décoration moderne. — 266-67-06.

Près PLACE DAUMESNIL Vaste séjour, salon, 2 ch., tout cft, chauff., 425.000 F. 345-82-72.

QUARTIER DU MARAIS PART A PART. vend 2 pièces, cuisine, sal. de bns, w.-c., tél. Prix 220.000 F. Téléph. 277-64-02.

PR PLACEMENT ou HABITATION. Choix important de 3 p. et plus av. ou ss travx. Prix de 140.000 à 500.000 F. — 229-44-61.

POUR PLACEMENT GUY-MOQUET. Studios et 2 p. avec ou sans travaux. Prix de 80.000 à 140.000 F. — 229-44-61.



Vous êtes à Paris pendant les vacances...
profitez en pour visiter... Orphée.
des appartements de qualité ceinturés de balcons
Réalisation MANERA S.A.
Renseignements et vente sur place : Immobilière IENA 79 quai André Citroën 75015 Paris. Tél. 575.30.63

PALAIS-ROYAL
SUR LES JARDINS
VUE EXCEPTIONNELLE
3-4 pièces, dépendances, balc., gd confort, décoration et aménagements récents. 3.000.000 F. DENIS-CHEVALIER et Cie, 265-77-59.

VICTOR-HUGO BELLES-FEUILLES MAGNIFIQUE DUPLEX 185 m² dernier étg., terrasse, 5 pces. ORIGINAL ET IMPECCABLE DORESSAY - 548-43-94.

Ds bel imm. ravalé, 3 p., cuis., w.-c., propre, 150.000 F, 2 gdes p., coin cuis., 58.000 F. Pptaire, vendr. 15-18 h., sam. 10-17 h., 4, PASSAGE MONTGALLET.

Exc. Montmartre, S.-Cœur, pl. Tertre, appt 80 m² av. jdin 100 m². Ecr. nº 2.934, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

SOMPTUEUX 6 P. sur square **MONCEAU** 240 m² 266-27-55.

VRAI MARAIS
5-7-9, RUE DES TOURNELLES Rénovation de grande qualité, 2, 3, 4, 6 PIECES en duplex. Du mardi au samedi, 16-19 h., ou tél. heures bureau 359-30-85.

Paris Rive gauche

URGENT, 13e. Place Jeanne-d'Arc, beau 3 pces neuf, 71 m², 320.000 F à débat. Tél. 583-98-03.

3 P., VAL-DE-GRACE, 56 M2. Living dble + 1 chbre, restauré avec goût, 365.000 F. Très bel immeuble avec ascens. 322-15-76.

15e CONVENTION. Imm. P. T. et briques 1900, 5e étg., asc. Séj.+2 ch., cuis., bs, 60 m²+15 m² balcon. Libre suite - 266-67-06.

BAC VUE EXCEPTIONNELLE SOMPTUEUX GD 8 P. Etat parfait - 265-67-77.

BEAUX STUDIOS
ST-DOMINIQUE .... 110.000 F
AV. DE SUFFREN .. 125.000 F
SEGUR .... 139.000 F
LIBRES IMMEDIATEMENT
Tél. : 323-15-89.

Mº VAUGIRARD, en DUPLEX
MAISON PARTICULIÈRE
Charme, caractère, état neuf, 3-4 P., 90 m² Tél. : 566-72-53.

13e ARRDT, gd atelier d'artiste à aménager, hauteur sous verrière 10,60 m. — Tél. 329-21-80.

5e, CLUNY
1º Atelier d'artiste, séj., 2 loggias, tout confi, 85 m² envir. ;
2º Atelier d'artiste, séj., 2 ch., 2 loggias, tt cft, 135 m² envir.
Téléph. 329-21-80.

13e Prop. vd gd 3 p. nf, r.-de-jd., cave, parkg. 345.000 F, crédit. Tél. matin : 583-98-03.

SENAT. Appt de qualité dans imm. de classe, arbres, soleil, calme, 160 m² - 727-10-44.

Région parisienne

MEUDON. Route des Gardes, 110 m² double living, 3 chambres, 2 bains, balcons, calme et verdure. — 567-22-88.

CHARENTON. Sur arbres, près bois et métro, récent, très luxueux 4 p., 2 balc., parkg, 695.000 F. Téléph. : 229-52-98.

Province

SENLIS
Immeuble neuf dans la ville, 6 PCES, 114 m², grand standing, 230.000 F. — De 14 à 19 heures, 16 (4) 453-19-64.

GRANVILLE Duplex vue impr., plein sud port, pl. cuis., s. bs, séjour, gde ch. av. mezz. T. Pons soir 33-61-63-33

Cause départ
Part. vd F-2 tout confort bien situé à Aix-en-Provence
Prix : 125.000 F
Tél. : 23-07-04
Adr. MOTTA
9, parc Beauregard
13100 Aix-en-Provence.

locations non meublées Offre

Paris

5e Beau studio, rez-de-chaussée, s/cour-jard. Imm. XVIe s., poutres + cave voûtée 56 m², 1.900 F C.C - 265-41-03.

PARIS XXe
SANS COMMISSION
Immeuble récent, tout confort. 2 pièces, 42 m², loyer 1.000 F, charges 248 F, parking 132 F. 3 pièces, 71 m², loyer 1.472 F, charges 231 F, parking 132 F. S'adresser à la gardienne, 21, rue du Repos - 370-69-81, Mº PHILIPPE-AUGUSTE ou PERE-LACHAISE.

BOSQUET, 9e étg., soleil, vue, larges balcons, luxueux, décoré : 3 chambres dont 1 indépend., salle de bains, grande cuisine. Tél. matin 924-60-73 ou 501-83-13.

Région parisienne

CHEVREUSE. Luxueux pavillon récent, living 45 m² + 5 chambres, cuisine installée, 2 bains, garage, jardin, 3.500 F. 051 - 38 - 03.

SAINT-GRATIEN VILLA 7 PIECES JARDIN 500 m², sous-sol total, 4.200 F mensuel - 989-31-74.

PUTEAUX
RESIDENCE BELLERIVE
en bordure de Seine, cuisine équipée, tél., parking.
DU STUDIO AU 5 PIÈCES SUR PLACE Mardi, jeudi, samedi
13 h.-17 h. 30, bâtiment D, 13e étage, accès 34, quai National, Puteaux,
ou sur rendez-vous
JOHN ARTHUR & TIFFEN
174, boul. Haussmann
766-04-66

FONTENAY-LE-FLEURY
Appt 160 m². 4 chbres, séj., salles à manger doubles, 3.600 F. charges comprises. — 668-14-53.

locations non meublées Demande

Paris

Ch. appartem. 4 pièces PARIS, cuisine, bains, 1.900 F T.T.C. Téléph. 544-66-51.

Couple enseignants cherche appartem. type F-4, tout confort, à proximité gares du Nord ou de l'Est. Ecr. à 6.083, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Part., sérieuses réf., rech. Paris 3 p., calme, 1.500 F env. C.C. Tél. : 533-51-42, agce s'abstenir.

APPTS ou VILLAS **602-40-40**
Gd standg Paris, banl. Ouest.

Région parisienne

Etudes cherche pour CADRES villas, pavillons toutes banl., loy. garanti 4.000 F max. 283-57-02.

Pr Société européenne cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 2 à 6 ans. — 283-57-02.

Province

Couple retraité cadre, ss enfant, env. 66 a., ch. villa vide, jard. Hyères, Beaulieu-s.-Mer ou env. Ecr. nº 7.452 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

locations meublées Demande

Paris

Cherchons appart. de standing pour locations 1 à 12 mois ou plus. Sérieuses référ. offertes.
PARIS PROMO - 325-28-77

Immobilier (information)

LOCATIONS SANS AGENCE OFFICE DES LOCATAIRES
18, r. La Michodière, Mº Opéra.
84, rue d'Alésia, Mº Alésia.
Frais abonnem. 350 F. 266-52-04.

fonds de commerce

Cause santé, vends, Nord, importantes merceries en société. C.A. 50.000 F. Ecr. à 7.803, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

TOULOUSE. Ouverture centre commercial au cœur de la ville, baux commerciaux, sans pas-de-porte, magasin tous commerces, emplacement premier ordre, parking public assuré.
Ecrire Société WINDSOR, 4, place Occitane, TOULOUSE. Téléph. 16 (61) 21-18-20.

locaux commerciaux

NICE. Cède droit au bail, neuf, magasin 200 m², impec., 2 lign. tél., loy. annuel 38.000 F, reprise justif. 70.000 F. Ecr. à Richard, 15, aven. Mirabeau, 06 - NICE.

Boutiques

77 - LA CHAPELLE-LA-REINE 60 kilomètres Autoroute Sud (sortie Ury), toute propriété BEL IMMEUBLE ANC. LIBRE 2 boutiques + 2 appartements, possibilité tous commerces ou excellent rapport. 425.000 F. — 424-52-11.

viagers

Libre 16e, MUETTE, STUDIO 38 m², 165.000 F + 750 F renta. LODEL, 700-00-99.

locaux industriels

A VENDRE, NOGENT-SUR-MARNE (94)
LOCAUX INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX
Bail restant à courir neuf ans. Rapport 10 %.
Tél. : 933-04-19. Mme DOS SANTOS

pavillons

JOINVILLE - VILLA 7 PIECES Gd luxe, jard. + gar. + dépend. Port privé direct sur Marne, 1.250.000 F - 322-61-35.

villas

18 KM. OUEST. Résidentiel. Maison Ile-de-France 1966, réception 40 m², 3 chbres, cuisine, bains, confort, gar., jard. 650 m². AGENCE DE LA TERRASSE, LE VESINET, 976-05-90.

PRES LAC **ENGHIEN** SEJOUR 50 m²+4 ch. 4 bains, jardin décoré, sous-sol total, 1.060.000 F - 989-31-74.

maisons de campagne

115 KM DE PARIS
Maison dans hameau bien tranquille, s/1.000 m², cuis., séj., s. de bains, w.-c., 3 chb, chff. gar. clos murs afl. très saine. Prix : 200.000 F - Crédit. Ag. de TRANCRAINVILLE (28) Tél. 16 (37) 90-04-10 m. dim.

Région PACY-SUR-EURE
Maison anc. rénovée, 4 p., parc 5.000 m², 550.000 F - 622-54-80

Golfe Ajaccio (Corse), belle maison de campagne, 160 m², en cours de finition. Horizon étendu superbe, terrasse 152 m². Toutes dépendances av. 1.100 m² jardin. Prix raisonnable. - Ecr. PUBLI-TOUR, 6, rue Fesch 20000 AJACCIO, qui transm.

HAUTES-ALPES
1º Près Gap et stations de ski, bord route Napoléon, fermette + pavill. ind., four à pain, prairie 3.000 m², site agréab., à restaurer. Px 160.000 F ; 2º Alpes Haute-Provence, ds village typique de Banon, bel. ruine, soubassem. voûté, 150 m² terr., eau, él., égout, tél. à br./place vue panor. Px 85.000. Pas d'envoi de docum. Tél. Catry (91) 54-92-93. Autr. jrs, h. repas (91) 65-15-87.

terrains

TERRAIN A BATIR, VEXIN, 50 km. de Paris, 5 km. Meulan, 4.100 m², liers boisé. T. 467-10-90.

MESNIL-LE-ROI
Près forêt, beau terrain boisé, 880 m² façade d'angle, toutes viabilités. Prix T.T.C. AGENCE DE LA TERRASSE LE VESINET - 976-05-90.

fermettes

Proximité VALLON-EN-SULLY
Très jolie fermette, excell. état, 4 p., 700 m², impeccable, sanit., grenier, gar., cellier, très beau terr. 1.800 m² situation privilég.
PRIX : 170.000 F
Crédit 80 % sur 10 ou 15 ans. S.I.P.P., 258, boulevard Voltaire, Paris (11e) - Tél. : 370-91-78.

manoirs

Limite ENGHIEN (95). Ppté 180 m² habitables + 90 m² de communs. 860.000 F. SOGIDEC, 359-94-04.

châteaux

PROXIMITÉ VICHY
Petit château origine 12e siècle, 20 p., nombreuses dépendances. 22.900 m² terres et parc.
PRIX : 350.000 F
Crédit 80 % sur 10 ou 15 ans. S.I.P.P., 258, boul. VOLTAIRE, Paris (11e). - Tél. : 370-91-78.

forêts

Aux confins de la Touraine et du Berry, MASSIF FORESTIER de 130 ha CHENES, S'adresser CABINET GRUAT-BELEY, 22, rue Georges-Clemenceau, 49150 BAUGE. Tél. (41) 89-19-97.

propriétés

754 PROPRIÉTÉS
De la fermette au château
Autour de Paris : 0 à 120 km.
SELECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR
VENEZ, TELEPH. ou ECRIVEZ
MAISON DE L'IMMOBILIER **C.I.M.I.**
27, avenue de Villiers, 75017 PARIS. 757-42-02.

A vdre urgent Languedoc-Roussillon, bord Méditerranée, gde mais. ancienne restaurée 2 niv., en tout 450 m², tt cft, compren. 2 gds appts + 4 gds salons à usage galerie d'art-antiquité renommée, au milieu de jardins 1.400 m² env. Possibilités multipl. Px 900.000 F avec actifs. Tél. (68) 54-70-15, LE SIMOURGH, 11370 LA FRANQUI-PLAGE.

Belle propr. rurale, 7 km. de la mer, cadre envir. très verdoy., rez-de-ch. 1 ch., s. de séj. avec chem., cuis., s. à m., gd cellier avec grenier aménagé ; 1er ét., 2 ch., sal. de bs, poss. 3e ch., puits + eau courante, électr., tél., gd jardin et verger atten., le tout cont. env. 3.000 m². Libre à la vente. S'adr. Me Lefrançois, notaire, 50700 VALOGNES. Téléph. (33) 40-10-69.

Belle propriété résidentielle 6 KILOMETRES VERSAILLES 250 m² habitables + logement pour personnel, état impeccable. 1.500.000 F. CABINET DU CHESNAY, 43, r. de Versailles, Le Chesnay. Téléph. 954-40-67 ou 954-42-87

TOURS : sortie autoroute A 10. Vend habitat. et dép. 300 m² + 75 ares terres et arbres, + parking 40 voit. Conviendrait petite ind. ou dépôt. 400 000 F.

VOUVRAY, comm. pêche : 2 parcelles prairie, bord. rivière et route, 26 ares chac. 6 F le m. CHAMPION, hôtel Quatre-Vents, 72200 La Flèche (16) 43-94-00-61.

LE MONDE s'efforce d'éliminer de ses Annonces Classées tout texte comportant allégation ou indications fausses ou de nature à induire en erreur ses lecteurs. Si, malgré ce contrôle, une petite annonce abusive s'était glissée dans nos colonnes, nous prions instamment nos lecteurs de nous la signaler en nous écrivant :
LE MONDE
Direction de la Publicité
5, rue des Italiens
75009 PARIS

Le Monde

équipement

TRANSPORTS

La grève des contrôleurs aériens

• *Les compagnies espagnoles de charters annulent leurs vols*
• *M. Le Theule dénonce le « chantage contre les passagers »*

Après la décision des contrôleurs aériens de reprendre la grève du zèle le vendredi 25 août à midi « pour une durée indéterminée », le ton est à la fermeté du côté des pouvoirs publics. Dans un communiqué rendu public le jeudi 24 août, M. Joël Le Theule, ministre des transports, dénonce « ce chantage contre les passagers ». Ce mouvement ne lui paraît « être décidé que par une minorité » et ne correspondre « à aucune règle, à aucun prétendu plan de sauvegarde ».

Les compagnies aériennes prennent leurs dispositions pour atténuer les effets de cette nouvelle grève du zèle. Air France et Air Inter prévoient d'assurer tous leurs vols sauf à décaler des horaires. Pour leur part, les compagnies charter espagnoles ont décidé d'annuler les vols programmés le week-end prochain entre la France et l'Espagne. Les organisateurs de voyages mettront sur pied des services d'autocars pour assurer, lorsque cela sera possible, l'acheminement de leurs clients vers ou à partir des aéroports espagnols.

M. le Theule a indiqué que les pouvoirs publics se préparent à tout faire pour assurer un écoulement régulier du trafic. Il a, toutefois, affirmé que si la situation créée par la grève du zèle des contrôleurs aériens l'exigeait, la fermeture de certains aéroports français pourrait être décidée.

Pour le ministre des transports, le souci de sécurité invoqué par les contrôleurs aériens à l'appui de leurs revendications n'est qu'un « prétexte ». « *Est-il raisonnable*, déclare-t-il, *d'exiger simultanément : la cinquième semaine de congé, la réduction à trente-cinq heures par semaine du temps de travail des personnels à horaire de bureau, la gratuité du transport aérien pour tous les fonctionnaires de l'aviation civile, l'intégration des primes dans le traitement, pour donner à des fonctionnaires recrutés au niveau de la catégorie B des avantages de retraite supérieurs à ceux des professeurs titulaires ?* »

Un officier contrôleur de la circulation aérienne, recruté au niveau du baccalauréat, débute le plus souvent dès vingt ans ; il gagne alors 3 600 F par mois ; à trente ans, il perçoit environ 6 500 F par mois ; il prend sa retraite à cinquante-cinq ans (avec possibilité de l'avancer à cinquante ans), précise le ministre des transports. Selon lui, « *cet exemple se passe de commentaires : il n'est pas possible d'aller plus loin.* »

(Dessin de KONK.)

Une meilleure sécurité

L'Union syndicale de l'aviation civile C.G.T. a réagi aux propos de M. Le Theule. « *Contrairement aux affirmation du ministre, aucune revendication n'est excessive ou démagogique* », indique-t-elle dans un communiqué.

De son côté, la Fédération internationale des contrôleurs aériens (IFALCA) a demandé aux aiguilleurs du ciel européens d'apporter « *le meilleur soutien* » à l'action de leurs collègues français « *entreprise pour une meilleure sécurité* ». Quant à l'Association professionnelle de la circulation aérienne (APCA), elle « *s'inquiète vivement du manque de réalisme du ministère et de l'administration face aux problèmes liés à la sécurité des usagers des transports aériens* ».

M. Jean Poperen, secrétaire national du parti socialiste et député du Rhône, a adressé une question écrite au ministre des transports. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour « *une reprise et un aboutissement rapide* » des négociations avec les contrôleurs aériens.

★ Renseignements : Air France, 864-12-34 (Roissy), 535-68-00 (Orly) ; Air Inter, 687-12-12 ; U.T.A., 864-13-47 ; aéroport d'Orly, 853-12-34 ; aéroport de Roissy, 862-22-80.

Les propositions gouvernementales

Lors des discussions engagées les 8, 18 et 19 août avec les contrôleurs aériens, les pouvoirs publics ont apporté certaines réponses aux demandes qui leur étaient faites.

● REMUNERATIONS

La prime de technicité, attachée aux qualifications obtenues, a été majorée de 20 % le 1er juillet 1978 ; elle le sera de 8 % le 1er janvier 1979.

La prime de surcharge, attribuée aux personnels en poste dans les centres de contrôles principaux, sera portée de 250 à 300 F, le 1er janvier 1979.

La prime d'exploitation, liée à l'activité des contrôleurs dans les différents centres mesurée en nombre de mouvements d'avions, a été augmentée de 8 % le 1er juillet 1978 ; elle le sera de 70 F par mois le 1er janvier 1979.

Le coefficient de variation de cette prime tiendra compte de l'évolution de l'indice national des prix à la consommation. La prime de surcharge et la prime d'automatisation attribuée aux personnels utilisant des matériels informatiques, seront intégrées dans la prime d'exploitation et bénéficieront du même mécanisme d'évolution.

● CONDITIONS DE TRAVAIL

Espace aérien et mixité : le ministère des transports s'emploie à faire prendre en considération les besoins croissants de la circulation aérienne générale ; des améliorations du système d'itinéraires sont acquises ou en voie de l'être.

Le principe de la mixité civile militaire ne peut être remis en cause. Cette mixité peut impliquer pour un fonctionnaire de l'aviation civile des subordinations fonctionnelles, mais aucune subordination hiérarchique.

Fonctionnement et matériel : les crédits d'équipement seront réévalués pour permettre le lancement, dès 1979, des bâtiments du centre régional de la navigation aérienne de Reims et la poursuite d'opérations qui ont un impact direct sur les conditions de travail dans les centres de contrôle.

Effectif et formation : le projet de budget 1979 prévoit que quatre-vingt-huit emplois seront créés à l'aviation civile, tous dans les corps de la navigation aérienne. De plus, il est également prévu cent quatre-vingts transformations d'emplois au profit des mêmes corps.

Horaires et congés : le ministère des transports n'est pas défavorable à un nouvel examen de l'adaptation des horaires de travail des personnels en services permanents aux contraintes spécifiques des centres à grand trafic.

Le chariot est au bout du quai

Heureuses gens qui, de retour de vacances, sauront mettre la main — par ruse ou par hasard — sur un chariot à bagages dans une gare parisienne ! Trois cents « caddies » seulement à la gare d'Austerlitz à la disposition de cent cinquante et un mille voyageurs, un jour de pointe...

Tristes gares parisiennes : les porteurs à casquette se comptent maintenant sur les doigts de la main, les tapis roulants sont pratiquements inconnus ; quant aux chariots à bagages, la S.N.C.F. juge qu'en trop grand nombre, ils gêneraient la circulation des voyageurs...

A cet égard, et comme on le voit dans le tableau ci-joint, les passagers aériens sont beaucoup mieux traités que les familiers du rail. Un jour ordinaire, Orly et Roissy accueillent trois fois moins de voyageurs et mettent à leur disposition deux fois plus de chariots à bagages, plus légers et plus maniables, que les six gares parisiennes.

Problème insoluble, pensent les responsables ferroviaires qui doivent écouler la foule des citadins dans des gares d'un autre âge, celui de la machine à vapeur. Cet âge où voyager était un plaisir, pas encore une nécessité.

S.N.C.F.	NOMBRE MOYEN de voyageurs par jour*	NOMBRE de chariots à bagages
Gare de l'Est	32 580	100
Gare du Nord	40 000	200
Gare Saint-Lazare	47 910	70
Gare Montparnasse	46 410	300
Gare d'Austerlitz	24 740	300
Gare de Lyon	29 190	480
TOTAL	220 830	1 550
AEROPORT DE PARIS		
Aérogare d'Orly	45 300	2 000
Aérogare de Roissy	29 000	1 500
TOTAL	74 300	3 500

*Voyageurs grandes lignes.

FAITS ET PROJETS

Transports

● *Panam veut racheter National Airlines.* — La compagnie Pan American vient de proposer le rachat de la compagnie National Airlines pour la somme de 301 millions de dollars, soit 1,324 milliard de francs. Si les actionnaires de National Airlines acceptaient cette fusion, Panam deviendrait la seconde compagnie aérienne des Etats-Unis, derrière United Air Lines. — *(A.P., Reuter)*

● *New-York : augmentation du nombre de plaintes contre Concorde.* — Les riverains de l'aéroport Kennedy ont adressé, en juin, 663 lettres de protestations concernant le bruit du Concorde au décollage et à l'atterrissage, indique mardi le département américain des transports ; 397 plaintes seulement avaient été enregistrées en mai. — *(A.F.P.)*

● *Déficit accru pour les Concorde de British Airways.* — L'exploitation des cinq Concorde de British Airways se solde, en 1977-1978, par un déficit de 17 millions de livres (140 millions de francs), deux fois plus élevé qu'au cours de l'exercice financier précédent, révèle le rapport de la compagnie britannique. Le coût de l'avion supersonique, qui effectue, chaque semaine, dix aller et retour sur New-York, trois sur Washington et deux sur Bahrein est ainsi pratiquement équivalent au bénéfice net de British Airways, qui s'élève à 18 millions de livres (150 millions de francs. — *(A.F.P.)*

● *Essais pour le train à grande vitesse.* — Le train à grande vitesse (T.G.V.) qui, au mois d'octobre 1983, reliera Paris à Lyon en deux heures a atteint, le mercredi 23 août, entre Luxembourg et Sélestat dans le Bas-Rhin, la vitesse de 260 km/h. C'est la première fois dans le monde qu'une rame non expérimentale de huit voitures encadrées par deux motrices, longue de 200 mètres, réalise une telle performance sur une ligne normale.

Environnement

● *Le port de Strasbourg en 1978.* — Au cours du premier semestre de l'année en cours, le port de Strasbourg a sensiblement augmenté ses tonnages par rapport à la période correspondante de 1977. Avec 7 212 000 tonnes (6 888 000 en 1977), le trafic rhénan a progressé de 4,7 %. L'augmentation, est de 10,7 % pour le trafic des canaux (105 000 tonnes au lieu de 95 000) et de 10,1 % pour le trafic ferroviaire (1 100 000 tonnes au lieu de 997 000).

● *Mini-marée noire dans le port du Havre.* — Une cinquantaine de tonnes de pétrole brut ont été accidentellement déversées à la mer dans la nuit du 22 au 23 août, lors des manœuvres de déchargement d'un pétrolier dans le port du Havre-Antifer. La majeure partie du pétrole paraît avoir été éliminée dans la nuit même. Toutefois, le plan Polmar a été déclenché par le préfet maritime de Cherbourg, en même temps qu'était décidée la surveillance des traces de pollution par la marine nationale.

● *Pour sauver les oiseaux de Bretagne.* — Le Fonds mondial de protection de la faune a annoncé qu'il avait recueilli une somme de 7 500 dollars (environ 33 000 F) pour favoriser la remise en état des réserves d'oiseaux touchées par la catastrophe de *l'Amoco-Cadiz* sur les côtes bretonnes. Cette somme, collectée parmi les Américains vivant à l'étranger, sera remise à la Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne (S.E.P.N.B.).

Aménagement du territoire

● *Un parc d'attractions de 150 hectares au Cap-d'Agde ?* — Un groupement américain étudie la possibilité d'aménager un parc d'attractions de 150 hectares à l'entrée du Cap-d'Agde (Hérault). Inspiré des romans de Jules Verne, ce parc nécessiterait un investissement de 250 millions de francs et accueillerait un million et demi de spectateurs par an. Des études de marché se poursuivent afin de déterminer si la clientèle espagnole sera attirée par ce « luna park » qui se classerait parmi les plus importants d'Europe.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

LE PROGRAMME AUTOROUTIER POUR 1983

Le gouvernement confirme ses intentions

Après la parution d'un article dans *le Monde* du 24 août annonçant des retards dans le programme autoroutier pour 1983, le ministère des transports a publié le communiqué suivant :

« *La construction du réseau français ne devrait pas souffrir de retard dans les années à venir. Le programme décidé le 15 juin 1977 qui prévoit de doubler d'ici à 1983 le réseau actuel d'autoroutes reste l'objectif du gouvernement. Le rythme de construction de 500 kilomètres par an environ sera donc maintenu.* »

« *Le budget pour 1979 prévoit les crédits nécessaires au financement du programme arrêté dans le cadre de la décision de 1977* », ajoute le ministère qui précise encore :

« *Pour certaines sections concédées (une centaine de kilomètres au total), dont la mise en service était prévue à la fin de cette année, des retards interviendront en raison de conditions climatiques défavorables qui ont gêné les travaux. C'est notamment le cas de la section Narbonne-Carcassonne sur l'autoroute des Deux-Mers qui sera mise en service au début de 1979 au lieu de la fin de 1978.* »

« *En 1978*, selon le ministère des transports, *476 kilomètres d'autoroutes et de voies urbaines rapides devaient être construites dont 362 kilomètres à péage. Le total des mises en service n'atteindra, en fait, cette année que 460 kilomètres environ. Mais les retard seront rattrapés dans les premiers mois de 1979.* »

[Le gouvernement confirme ses intentions, mais on voit mal comment avec un budget et un montant d'emprunts en régression, même en francs courants, le ministère des transports pourra financer un réseau autoroutier de plus en plus onéreux. D'une part, le coût des travaux augmente d'année en année ; d'autre part, les liaisons autoroutières moins fréquentées, donc moins rentables, prévues dans le programme pour 1983 n'intéressent pas les sociétés privées. Leur réalisation sera donc dans la quasi-totalité des cas confié à des sociétés d'économie mixtes, mais le recours à ces sociétés semi-publiques imposera une participation financière de l'Etat plus importante. — M.-C. R.]

ENVIRONNEMENT

La « poubelle chimique » de Silésie

LA FIRME AMÉRICAINE INTERROMPT LE TRANSPORT DE SES DÉCHETS

Kassel (R.F.A.) *(A.F.P.)*. — La société américaine Allied Chemical a interrompu provisoirement le transport de déchets chimiques dans l'ancienne mine de sel de Herfa-Neurode, en Hesse, non loin de la frontière entre les deux Allemagnes (*le Monde* du 14 août), a annoncé à Kassel un porte-parole de la firme chargée du stockage de ces déchets.

Deux seulement des quatre conteneurs remplis d'insecticide hautement toxique Kepone, entreposés à Rotterdam, seront livrés à Herfa-Neurode. Allied Chemical, a continué le porte-parole, a pris cette mesure afin de revoir les problèmes posés par son contrat avec la société ouest-allemande.

A Paris dans le XIIIe arrondissement

LA CITÉ VERTE ET LA CITÉ FLEURIE A NOUVEAU MENACÉES

Mme Gisèle Moreau, député communiste du treizième arrondissement, a déclaré que la Cité verte et la Cité fleurie, situées dans sa circonscription, « *sont à nouveau gravement menacées par la convoitise des promoteurs* ».

Mme Moreau proteste contre « *les restrictions* » que le ministre de l'environnement et du cadre de vie s'apprête à apporter à l'instance de classement de la Cité verte.

« *Selon les termes mêmes d'une lettre que M. d'Ornano m'a adressée le 10 août*, a indiqué le député communiste, « *la mesure conservatoire ne prévoit pas de classer tout le terrain et les constructions existantes, dès lors qu'un projet de construction convenable serait élaboré.* »

Mme Moreau a enfin annoncé que « *les élus communistes parisiens porteront la question à l'ordre du jour du Conseil de Paris le 11 septembre, précisant qu'ils lancent également un appel aux personnalités du monde des arts et de la culture afin de créer un comité de soutien pour sauver les deux cités* ».

CIRCULATION

AFFLUENCE RECORD SUR LES ROUTES POUR LES RETOURS DE VACANCES

Une affluence record est attendue sur les routes et dans les gares en cette fin de semaine et fin de mois. Cinq millions et demi de vacanciers français et étrangers, estime-t-on, vont, entre vendredi et lundi prochains, prendre le chemin du retour ou, moins nombreux, du départ. Ces déplacements sont attendus principalement le matin et en début d'après-midi, surtout en provenance des grands lieux de vacances, le Midi et la Bretagne. D'où ces conseils de la direction des routes : partir le matin très tôt ou le soir très tard, emprunter, notamment dans les secteurs les plus fréquentés, les itinéraires bis de Bison futé.

La S.N.C.F., pour sa part, mettra en service, du vendredi 25 au jeudi 31 août, 2 385 trains dont 230 supplémentaires entre la province et Paris.

On apprend, enfin, qu'en juillet dernier, 21 914 accidents de la route, qui ont fait 1 281 tués et 31 860 blessés, ont été dénombrés en France par les services de police et de gendarmerie. En juillet 1977, on avait compté 24 036 accidents, 1 376 tués et 34 880 blessés. Les services responsables estiment que le mois de juillet 1978 a été « le moins meurtrier depuis dix ans ».

DÉMOGRAPHIE

CORRESPONDANCE

NOUS N'AURONS PLUS D'ENFANTS

Mme Rosy Couderc, de Mirepoix (Ariège), nous écrit :

Défenseur ardent d'une politique nataliste, M. Michel Debré écrit dans *le Monde* du 12 août : « *En fait de politique familiale et d'aide à la mère de famille, nous devrions être les premiers car nous traînons les effets de la dramatique dénatalité du dix-neuvième siècle et du début du vingtième siècle. La dénatalité prend de nouveau une allure catastrophique...* » Plus loin, il poursuit avec passion : « *Donnons un élan neuf à une politique favorable aux jeunes couples, à la mère de famille, à l'enfant — priorité des priorités !* »

Hélas ! Quelle que soit leur grandeur, il y a fort à craindre que ces cris d'alarme ne sombrent une nouvelle fois dans l'indifférence silencieuse de ceux qui nous gouvernent. Car il faut reconnaître que, dans notre société, rien n'est fait pour donner véritablement à un couple conscient et responsable le désir profond de mettre au monde des enfants.

Nous vivons dans un monde cruel et difficile où d'autre part la femme paie encore bien cher sa différence, et, dans son souci d'indépendance et d'épanouissement personnel, l'enfant se révèle désormais être un frein, sinon un insurmontable obstacle. Je n'en veux donner pour preuve qu'un exemple personnel.

Mariée et mère d'une fillette qui vient d'avoir deux ans, je me suis présentée en janvier dernier au concours de recrutement d'inspecteurs à la jeunesse et aux sports, qui offrait onze postes. Malgré mon éloignement dans un village de province, les difficultés rencontrées pour me procurer la documentation nécessaire à la préparation du concours, les problèmes créés par la garde de mon enfant, malgré aussi la fatigue inhérente à mon état — enceinte, j'attendais un bébé pour le mois de juin, — malgré tout, à force de volonté, j'ai assumé les frais et surmonté lassitude et obstacles. J'ai passé ce concours et j'ai été admissible. J'ai participé aux épreuves d'admission, tant que je l'ai pu, mais ma lutte a été vaine. Convoquée à Paris, le 20 mai, pour la dernière épreuve d'admission — un entretien de trente minutes, — mon état ne me permettait plus de m'y rendre. Enceinte et provinciale de surcroît, quels qu'aient pu être mes efforts, ils étaient réduits à néant. Je ne pouvais même pas espérer une deuxième session !

Mon bébé est né le 1er juin. Un enfant de plus pour la France, une liberté en moins pour la mère. Pour cet enfant nouveau-né, j'ai dû sacrifier l'espoir d'un métier auquel j'avais consacré, pendant l'attente, ma peine et mes efforts. Avec deux enfants, à présent, il sera plus difficile encore de recommencer.

C'est pourquoi j'ai envie de répondre à M. Debré : oui, l'enfant priorité des priorités ! Oui, si dans notre société d'hommes, conçue et réglementée par des hommes, on se préoccupe plus humainement de la femme. Mais non si, à l'heure où l'on souhaite « la pleine participation des femmes à la vie économique, politique et sociale de la France », ainsi que l'exprimait le chef de l'Etat lors de la réunion de presse du 14 juin (*le Monde* daté 18-19 juin), rien n'est véritablement fait pour la permettre.

Quel que soit notre amour de la vie, quel que soit notre émerveillement devant l'enfant, non, nous n'aurons plus d'enfants.

Le Monde

économie

SOCIAL

LA LUTTE CONTRE LE CHOMAGE

En retard d'une guerre...

(Suite de la première page.)

Partant de là, une multiplication systématique d'emplois qualitatifs aurait sûrement pour effet de réduire le nombre des chômeurs. Une recherche en ce sens a été menée par un groupe de travail animé par M. F. Lapoix pour le compte du Haut Comité de l'environnement. Le rapport a exploré non seulement les secteurs intéressant la qualité de la vie, mais des activités et des métiers nouveaux. Il serait fastidieux d'en dresser la liste, mais le découpage permet de se rendre compte du champ d'investigation.

Dans les emplois publics, ou directement initiés par l'Etat, on note : la gestion de certains sites fragiles, le contrôle des pollutions et nuisances, l'animation culturelle et sportive, la formation professionnelle et la recherche.

Du côté industriel, on peut trouver les activités liées à la lutte contre tout ce qui perturbe l'environnement, à l'entretien, à la protection de la nature, à l'amélioration du cadre de vie urbain, aux loisirs et au tourisme, à la consommation (personnel de gestion des collectivités, cuisiniers, diététiciens, contrôleurs de l'alimentation, chercheurs, etc.).

Dans les activités et les métiers nouveaux, il faudrait citer surtout les occupations plus ou moins directement en rapport avec la vie sociale, visant à un *développement des fonctions collectives* les plus utiles, par une meilleure association des habitants à la vie locale et des usagers aux services collectifs. Par exemple : prise en charge des enfants en dehors de l'école, assistance juridique, conseils aux consommateurs, etc.

On n'a pas assez étudié non plus jusqu'ici les métiers choisis en fonction d'une *stratégie de l'aménagement du temps.* Au cours de la période de l'année où le taux de chômage est le plus élevé (automne), il faudrait offrir aux jeunes des emplois *transitoires,* mais d'utilité collective, dans l'attente de leur insertion dans la vie professionnelle définitive. La nature de ces emplois pourrait être des plus variables (entretien de bâtiments, création de sentiers de randonnée, plantations, aménagement d'aires de jeux ou de détente).

De même, pendant les vacances, de nombreux emplois temporaires existent pour les étudiants. Leur avantage est double : pour les demandeurs de travail, réduire la coupure entre l'école et la vie professionnelle, pour les entrepreneurs, considérer ces stages comme des périodes d'observation leur permettant ensuite de garder ceux dont ils ont apprécié les qualités.

On peut imaginer aussi une meilleure combinaison dans le temps d'activités de nature distincte. C'est le cas par exemple de deux activités saisonnières « été-hiver » mises bout à bout pour procurer à une même personne un emploi durable. L'enchaînement des activités pourrait se faire par la valorisation des occupations d'automne consacrées à l'entretien (de la nature, des bâtiments, des équipements). En outre, il serait bon de substituer à la multiplicité des employeurs un employeur unique (collectivité locale ou organisme original créé dans le cadre d'un « contrat de pays » ou de tout autre instance locale de concertation).

« Coller au terrain »

3) La demande de travail est beaucoup plus « régionalisée ». Contrairement à ce qu'on pourrait penser, il y a encore quelques années, à la lumière de l'histoire, et surtout de celle du dix-neuvième siècle, l'industrie ne déplace plus massivement les travailleurs (à moins que leur niveau de vie soit très bas, comme celui des immigrés).

L'attachement au « pays », à la communauté des amis et relations, à la maison ou à l'appartement pour lequel on paie des traites, etc., s'est renforcé au point de peser beaucoup plus lourd dans la balance des arbitrages entre maintien dans les lieux et déplacement professionnel. Plus nombreux sont aujourd'hui ceux qui préfèrent percevoir les indemnités de chômage en restant sur place plutôt que d'aller chercher au loin un « job ».

Ce comportement doit inciter les pouvoirs publics à « traiter » le chômage de façon beaucoup plus sélective, concrète, en donnant aux collectivités locales plus de moyens pour ajuster les offres et les demandes d'emplois marchands ou non marchands. Une loi d'ensemble sur les collectivités locales sera présentée à l'automne (2). Ces missions concernant l'emploi devraient être expressément reconnues, ce qui ne semble pas être le cas si l'on en juge d'après les travaux préparatoires de cette loi.

Comme l'écrivait très justement l'auteur du rapport sur les emplois qualitatifs cités plus haut : « *A une approche globale, qui laisserait échapper le caractère du recours de l'initiative locale, semblent devoir être préférées des expériences territoriales. Et cela pour plusieurs raisons : tout d'abord parce qu'elles permettront de « coller au terrain » et de rechercher, par petites régions, par « bassins d'emplois » ou par « pays », les besoins spécifiques d'activités qualitatives. Ensuite, parce qu'il apparaît que l'action publique maîtrisera plus efficacement les opérations bien localisées qui favorisent une action diversifiée et précise. Enfin, parce que l'accent mis sur le « qualitatif » suppose que l'on s'attache à valoriser la capacité d'initiative territoriale.* »

Mais, un peu plus loin, ce même rapport attire l'attention sur le danger d'actions intempestives. « *Il importe de veiller... à ce que les initiatives des collectivités locales en matière d'aide à la création d'emplois n'échappent pas à la cohérence et aux procédures définies au plan national.* »

L'essentiel pour faire face au chômage est de le traiter non plus seulement comme un problème économique, mais comme un phénomène de société. Il est significatif que des socialistes aussi bien que des libéraux en viennent à cette idée. Jacques Delors, en conclusion d'un séminaire organisé par l'O.C.D.E. sur « Les politiques de l'emploi, les revenus et la croissance à moyen terme », insistait sur les nouvelles réalités du monde du travail. Sans doute, écrivait-il, la relation instrumentale avec le travail continue (travailler uniquement pour gagner sa vie), mais d'autres modèles apparaissent : on veut également travailler pour réussir sa vie. « *On n'accepte pas au nom d'un salaire élevé, n'importe quel sacrifice dans sa vie de famille, dans son arbitrage loisirs-vie personnelle-vie de travail. A mon sens, si l'on réagit vis-à-vis de ces nouvelles attitudes à l'égard du travail par une flambée de moralisme, comme certains de nos hommes politiques ont tendance à le faire, il n'y aura pas de solution valable. Ce n'est pas parce que les gens de cinquante ans et plus raisonnent comme des poules qui auraient couvé des petits canards que des progrès seront réalisés. La société sera de plus en plus composée de petits canards qui, étant nés dans une autre société que la nôtre, révèlent d'autres aspirations.* »

De l'autre côté du champ idéologique, Henri Lepage souligne, dans l'étude dont nous avons parlé plus haut : « *Lorsqu'une marchandise ne correspond plus aux préférences des consommateurs, les stocks s'accumulent. Ce qui se passe sur le marché du travail traduit un phénomène de nature très similaire : les statistiques de chômage augmentent parce qu'un nombre croissant de personnes sont contraintes de « consommer » une forme d'emploi qui répond de moins en moins à leurs aspirations. Si le chômage est donc un facteur de « crise de société » (par les frustrations qu'il suscite), il est aussi une résultante, un « indicateur », de l'intensité de cette crise de civilisation.* »

C'est au niveau des gouvernements que cette dimension nouvelle du chômage doit maintenant être prise en compte. Le vieux baume de la relance ne suffit plus. Tout simplement parce que l'agent économique n'est plus seulement un consommateur, qu'il ne trouve plus dans l'achat de biens une compensation suffisante à son effacement, voire son aliénation, dans le travail.

PIERRE DROUIN.

(2) Lire l'article de M. Christian Bonnet dans *le Monde* du 18 juillet.

Une étude du Bureau international du travail

Cent chômeurs de plus par minute dans le monde

Toutes les minutes, il y a, dans le monde, cent demandeurs d'emploi supplémentaires ; la montée du chômage continuera à ce rythme au moins jusqu'à l'an 2000, estime le Bureau international du travail (B.I.T.), dans une étude publiée mardi 22 août à Genève.

Selon ce document, l'accroissement moyen annuel de la population active du globe, qui a été de vingt-deux millions de personnes entre 1950 et 1975, va passer à cinquante millions de personnes d'ici à la fin du siècle. En l'an 2000, la population active mondiale sera composée de deux milliards et demi de travailleurs ; dans les vingt ans qui viennent, il va falloir créer, constate le B.I.T., un milliard deux cent cinquante millions d'emplois pour les neuf cents millions de nouveaux arrivants sur le marché du travail, les cinquante millions de chômeurs déjà recensés et les trois cents millions de personnes encore sous-employées.

Les pays en voie de développement devront assumer 85 % de ces créations d'emplois, alors que la population active des pays industrialisés n'augmentera que de cent dix-neuf millions de personnes d'ici à l'an 2000 (contre cent vingt-deux millions entre 1950 et 1975). Si la baisse de leur taux de natalité se poursuit, remarque encore l'étude du B.I.T., les pays industrialisés n'auront pas un nombre suffisant de travailleurs au début du vingt et unième siècle, ce qui risque de compromettre leur croissance économique.

∴

● En Grande-Bretagne, le nombre des chômeurs a, pour le deuxième mois consécutif, augmenté en août, pour atteindre 6,7 % de la population active.

Après correction des variations saisonnières, le chômage touchait 1 392 100 Britanniques à la fin d'août soit 5,8 % de la population active, contre 5,7 % en juillet.

● En Allemagne fédérale, le nombre des chômeurs s'est accru en juillet de 5,1 % par rapport à juin, passant de 877 330 à 922 230 (+ 44 900).

M. GEORGES SÉGUY RÉPOND A M. EDMOND MAIRE

« Les travailleurs ont besoin de syndicalistes modestes »

L'interview de M. Georges Séguy à Antenne 2, prévue par cette chaîne pour le mercredi 23 août, a été reportée au mardi 29 août, le secrétaire général de la C.G.T. ne se trouvant actuellement pas à Paris.

Cependant, M. Séguy répond, dans le quotidien communiste du Nord-Pas-de-Calais, *la Liberté,* à M. Edmond Maire, en faisant allusion à l'entretien du leader de la C.F.D.T. publié dans *le Monde* du 23 août. « *M. Edmond Maire s'est hissé à un niveau où je ne le rejoindrai pas par crainte du vertige,* déclare M. Séguy. *les travailleurs ont moins besoin de « professeurs il faut » que de syndicalistes modestes et responsables. (...) Suggérer que l'on détient le monopole de la clairvoyance et de la lucidité de toute la gauche politique et syndicale, distribuer des bonnes et des mauvaises notes, faire la leçon à tout le monde en répétant quinze fois « il faut » dans le même texte, voilà qui fait beaucoup pour un seul homme.* »

Enfin, conclut le secrétaire général de la C.G.T., « *dans la mesure où M. Maire n'utilise pas une seule fois les mots* « unité d'action », *et qu'il a recours à nouveau aux calomnies et aux insinuations injurieuses à propos de l'indépendance de la C.G.T., il reste à savoir s'il est décidé à donner à la lutte syndicale les moyens de sa pleine efficacité* ».

● RECTIFICATIF. — Un paragraphe omis à la fin de l'article publié dans *le Monde* du 24 août, sous le titre : « M. Edmond Maire entend reconstruire l'espoir socialiste », a créé une confusion regrettable entre les propos du leader C.F.D.T. et l'analyse qu'en faisait *l'Humanité.* Le paragraphe omis était le suivant : « *Dans l'analyse qu'elle fait de cet article,* l'Humanité *du 23 août déclare que* « le secrétaire général de la C.F.D.T. persiste à donner de la politique du parti communiste français une image qui ne correspond ni à la réalité des textes ni à celle des faits ».

COMMERCE EXTÉRIEUR

De janvier à juillet

LA CROISSANCE DES EXPORTATIONS A ÉTÉ QUATRE FOIS PLUS FORTE EN FRANCE QU'EN R.F.A.

L'excédent de la balance commerciale de l'Allemagne fédérale s'est réduit en juillet, s'établissant à 2 394 millions de deutschemarks (5 milliards de francs) contre 3 964 millions en juin. Les exportations se sont élevées à 21 403 millions de D.M., en baisse de 16,5 % en un mois mais en hausse de 1,1 % en un an. Les importations ont atteint 19 099 millions de D.M., en diminution de 11,8 % par rapport à juin et de 1,7 % par rapport à juillet 1977.

Pour les sept premiers mois de 1977, les échanges extérieurs ouest-allemands ont enregistré un surplus de 21 247 millions de D.M. (45,7 milliards de francs) contre 20 113 millions durant la même période de 1977. Les exportations de janvier à juillet ont atteint 160 720 millions de D.M., en progression de 3,2 % et les importations 139 473 millions, en augmentation de 2,8 %. Ainsi, les ventes de la R.F.A. marquent le pas, en raison de la revalorisation du deutschemark, qui augmente le coût des produits exportés. En volume, les exportations ouest-allemandes ont pratiquement stagné.

A l'inverse, de janvier à juillet, les ventes de la France à l'étranger ont progressé en valeur de 13,7 % par rapport aux sept premiers mois de 1977, s'établissant à 285,3 milliards de francs. De leur côté les importations ont augmenté de 7,4 %, s'inscrivant à 283,7 milliards de francs. En volume — déduction faite de la hausse des prix qui est différente selon qu'il s'agit d'achats ou de ventes — les exportations françaises ont progressé d'environ 4,6 %, les importations ayant augmenté de 3,7 %, selon l'estimation provisoire des services officiels.

PRESSE

Un contrat de rédaction signé au « Courrier picard »

De notre correspondant

Amiens. — Un contrat de rédaction a été signé au « Courrier picard » — société coopérative ouvrière de production — entre la direction et deux syndicats de journalistes (C.G.C. et C.G.T.) sur quatre. Le S.N.J. autonome (majoritaire) et la C.F.D.T. ne l'ont pas ratifié.

Ce contrat, conclu pour une durée de trois ans et renouvelable par tacite reconduction, était prévu par l'accord d'entreprise du 10 juin 1977 qui avait conduit à une importante réduction des rémunérations pour assurer le redressement financier de la société. Il prendra effet au mois de septembre.

Qualifié d'« *acte de fidélité dans le renouvellement* », ce contrat réaffirme solennellement les principes mis en avant par les fondateurs du *Courrier picard,* exprimés en particulier par la charte du Conseil national de la résistance. Il souligne la volonté du journal d'être au service du développement économique, social et culturel de la région. Il reconnaît les droits professionnels des journalistes, notamment l'article 6 a de la déclaration des droits et devoirs élaborée en 1964 par la Fédération des associations professionnelles de journalistes français, déclaration reprise en annexe de l'accord.

L'accord du *Courrier picard* institue une coopération permanente entre la direction, la rédaction en chef et la rédaction — qui *fonctionnera* selon le principe d'équipes autonomes chargées d'un secteur géographique ou thématique. Cette coopération est assurée organiquement par deux instances consultatives :

— D'une part, la commission permanente de rédaction, présidée par le rédacteur en chef et composée des représentants syndicaux et des élus de la rédaction (délégués du personnel et membres du comité d'entreprise). Elle donne son avis sur le déroulement des carrières des journalistes et étudie les problèmes de formation ;

— D'autre part, le groupe central de réflexion — instance permanente de réflexion sur le contenu du journal — est présidé par la direction et composé de membres permanents : hiérarchie et représentants syndicaux. Chaque réunion (mensuelle) est consacrée à un thème. Etudié d'abord par les membres permanents avec les journalistes concernés, le sujet est ensuite examiné avec les membres associés externes (un représentant de l'union régionale des organisations de consommateurs et six à dix personnes qualifiées).

Le contrat prévoit encore que les restructurations, les changements de titre, de propriétaire, de raison sociale ou d'appellation devront être soumis, pour avis, à la rédaction. En cas d'avis défavorable, l'arbitrage de la confédération nationale des SCOP serait automatique.

Les sections syndicales S.N.J. (auteur d'un avant-projet) et C.F.D.T. n'ont pas signé le contrat proposé par la direction. Les principes avancés par les journalistes sont repris pour l'essentiel dans l'exposé des motifs, mais n'ont pas été traduits dans les modalités pratiques, faute d'une véritable négociation, disent les deux syndicats, qui sont opposés à la création d'une double structure.

(Intérim.)

Les licenciements se poursuivent dans les petites et moyennes entreprises

Les cent soixante-dix personnes encore employées à l'entreprise Camus-Nord (constructions préfabriquées) à Courchelettes, près de Douai (Nord), viennent d'être informées de leur licenciement. En juillet, deux cent dix salariés avaient été licenciés dans cette entreprise en faillite. On fait état d'un éventuel rachat par une société parisienne, mais, si une solution n'intervenait pas avant le 15 septembre, ce serait la liquidation.

Les organisations syndicales C.G.T., C.F.D.T., C.F.T.C. et C.G.C. rappellent qu'un plan pour la sauvegarde de l'usine avait été approuvé par le comité d'entreprise. Ce plan, qui n'a nullement été pris en considération, supposait une conversion de Camus-Nord — où tous les corps de métier du bâtiment sont représentés — dans des travaux de rénovation et d'entretien, à côté du secteur préfabrication : le bassin minier tout proche n'est-il pas en pleine période de réhabilitation de l'habitat ? — (Corresp.)

● A BOUC-BEL-AIR (Bouches-du-Rhône), l'expulsion des grévistes de l'usine de papier-carton Lafarge-Emballage a été ordonnée par le tribunal d'Aix-en-Provence pour « entrave à la liberté du travail ». Quelque 30 % des cent vingt-sept salariés avaient occupé les lieux après le licenciement de sept salariés, dont le délégué C.G.T., pour des raisons « conjoncturelles ».

● LE TIERS DU PERSONNEL DE GRIFFET MIS A PIED. — Malgré l'avis défavorable de l'inspection du travail, le licenciement de trente des quatre-vingt-douze salariés des Engins Griffet, à Marseille (matériel de levage), a été accepté par la direction départementale du travail des Bouches-du-Rhône. Cinq délégués syndicaux sont frappés par cette mesure : deux de la C.F.D.T., dont le licenciement a été accepté, et trois de la C.G.T., dont le cas sera examiné le 28 août par le comité d'entreprise. Occupée pendant dix-huit mois à la suite de la faillite de l'ancien propriétaire, l'usine avait été reprise il y a deux ans par un industriel marseillais, M. Maurice Genoyer, sous le nom de Compagnie industrielle des engins Griffet (« le Monde » du 13 août 1976). Mais, cet été, le carnet de commandes était pratiquement vide.

● DANS UNE TANNERIE STRASBOURGEOISE : Quarante-huit licenciements et sept mises à la retraite anticipée ont été décidés par la direction de la société Costil-Tanneries de France (trois cent soixante salariés). Ces suppressions d'emplois font suite à l'annonce de la mise en règlement judiciaire de l'entreprise. Trente-neuf d'entre elles avaient été prévues initialement dans un plan de redressement permettant de maintenir l'usine en activité malgré les difficultés du secteur (« le Monde » du 28 avril).

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● *L'entreprise Pezon et Michel* à Amboise (Indre-et-Loire), spécialisée dans la fabrication de matériel de pêche, a déposé son bilan le 18 août. Cédée au groupe italien Franchi, puis revendue à des industriels de Brescia, l'entreprise a réalisé cette année un chiffre d'affaires de 30 millions de francs. Selon la direction, l'emploi des 190 salariés et des 97 travailleurs à domicile n'est pas menacé, le syndic ayant autorisé l'entreprise à continuer ses activités.

● *Le groupe chimique américain Hercules,* premier producteur mondial de polypropylène, a décidé de se retirer d'Europe à son tour en vendant à Ciba-Geigy, le numéro un de la chimie suisse, ses installations d'Houthalen (Belgique) et de Maastricht (Pays-Bas) ainsi que toutes ses activités dans le domaine des pigments.

Hercules est le troisième chimiste américain à déserter les rivages du vieux continent après Union Cabide et Montsanto (*le Monde* des 18-19 juin et du 24 juin), qui l'un et l'autre ont revendu leurs filiales à B.P. Chemical.

● *Une société destinée à assurer le financement des stocks de* biens d'équipement mis en place à l'étranger va être constituée à l'initiative de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices des métaux (F.I.M.T.M.) et du Crédit lyonnais. Le capital de la société, qui sera présidée par M. Yves Milhoud, membre du comité de direction de la F.I.M.T.M. (3 millions de francs), sera détenu par le Crédit lyonnais, la Banque nationale de Paris, la Société générale, la Banque française du commerce extérieur, le Crédit industriel et commercial de France, le Crédit commercial de France, le Crédit du Nord, l'Institut de développement industriel, la Caisse nationale des marchés de l'Etat et la F.I.M.T.M.

NOMINATION

● *Un nouveau président pour l'UNOSTRA.* — M. Jacques Cardon vient d'être élu président de l'Union nationale des organisations syndicales de transporteurs routiers automobiles (UNOSTRA). Il succède à M. André Magnaval, récemment décédé. Membre du comité directeur et ancien trésorier de l'UNOSTRA, président du bureau régional de fret de Lille de 1968 à 1972, M. Cardon, qui est âgé de cinquante-huit ans, dirige, depuis 1958, sa propre entreprise de transport.

ÉTRANGER

L'OUVERTURE DE L'ÉCONOMIE CHINOISE

Montres suisses et T.V. japonaises pour les Pékinoises

Le marché intérieur chinois ouvre lentement ses portes depuis le début de l'année à certaines marchandises étrangères qui commencent à devenir disponibes pour la ménagère des grandes villes. Ce phénomène, rapporté par le mensuel économique de Hongkong *China Economic Times*, suscite un vif intérêt dans la colonie britannique, chez les exportateurs et les représentants de firmes commerciales étrangères.

Selon ce mensuel, les trois articles qui ont jusqu'à présent le plus pénétré sur le marché chinois sont les montres suisses, les postes de télévision hongrois ou japonais et les tissus synthétiques japonais. Les prix pratiqués sont en moyenne le double de ceux qui ont cours à Hongkong.

La Chine a consacré 69 millions de dollars en 1977 à l'achat de montres, de téléviseurs et de tissus synthétiques étrangers, ce qui représente un accroissement de près de 83 % par rapport à l'année précédente, ajoute *China Economic Times*. En 1978, elle prévoit d'acheter deux millions de montres suisses. A Hongkong, les milieux d'affaires estiment que ces achats pourraient passer à 75 millions de dollars cette année, soit une nouvelle augmentation de 8,7 %. Calculatrices électroniques, lecteurs de cassettes et montres, par exemple, bénéficient d'une nouvelle réglementation plus souple à l'importation.

En mai, il a été décidé que les droits de douane sur certains articles seraient très sensiblement accrus à partir du 1er août, passant notamment de 10 à 50 % pour les téléviseurs, de 50 à 100 % pour les postes de radio et de 100 à 300 % pour les montres. Les milieux économiques à Hong-Kong estiment que cette dernière mesure, combinée aux importations accrues de marchandises étrangères, est principalement destinée à éponger une partie du pouvoir d'achat — inutilisé jusqu'à présent — qu'ont amassé les couches de la population chinoise bénéficiant des revenus les plus élevés.

Au début juillet, M. Yu Chiu-li, vice-premier ministre chinois, avait déclaré à Pékin, à l'occasion de la conférence nationale financière et commerciale, que les « *produits de l'industrie légère et les biens de consommation* » devaient être importés en plus grand nombre, afin d'« *améliorer le marché intérieur* » et d'y opérer les réajustements qui s'imposent.

Toutefois, malgré leur accroissement, ces achats ne représentent encore que 1 % environ du total des importations chinoises. Pour les six premiers mois de cette année, selon des chiffres publiés à Hong-Kong, la Chine a consacré 5 milliards de dollars à ses importations, notamment en provenance du Japon.

Minibus pour les touristes

La Chine a, d'autre part, accru en 1978 ses importations de petits autocars japonais, vraisemblablement pour développer le tourisme, rapporte l'agence de presse japonaise Kyodo. Ces importations font suite à la récente décision de Pékin d'assouplir les restrictions qui existaient pour les voyageurs étrangers en Chine.

La firme automobile nippone Toyota Motor Co indique qu'elle a reçu depuis le début de l'année des commandes chinoises pour six cent soixante-dix « minibus » à air conditionné de vingt et une places, au prix « *sensiblement réduit* » de 13 890 dollars l'unité (62 000 F environ).

Hino Motors Ltd, une autre firme automobile japonaise, a obtenu de la Chine des commandes portant sur cent « minibus », indique également Kyodo, qui précise que la moyenne des commandes chinoises de petits autocars ne dépassait pas vingt modèles par an avant 1978.

M. Seishi Kato, président de la Toyota Motor Sales Co., a apporté une précision intéressante : les constructeurs automobiles japonais doivent vendre leurs « minibus » à des prix réduits s'ils veulent pouvoir entamer des négociations pour l'exportation de grandes usines de construction de camions ou pour vendre d'autres catégories de produits. — *(A.F.P.)*

EN GRANDE-BRETAGNE

Toshiba et Rank créent une filiale commune pour la production de postes téléviseurs

Le groupe japonais Toshiba et la firme britannique Rank Radio International vont coopérer pour la production en Grande-Bretagne de téléviseurs et de matériel audiophonique, à travers une filiale commune (30 % Toshiba, 70 % Rank). Rank apporte à cette nouvelle société (baptisée Rank-Toshiba) ses deux usines de Plymouth et celle de Redruth, en Cornouailles. Tosdhiba apporte 3 millions de livres (25 millions de francs) et sa technologie. Le gouvernement britannique, favorable à cette opération, dotera la nouvelle société d'une somme de 1,95 million de livres (16 millions de francs), qui serviront à payer les frais financiers des emprunts que la nouvelle société va solliciter.

Rank produit cent soixante-quinze mille postes de télévision couleur par an, couvre 6 % du marché britannique et... a perdu 3,1 millions de livres en 1977. La nouvelle société Rank-Toshiba utilisera progressivement les technologies japonaises. En 1981, on espère une production de trois cent cinquante mille postes, dont 40 % sous la marque Toshiba. Une part importante de cette production — le tiers environ — sera exportée sur l'Europe.

Avec cet accord, Toshiba et plus généralement le Japon, marquent un point important dans la bataille pour la conquête du marché européen de la télévision couleur. Confrontés à un marché intérieur relativement saturé, « bloqués » dans leur implantation aux Etats-Unis, les grands groupes nippons ont un besoin vital de trouver des débouchés. L'Europe est un morceau de choix, mais les importations de matériel japonais y sont contingentées. Pour tourner la difficulté, les Japonais, dans un premier temps, ont tenté de pénétrer le marché en implantant des usines dans des pays hors de la Communauté. C'est ce qui s'est passé en Finlande, où Hitachi s'est associé avec une entreprise locale.

La seconde étape consiste à réaliser la même opération... au sein même du marché commun. La Grande-Bretagne a été choisie comme cible principale depuis des années par des firmes comme Hitachi, Toshiba, Sony. La tactique de l'« escargot » a été méthodiquement appliquée. Les Japonais ont d'abord vendu des postes de petites dimensions que les firmes locales ne produisaient pas. Ensuite les importations ont gagné les moyennes et grandes dimensions, les prix étant systématiquement cassés. Certains constructeurs nationaux ont été utilisés pour vendre les produits japonais sous leur étiquette. Les constructeurs britanniques, sévèrement concurrencés, ont commencé à perdre des parts de marché et de l'argent. Les firmes japonaises sont alors passées à l'étape suivante : l'implantation d'usines locales (Sony, Matsushita).

Aujourd'hui, c'est le stade ultime. Ayant compris, bien avant d'autres, que l'important n'était plus d'avoir la majorité financière dans une entreprise, mais d'en contrôler la technologie, elles proposent aux gouvernements, en l'occurrence la Grande-Bretagne, de s'associer, en restant minoritaire, avec des constructeurs locaux. Pour sauver l'emploi et améliorer la balance commerciale, les autorités britanniques — soulagées — apportent même leur soutien à l'opération. Ainsi, pour 3 millions de livres, Toshiba s'est payé, en quelque sorte, un pavillon de complaisance, qui lui permettra d'attaquer de l'intérieur le marché européen.

J.-M. QUATREPOINT.

JAPON

● *La balance commerciale du Japon* a été excédentaire de 2,7 milliards de dollars en juillet (+ 2,9 milliards en juin), les exportations ayant atteint 8,15 milliards et les importations 5,45 milliards de dollars. Par rapport à juillet 1977, les ventes progressent de 14,8 % en valeur et les importations de 7,6 %. Depuis le début de l'année, l'excédent commercial atteint 15,1 milliards de dollars.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —	
$ E.-U.	4,3840	4,3935	— 60	— 20	— 105	— 60	— 270	— 175
$ can.	3,8510	3,8600	— 85	— 45	— 140	— 90	— 325	— 225
Yen (100)	2,2840	2,2925	+ 100	+ 150	+ 205	+ 255	+ 575	+ 660
D.M.	2,1705	2,1775	+ 50	+ 80	+ 125	+ 165	+ 425	+ 495
Florin	2,0155	2,0230	+ 30	+ 60	+ 60	+ 95	+ 165	+ 225
F.B. (100)	13,9240	13,9632	— 210	0	— 260	— 40	+ 430	— 5
F.S.	2,6265	2,6405	+ 135	+ 175	+ 290	+ 330	+ 865	+ 955
L. (1 000)	5,1998	5,2118	— 390	— 300	— 730	— 625	—1890	—1675
£	8,4400	8,4500	— 270	— 200	— 580	— 495	—1540	—1355

TAUX DES EURO-MONNAIES

D.M.	3 1/4	3 5/8	3 3/16	3 9/16	3 1/4	3 5/8	3 9/16	3 15/16
$ E.-U.	2 7/8	3 1/4	8 1/8	8 1/2	8 1/4	8 5/8	8 13/16	9 3/16
Florin	3/4	1 1/4	4 5/16	4 3/4	4 13/16	5 1/4	5 7/8	6 1/4
F.B. (100)	8 3/4	11 1/4	7 7/8	8 7/8	7 7/8	8 7/8	7 7/8	8 7/8
F.S.	0	3/8	1/4	5/8	3/8	3/4	1 1/16	1 7/16
L. (1 000)	10 3/4	13 1/4	14	15	14 1/4	15 1/8	14 1/4	15 1/8
£	10 3/4	11 3/4	10 9/16	11 5/16	10 7/8	11 5/8	11 1/2	12 1/4
Fr. franç.	6 7/8	7 3/8	7 9/16	8 1/16	8 3/16	8 11/16	9 1/8	9 5/8

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ÉNERGIE

SELON UN JOURNAL DU KOWEÏT

Le prince Fahd réaffirme la confiance de l'Arabie Saoudite dans le dollar

L'Arabie Saoudite n'acceptera pas cette année un relèvement des prix pétroliers non plus que le remplacement du dollar en tant que monnaie de référence pour la fixation du prix du brut. Tel est le sentiment des milieux pétroliers arabes après la publication par le journal koweïtien « Al Siassa » d'une interview du prince Fahd d'Arabie Saoudite.

« Si nous acceptons de remplacer le dollar, a déclaré le prince héritier saoudien, nos revenus pétroliers, en tant que premier producteur du monde, ainsi que nos investissements, seront affectés. »

Le prince Fahd a réaffirmé sa confiance dans la devise américaine : « Le dollar se redressera d'ici à la fin de l'année et reste la plus grande et la plus forte monnaie du monde. »

Quant à une hausse des prix du brut dès cette année, elle est écartée par l'émir. « Il n'y a aucune raison d'augmenter ces prix tant que ceux des biens de consommation des pays industrialisés sont maintenus sans inflation visible, à moins d'y être contraint par des circonstances exceptionnelles. »

Lors d'une entrevue la semaine dernière, le ministre koweïtien du pétrole, M. Ali Khalifa Al Sabah, avait tenté de convaincre son homologue saoudien, le cheikh Yamani, de la nécessité de tenir une réunion extraordinaire de l'OPEP dès le mois de septembre. M. Ali entendait faire adopter une formule autorisant les Etats membres de l'OPEP à relever le prix du brut exprimé en dollars dès le 1er octobre.

L'interview du prince Fahd apparaît donc, dans les milieux pétroliers de Bahreïn, comme un rejet de la proposition du Koweït. Cependant, ces mêmes milieux restent persuadés que l'Arabie Saoudite pourrait accepter un léger relèvement du prix — de l'ordre de 5 % — pour 1979. — (A.F.P., Agefi.)

Une nouvelle réunion sera nécessaire pour définir la politique pétrolière

Le comité interministériel consacré le 23 août au dossier du raffinage et à la réorientation de la politique pétrolière française (*Le Monde* du 24 août) n'a pu achever ses travaux malgré près de deux heures de discussion entre les ministres de l'économie, du budget, de l'industrie et des transports réunis autour du premier ministre à Matignon.

Certaines des trois têtes de chapitre (régime des importations, régime des prix et niveau de l'exploration) devront être revues lors d'une prochaine réunion qui se tiendra probablement dès la semaine prochaine. Ce n'est qu'ensuite que seront annoncées les mesures prises, qui dans tous les cas correspondront à une libéralisation de la politique pétrolière de la France.

Quant à une éventuelle baisse des prix des carburants, le premier ministre s'est borné à déclarer — à sa sortie de l'Elysée dans la soirée du 23 août — que la décision serait prise « *en temps opportun* ».

● *Précisions.* — Une ligne sautée a rendu incompréhensible un passage de l'article intitulé : « *La politique pétrolière française pourrait être révisée dans un sens libéral* », publié dans *le Monde* du 24 août. Il fallait lire : « *On envisage aussi un élargissement de la marge du prix de vente des carburants à la pompe; qui passerait de 6 à 10 ou 11 centimes* » (ce qui pourrait entraîner un développement de la vente par les grandes surfaces). D'autre part, la marge brute d'autofinancement d'Elf-Aquitaine n'est pas de 2 milliards mais de 5 milliards de francs.

AGRICULTURE

Le C.N.J.A. veut faire de son seizième congrès celui de la fermeté syndicale

A l'occasion de son seizième congrès, qui aura lieu les 6 et 7 septembre à Souillac (Lot), le Centre national des jeunes agriculteurs (C.N.J.A.) entend présenter des revendications permettant d'aller vers une plus grande égalité au sein d'« une agriculture solidaire », et faire la preuve de la fermeté du syndicalisme paysan.

Dans son rapport annuel, le conseil d'administration insiste sur la contribution essentielle de l'agriculture dans l'économie nationale. Les gains de productivité constatés depuis vingt ans, les excédents commerciaux dégagés — l'année 1977 doit être considérée comme exceptionnelle, — font des agriculteurs « *les Japonais de l'économie nationale* ». Le C.N.J.A. souligne la nécessité impérative de stopper l'exode rural, qui atteint annuellement 5,6 % de la population agricole.

Le maintien du tissu rural passe par un renouvellement important des chefs d'exploitation. Il convient donc de favoriser l'installation des jeunes, dont le rythme ne permet de couvrir actuellement que 22 % des départs, contre 38 % en 1968.

Pour aider les jeunes à franchir « *la phase périlleuse de l'installation* », le C.N.J.A. propose : de réserver en priorité les prêts fonciers aux jeunes ; d'améliorer le régime successoral ; d'améliorer l'action des groupements fonciers agricoles (G.F.A.) (notamment des G.F.A. mutuels, ainsi que la trésorerie des jeunes, entre autres par des assouplissements du régime fiscal ; d'agir sur le prix de la terre, par le biais de la fixation d'un « *prix de référence* », se situant entre la valeur du marché et la valeur de rendement, enfin de « *débloquer le marché foncier* » en facilitant les départs à la retraite par une revalorisation de l'I.V.D. (indemnité viagère de départ), et d'« *appliquer les lois sur les cumuls déjà existants* ».

Le congrès fera également une large place à la lutte contre les inégalités qui obèrent le niveau de vie des agriculteurs et le développement du secteur agricole : inégalités entre le secteur agricole et les autres secteurs de l'économie nationale, inégalités à l'intérieur même du secteur agricole, où l'application du système de prix unique pour un produit ne tient pas comptes des grosses disparités de prix de revient (qui varie selon la surface de l'exploitation, la nature du produit, la région d'exploitation), inégalités enfin touchant les garanties d'écoulement et de prix selon les produits (par exemple entre les céréales et les fruits ou légumes).

M. CHIRAC JUGE INACCEPTABLE LA PROPOSITION DE LA COMMUNAUTÉ POUR LES OVINS

(de notre correspondant.)

Limoges. — M. Jacques Chirac, qui inaugurait le 20 août le concours ovin annuel de Meymac (Corrèze), s'est prononcé pour une politique de fermeté devant les instances communautaires de Bruxelles en matière de production ovine. Il a estimé que « *la proposition de règlement communautaire faite par la commission bruxelloise est inacceptable pour la France, à un point tel qu'elle n'est pas amendable* ».

La France doit, selon M. Chirac, refuser de discuter un tel règlement ; demander l'élaboration d'un règlement conforme à nos intérêts élémentaires ; refuser, quelles qu'en soient les conséquences, de remettre en cause notre système de protection. Cette position doit être très nette, souligne M. Chirac, afin que l'incertitude cesse chez nos producteurs, notamment chez les jeunes.

Le président du R.P.R. a conclu : « *Sauvegarder et développer notre élevage ovin est d'un intérêt national, non seulement pour nos productions mais aussi pour la vie même dans un certain nombre de régions, qui seraient vouées à la désertification si l'on suivait les propositions des technocrates irresponsables.* »

AUTOMOBILE

Caddy Duport : la plus petite voiture à moteur Diesel

Disparue, la Simca 1000 n'était pas la dernière « tout-à-l'arrière » française. Il en reste une, la Caddy, qui mérite d'être assimilée à une automobile même si, pour l'administration comme pour ses possesseurs, elle n'est qu'un vélomoteur (1). Quatre roues indépendantes bien suspendues, un circuit hydraulique de freinage à double circuit commandant quatre tambours robustes, une direction à crémaillère et une boîte de vitesses Renault, c'est déjà assez pour être considéré. Rien à voir avec certaines productions fantaisistes ; elle s'accroche à la route et respecte ses occupants. Ces qualités, toutefois, n'ont rien d'extraordinaire et l'originalité du modèle — un des plus petits du marché des « voiturettes » (2,26 m de long et 1,28 m de large) — réside dans son moteur.

Deux adultes

Pas n'importe lequel et pas n'importe où : le coup de génie de son inventeur, M. Guy Duport, un entrepreneur de téléskis reconverti, depuis la crise, dans le quadricycle urbain (2), est d'avoir choisi un moteur Diesel particulièrement économique (3 litres de gazole aux 100 km au maximum, soit moins de 5 F...) et de l'avoir disposé à la place, généralement inoccupée, du second passager arrière. Ainsi conçue, la Caddy, malgré sa taille, transporte allègrement deux adultes et un enfant ou de nombreux paquets. Ses performances (plus de 65 km/h. sur route) sont altérées par la faible puissance du moteur (10 ch DIN), mais son couple relativement important et quasi constant lui confère la vivacité d'une R4, ce qui est largement suffisant pour la ville.

Il en faudrait donc peu pour que la Caddy soit le meilleur prototype de la voiture urbaine puisqu'elle n'embouteille ni le trafic ni les rues (elle se gare face au trottoir), consomme moins qu'un cyclomoteur, démarre sans préchauffage et transporte confortablement une charge raisonnable. Mais le diesel a ses défauts, le bruit et les vibrations notamment, qu'un capot encore trop léger atténue difficilement. Et l'embrayage semi-automatique, que le constructeur a retenu pour satisfaire une clientèle dépourvue du permis B, déprécie les démarrages. L'importance de son prix, enfin, fait difficilement accepter l'absence d'une jauge de carburant (la panne sèche est un des inconvénients majeurs du diesel à cause du désamorçage de la pompe) alors que son équipement est semblable à celui d'automobiles beaucoup plus volumineuses.

La Caddy est par ailleurs assez jolie, dotée d'une visibilité tous azimuts, découvrable totalement — cela pour combattre la claustrophobie et l'accumulation de buées sur les vitres — et son système original de commercialisation et d'après-vente n'est pas contraignant. Construite depuis plus de huit mois à raison de dix unités mensuelles, elle devrait être au prochain Salon de Paris. Comme les « grandes » auxquelles, malgré sa rusticité artisanale, elle peut être comparée, mais qu'elle surpasse dans son domaine, la ville. En attendant une voiture électrique à vraies performances, la Caddy à moteur Diesel est le véhicule urbain le plus intelligemment conçu du moment.

MICHEL BERNARD.

(1) Immatriculée mais non assujettie à la vignette, la Caddy peut être conduite avec la seule licence A 1 (code).

(2) Etablissements Duport, Saint-Ferréol, 74120 Faverges.

☆ Prix : 22 882 F à la livraison chez le garagiste le plus proche. Caractéristiques : 2 portes, 3 places. Moteur Lombardini monocylindre 510 cm3, 10 ch DIN à 3 000 tr/mn, 3 mKg à 2 000 tr/mn. Poids à vide, 383 kg. Charge utile, 240 kg. Réservoir de 10 litres de gazole.

● *British Leyland rappellera en Grande-Bretagne cent quarante mille voitures « Allegro »* pour remplacer leurs moyeux arrière. Cette décision est liée aux accusations portées par un juge britannique qui, au cours d'un procès tenu à Middlesborough, avait rendu en juillet la société responsable d'un accident de la route. Le juge a déclaré que plus de cent accidents d'« Allegro » avaient « *prouvé de façon incontestable* » qu'ils était dus à la perte d'une roue arrière. British Leyland précise que les voitures « Allegro » vendues en France, fabriquées en Belgique, ne sont pas concernées par la mesure de rappel.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES

Comptes au 30 juin (maison mère)

Le conseil d'administration de la Compagnie française des pétroles, dans sa séance du 22 août, a examiné les comptes de la maison mère au 30 juin, qui se soldent par un résultat net de 172 millions de francs.

Le chiffre d'affaires de la C.F.P. maison mère s'est élevé à 10,2 milliards de francs pour le premier semestre de 1978, contre 9,4 milliards de francs au cours de la période correspondante de 1977. Il est rappelé que ce chiffre se rapporte aux seules opérations commerciales traitées directement par la maison mère et ses succursales, à l'exclusion de celles qui sont réalisées par les filiales spécialisées dans la commercialisation du pétrole brut et des produits pétroliers ; l'ensemble des tonnages commercialisés par le groupe au cours des six premiers mois de l'année a atteint 32,7 millions de tonnes contre 36,9 millions de tonnes pour le premier semestre 1977.

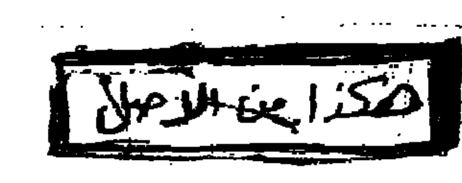
La marge brute d'autofinancement est de 452 millions de francs, en augmentation sensible par rapport à celle du premier semestre 1977, qui était de 356 millions de francs. Le résultat net de 172 millions de francs est, lui aussi, supérieur à celui du premier semestre 1977, qui était de 88 millions de francs ; il convient de noter que le résultat tient compte des dividendes effectivement mis en paiement au 30 juin : ceux-ci sont supérieurs à la moitié des dividendes attendus pour l'ensemble de l'exercice, et incluent les dividendes en provenance des filiales de production, qui sont en augmentation par rapport à l'exercice précédent.

Il est rappelé que les écarts de change sur les postes monétaires long terme du bilan ne sont pas enregistrés dans la situation au 30 juin et ne sont comptabilisés qu'en fin d'exercice.

Les comptes consolidés du groupe Total pour le premier semestre de l'exercice 1978 ne seront disponibles qu'au cours du mois d'octobre.

CESSATION DE GARANTIE

Conformément aux dispositions de l'article 44 du décret 72 678, l'Etoile commerciale S.A., établissement financier, au capital de 33 millions de francs, siège social : 103, boulevard Haussmann, 75008 Paris, informe les clients de Mme de Junnemann Françoise, Immobilière Sydia, 38, rue de Babylone, 75007 Paris, agent immobilier effectuant des opérations de transactions sur immeubles et fonds de commerce sans manipulation de fonds, qu'elle a annulé, le 11 août 1978, la caution de 50 000 F qu'elle avait donnée à Mme de Junnemann Françoise, Immobilière Sydia, pour l'exercice de sa profession.



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

23 AOUT

Chute des pétroles

Le mouvement de hausse que les boursiers croyaient durablement reparti mardi a subi un coup d'arrêt dès ce mercredi au palais Brongniart, et l'indicateur instantané a terminé la séance en repli de 0,55 % environ.

L'annonce, par la Compagnie française des pétroles d'une prochaine augmentation de capital (voir ci-contre) est directement à l'origine de l'accès de faiblesse général subi par la cote. D'abord circonscrit à la totalité des valeurs pétrolières (C.F.P. — 4 %, Esso — 5 %, Pétroles B.P. dont la cotation dut être retardée devant l'afflux des offres a fini par céder environ 8 %) le mouvement de baisse s'est peu à peu étendu à d'autres secteurs comme le matériel électrique (L.M.T. — 5 %). Ailleurs, la tendance a été irrégulière, hausses et baisses s'équilibrant, à peu de chose près. Quelques progrès non négligeables ont même été réalisés par Alsacienne de supermarchés, Sommer-Allibert et Matra (+ 6 % en moyenne).

L'atmosphère n'était donc pas trop pessimiste autour de la corbeille, où l'on soulignait néanmoins que, « sans l'opération de la C.F.P. la hausse se serait peut-être poursuivie ». L'annonce de bons résultats du commerce extérieur français en juillet (voir d'autre part) était notamment citée comme un facteur positif pour l'évolution des cours. Au-delà de la ponction, importante que la C.F.P. a l'intention d'opérer sur le marché, les opérateurs craignaient notamment que cet exemple soit suivi par les autres sociétés, qui envisagent, à l'heure actuelle, de venir s'abreuver à la Bourse. Inquiétudes justifiées ? L'avenir le dira...

Sur le marché de l'or, le lingot a cédé 495 F à 28 500 F, et le napoléon 3,30 F à 258,10 F.

Taux du marché monétaire

Effets privés .... 7 ... %

LONDRES

Nouveau repli

Un nouveau repli des cours est enregistré jeudi matin au London Stock Exchange et l'indice des industrielles perd encore 1,7 point à 517,5. Aux pétroles, effritement de B.P. Reprise des mines d'or. Stabilité des Fonds d'État.

Or (ouverture) (dollars) 202 70 contre 203 25

VALEURS	CLOTURE 23/8	COURS 24/8
Beecham	721 ...	716 ...
British Petroleum	916 ...	914 ...
Courtaulds	121 ...	120 ...
De Beers	428 ...	428 ...
Imperial Chemical	418 ...	404 ...
Rio Tinto Zinc Corp.	242 ...	242 ...
Shell	598 ...	598 ...
Vickers	201 ...	204 ...
War Loan 3 1/2 %	31 3/8	31 3/8
(*) West Driefontein	30 1/2	31 ...
(*) Western Holdings	28 1/4	27 7/8

(*) En dollars U.S., net de prime sur le dollar investissement.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

SAINT-GOBAIN - PONT-A-MOUSSON. — Le chiffre d'affaires consolidé du groupe pour le premier semestre atteint 17 071 millions de francs contre 15 952 millions au 30 juin 1977. La progression est de 7 %. A structures comparables, elle s'élève à 6,5 %, et, après élimination des changements de parités monétaires intervenus depuis un an, à 9,8 %. Le département « réfractaires » est celui dont les ventes ont le plus augmenté.

HOECHST. — Bénéfice avant impôts du groupe à l'échelon mondial pour le premier semestre : 550 millions de deutschemarks contre 630 millions (— 12,7 %). Cette nouvelle détérioration des résultats masque toutefois l'amélioration qui s'est produite au deuxième trimestre et qui devrait se poursuivre durant le second semestre tant au niveau des profits que des ventes.

TALCS DE LUZENAC. — Le bénéfice net pour 1978 serait du même ordre de grandeur que celui dégagé l'an dernier, soit 11,2 millions de francs. Le chiffre d'affaires du premier semestre progresse de 5 % à 53,9 millions de francs.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	23/8	2/8
1 dollar (en yens)	192 10	191 85

NEW-YORK

Nouvelle avance

Stimulé par la remontée du dollar, le marché a franchi mercredi une nouvelle étape de hausse et, malgré l'apparition en fin de séance de ventes bénéficiaires, qui ont principalement affecté les « blue chips », l'indice des industrielles a encore progressé de 4,59 points à 897.

L'activité s'est fortement accélérée et 39,71 millions de titres ont changé de mains contre 29,78 millions précédemment.

Pour l'instant, les craintes d'un renchérissement excessif des taux d'intérêt se sont un peu apaisées. Selon la Continental Bank, une nouvelle hausse du « prime rate » est improbable avant le quatrième trimestre. Un peu rassurés, les opérateurs ont été d'autant plus sensibles à la nouvelle démarche du gouvernement en faveur de la défense du dollar. Phénomène significatif de l'attrait offert par les États-Unis aux capitaux internationaux : le département du commerce signale pour le premier semestre une augmentation des investissements étrangers, dont le nombre s'est élevé à deux cent quatre-vingt-deux, soit autant que pour année 1977 entière.

VALEURS	COURS 22/8	COURS 23/8
Alcoa	46 3/4	47 3/8
A.T.T.	62 ...	62 ...
Boeing	68 7/8	69 7/8
Chase Manhattan Bank	33 7/8	34 1/4
Du Pont de Nemours	127 1/4	126 3/8
Eastman Kodak	65 1/2	65 3/4
Exxon	48 5/8	49 ...
Ford	46 1/2	45 7/8
General Electric	55 3/4	56 1/8
General Foods	33 3/4	34
General Motors	63 1/2	64 1/4
Goodyear	18 .	17 3/4
I.B.M.	286 1/2	287 3/4
I.T.T.	32 1/2	32 3/4
Kennecott	24 1/8	24 1/4
Mobil Oil	65 1/8	66 .
Pfizer	35 ...	35 1/8
Schlumberger	88 ..	88 5/8
Texaco	25 7/8	26 1/8
U.A.L. Inc.	39 1/8	39 1/4
Union Carbide	41 ...	41 1/8
U.S. Steel	27 5/8	27 3/8
Westinghouse	23 1/2	24 ...
Xerox	60 1/8	59 ...

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, Base 100 : 30 déc. 1977.)

	22 août	23 août
Valeurs françaises	147,5	148,1
Valeurs étrangères	106,2	106,3

Cie DE SAGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	84,1	84

BOURSE DE PARIS - 23 AOUT - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Prem. cours	Dernier cours	Compt. Prem. cours

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

o : offert ; C : coupon détaché ; d : demandé ; * droit détaché

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 23/8	COURS DES BILLETS achat de gré à gré entre banques
*Etats-Unis ($ 1)	4 378	4 416	4 40
Allemagne (100 DM)	219 10	218 81	219
Belgique (100 F)	13 974	13 978	13 475
Pays-Bas (100 fl.)	202 41	202 50	201 50
Danemark (100 krd)	79 52	79 30	78 50
Suède (100 krs)	99 73	99 06	98 25
Norvège (100 k.)	83 17	83 31	82 00
Grande-Bretagne (£ 1)	8 447	8 472	8 50
Italie (1 000 lires)	5 288	5 224	5 35
Suisse (100 fr.)	265 76	263 20	262 50
Autriche (100 sch.)	30 440	30 345	30 25
Espagne (100 pes.)	5 891	5 929	5 80
Portugal (100 esc.)	9 855	9 825	9 75
Canada ($ can. 1)	3 830	3 870	3 845
Japon (100 yens)	2 304	2 303	2 22

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 23/8
Or fin (kilo en barre)	28955	28950
Or fin (en lingot)	28995	28500
Pièce française (20 fr.)	261 40	258 10
Pièce française (10 fr.)	212 50	212 50
Pièce suisse (20 fr.)	259 60	262 30
Union latine (20 fr.)	244 70	238
Souverain	255 40	252 50
Pièce de 20 dollars	1264 40	1250 ..
Pièce de 10 dollars	655 ..	652 ..
Pièce de 5 dollars	438	.
Pièce de 50 pesos	1144	1120
Pièce de 10 florins	231	225 50

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

M. JEAN-MARIE CAVADA EST NOMMÉ DIRECTEUR ADJOINT A FR 3

M. Jean-Marie Cavada, ancien rédacteur en chef à Antenne 2, rédacteur en chef à R.T.L. depuis mars 1977, devait signer, ce jeudi 24 août, le contrat qui va désormais le lier à FR 3. Nommé directeur adjoint pour cette chaîne, M. Jean-Marie Cavada y aura la responsabilité des services de l'information nationale ainsi que du journal régional Paris-Île-de-France (*le Monde* du 4 août 1978). Il devrait prendre ses nouvelles fonctions le lundi 28 août. M. Jean-Marie Cavada présentera une dernière fois, le mercredi 25 août, le journal du matin de R.T.L. Il pourrait par la suite collaborer à la rédaction de cette station sous des formes qui ne sont pas encore précisées.

NOUVELLES BRÈVES

● *Deux grévistes de la faim hospitalisés.* — M. Yves Condamine, secrétaire du CID-UNATI du Bas-Rhin, et un de ses amis artisans, qui avaient entrepris à Strasbourg une grève de la faim le 16 août, ont été hospitalisés le 23 août en raison de leur état de faiblesse. Les deux hommes avaient cessé de s'alimenter après que M. Condamine ait été expulsé de la « blanchisserie-pressing » qu'il exploitait à Strasbourg, « *alors qu'un pourvoi en cassation était déjà engagé* ». M. Condamine avait adjoint, avec l'accord verbal du propriétaire des murs, un pressing à la blanchisserie acquise en 1970 ; le nouveau propriétaire a poursuivi M. Condamine pour non-respect du bail (qui stipulait simplement « blanchisserie »).

● *Au Japon.* — La balance des paiements courants a été de 2 milliards et 50 millions de dollars soit nettement plus qu'il y a un an à la même époque (1,5 milliard). Depuis le début de l'année, l'excédent de la balance des paiements courants du Japon atteint 10,8 milliards de dollars.

L'indice de la production industrielle japonaise, quant à lui, s'est inscrit à 121,5 en juin contre 122,4 en mai sur la base 100 en 1975, soit une baisse de 0,7 % en un mois. Par rapport à juin 1977, la progression est de 5 %.

La baisse de juin survient après huit mois d'une progression ininterrompue qui a fait passer l'indice de la production industrielle de 115 en octobre à 122,4 en mai (+ 6,4 %).

Le numéro du « Monde » daté 24 août 1978 a été tiré à 507 305 exemplaires.

MM. Chirac et Guéna critiquent la politique économique du gouvernement

M. Jacques Chirac, interrogé mercredi soir 23 août au micro de France-Inter, a notamment déclaré que « l'affaire du Parlement européen » n'était pas une « grande affaire », mais une « mauvaise affaire ».

« *Elle sera soumise aux instances du mouvement gaulliste dans les prochains mois*, a-t-il ajouté, *et c'est seulement à ce moment que nous aurons à prendre position.* »

Abordant la question du chômage, le président du R.P.R. a affirmé : « *Nous pensons que devant les problèmes du chômage en particulier, il est nécessaire d'avoir une politique de planification et de relance. Nous verrons l'examen et le vote du budget et c'est à ce moment que nous nous emploierons à peser sur les décisions.* »

M. Yves Guéna, député de la Dordogne, conseiller politique du R.P.R. a affirmé, de son côté, que le R.P.R. était conduit « *à nuancer son jugement sur la politique économique suivie depuis six mois* ».

Prenant la parole mercredi 23 août à Hesdin, pour soutenir le Dr Tuaillon, candidat R.P.R., à l'élection législative partielle de la 4e circonscription du Pas-de-Calais des 3 et 10 septembre, M. Guéna a ajouté :

« *Nous approuvons, certes, le schéma général de liberté dans l'économie et notamment la libération des prix, mais nous émettons des réserves sur la forte hausse des tarifs publics, alors que les services publics ont un certain prolongement social. Surtout nous ne croyons pas que le simple jeu des mécanismes économiques puisse relancer notre économie et résorber le chômage, nous voulons que l'économie soit soutenue par l'État. Nous voulons que l'objectif numéro un soit la lutte pour le plein emploi.* »

UN JOURNAL DE BONN MET EN CAUSE LE MAIRE DE PARIS

Le journal ouest-allemand *General Anzeiger*, de tendance chrétienne démocrate, s'en prend vivement à M. Jacques Chirac en sa qualité de maire de Paris, et lui reproche de saisir « *toutes les occasions pour se mettre en avant sur la scène internationale* ». Le quotidien allemand écrit notamment : « *Il ne se demande pas si son action est compatible avec la ligne de politique étrangère générale de son pays. (...) Le fait qu'il apporte son soutien à la propagande communiste en accueillant en hôtes d'honneur les maires de six villes soviétiques et polonaises lui est indifférent.* » Le journal qualifie l'entreprise de M. Jacques Chirac de « *politiquement douteuse* ».

Le maire de Paris a aussi invité, pour l'anniversaire de la libération de Paris le maire de New-York (*le Monde* du 24 août).

M. RAYMOND BARRE EN VISITE DANS L'YONNE

Le président de la République s'est entretenu pendant une heure trente avec M. Raymond Barre, le mercredi 23 août en fin d'après-midi. M. Valéry Giscard d'Estaing était arrivé en fin de matinée à Paris, venant de Bangui.

M. Pierre Hunt, porte-parole de l'Élysée, a confirmé que le président de la République avait rencontré, dans la capitale centrafricaine, les chefs d'État tchadien et zaïrois, MM. Félix Malloum et Mobutu Sese Seko, ainsi que l'empereur Bokassa Ier de Centrafrique et M. Léon Mebiane, premier ministre gabonais. M. Giscard d'Estaing avait annulé, en raison de cette rencontre, le séjour qu'il devait faire dans le Puy-de-Dôme (*le Monde* du 23 août).

Après le conseil des ministres, qui se réunit ce jeudi 24 août, M. Barre se rend à Chéroy, dans l'Yonne, pour le cinquantième anniversaire du syndicat intercommunal à vocation multiple qui regroupe vingt-quatre communes de ce canton. Le premier ministre devait prononcer un discours sur la réforme des collectivités locales.

Vendredi après-midi, M. Barre répondra à l'invitation des jeunes giscardiens du mouvement Autrement, qui tiennent leur deuxième « *campus d'été* » à Beaucaire (Gard), du 20 août au 10 septembre. Le premier ministre regagnera Paris vendredi en début de soirée. Le 25 septembre, M. Barre se rendra aux journées parlementaires du groupe U.D.F., organisées à Toulon du 25 au 28 septembre.

● *M. Jean-Jacques Beucler*, député (U.D.F.) de Haute-Saône, président du Comité national d'entraide franco-vietnamien, franco-cambodgien et franco-laotien, devait être reçu par le président de la République le jeudi 24 août afin de l'informer de la situation des réfugiés d'Indochine en France.

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PARTIELLES

● *Dans la seizième circonscription de Paris (partie quatorzième arrondissement)*, où le premier tour de l'élection législative partielle provoquée par l'invalidation de M. Christian de La Malène (R.P.R.) est fixé au 24 septembre (*le Monde* du 24 août), le comité d'arrondissement et les comités de section du P.C. ont décidé de désigner comme candidat Mme Rolande Perlican, sénateur, qui aura pour suppléant M. Serge Arnouil. Mme Perlican était arrivée au premier tour des élections législatives de mars dernier en troisième position avec 6 277 voix derrière M. de La Malène et Mme Avice (P.S.) qui avaient respectivement recueilli 11 440 et 6 791 suffrages. *L'Humanité* du 24 août précise que M. Georges Marchais participera à un meeting de soutien à la candidate communiste.

● *Dans la première circonscription de Meurthe-et-Moselle*, où le premier tour de l'élection partielle rendue nécessaire après l'invalidation de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber est fixé au 17 septembre, sept candidatures ont été déposées (les candidatures seront reçues jusqu'au 27 août). Il s'agit de celles de MM. Jean-Jacques Servan-Schreiber, U.D.F.-rad., Claude Huriet, vice-président départemental du P.R., en congé de parti, soutenu par le R.P.R. et le C.N.I.P., Christian Para, R.P.R. (*le Monde* du 24 août), Roland Favaro, P.C., Yvon Tendon, P.S., Henri Begorre, P.S.U., et Mlle Christiane Nimsgern, Lutte ouvrière.

● *Une protestation verbale soviétique* contre le traité de paix sino-nippon, signé le 12 août dernier, a été formulée, mercredi 23 août, à Tokyo, par M. Boris Zinoviev, ambassadeur par intérim, à M. Keisuke Arita.

Sur les marchés des changes

Le dollar toujours instable

Le rétablissement du dollar se révèle décidément assez précaire. Vingt-quatre heures à peine après avoir semblé retrouver des ailes, la devise américaine a de nouveau fléchi jeudi matin sur toutes les grandes places financières internationales, administrant une nouvelle fois la preuve de sa vulnérabilité. A Paris, le dollar est ainsi revenu à 4,3875 F (contre 4,4175 mercredi en clôture), s'établissant à 2,0070 DM (contre 2,0175) à Francfort, à 1,6425 FS (contre 1,6570) à Zurich, et à 191,65 yens (contre 192,10) à Tokyo.

Des marchés très calmes

Cette légère rechute s'est toutefois opérée dans des marchés qualifiés de très calmes par les cambistes.

Elle n'a au demeurant vraiment surpris personne.

Avant de reprendre des positions à la hausse, les opérateurs, explique-t-on dans les milieux financiers, attendent de connaître l'ensemble du dispositif que le gouvernement américain a promis de mettre sur pied pour assurer la défense du dollar.

Or, le président Carter est en vacances, ainsi que le secrétaire américain au trésor, M. Michael Blumenthal. Dans ces conditions, aucune mesure nouvelle, estime-t-on, ne pourra être prise avant plusieurs semaines et le dollar se retrouve livré à lui-même.

En attendant, ce nouvel affaiblissement du dollar a ravivé l'intérêt sur l'or, dont le prix, tombé mercredi matin à 198,35 dollars, est remonté à 202,70 dollars.

CORSE : UN COMMANDO DÉTRUIT UNE RÉSIDENCE SECONDAIRE APRÈS EN AVOIR ÉVACUÉ LES OCCUPANTS

Un commando se réclamant du Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.) a dynamité, dans la nuit du mercredi 23 au jeudi 24 août, une résidence secondaire à Porticcio, sur la rive sud du golfe d'Ajaccio. Le commando de huit hommes, qui avait pénétré à 1 h 30 dans la maison appartenant à M. Jacques Argentin, a placé plusieurs charges explosives, après avoir fait évacuer les occupants. Quelques minutes plus tard, la résidence était complètement rasée.

Avant de partir, un des membres du commando a précisé aux occupants que cet attentat était commis en signe de protestation contre l'intervention des forces de l'ordre à Ghisonaccia.

Le mardi 22 août, près de Ghisonaccia, dans la plaine orientale des affrontements avaient opposé des agriculteurs corses à des gendarmes mobiles, dont deux ont été légèrement blessés par des jets de pierres.

Les membres de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (F.D.S.E.A.) qui avaient bloqué avec plusieurs tracteurs la route nationale 198 (Bastia-Bonifacio) réclamaient la mise en liberté d'un œnologue bastiais, M. Mathieu Filidori. Celui-ci avait été arrêté et détenu à la prison de la Santé dans le cadre de l'opération de police menée contre le Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.), au mois de juin dernier.

A Rennes

Le tribunal de grande instance condamne des délégués du personnel à « faire cesser » une occupation d'usine

Rennes. — Quatre délégués du personnel de l'usine de Chantepie (Ille-et-Vilaine) de la Société parisienne de lingerie indémaillable (SPLI) ont été assignés en référé mercredi 23 août devant le tribunal de grande instance de Rennes. Ils ont été astreints à « faire cesser » l'occupation de cette usine qu'ils avaient réintégrée après l'intervention des forces de l'ordre (« le Monde » du 18 août).

Les syndics de la SPLI et de la société Huit S.A. — laquelle doit reprendre la gérance de cette usine rennaise, mise en liquidation de biens depuis le 31 mai dernier — réclamaient l'évacuation des lieux afin de pouvoir procéder à l'inventaire. Une partie du personnel avait occupé puis réoccupé les locaux pour obtenir « *une solution globale* », qui procurerait du travail aux quelque mille cinq cents salariés des cinq usines bretonnes de l'entreprise. La société Huit S.A., pour sa part, ne propose de réembaucher que deux cent soixante des quatre cent cinquante-neuf salariés de Chantepie.

Le jugement du tribunal de grande instance précise que les délégués — MM. Emeraud, Loriol, Derriennic, ainsi que Mlle Lozdowski — sont condamnés « *à cesser et faire cesser* » l'occupation « *en raison de l'ascendant dont ils jouissent auprès de leurs camarades et de leurs qualité d'anciens délégués du personnel* ». Bien qu'ils soient en chômage depuis trois mois, ils sont tenus pour « *personnellement responsables* » de la voie de fait que constitue l'occupation et ont obligation « *de faire cesser le trouble qui en résulte* », sous astreinte de 150 F par jour de retard.

Au P.C.

LA JOURNÉE DU 29 AOUT CONTRE LES LICENCIEMENTS

Le bureau politique du parti communiste français a fait le point de la rencontre du 29 août entre les dirigeants, les parlementaires du parti et « *les délégations des travailleurs en lutte contre la fermeture de leur entreprise, les licenciements et les menaces sur l'emploi* ». « *Ce rassemblement*, déclare-t-il, *démontrera que le plein-emploi n'est pas un mythe, qu'il est, au contraire, un objectif actuel, nécessaire tant pour les hommes que pour l'économie de notre pays et son indépendance.*

» *Georges Marchais en apportera la preuve, ce jour-là, en présentant les propositions du parti communiste français.* » Le secrétaire général du P.C. a écrit au premier ministre pour lui demander une entrevue le 29 août.

NOUVEL AFFLUX DE RÉFUGIÉS CAMBODGIENS EN THAÏLANDE

Bangkok (*Reuter*). — Les Cambodgiens semblent de plus en plus nombreux à fuir leur pays pour se réfugier en Thaïlande. Cent cinquante réfugiés sont entrés en effet dans ce pays au cours de la semaine écoulée. Selon un responsable du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.) « *la situation est vraiment en train de changer* » par rapport au premier semestre de cette année, au cours duquel le nombre des réfugiés khmers accueillis en Thaïlande était d'une centaine par mois.

Déjà en juillet 350 Khmers avaient franchi la frontière. Une des raisons de cet afflux est sans doute l'allégement de la surveillance militaire le long de la frontière, Phnom-Penh ayant dépêché de nouvelles unités contre le Vietnam.

Par ailleurs, selon des sources diplomatiques et certains témoignages, les purges de « traîtres » — *sans doute accusés d'être pro-Vietnamiens* — se sont intensifiées.

UN AGRICULTEUR MEURT APRÈS DES PIQURES DE GUÊPES

Un agriculteur de Beaumes-de-Venise (Vaucluse), M. André Faucon, cinquante-sept ans, est mort, mercredi 23 août, après avoir été piqué par quatre guêpes alors qu'il travaillait dans un hangar.

Malgré l'intervention rapide d'un médecin et du service de réanimation des sapeurs-pompiers, M. Faucon est décédé peu de temps après avoir perdu connaissance.

[Les piqûres d'insectes venimeux (guêpe, abeille, frelon) ou de scorpion comme les morsures de serpent sont l'équivalent d'une injection sous-cutanée d'antigènes puissants. La réaction déclenchée dépend alors de la sensibilisation particulière du sujet à cet allergène. Le plus souvent, la piqûre ne déclenche qu'une réaction douloureuse locale avec œdème. Mais parfois, des troubles généraux, connus sous le nom de « choc anaphylactique », peuvent se produire.

Le phénomène de l'anaphylaxie (éthymologiquement : contraire de protection) est dû à la libération brutale d'une quantité importante de substances naturelles vaso-pressives (amines, et en particulier histamine) contenues dans les cellules chargées de répondre à une agression antigénique. Si le sujet a été « mis en alerte » par un premier contact avec l'antigène, le second contact touche alors un organisme hypersensible, et la réaction peut alors être explosive et conduire à une chute brutale de tension (collapsus cardio-vasculaire) parfois irréversible. C'est ce phénomène qui explique la gravité des piqûres d'insectes chez des sujets hypersensibilisés par une première piqûre (parfois passée inaperçue) quelques semaines auparavant.]

